

L'AFRIQUE : UN CONTINENT SUR LA VOIE DE L'INTEGRATION

Szeged, 2018

Éditeur : Centre Universitaire Francophone

Responsable de l'édition : Laureline Congnard

Relecture : Laureline Congnard, Jérémy Guidat et András Türke

© **Centre Universitaire Francophone, 2018**

Dugonics tér 2. H-6720, Szeged, Hongrie

www2.u-szeged.hu/cuf

ISBN: 978-963-306-595-2

ISSN: 2498-5120

Imprimé par Innovariant, Algyő, Hongrie, 2018

Szeged : 16 et 17 novembre 2017

Actes du colloque
portant sur „L'Afrique:
un continent sur la voie de l'intégration”
organisé par le Centre
Universitaire Francophone

Table des matières

| | |
|--------------------------------------|---|
| Préface par Laureline Congnard | 9 |
|--------------------------------------|---|

I. Intégration régionale comme outil de la coopération politique

| | |
|--|-----------|
| Bienvenu Touré METAN, <i>Enseignant-Chercheur, Maître-Assistant au Département de philosophie. Université Alassane Ouattara de Bouaké – Côte d'Ivoire</i> « Panafricanisme et intégration africaine : l'Afrique pour l'Afrique : leurre et lueur » | 15 |
|--|-----------|

| | |
|--|-----------|
| Anne-Sophie GIJS, <i>Professeure, Ecole interfacultaire en études européennes, Université catholique de Louvain – Belgique</i> « Les politiques de l'UE et l'intégration de l'Afrique au tournant du 21^e siècle : comment concilier valeurs et nouvelles ambitions stratégiques ? » | 37 |
|--|-----------|

II. Intégration économique

| | |
|--|-----------|
| Claude Aline ZOBO, <i>Doctorante, Université de Yaoundé – Cameroun</i> « L'intégration monétaire de l'Afrique de l'Ouest est-elle soutenable ? Une analyse de la synchronisation des cycles économiques des pays membres » | 65 |
|--|-----------|

| | |
|---|----|
| Mohieddine HADHRI, <i>Professeur en diplomatie et relations internationales, Université de Tunis, Expert consultant international – Tunisie</i> « Les expériences d'intégrations régionales africaines : approche transversale et comparative Sud-Sud » | 89 |
|---|----|

| | |
|--|-----|
| Daniel Bitty MORO, <i>Directeur Afrique-Asie et responsable des affaires internationales et accréditation, Groupe Institut supérieur de management, Dakar – Sénégal</i> « Comment la Politique monétaire Ouest Africaine peut-elle être un véritable outil d'intégration et d'inclusion économique ? » | 109 |
|--|-----|

III. Approches concrètes

| | |
|---|-----|
| Mohammed Said HAMMOUCHI, <i>Doctorant-chercheur, Université Ibn Tofail, FSJES – Kenitra – Maroc</i> « La motivation entrepreneuriale entre le Maroc et le Sénégal : une relecture à travers l'Islam confrérique » | 149 |
|---|-----|

| | |
|--|-----|
| Laura KOKKO, <i>Coordinatrice de projet « Futures africaines » de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne – France</i> « L'Afrique de l'avenir : les tendances clés d'ici à 2025 » | 173 |
|--|-----|

IV. Intégration régionale et stratégie de sécurité et de défense

| | |
|---|-----|
| Ladislav NZE BEKALE, <i>Docteur en Histoire militaire et Etudes de défense (Univ. Montpellier 3), Chercheur Associé au GRESHS (Ecole Normale Supérieure-Gabon), Employé à la Commission de l'Union Africaine – Gabon</i> « Le régionalisme : facteur structurant de la stratégie de défense et de sécurité de l'Union Africaine » | 197 |
|---|-----|

| | |
|-------------------------|-----|
| CONCLUSION | 235 |
|-------------------------|-----|

Gninakan SORO,

Etudiant en Master en Etudes internationales,
spécialité Développement Europe-Afrique, Université de Szeged

Préface

Le Centre universitaire francophone (CUF) a vocation à renforcer la visibilité et à assurer la coordination des activités francophones de l'Université. Il doit servir de référence pour la coopération francophone académique. Dans l'idée d'une ouverture internationale et suivant un objectif rigoureux d'excellence universitaire, le Centre, fondé sur les valeurs de la francophonie telles que le respect de la diversité et des identités, œuvre à promouvoir le dialogue et l'enrichissement mutuel dans un milieu académique propice à l'innovation et à l'échange des idées.

Le CUF est engagé dans des recherches universitaires pluridisciplinaires autour des thématiques liées aux différentes branches des études internationales. Il s'intéresse entre autres aux problématiques liées à la diversité, à l'identité, à l'intégration européenne, au développement de l'Afrique et à la coopération entre l'UE et l'Afrique. Il accueille également de nombreuses conférences sur des thèmes variés. Grâce à son réseau important de partenaires, ses enseignants et chercheurs participent à des programmes de recherche et publient leurs résultats d'une manière régulière. Dans le cadre des doctorats en cotutelle, il contribue aussi à la formation de futurs chercheurs francophones.

Le colloque, portant sur „L'Afrique: un continent sur la voie de l'intégration", organisé les 16 et 17 novembre 2017 par le Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International et de l'Agence universitaire de la francophonie, s'est inscrit dans les activités du CUF et dans le programme pédagogique du Master en études internationales.

2017 fut une année marquante dans l'histoire du continent africain. La décision de lancer le projet d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) a été prise en janvier 2012, lors de la 18^e session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine. L'Union africaine a rédigé le 21 mars 2018 les bases de cette Zone de libre-échange continentale. Elle réunit cinquante quatre Etats africains avec un PIB agrégé de 3400 milliards de dollars. L'objectif est de dynamiser le commerce intra-africain, de garantir la libre circulation des personnes et des biens ainsi que les capitaux et augmenter la compétitivité des entreprises. En février 2017, les Etats membres ont décidé de démanteler entre 85 et 95% des barrières douanières sur une période de 5 à 10 ans. Cependant l'Afrique reste confrontée à de nombreux défis à relever: approfondir la dynamique de transformation structurelle de ses économies à travers la maîtrise de la technologie et la modernisation de l'administration, réduire la pauvreté et les inégalités par une redistribution plus efficace, et résoudre de manière durable le problème de l'insertion professionnelle des jeunes, en créant des emplois.

La mise en place de cette zone de libre-échange est une bonne occasion de dresser un bilan du niveau « des intégrations » sur le continent africain aux différents domaines économique, politique, culturelle, de sécurité (etc.). Comment l'idée de l'intégration est perçue en Afrique aux sphères politiques décisionnelles et dans la société africaine ? Quels sont les facteurs clés d'une intégration réussie ? Comment les modèles européens et internationaux sont-ils applicables sur place ? Est-ce qu'on peut parler d'un modèle africain ? Quels sont les enseignements tirés des expériences de différentes formes d'intégration en Afrique ?

L'objectif de la conférence est également d'analyser l'évolution de la coopération euro-africaine pour promouvoir le développement durable, la démocratie, les droits de l'homme, et partager des expériences d'intégration pour aider à l'accélération de l'émergence du continent africain.

Cette journée a rassemblé un riche panel d'intervenants, issus de différents pays, comme la Belgique, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie, etc., qui ont offert leurs expertises et leurs analyses avisées au public, venu nombreux, parmi lequel on pouvait compter les étudiants du CUF, tous très attentifs.

Toutes les analyses des intervenants, présentées pendant ce colloque, sont regroupées dans cette publication mise à la disposition des personnes susceptibles d'être intéressées par ces questions d'intégration régionale en Afrique.

Laureline CONGNARD
*Juriste assistante,
Responsable académique du Master
mandatée par Wallonie-Bruxelles International
Faculté de droit et de sciences politiques
Université de Szeged*

I. Intégration régionale comme outil de la coopération politique

Dr. Touré Bienvenu METAN

*Enseignant-Chercheur/Maître-Assistant au Département de philosophie/
Université Alassane Ouattara de Bouaké en Côte d'Ivoire.*

Panafricanisme et intégration africaine : l'Afrique pour l'Afrique : leurre et lueur

Résumé

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les tentatives de coopération multilatérale sur une base régionale se sont multipliées dans le monde entier. Le mouvement a été initié en 1957, en Europe, avec la signature du Traité de Rome, organisant les relations économiques entre six États européens autour du charbon et de l'acier. À l'instar du mouvement initié par le vieux continent, l'intégration africaine tisse sa toile autour de figures emblématiques comme Kwamé Nkrumah, Sékou Touré, Léopold Sédar Senghor, Modibo Kéita, etc. qui nourrissaient déjà le rêve de réaliser l'unité africaine forgée par une idéologie centenaire : le panafricanisme ; mouvement qui vise à regrouper l'ensemble des peuples africains au sein d'une même nation. Mais les conflits d'intérêts, le déséquilibre économique, la question de l'immigration, la différence linguistique et de traditions coloniales, les questions sécuritaires constituent encore autant d'obstacles à la réalisation du projet. Si la création de l'OUA en 1963 remplacée en 2002 par l'Union Africaine (UA) nous

donne la chance d'espérer, beaucoup de défis sont encore à relever. Cet article vise à montrer *in fine* que l'intégration africaine est un processus qui piétine et que seule la volonté des Africains pourra changer le cours des choses.

Mots clés : Panafricanisme, Unité africaine, Intégration africaine, Organisations sous régionales et/ou régionales.

Abstract :

In the second half of the 20th century, there were several of attempts for multilateral cooperation on a regional basis all over the world. The movement started in Europe 1957, when the treaty of Rome was signed. It organized economic relations between six European countries around charcoal and steel. Following the example started by the Old Continent, African integration started with emblematic personalities such as Kwame Nkrumah, Sekou Touré, Leopold Sédar Senghor, Modibo Keita, etc. who had the idea of carry out the dream of African Unity motivated by a centennial ideology: Pan-Africanism; a movement which aims at bringing together all the African peoples into one nation. However, conflicts of interest, economic unbalance, immigration issue, linguistic differences, colonial backgrounds and security issues remain as many obstacles to the fulfillment of the project. If the creation of the OAU in 1963, replaced in 2002 by the African Union (AU) makes room for hope, many challenges remain ahead. This article aims at showing in fine that African integration is a tramplng process, and that only Africans' will can make things change.

Key words: Pan-Africanism, African Unity, African integration, Regional/ Sub regional organizations.

Introduction

L'intégration africaine a une histoire. Elle est issue de l'idée panafricaine afro-américaine qui a vu le jour dès le 18^e siècle, parmi l'élite émergente. De 1900 à 1950, le mouvement panafricain a défendu les causes des peuples africains contre l'esclavage, la discrimination raciale, la conquête coloniale, etc. La deuxième source historique vient des luttes anticoloniales qui verront la naissance d'un vaste mouvement progressiste qui a mené des luttes contre la domination impérialiste et l'exploitation dans les différentes colonies pour l'émancipation et l'indépendance nationale. Après l'indépendance, la large coalition anticoloniale a éclaté dans la plupart des pays et a cédé la place à la dictature, au culte de la personnalité, à la montée du nationalisme d'État au détriment du panafricanisme. Au niveau national et régional, les mouvements panafricains ont subi une ère de fragmentation et de divisions idéologiques compromettant fortement les idéaux d'unité et de solidarité antérieurement prônés. De sorte que l'OUA qui a vu le jour depuis mai 1963 a échoué, favorisant ainsi la naissance d'une multiplicité d'organisations régionales et sous régionales, jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par l'UA (Union Africaine) en 2002. Mais le problème reste encore pendant, beaucoup de facteurs ruinent l'espoir d'une Afrique unie, on serait même tenté de croire que la « *rédemption de l'Afrique* » n'est pas pour demain car trop de blessures et de meurtrissures¹ minent encore cette pauvre Afrique. Peut-on parler d'intégration africaine quand « *l'Afrique semble se re-trouver dans un vase clos, détachée du monde dans une chaos-cratie délirante, sous-tendue par un système répétitif d'une gestion opaque du trésor commun*² » ? En tout cas, le diagnostic semble montrer que l'Afrique est malade et à ses chevets se trouvent des afro-pessimistes et des afro-optimistes.

1 Les guerres et conflits qui sévissent en Afrique (Centrafrique, Somalie, les deux Soudan, etc.) et les mouvements terroristes (Boko Haram, Ansar Dine, Aqmi, Shebab, etc.) laissent croire que l'unité de l'Afrique est une illusion.

2 Samba Diakité, 2014, p.13

1. Le panafricanisme : une approche africaine d'intégration

1.1. Contexte d'émergence du concept de panafricanisme

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les tentatives de coopération multilatérale sur une base régionale se sont multipliées dans le monde entier. Au sortir des deux guerres, l'Europe tout entière est exsangue. Elle entre, à partir de 1947, dans une troisième guerre : la guerre froide. Le jeu des alliances est donc nécessaire. La nécessité de s'unir pour résister à la menace soviétique apparaît alors de plus en plus clairement : les démocraties libérales d'Europe de l'Ouest ne peuvent se permettre de se déchirer et de s'affaiblir mutuellement alors qu'à l'Est du « *rideau de fer* »³ les démocraties populaires sont mises dans un seul et même mouvement au service de la puissance du bloc soviétique. Pour y parvenir, il faut mettre un terme à la rivalité franco-allemande. Résolus à empêcher un autre conflit aussi dévastateur, les gouvernements font le pari qu'avec la mise en commun des productions de charbon et d'acier, toute guerre entre la France et l'Allemagne, historiquement rivales, deviendra — pour citer Robert Schuman — « *non seulement impensable, mais matériellement impossible* ».

La déclaration du 9 mai 1950 de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères d'alors, est considérée comme le texte fondateur de la construction européenne. Sous l'impulsion de personnalités sur-nommées « *Pères de l'Europe* », comme Konrad Adenauer (Allemagne), Jean Monnet (France) et Alcide de Gasperi (Italie), la coopération multilatérale a été initiée par la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA- Traité de Paris, le 18 avril 1951), consolidée en 1957, avec la signature du Traité de Rome, organisant les

3 Le 5 mars 1946, Winston Churchill se rend au Westminster College de Fulton, aux États-Unis (Missouri), pour une conférence sur la situation géopolitique internationale. Présenté par le président Truman, Churchill expose un monde bipolaire qui annonce déjà la guerre froide. Il utilise dans son vocabulaire une expression inédite qui deviendra une référence pour évoquer la frontière entre les blocs américain et soviétique : le « *rideau de fer* » (Kevin Labiausse, 2008, p.48).

relations économiques entre six États européens (l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas).

Si la construction européenne a été au départ motivée par des raisons éminemment économiques et politiques, en Afrique, la création de communautés régionales est largement antérieure aux politiques publiques internationales. Ces intégrations résultent d'une idéologie centenaire, propre aux Africains : le panafricanisme; mouvement qui vise à regrouper l'ensemble des peuples africains au sein d'une même nation. Le terme "panafricanisme" aurait été prononcé, pour la première fois, en 1900, lors d'une conférence à Westminster Hall, à Londres, convoquée par Henry Sylvester Williams, avocat de Trinidad inscrit au barreau de Londres, afin de protester contre la spoliation des terres coutumières d'Afrique australe et la Gold Coast (actuel Ghana) par les Européens. L'arrivée du Dr N'Nkrumah (1909-1972) dans les tribunes panafricaines marquait une étape fondamentale dans l'évolution du mouvement. Ce dernier avait un rêve, qu'il ne cessa de promouvoir tout au long de sa vie, celui de l'unité africaine.

L'idée d'une Union africaine s'est également forgée dans la lutte pour l'indépendance ; elle est grandement redevable au mouvement panafricain porté à partir du XIX^e siècle par l'élite de la diaspora africaine aux États-Unis et représentée, notamment, par des personnalités comme Edward Wilmot Blyden ou William Edward Burghardt Du Bois. Le mouvement va poursuivre son essor avec les grandes conférences panafricaines de la première moitié du XX^e siècle qui, aux États-Unis et en Europe, constituèrent autant d'occasions pour prôner la construction d'une identité supranationale africaine. Le mouvement panafricain rejoint l'Afrique durant les années 1950 sous le leadership de Kwamé N'Krumah qui rêvait d'instituer les « États-Unis d'Afrique ». Ce mouvement milite pour la « *rédemption de l'Afrique* » et du retour de « l'Afrique aux Africains ». La doctrine du panafricanisme politique « *a été formulée pour la première fois d'une manière officielle lors de la conférence des États indépendants d'Afrique qui s'est tenue à Accra du 15 au 22 avril 1958* »⁴. Aux dires de N'Krumah, toute société est animée par une certaine idéologie. « *L'idéologie d'une société est totalitaire. Elle embrasse la vie entière d'un peuple et se manifeste dans sa structure de classes, son*

4 R. J. Guiton, 1962

histoire, sa littérature, son art, sa religion »⁵. Étant donné le lien très étroit entre l'histoire et l'idéologie, la renaissance africaine recommande aux Africains de revoir leur histoire telle qu'elle est car l'histoire de l'Afrique « *pourra guider et inspirer la reconstruction africaine* »⁶. Parmi ses nombreux ouvrages publiés, *L'Afrique doit s'unir* est le livre qui retrace le mieux la pensée panafricaniste du Dr. Kwamé N'Krumah. Il fut publié quelques jours seulement avant l'ouverture à Addis-Abeba, en Éthiopie, du premier sommet des trente chefs d'État de l'Afrique indépendante, qui allait donner naissance à l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) (25 mai 1963). Distribué à chacun des participants, il apparaissait comme la somme du fondement idéologique, du programme à long terme et des structures organisationnelles de l'institution panafricaine qui allait voir le jour. Toutefois, l'arrivée du panafricanisme sur le continent noir aura pour effet de diviser le mouvement. Il sera tiraillé entre ceux qui prônait d'abord l'unité régionale, et ceux qui, à l'instar du président ivoirien Felix Houphouët-Boigny, avaient comme priorité l'indépendance et l'instauration de l'État comme en témoigneront les pourparlers sur la création de l'OUA.

Si les acteurs dans leur ensemble partageaient le besoin d'instaurer une organisation collective en vue de donner une voix à l'Afrique sur la scène internationale, de soutenir les processus de libération en cours et de condamner les régimes d'apartheid, les avis divergeaient quant à la nature de l'Union. Les partisans du fédéralisme, menés par le président du Ghana Kwamé N'Krumah, s'opposaient aux tenants d'une « *Afrique des États* » avec à leur tête les présidents sénégalais Léopold Sédar Senghor et ivoirien Felix Houphouët Boigny. Ces derniers imposèrent leur vision et l'OUA devint, tout comme l'UA qui lui succéda (9 juillet 2002), un outil de coopération, et non pas d'intégration, entre États. Que recouvre le concept d'intégration ?

5 Kwamé N'Krumah, 1976, p. 76

6 Kwamé N'Krumah, 1976, p. 80

1.2. L'analyse du concept d'intégration à l'aune des organisations régionales et/ou sous régionales

Le mot intégration tire son origine du vocable latin « *integratio* » qui signifie « *restitution, rétablissement* »⁷. Il s'agit de l'action et de l'effet d'intégrer ou de s'intégrer (constituer un tout, compléter un tout avec les parties manquantes ou faire en sorte que quelqu'un ou quelque chose appartienne à un tout).

Pour Émile Durkheim, l'intégration est une propriété de la société elle-même. Plus les relations internes à la société sont intenses, plus la société en question est intégrée. L'intégration s'oppose ici à l'anomie, qui signifie la désorganisation sociale et la désorientation des conduites individuelles produites par l'absence de règles et de contraintes sociales.

Certaines définitions marquent des différences entre les termes assimilation et intégration, réservant le premier au champ culturel dans lequel il s'est développé en anthropologie, et le second au champ social dont il est lui-même issu (sociologie). D'autres marquent une différence de degré, l'assimilation étant un processus de disparition totale des traits culturels minoritaires, l'intégration n'étant qu'un processus qui permet, tout en adoptant pour le groupe minoritaire les valeurs et la culture du groupe majoritaire, de conserver certains traits culturels initiaux.

Ainsi, l'intégration d'un groupe, ce sont les liens qui unissent ses membres et l'importance que ces liens ont pour eux. L'intégration, c'est à la fois un processus (on est toujours en train de s'intégrer plus ou moins) et un état (on peut évaluer le niveau d'intégration à un moment donné).

Toutes ces approches visent à clarifier le concept d'intégration régionale qui peut être appréhendé comme suit :

L'intégration régionale est la convergence politique, économique et sociale d'un ensemble de pays conscients des limites des politiques nationales et désireux d'optimiser leurs chances de développement. L'intégration suppose l'abandon d'une partie de la souveraineté nationale au profit de politiques communes portées par des structures régionales⁸.

7 Louis-Marie Morfaux et Jean Lefranc, 2011, p.281

8 REPAOC, 2011, p. 5

Quels sont les avantages d'une politique d'intégration africaine ? Les avantages sont nombreux. Face au défi et au risque de marginalisation économique et politique de l'Afrique, les leaders africains ont pris conscience de la nécessité de construire des blocs régionaux capables d'aider à répondre à un double défi : faire face aux défis de la mondialisation économique, politique et culturelle mais aussi resserrer les liens entre les États pour prendre en charge les besoins des populations qu'un État tout seul ne peut faire.

On peut donc relever que globalement, les organisations régionales visent à répondre à des objectifs d'ordre **économique et social**, pour un développement durable de la région, politique, pour une stabilité politique et civile, la paix et la démocratie et culturel pour un renforcement des liens entre les peuples de la région. Pour mieux comprendre ces objectifs cités, passons en revue quelques organisations régionales et sous régionales ainsi que leurs différentes activités.

En Afrique, les plus importantes organisations régionales sont l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), le Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA), l'Union du Maghreb Arabe (UMA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL), le « Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique » mieux connu sous acronyme anglais NEPAD (New Partnership for Africa Development), etc. Nous voulons nous limiter à celles-là parce qu'elles sont nombreuses.

Pour mettre en exergue leurs activités, nous avons choisi les organisations régionales ouest-africaines qui comme les autres, ont à peu près les mêmes atouts et les mêmes faiblesses. En effet, au lendemain des indépendances de leurs pays, les dirigeants ouest-africains étaient soucieux de la construction d'un espace régional intégré pour transcender les clivages administratifs, linguistiques ou politiques laissés par l'administration coloniale. Le Conseil de l'Entente est la première organisation en date. Créé en mai 1959, le Conseil de l'Entente est la doyenne des institutions sous régionales ouest-africaines dont le but principal était de créer une solidarité financière et diplomatique entre ses États membres. Les pays fondateurs sont le Dahomey (actuel Bénin), la Haute-Volta

(actuel Burkina Faso), la Côte d'Ivoire et le Niger. Ils seront rejoints en 1966 par le Togo. Le constat c'est que cette organisation se limite à quelques pays francophones. Ce n'est qu'en 1975 par la création de la CEDEAO que cette option pour l'intégration régionale a été clairement affichée. Au sein de cette communauté, on parle l'Anglais, le Français, l'Arabe et le Portugais.

Les pays de la CEDEAO visent à long terme la création d'une fédération des États de l'Afrique de l'Ouest avec un Parlement, une Cour de justice, un Secrétariat exécutif et un Conseil économique et culturel. Dans cette perspective, les membres doivent accepter la suppression des droits et taxes à l'importation et à l'exportation, l'élimination des restrictions sur le commerce intracommunautaire, la mise en place progressive d'un tarif douanier et d'une politique commerciale communs, la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, l'harmonisation des politiques économiques, industrielles, agricoles, monétaires et celles concernant les infrastructures.

Nous allons insister, entre autres, sur deux programmes majeurs des États membres de la CEDEAO :

➤ La politique agricole commune

L'objectif de la politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP) est de permettre à la sous-région d'améliorer sa productivité agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et de normaliser ses produits agricoles. Ce projet inclut l'élevage, la pêche, la sylviculture et la gestion des ressources naturelles. Il vise également la mise en œuvre d'un régime commercial intracommunautaire et l'adoption d'un régime commercial extérieur commun.

➤ La sécurité, le maintien de la paix

C'est en 1990, lors du déclenchement de la guerre civile au Liberia, que naît la force armée de la CEDEAO, l'ECOMOG (Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group). Conçue au départ

comme une solution temporaire, l'organisation en fait une force permanente en 1999. Ses objectifs sont d'abord de superviser les cessez-le-feu, mais aussi de maintenir et construire la paix, d'effectuer des déploiements préventifs ou de désarmer les forces armées non régulières. Composée au départ de quelques centaines d'hommes, baptisés les «casques blancs», cette force d'interposition compte au plus fort, en 1994, près de 20 000 soldats et officiers. Une dizaine de pays ont participé à son contingent.

Cette force d'interposition quitte le Liberia en 1999 après avoir contribué au retour à la paix - même si elle a été accusée de partialité et de violences contre la population civile - et perdu plusieurs centaines d'hommes. À partir de 1997, elle intervient en Sierra Leone, plongée dans une guerre civile, avant de céder sa place à une mission de l'ONU en 2000. En 1999, quelques 600 soldats sont déployés en Guinée-Bissau mais ils n'y restent que quelques mois.

L'ECOMOG est également déjà intervenue en Côte d'Ivoire. Les accords de Marcoussis, signés en janvier 2003, prévoyaient que des casques blancs soient placés entre les belligérants pour éviter une reprise du conflit. Ces soldats de la CEDEAO ont été intégrés aux opérations de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI) en 2004. Au fort de la crise post-électorale qui a secoué la Gambie, cette force d'interposition de la CEDEAO a pu dissuader Yahya Jammeh en janvier 2017 à céder le pouvoir à Adama Barrow, évitant ainsi une guerre civile à la Gambie.

Au sein de l'espace CEDEAO, certains États (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) vont créer une Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui permet de disposer ainsi d'une monnaie commune, le Franc CFA (Franc de la Communauté Financière d'Afrique) émis par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cette monnaie est conditionnée à l'Euro (elle l'était auparavant au Franc français), ce qui garantit sa stabilité et sa crédibilité internationale. Quels sont les avantages d'une monnaie commune comme le Franc CFA ? Écoutons à ce propos Yves Bourdet :

L'existence d'une monnaie commune renforce, a priori, l'impact du démantèlement des barrières douanières sur le volume des échanges et la spécialisation des pays de l'UEMOA. Une monnaie commune élimine les risques de variation des taux de change et diminue les coûts de transaction dans les échanges commerciaux entre les pays qui

partagent cette même monnaie. Elle favorise aussi la concurrence, en rendant plus facile les comparaisons de prix entre les pays et ainsi, les opérations d'arbitrage. L'intégration monétaire au sein de l'UEMOA joue également un rôle de point d'ancrage pour les politiques économiques, ce qui minimise les risques de politiques économiques accommodantes et de financement monétaire des déficits budgétaires. La mise en place des critères de convergence assure la stabilité macro-économique au sein de la zone⁹.

En effet, l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine qui a remplacé l'UMOA (l'Union Monétaire Ouest-Africaine, datant de 1962) a été créée le 10 janvier 1994 à Dakar, à la suite de la dévaluation de 50% du Franc CFA. Elle vise à établir un espace économique intégré en s'appuyant sur la monnaie commune des États membres : le Franc CFA. Elle doit permettre une meilleure insertion des États membres dans l'économie mondiale et leur ouvrir ainsi des perspectives nouvelles et communes de développement économique et social.

Les États de l'UEMOA disposent d'une politique commerciale commune fondée sur l'existence :

- d'une zone de libre-échange mise en place progressivement à partir de 1996 et qui a été élargie à l'ensemble des pays de la CEDEAO en 2004 ;
- d'une union douanière mise en place au 1^{er} janvier 2000, basée sur un Tarif Extérieur Commun (TEC) ;
- de diverses autres mesures (harmonisation de la TVA, harmonisation et reconnaissance mutuelle des normes, etc.

En revanche, les pays de l'Afrique de l'Ouest ne peuvent pas mener de politique monétaire (émission de monnaie) indépendante et voient donc également leurs marges de manœuvre budgétaires réduites. Lorsque l'Euro est surévalué par rapport au dollar (ce qui est le cas actuellement), les pays membres de l'UEMOA en pâtissent. La mauvaise santé économique des États de l'Afrique de l'Ouest reste un obstacle majeur aux efforts d'intégration régionale.

La CEDEAO envisage la création à terme d'une monnaie unique pour l'ensemble de la région. En prélude, les pays anglophones de ladite organisation que sont : la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria et la Sierra

9 Yves Bourdet, 2005, p.13

Leone prévoyaient la réalisation d'une union monétaire en 2015, ce qui reste pour le moment au stade de projet.

Au total, il convient de souligner que les efforts consentis par les organisations régionales et sous régionales dans le cadre de l'intégration africaine sont louables mais beaucoup de défis restent à relever. Trop de pesanteurs constituent un frein à l'intégration africaine : le système de marché, la mauvaise gouvernance, l'ingérence extérieure, les guerres civiles, la mondialisation, etc.

2. L'intégration africaine à l'épreuve du temps

Si l'on se réfère aux activités des organisations régionales dont nous avons parlé, on comprend bien que l'intégration africaine est un processus qui est en marche et cela est à saluer mais cette marche semble aller à pas de tortue parce que le bilan de l'intégration des États africains, après cinquante ans d'indépendance, reste mitigé. Il y a encore beaucoup d'obstacles sur le chemin et non des moindres.

2.1. Les écueils de l'intégration africaine

Le premier obstacle à l'intégration africaine que nous voulons relever est la question de la monnaie. Tout le monde sait que la force d'un État réside dans sa puissance monétaire. Or, les Communautés Économiques Régionales telles que l'UEMOA et la CEMAC facteurs d'intégration, traditionnellement sous tutelle du Trésor français et de la Banque de France, aujourd'hui conditionnées à l'Euro, restent des institutions fragiles étant donné qu'elles dépendent de la France qui peut décider à tout moment pour des questions stratégiques de leur sort. On se souvient encore de la panique qu'a créée l'annonce de la dévaluation du Franc CFA en 1994. Il n'est pas exagéré de soutenir que cette monnaie constitue l'un des obstacles à la création d'une monnaie unique en Afrique de l'Ouest. Bien plus, depuis 1998, quand la France a passé la responsabilité de la gestion de

la monnaie à l'Union Européenne, aucun changement affectant la nature, l'étendue ou la composition des membres de la zone CFA n'est possible sans l'approbation préalable du Conseil européen, approbation qui se fait uniquement sur la recommandation de la Banque centrale européenne et la Commission européenne à Bruxelles. Il n'est donc pas faux de croire que le Franc CFA maintient les États de l'Union dans une sorte de dépendance économique et politique.

Au-delà, d'autres problèmes méritent d'être soulignés :

- Chaque État est jaloux de sa souveraineté et consent difficilement à des délégations de souveraineté permettant de donner le véritable coup d'envoi à l'intégration régionale et panafricaine ;
- Les lenteurs des processus de signature/ratification/domestication des protocoles et des conventions signés aux niveaux régional ou continental par les États parties ;
- Le chevauchement de plusieurs communautés économiques régionales, ce qui nuit à leur efficacité ;
- L'appartenance concomitante de certains États à plusieurs organisations régionales qui donne lieu à des conflits de compétence et d'intérêt ; ce que Alphonse Ntumba Luaba appelle la polygamie institutionnelle ;
- La libre circulation des biens et des personnes connaît des difficultés, elle se limite très souvent au seul cadre de l'organisation ; il faut donc revoir la question du visa entre les pays de l'UA ;
- À cause des activités terroristes qui sont récurrentes désormais sur le continent africain, la libre circulation des biens et des personnes connaît aussi des difficultés à cause de l'insécurité ;
- L'instabilité politique constitue l'un des principaux obstacles aux projets d'intégration en Afrique ;
- Le manque des ressources humaines et financières permettant à ces organisations d'accomplir réellement leur mandat au point où certains programmes sont financés par des institutions européennes, etc. ;
- Certaines institutions étrangères influencent énormément les décisions des organisations régionales en accord avec certaines puissances coloniales qui cherchent toujours à maintenir des rapports

privilégiés avec leurs anciennes colonies, ce que d'autres qualifient à raison d'intérêts néo-coloniaux, ainsi beaucoup d'organisations régionales dépendent encore des institutions étrangères ;

- Le système de marché fragilise sans cesse les économies nationales et régionales ;
- Les répercussions des fragilités des États et des faiblesses de leur gouvernance interne sur le processus d'intégration régionale voire panafricaine. Autrement dit, le renforcement de la gouvernance démocratique au niveau national est aussi un défi à relever si l'on veut avoir une intégration régionale efficace et solide ;
- La faible diversification des économies et l'insuffisance d'industrie de transformation qui pourraient favoriser des échanges régionaux et la recherche de marché de proximité.

2.2. Les conditions revisitées d'une intégration africaine à l'africaine.

Il convient de souligner que beaucoup d'initiatives venant de la part des organisations régionales sont louables mais « *la multiplication des textes déclaratoires, déclamatoires et programmatiques ne suffit pas. La population a besoin de toucher l'intégration du doigt, d'en tirer des profits, de vivre ses avantages. C'est toute l'importance de l'existence et de la consolidation des biens communs régionaux ou transfrontaliers à impact socio-économique réel et véritable* »¹⁰.

L'accroissement des interdépendances structurelles constitue un impératif. Il n'y aura d'intégration politique et économique véritable que lorsqu'il y aura une intégration physique du continent. Dès lors, la construction des routes, des chemins de fer et des ponts pour relier les aires du continent est nécessaire ; car il faut permettre aux biens, aux personnes et aux idées de circuler.

La question d'une monnaie unique pour tout le continent africain se pose avec acuité. Pour le philosophe grec Aristote, la monnaie remplit

10 A. Ntumba Luaba, 2013, p. 7

trois fonctions dans un système économique : être un intermédiaire dans les échanges, être un instrument de mesure de la valeur et être un instrument de réserve de valeur. Elle revêt aussi une dimension politique car elle est le symbole de notre souveraineté. Ainsi, une des choses qui pourrait aider à l'intégration africaine c'est une union monétaire. Or, les puissances coloniales des pays africains ne semblent pas être prêtes à lever le pied. Aujourd'hui, on sait grâce au service d'espionnage qu'une nouvelle monnaie unique africaine serait la véritable cause de l'intervention française en Libye. D'après les éléments trouvés dans les lettres de l'ex-secrétaire d'État américain Hillary Clinton, la vraie raison de l'intervention en Libye était l'or. En effet, la correspondance de Madame Hillary Clinton a montré qu'en 2011, Mouammar Kadhafi possédait 143 tonnes d'or et 143 tonnes d'argent avec lesquels il souhaitait créer une nouvelle monnaie unique pour l'Afrique et fournir aux pays francophones africains « une alternative au Franc CFA » (ex-Franc des Colonies Françaises d'Afrique aujourd'hui Communauté Financière Africaine). Au total, la valeur de ces réserves s'élevait à près de 7 milliards de dollars.

Le camerounais Jean-Paul Pougala ne dit pas le contraire lorsqu'il affirme que ce n'est pas parce que Kadhafi était un dictateur qu'il a été tué, mais parce qu'il voulait pour l'Afrique une véritable indépendance. En proposant à ses homologues africains la création du FMA (Fond Monétaire Africain), une réplique du FMI (Fond Monétaire International), le guide libyen a précipité sa mort¹¹. En Afrique on dit : « *Lorsqu'un président africain est aimé par les Blancs, c'est qu'il est bon pour eux et mauvais pour son peuple. Lorsqu'il est haï par les Blancs, c'est qu'il est mauvais pour eux et Bon pour son peuple* » (Jean-Paul Pougala, 2012, p.156). Selon Joseph Ki-Zerbo, les guerres en Afrique, la plupart du temps, sont provoquées par les occidentaux pour leurs intérêts mesquins. Ils soutiennent les régimes qui leur sont favorables. Or, ce ne sont pas tous les régimes qui leur sont favorables. Ils seront donc « *amenés à diviser l'Afrique au risque de guerres de toutes sortes. Ils n'ont pas tellement intérêt à la paix* »¹². « *Aujourd'hui donc, il y a une autre sorte de nouveau partage de l'Afrique qui ne dit pas son nom, mais qui se fait à*

11 Jean-Paul Pougala, 2012, p.136 et sq

12 Joseph Ki-Zerbo, 2013, p.65

travers l'invasion capitaliste, financière surtout, dans les différentes zones du continent »¹³.

Une telle analyse laisse croire que l'intégration africaine est une illusion, que le rêve de l'unité africaine est irréalisable. Pour Thierry Michalon, le retard de l'Afrique, son malheureux sort pourrait-on dire, dépend d'elle-même, ce n'est pas de l'extérieur que viendra son salut. Ce que Ebénézer Njoh Mouellé ne conteste pas, mais il affirme que « *quelles que soient les constructions intérieures que l'Afrique pourra se donner, l'extérieur, de son côté, continuera d'agir dans le sens de son affaiblissement, mieux du maintien de sa faiblesse* »¹⁴. Dans un monde où n'existent que des rapports de force, il m'apparaît clairement que le fédéralisme sera la solution aux problèmes de l'Afrique.

Aujourd'hui, les Africains sont animés par le désir de créer une monnaie commune et le débat sur la question fait rage dans le milieu des intellectuels et surtout des jeunes. Si certains dirigeants à l'instar du président ivoirien Alassane Ouattara font l'éloge du FCFA comme une monnaie stable et attractive qu'il faudra étendre à d'autres pays de la CEDEAO, il y a en revanche, un mouvement de protestation de la société civile africaine contre cette monnaie. Pour le président tchadien Idriss Déby Itno, les clauses de coopération du Franc CFA sont dépassées, et ne profitent pas à l'Afrique. Mais il précise qu'il ne s'agit pas de rentrer en conflit avec la France, mais de normaliser la relation entre celle-ci et les pays africains.

En marge de la 5^e édition du Forum International Afrique Développement (FIAD) qui a eu lieu à Casablanca au Maroc en mars 2017 où il était l'invité d'honneur, le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré s'est dit favorable à l'« Eco » comme monnaie commune de la CEDEAO car elle « ***permettra de réaffirmer [l'] indépendance [des États africains], d'avoir une politique monétaire propre à [eux] et non pas attelée à une autre monnaie telle que l'euro*** ». Selon le quotidien burkinabé d'information « **Sidwaya** » qui rapportait ces propos, le chef d'État burkinabé a estimé que « ***c'est un débat sur lequel il faut garder bœil ouvert pour le faire à moyen terme*** ». Roch Marc Christian Kaboré a toutefois émis des doutes sur la possibilité qu'une telle issue

13 Joseph Ki-Zerbo, 2013, p.55

14 T. Michalon et E. Njoh-Mouellé, 2011, p.145

soit possible d'ici 2020, échéance que la CEDEAO avait, il y a plusieurs années, fixée comme date butoir pour l'adoption d'une monnaie unique et commune dans l'espace sous régional ouest-africain.

L'affaire Kemi Seba¹⁵, le président de l'ONG Urgences Panafricanistes, qui a secoué l'actualité africaine en août 2017, montre à quel point les jeunes ont une aversion pour le franc CFA. En effet, suite à une plainte de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest, Kémi Séba a été placé sous mandat de dépôt le 25 août 2017, à la prison centrale de Rebeuss à Dakar, au terme d'une journée de garde à vue devant les enquêteurs de la Division des investigations criminelles, avant d'être jugé puis relaxé quatre jours plus tard. Il lui était reproché d'avoir brûlé en public un billet de 5000 FCFA lors d'un rassemblement, le 19 août à Dakar « *contre la Françafrique* ». Poursuivi pour avoir enfreint les dispositions du code pénal sénégalais, il encourait une peine de 5 à 10 ans de prison. L'affaire a enflammé la toile entre les soutiens et les détracteurs de celui qui fait désormais figure d'icône de la contestation du franc CFA en Afrique.

Ce qu'il faut retenir de notre analyse c'est que la question de la monnaie commune préoccupe énormément les Africains qui y voient une véritable indépendance. Il est vrai que certains restent sceptiques quant à la capacité des Africains à créer une union monétaire parce que les choses ne sont pas si simples. Mais les actions en faveur d'une union monétaire se multiplient ne serait-ce qu'à un niveau sous régional. À ce propos, Edmond Gomon, un journaliste ivoirien, dans un article paru dans le quotidien « Notre Voie n° 5706 du mercredi 20 septembre 2017 » fait savoir que la CEDEAO travaille activement pour la création d'une monnaie unique¹⁶. C'est en cela que le Conseil de convergence du mécanisme de la surveillance multilatérale de la CEDEAO s'est concerté le 14 septembre 2017, à Bamako, capitale du Mali. À cette occasion, les experts des États membres des institutions régionales se sont prononcés sur le rapport de convergence au titre de l'année 2016, l'état de mise en œuvre du programme de coopération monétaire de la CEDEAO, et l'état de mise en œuvre des activités de la feuille de route par les différentes institutions.

15 Activiste franco-béninois, président de l'ONG Urgences Panafricanistes

16 Edmond Gomon, 2017, p.8

De toutes les façons, le projet de la monnaie unique ne doit pas être sous-estimé et mérite une analyse sérieuse dans le « *silence des pas-sions* ». Certains indicateurs le montrent si bien. Dans l'article cité plus haut, Edmond Gomon revient sur l'ampleur que prennent les choses « Notre Voie n° 5706 du mercredi 20 septembre 2017 » à travers l'édition spéciale télévisée sur le FCFA de « Chine Afrique Média », du dimanche 17 septembre 2017¹⁷. Contre toute attente, l'émission a enregistré au cours d'un vote électronique la participation de 68000 téléspectateurs qui devaient choisir le nom que doit porter la future monnaie unique d'Afrique. Sur le nombre de votants susmentionné ; 34, 09 % ont opté pour l'appellation « Afro » ; 29, 03 % pour « Cauris ». Cela indique certainement l'aspiration des Africains à rompre avec le FCFA.

Mais le défi n'est pas seulement monétaire, un autre défi important consiste à revisiter les notions de démocratie et de citoyenneté dans un monde globalisé. Ces notions ont un revêtement idéologique et ne conviennent pas toujours aux États africains dans la forme que l'Occident voudrait leur imposer depuis le Discours de la Baule¹⁸. Bien que certaines des valeurs incarnées par ces notions puissent être considérées comme universelles, l'approche de modèle unique n'est pas appropriée. Elle est même en décalage avec les réalités socio-culturelles des Africains. Ce dont souffre l'Afrique aujourd'hui, nous avons coutume de le dire, c'est surtout l'absence d'une forme de gouvernement qui prenne en compte ses réalités socio-anthropologiques. En réalité, la démocratie telle qu'elle est imposée sans autre mesure par l'Occident a créé plus de problèmes à l'Afrique qu'elle n'en a résolus. Laissons donc à chaque peuple la latitude de choisir sa forme de gouvernement pourvu qu'il y trouve son intérêt. Le choix du régime politique est assez complexe si nous nous en tenons à l'analyse de Platon en passant par Bodin et Montesquieu. Ces philosophes montrent que le régime politique est lié à plusieurs facteurs déterminants : le climat, le tempérament du peuple,

17 Op. Cit.

18 Discours prononcé par François Mitterrand en 1990, lors de la 16^e Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique à La Baule (France). Mitterrand y conditionne l'aide publique française au développement aux avancées du processus de démocratisation dans les pays africains. En 1995, les 31 pays de l'Afrique sub-sahariens (dont 22 francophones) avaient adopté le multipartisme et 17 disposaient déjà d'une nouvelle constitution.

l'histoire, la psychologie et la sociologie du peuple, etc. Il faut faire attention au prêt-à-porter, au « copier-coller ». Le régime politique doit épouser le génie et la volonté du peuple qu'il veut instituer.

À côté de cette proposition, nous demandons aussi aux États africains de s'inscrire dans un processus de bonne gouvernance. Il ne faut pas oublier que la mauvaise gouvernance a conduit à des rébellions armées et à d'incessantes revendications de la société civile. Denis Maugenest note que « *le conflit est l'expression de l'exigence de respect que les hommes se doivent les uns aux autres (...). Ce qui est en cause dans le conflit n'est rien d'autre que la reconnaissance de soi et de chacun par l'autre, comme la reconnaissance de l'autre par moi et par chacun* »¹⁹. La dilapidation des ressources publiques par une minorité au pouvoir et le traitement souvent maladroit de minorités portent gravement atteinte à la solidarité nationale et à la cohésion sociale. « *L'État en Afrique est très souvent un État patrimonial* »²⁰ avant de parler d'intégration au niveau continental, il faut une intégration nationale et l'intégration nationale passe par la bonne gouvernance et la pratique des valeurs démocratiques. L'une des causes de la crise migratoire, c'est la mauvaise gouvernance dans les pays africains favorisant le désir de l'ailleurs.

Conclusion

Au terme de notre étude, il convient de dire que l'intégration africaine est un processus, une valeur asymptotique. En revanche, elle est tout de même mesurable. Le bilan mitigé de l'intégration africaine que nous avons présenté, laisse croire que le projet de rédemption de l'Afrique est une utopie. Mais aucun destin n'est scellé. Dans un monde où existe un rapport de force et de domination, on dira comme Kwame Nkrumah, « *Africa must unite* »²¹, il importe que les Africains comprennent que le salut de l'Afrique ne viendra pas de l'extérieur. Son salut viendra d'elle-même. Toutes les tentatives micronationales de libération de l'Afrique

19 Denis Maugenest, 2005, p.18

20 Joseph Ki-Zerbo, À Quand l'Afrique ? *Entretien avec René Holenstein*, Lausanne (Suisse), Éditions d'En Bas, 2013, p.83

21 « L'Afrique doit s'unir »

ont montré leurs limites parce qu'elles ont été « *solitaires* » au lieu d'être « *solidaires* ». On peut donc comprendre que « *la libération de l'Afrique sera panafricaine ou ne sera pas* »²². L'intégration africaine sera ce que les Africains voudraient qu'elle soit : rêve ou réalité. Ce qui est sûr, c'est que l'unité africaine se fera tôt ou tard.

Bibliographie

- BOURDET Yves, *Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest*, Country Economic Reports, ASDI (Agence Suédoise de coopération Internationale au Développement, Septembre 20005
- DIOP Cheikh Anta, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, 1979
- DIOP Cheikh Anta, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 2000
- FOGOU Anatole, January, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne*, FMSH-WP-2014-60, 2014
- GUITON R. J., *Comment est né le panafricanisme ?*, in Jeune Afrique N° 87, 4-10 juin 1962
- KI-ZERBO Joseph, *À Quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Lausanne (Suisse), Éditions d'En Bas, 2013
- LABIAUSSE Kevin, *Les Grands discours de l'histoire*, Paris, Éditions E.J.L., 2008
- MONO NDJANA Hubert, *Histoire de la philosophie africaine*, Paris, L'Harmattan, 2009
- MORFAUX Louis-Marie et LEFRANC Jean, *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 2011
- NJOH-MOUELLE Ebénézer et MICHALON Thierry, *L'État et les clivages ethniques en Afrique*, Abidjan, les Éditions du CERAP, 2011
- NKRUMAH Kwame, *Le Conscience*, Paris Présence Africaine, 2009
- NKRUMAH Kwame, *L'Afrique doit s'unir*, Paris Présence Africaine, 2009

22 Joseph Ki-Zerbo, *À Quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Lausanne (Suisse), Éditions d'En Bas, 2013, p.41

- OBENGA Théophile, *La Philosophie africaine de la période pharaonique*, Paris, L'Harmattan, 1990
- NTUMBA LUABA Alphonse, *L'intégration africaine face à la mondialisation : état des lieux, défis et perspectives*, Contribution au Forum panafricain de haut niveau sur « Cultures, diplomatie et intégration régionale », Rabat-Maroc, Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), 8-10 avril 2013
- POUGALA Jean-Paul, *Géostratégie Africaine*, Genève, Institut d'Etudes géostratégiques, 2012
- REPAOC (Réseau des Plates-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre), *Comprendre et participer au processus ouest-africain d'intégration régionale*, Dakar, Avril 2011
- SOUARÉ Issiaka K., *Regard critique sur l'intégration africaine*, Institut d'Études de Sécurité, Juin 2007

Anne-Sophie GIJS

Professeure, Ecole interfacultaire en études européennes, Université catholique de Louvain – Belgique

Les politiques de l'Union européenne et l'intégration de l'Afrique au tournant du 21^e siècle : comment concilier valeurs et nouvelles ambitions stratégiques ?

Introduction

Depuis le début des années 1990, en tant que partenaire jusque-là privilégiée des Etats subsahariens, l'Union européenne s'est impliquée activement dans la promotion de l'intégration régionale du continent africain, comme elle le fait d'ailleurs dans d'autres parties du monde également¹. C'est non seulement une manière pour l'Union européenne d'affirmer sa spécificité identitaire et normative à l'échelle internationale, en diffusant hors de ses frontières le "modèle" de coopération unique qui la caractérise et qui a fait son succès². En effet, la solidarité et la communauté de valeurs que la CE parvint à instaurer ont favorisé

1 Hettne, 2010, 31

2 Farrell, 2004, 4 ; Söderbaum et Stålgren, 2010, 144

sa reconstruction politico-économique après le chaos de la Seconde guerre mondiale. Mais la promotion de l'intégration régionale permet aussi à l'UE de satisfaire ses intérêts pragmatiques, car en incitant ses partenaires singuliers à collaborer entre eux à l'intérieur d'espaces élargis, l'UE accroît l'étendue de son impact potentiel à l'étranger. Dans le contexte d'interdépendances accrues lié à la mondialisation, l'UE réalise ainsi des économies d'échelle bénéfiques sur le plan commercial et financier, utiles pour concurrencer d'autres rivaux économiques ; la coopération élargie et/ou externalisée lui permet aussi de déléguer les tâches dans des opérations visant à sauvegarder la paix et la sécurité.

L'intégration régionale est donc à la fois une *“valeur”*, un symbole, un label de référence promu par l'UE en son sein et vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi un *“outil stratégique”* lui permettant d'atteindre des objectifs réalistes.

Dès lors, c'est non seulement par le biais de la collaboration *inter-régionale* reliant d'une part l'UE et d'autre part le continent africain, mais aussi via les dynamiques fédératrices que l'UE veut initier à l'intérieur de ce continent africain, que les deux entités sont censées pouvoir affronter les défis auxquels elles sont confrontées, en matière de développement inclusif et durable, de “bonne gouvernance”, de défense des droits de l'homme, de sécurité, ou encore au niveau des enjeux climatiques et environnementaux. En tout cas, c'est à cela que s'engage, d'une façon ou d'une autre, la multitude d'accords et de partenariats qui relient aujourd'hui l'Union européenne aux pays d'Afrique subsaharienne. Si l'on collationne ces textes, allant des accords de Cotonou à la stratégie conjointe UE-Afrique, aucun domaine ne semble plus échapper à la collaboration réciproque, ce qui tendrait à prouver, ainsi que les dirigeants européens et africains le martèlent dans leurs discours³, qu'ils ont réellement pris

3 Voir par exemple l'avant-propos d'H. Van Rompuy ou la préface de J.M. Barroso au *Partenariat stratégique UE-Afrique*, brochure éditée par le Conseil de l'UE, octobre 2014 ; Voir le discours de J.C. Juncker aux journées européennes du développement, Bruxelles, 7 juin 2017 (consulté le 15 octobre 2017 sur http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-17-1566_fr.htm) ; “Federica Mogherini présente un plan en vue d'un partenariat renforcé avec l'Afrique en matière de paix et de sécurité ainsi que de création d'emplois pour les jeunes”, article publié le 4 mai 2017 sur le site du Service extérieur de l'UE : <https://eeas.europa.eu/headquarters>, et consulté le 3 août 2017. Elle déclare notamment : « 2017 sera l'année d'un nouvel élan pour le partenariat entre l'Europe et l'Afrique : chaque obstacle auquel nous pourrions être confrontés constitue un défi

conscience que c'est en *conjuguant* leurs forces, à la fois *en interne* et *entre eux*, qu'ils peuvent oeuvrer à un avenir meilleur pour chacun.

Et pourtant, les réalités quotidiennes nous offrent un tout autre tableau : l'Europe se ferme de plus en plus aujourd'hui aux vagues de migrants africains qui préfèrent risquer la mort par la mer et l'exil plutôt que de rester vivre sur un continent menaçant et sans perspectives. Par conséquent, comment ne pas être interpellés par ce contraste entre la solidarité proclamée et les replis constatés dans les faits ? La crise migratoire constitue sans doute la preuve la plus explicite que les stratégies préconisées en matière de développement ou de prévention de conflit, aussi "intégratrices" se veulent-elles, n'ont pas atteint leurs objectifs. Elle remet aussi en cause les valeurs constitutives de nos démocraties libérales et témoigne de la crise identitaire profonde qu'elles traversent, elles qui érigent des murs pour, semble-t-il, se protéger "du dehors" et mieux se retrouver "en dedans"⁴. A l'heure actuelle, le raidissement des politiques migratoires n'est pas le seul sujet de crispation entre leaders européens et africains : il s'ajoute par exemple à l'épineux dossier concernant la libéralisation de leurs échanges commerciaux que les "accords de partenariat économique", lancés au début des années 2000, ne sont pas encore parvenus à régler partout en Afrique, vu les antagonismes qu'ils ont éveillés.

Plutôt que de céder à la tentation des jugements ou condamnations hâtives face à ces problématiques éminemment sensibles et complexes, cette contribution visera à identifier certaines causes très concrètes permettant d'expliquer les distorsions entre d'une part les promesses et d'autre part les réalités. Dans la lignée de la thématique de ce colloque, la situation sera examinée sous *deux* angles principaux. Dans un premier temps, il s'agira d'identifier les facteurs qui entravent aujourd'hui l'idée d'un "partenariat" entre deux entités égales, solidaires et complémentaires, et par conséquent qui compliquent la *collaboration inter-régionale* entre l'Union européenne et l'Afrique en ce début du 21^e siècle.

commun, et l'espoir de l'Afrique est *notre* espoir. La solidité de l'Afrique est importante pour l'Europe, tout comme notre *amitié* l'est pour nos populations. Ce n'est qu'en *conjuguant* nos forces et en travaillant *en partenariat* que nous pourrons offrir à nos jeunes un avenir plus prometteur et pacifique. Aujourd'hui, nous ne cherchons pas simplement ce que nous pouvons faire *pour l'Afrique* mais ce que nous pouvons faire *ensemble avec l'Afrique* ».

4 Mbembe, 2016

Ensuite, nous nous pencherons sur les éléments qui, dans leurs interactions réciproques, compliquent plus spécifiquement les efforts d'intégration à l'intérieur du continent africain.

A ces fins, nous combinerons différents angles d'analyse, issus de *l'histoire*, de l'organisation *politique* et *institutionnelle* de l'UE et de l'Afrique, sans oublier les cadres *juridiques* ainsi que les dimensions éthiques et *humaines* influençant leurs relations.

1. La collaboration interrégionale UE-Afrique : les foyers de tensions et de paradoxes

Commençons donc par aborder la collaboration interrégionale UE-Afrique en la replaçant dans une perspective chronologique. Avant tout, il est important de rappeler que si les domaines d'interaction entre l'UE et l'Afrique semblent aujourd'hui innombrables, ceci ne résulte que d'une évolution très récente. Dans l'histoire des relations entre la Communauté économique européenne et l'Afrique, la fin de la guerre froide constitue à cet égard un moment pivot. On pouvait s'attendre à ce que la chute des régimes communistes *simplifie* les relations entre l'Europe et l'Afrique et favorise leur *rapprochement*, puisque le rival idéologique était anéanti et qu'il n'y avait temporairement plus de système alternatif au modèle de modernité "à l'occidentale". Et pourtant, à partir du début des années 1990, les relations entre l'Europe et l'Afrique vont au contraire se *complexifier*, et les *risques* que les deux continents *se distancient* l'un de l'autre vont se multiplier. Cela découle principalement du fait qu'alors que les relations entre la Communauté économique européenne et l'Afrique se cantonnaient jusque-là aux domaines du commerce et de l'aide au développement, elles vont désormais revêtir des dimensions de plus en plus politiques, ce qui va par conséquent raviver les craintes que les ingérences et les inégalités du temps colonial ne refassent surface...

La première manifestation de ce retour en force du "politique" dans les relations eurafricaines s'observe par la montée en puissance des exigences européennes dans l'allocation des aides au développement : en

effet, si elles étaient jusque-là octroyées indépendamment de la nature des régimes africains ou des choix idéologiques des pays bénéficiaires, pour ne pas froisser d'éventuels alliés dans le contexte de rivalité avec le bloc communiste⁵, à partir des conventions de Lomé IV et Lomé IV bis en 1989 et 1995, ces aides seront désormais conditionnées au respect de critères économiques (découlant des logiques "d'ajustement structurel" promues par la Banque mondiale et le FMI) et politiques (respect des droits de l'homme, de la démocratie, de l'Etat de droit). Le fait que les Etats africains doivent désormais se plier à des réformes macroéconomiques et institutionnelles visant la "bonne gouvernance", sous peine de sanctions ou de suspension de la coopération, est donc venu éroder la nature "égalitaire" du partenariat originellement conclu avec la CEE, et contredire un autre principe fondamental du "système Lomé" initié depuis 1975 : l'idée selon laquelle les Africains étaient les premiers responsables de leur développement, les Européens ne faisant que les y aider⁶.

Cette montée en puissance des exigences européennes eut lieu au moment précis où la "Communauté économique européenne" se transformait en "Union européenne" c'est-à-dire s'affirmait elle-même en acteur de plus en plus "intégré" sur le plan politique, un acteur qui entendait bien déployer les nouvelles ailes diplomatiques et politiques de sa "PESC - Politique étrangère et de Sécurité commune" dès 1992, certes en Afrique - terrain jusqu'ici privilégié de ses relations économiques extérieures et bénéficiaire prioritaire de son aide au développement - mais aussi, et de plus en plus, *ailleurs* sur la planète. Après la chute du mur de Berlin, ce sont d'abord les pays d'Europe centrale et orientale qui vont mobiliser l'attention politique et le soutien/l'intérêt économique de l'UE, auxquels s'ajouteront bientôt tous les pays situés dans son voisinage proche, dans le pourtour méditerranéen et le Moyen-Orient, de même que les contrées plus éloignées d'Asie et d'Amérique latine⁷ (laquelle bénéficie d'un regain d'intérêt depuis l'entrée

5 Après le régime d'association mis en place avec les colonies africaines dans le Traité de Rome en 1957, puis les conventions de Yaoundé signées en 1963 et 1969 avec les pays africains indépendants, le « système Lomé » établi dès 1975 avec les pays ACP, c'est-à-dire d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique se voulait toujours « politiquement neutre ». Le contenu des accords avec les ACP ne permettait pas de discuter de sujets politiques à proprement parler.

6 Frisch, 2008, 34

7 Petiteville, 2001, 439; Nkundabagenzi, 2003, 75 ; Grimm, 2010, 50-52

de l'Espagne et du Portugal dans la CE)⁸. Ensuite, à la faveur des élargissements aux pays d'Europe centrale et de l'Est dès 2004, une plus grande proportion de pays dans l'UE n'aura plus de lien économique ou historique avec l'Afrique, ce qui amenuisera encore l'importance de la zone subsaharienne à l'échelle des centres d'attention du nouvel espace européen.

Ainsi donc, dès le début des années 1990, la conditionnalité de l'aide, l'affirmation politique de l'UE sur la scène internationale et son intérêt pour d'autres marchés émergents, au fil de ses élargissements, ont été les premiers facteurs qui ont exposé l'Europe et l'Afrique subsaharienne au risque de *se distancer* l'une de l'autre. Se sentant marginalisés dans les nouvelles préoccupations géostratégiques et économiques de l'Union européenne, les leaders africains pouvaient être d'autant plus enclins à multiplier les accords avec d'autres donateurs ou partenaires commerciaux, moins scrupuleux en matière de gouvernance interne: au tournant du 21^e siècle, la Chine, l'Inde, le Brésil et les Etats-Unis se mettent d'ailleurs à challenger le quasi-monopole dont l'Europe pouvait se targuer en Afrique⁹.

Il a donc fallu "rectifier le tir" et c'est précisément ce qui a conduit les décideurs européens à vouloir réaffirmer l'approche égalitaire qui était censée sceller leurs relations depuis que les Etats africains avaient décidé de s'associer en toute souveraineté au "marché commun". D'où la multiplication de déclarations et nouveaux accords de partenariat UE-Afrique conclus au début des années 2000 valorisant la collaboration entre "égaux" guidés par une vision et des principes communs, accords qui pourtant, ne contiennent pas moins mais plus de dispositions conditionnant l'aide et les échanges commerciaux au respect de critères éthiques, de performances macro-économiques ou de gestion migratoire. Il s'agit là d'un **premier paradoxe, d'un premier foyer générant**

8 Alors qu'en 1988, les ACP attiraient 69,4 % de l'aide communautaire, ils n'en recevront que 34,7 % du montant total dix ans plus tard. En comparaison, 7,4 % de l'aide communautaire était affectée à la Méditerranée en 1988, contre 15,9 % en 1998... Les PECO qui ne recevaient rien en 1988 reçoivent quant à eux 7,1 % de l'aide totale dix ans plus tard. COM (2000) 212 final du 26 avril 2000. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen. La politique de développement de la Communauté européenne, annexe 2 : « L'aide communautaire en chiffres, source Overseas Development Institute, 1999 ». Entretien avec S. Manservigi, directeur général de la DEVCO, Bruxelles, 22 février 2017.

9 Sicurelli, 2010, 96

des tensions dans la coopération interrégionale UE-Afrique : les nouveaux textes et accords conclus au début du 21^e siècle, à commencer par les accords de Cotonou signés en 2000 avec les ACP, semblent vouloir “colmater” par un rapprochement et une égalité “*déclaratoires*”, “*rhétoriques*” les vecteurs de distanciation *réels* liés aux changements géopolitiques provoqués par la fin de la guerre froide et la mondialisation. Et indépendamment des asymétries structurelles entre les régions en présence – c’est-à-dire des différences de niveau socioéconomique et de force d’influence à l’échelle internationale – la crédibilité de l’égalité “proclamée” est questionnable, y compris sur le plan politique, par le fait qu’elle soit à de nombreux égards “conditionnée”. Même si théoriquement, les valeurs et principes consacrés dans les accords s’appliquent à chacune des parties prenantes. Nous allons y revenir, mais avant, reprenons notre cheminement historique.

A l’aube des années 1990, la PESC n’est pas le seul canal qui vient s’ajouter à ceux du commerce et de l’aide au développement, dont la CE disposait traditionnellement pour agir en Afrique (c’est-à-dire depuis le régime “d’association” établi par le Traité de Rome de 1957 ; rappelons que depuis 1975, le commerce et le développement relèvent des conventions de Lomé élargies aux pays ACP). En effet, après l’effondrement des deux blocs, une multitude de conflits locaux surgissent ça et là dans le monde, n’épargnant pas les civils et provoquant des mouvements de réfugiés : face aux difficultés rencontrées au Kurdistan, en ex-Yougoslavie ou en Somalie, l’UE décidera non seulement de renforcer ses capacités en matière d’aide humanitaire et d’aide d’urgence (la création de l’Office ECHO en 1992 étant destinée à améliorer la visibilité de la Communauté dans ce secteur), mais elle voudra aussi ensuite améliorer son efficacité dans la prévention et la gestion de conflits. La “Politique européenne de Sécurité et de Défense” (PESD) au tournant des années 2000, suivie de la “Stratégie européenne de Sécurité” lancée en 2003, permettent de déployer de nouveaux instruments militaires et civils afin que l’UE puisse mieux prévenir et gérer les crises hors de ses frontières, et notamment en Afrique. Des missions PESD/PSDC seront ainsi déployées au Congo, au Tchad, en République centrafricaine, en Somalie, dans le Sahel et en Libye, à des fins sécuritaires diverses (réformes de l’armée, de la police ou des systèmes de sécurité locaux ; appui à la lutte

locale contre la piraterie, le terrorisme, la criminalité ; aide à la surveillance des frontières et à la lutte contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains).

Alors, bien évidemment : plus l'Union européenne va disposer de nouveaux instruments régis par des institutions et des logiques décisionnaires différentes, plus ceux-ci risqueront d'entrer en concurrence, voire de se court-circuiter les uns les autres, malgré les approches holistiques ou globales développées ces dernières années pour réinsuffler de la cohérence entre ces outils épars, souvent élaborés dans l'urgence. **C'est un deuxième facteur décisif, qui entrave la capacité de l'UE à parler d'une seule voix quand elle interagit avec l'Afrique et qui bien souvent déforce sa crédibilité.** C'est cependant aussi un constat qui devrait inciter les leaders africains, lorsqu'ils désapprouvent certaines politiques attribuées à "Bruxelles", à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain puisque l'UE ne peut être considérée comme un bloc monolithique : chaque choix politique est l'objet d'équilibrage et de compromis dans lesquels, si une majorité l'emporte, il n'en reste pas moins des acteurs qui continuent de défendre une optique différente.

De manière manichéenne, certains opposent par exemple les priorités africaines en terme de commerce, développement et réduction de la pauvreté aux priorités européennes focalisées sur la bonne gouvernance, la paix et la sécurité¹⁰. Or les choses sont bien plus subtiles que cela. Ainsi, on a largement entendu parler du scepticisme des chefs d'Etat africains face à la logique sous-tendant les "Accords de partenariat économique" que le Commissaire européen Peter Mandelson et sa DG du Commerce ont voulu leur "imposer" au début des années 2000 (Elgström, 2010). En résumé, forcés de se conformer aux règles de l'OMC, les décideurs et fonctionnaires négociant les nouveaux APE prônaient que l'abandon du "système préférentiel" et la libéralisation quasi-complète et rapide des échanges commerciaux entre l'UE et l'Afrique allaient favoriser le développement des pays africains. Mais le grand public fut peut-être moins informé qu'à l'époque des négociations, du côté européen aussi, les critiques avaient fusé : la DG de l'Agriculture et certains Etats membres comme la France n'étaient pas favorables à l'ouverture totale

10 Farrell, 2013, 105

des marchés européens, notamment dans certains secteurs sensibles, comme celui du sucre. La Direction générale du Développement, le Parlement européen ainsi que plusieurs Etats membres, comme le Royaume-Uni ou la Suède¹¹, avaient quant à eux relayé les arguments des ONG, en s'alarmant des conséquences qu'une ouverture commerciale trop précipitée pourrait provoquer en Afrique, notamment en termes de pertes de rentrées douanières indispensables au financement de services publics (soins de santé, éducation) ou à l'égard de petits producteurs locaux incapables d'affronter la concurrence des produits européens du jour au lendemain. Au final, c'est donc surtout l'autoritarisme, le chantage à l'aide et le paternalisme dont le Commissaire Mandelson et ses équipes ont fait preuve qui ont été retenus par les médias et l'opinion publique, en Europe comme en Afrique. Or aujourd'hui, on a opté pour des protections, des aides et des délais supplémentaires, ce qui prouve que l'intransigeance a fait place au compromis. Néanmoins, il reste difficile de concilier les impératifs liés à la politique du *commerce extérieur* – impliquant notamment la mise en conformité avec les règles de l'OMC – avec ceux de la *coopération au développement*, supposant l'aménagement de conditions tenant compte de la spécificité des configurations économiques locales en Afrique.

Abordons un autre exemple symptomatique de la difficulté de concilier les divers volets de l'action extérieure européenne avec cohérence et qui a d'énormes implications sur sa crédibilité dans sa relation avec l'Afrique. Aujourd'hui, pour "s'attaquer aux racines des conflits" qui sont, entre autres, à l'origine de l'augmentation des flux migratoires vers l'Europe, l'UE a mis sur pied, comme nous l'avons vu, diverses opérations civiles et militaires via la PESD/PSDC. Ces missions sont financées par une ligne PESC spécifique du budget communautaire (pour les missions civiles), par des apports financiers directs des Etats membres (via le mécanisme *Athena* pour les opérations militaires), mais aussi en prélevant parfois *sur les montants affectés* à l'aide au développement¹². C'est donc en extrayant des milliards du FED, le Fonds réservé à la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, que la

11 Sicurelli, 2010, 98-105 ; Farrell, 2010, 80-82

12 Dumoulin et Gros-Verheyde, 2017, 283-286

Commission et les Etats membres de l'UE alimentent des mécanismes permettant, soit de soutenir les capacités de l'Union africaine et des organisations sous-régionales en Afrique en matière de prévention et gestion de crise (comme la "Facilité à la paix africaine", créée en 2003), soit d'aider les gouvernements africains particulièrement exposés au problème migratoire à optimiser leurs dispositifs de sécurité ou trouver des solutions économiques locales pour endiguer les fuites, notamment vers l'Europe (comme le "Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique" lancé au Sommet eurafricain de la Valette, en novembre 2015). A l'heure actuelle, l'alignement entre l'agenda « développement » et l'agenda « sécurité » est de plus en plus assumé voire revendiqué par les dirigeants européens dans leurs déclarations publiques et le tout nouveau *Consensus européen pour le Développement* de 2017, consacre lui-même cette inclination à user de la coopération au développement dans la prévention, la gestion et la résolution de crises¹³, et dans la lutte contre les migrations irrégulières¹⁴. Il n'empêche que cela suscite des interrogations au sein du Parlement européen¹⁵ ou parmi d'anciens fonctionnaires de la

13 Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission. Le nouveau Consensus européen pour le Développement: "Notre monde, notre dignité, notre avenir", juin 2017, article 65 : "L'UE et ses Etats membres auront recours à la coopération au développement dans le cadre de l'ensemble des politiques et instruments visant à prévenir, gérer et résoudre les conflits et les crises, à prévenir les besoins humanitaires et à établir une paix durable et une bonne gouvernance".

14 *Ibid.*, articles 39, 40 et 41. Ce dernier article stipule notamment : "A travers la politique de développement, l'UE et ses Etats membres s'attaqueront aux causes profondes de la migration irrégulière et contribueront, entre autres, à l'intégration durable des migrants dans les pays et communautés d'accueil et à la bonne intégration socio-économique des migrants de retour dans leur pays d'origine ou de transit"...

15 Un rapport de la Commission du développement du Parlement européen daté du 28 juin 2016 et portant sur les implications du fonds fiduciaire pour l'Afrique rappelait que l'aide au développement ne devrait pas être utilisée pour ralentir les flux de migrants et de demandeurs d'asile, et que les projets couverts par le fonds d'affectation spécial de l'UE ne devraient pas servir de prétexte pour empêcher les départs ou durcir les contrôles aux frontières entre les pays, en ignorant ainsi les facteurs qui poussent les gens à quitter leur pays. Voir aussi la résolution du Parlement européen du 5 avril 2017 insistant sur le fait qu'il ne fallait pas uniquement focaliser l'attention sur les résultats "quantitatifs" en matière de "retours" de migrants car ces chiffres devaient

DG Développement¹⁶, qui s'inquiètent de la propension de l'Union à agir en "pompier" qui ne ferait qu'éteindre les incendies au lieu d'empêcher les mises à feu par le biais de projets de développement durable, plus globaux et inclusifs. Equilibrer ou échelonner les priorités s'avère donc impérieux. N'est-il pas paradoxal, par exemple, qu'à cause des politiques d'émigration "choisies" limitant l'accès légal à l'Europe aux Africains les plus favorisés, aux "cerveaux", aux "médecins" par exemple, ceux-ci soient dès lors "remplacés" dans leurs pays par des coopérants européens distribuant l'aide humanitaire ? Et peut-on vraiment garantir que le renforcement des dispositifs de sécurité dans certains Etats africains, au moyen de ces nouveaux fonds européens, va vraiment empêcher les personnes les plus désemparées d'emprunter d'autres chemins, encore plus dangereux pour leur survie¹⁷ ?

Ceci nous renvoie donc à un **troisième facteur à l'origine de graves incohérences dans la façon dont l'UE se comporte envers l'Afrique, et qui peut endommager la portée de tout paradigme qu'elle chercherait à lui "vendre"** : la difficulté constante qu'elle éprouve à concilier les valeurs humanistes dont elle se réclame – et qui sont scellées dans ses traités constitutifs et ses accords bi- ou multilatéraux avec les pays africains - avec ses intérêts réels, qu'ils soient relatifs à ses besoins économiques, sécuritaires ou stratégiques. Ainsi, par exemple, bien que l'UE dispose d'un arsenal de sanctions pour "punir" les pays partenaires qui ne respecteraient pas ses valeurs essentielles – (gel des avoirs des dirigeants à l'étranger, non-délivrance de visas pour circuler en Europe, embargos commerciaux, suspension de la coopération...) – la pratique démontre combien il lui est difficile d'en user quand l'interlocuteur est un pourvoyeur incontournable de ressources énergétiques (comme le Nigéria, à l'époque d'Obasandjo) ou quand sa stabilité politique, bien que corrélée à une gestion étatique autoritaire, soit garante de la sécurité de toute une région (comme ce fut le cas au début des années 2000 avec

être contrebalancés par d'autres considérations, comme le développement des économies locales dans les pays partenaires, la mobilité régionale, et le niveau de protection assuré aux migrants à leur retour dans les pays de transit ou d'origine.

16 Entretien avec D. Frisch, ancien directeur général de DG Développement de l'UE, Bruxelles, 14 juin 2017.

17 Krotov-Sand, 2017, 8

l’Ethiopie de Meles Zenawi et le Kenya de Mwai Kibaki pour la Corne de l’Afrique, ou la RDC de Kabila et le Rwanda de Kagame en Afrique centrale)¹⁸. Inversément, l’UE n’hésite pas à renforcer les capacités de gouvernance de certains pays qui, si elles peuvent aider à mieux combattre les berceaux terroristes ou à juguler les flux migratoires, méritent un soutien financier accru¹⁹, malgré l’opacité politique en vigueur ou les négligences internes en matière de respect des droits et libertés

18 Helly, 2010

19 Dumoulin et Gros-Verheyde, 2017, 400

Rappelons que via l’accord UE-Turquie de mars 2016, les autorités turques se sont engagées, en échange de plus de 3 milliards d’euros, à collaborer avec l’UE pour juguler l’afflux de migrants liés au conflit syrien. Dans la foulée, le processus d’adhésion de la Turquie à l’UE avait été relancé. Lors du sommet de juin 2016, les Vingt-Huit ont précisé leur politique externe sur les migrations, correspondant à une vision plus défensive destinée surtout à limiter les flux de migrants. On peut en dégager trois idées forces : coopérer avec les pays tiers pour endiguer les flux ; renforcer la protection des frontières extérieures de l’UE ; répondre à l’afflux de réfugiés en Europe et assurer les retours. Cette politique est basée sur le principe du “*More and More*” : plus un pays s’engage sur des actions intéressant les Européens en matière de migrations (réadmission de ses nationaux ou de ressortissants de pays tiers, contrôle des routes de migrants sur son territoire), plus il reçoit de financements. Les Chefs d’Etat et de gouvernement déclinent cette stratégie lors du Conseil européen à Malte, le 3 février 2017, afin de contrôler la zone de la Méditerranée centrale, à partir de la Libye, qui est devenue la principale route d’afflux de migrants et de demandeurs d’asiles vers l’Europe. Cette politique extérieure de gestion migratoire s’accompagne du financement de nombreux projets, annoncé par vagues successives. L’UE avait ainsi adopté, à la mi-juin 2016, un paquet de 146 millions d’euros, au titre du Fonds fiduciaire d’urgence pour l’Afrique, visant à renforcer l’appui aux forces de sécurité intérieure ainsi que la gestion des frontières dans les pays d’origine ou de transit de l’émigration. Dès la mi-avril 2016, la Commission avait déjà annoncé 20 actions *pour la région du Sahel et du bassin du Lac Tchad*, d’un montant de plus de 280 millions d’euros, elles aussi financées par le Fonds fiduciaire d’urgence pour l’Afrique. Plusieurs projets concernent la sécurité directement. 381 millions supplémentaires ont été débloqués mi-décembre 2016, portant le chiffre des actions financées au titre de la lutte contre l’instabilité et la migration irrégulière pour la région du Sahel et du Lac Tchad à plus de 900 millions d’euros. Le 25 janvier 2017, la Commission propose d’allouer 200 millions d’euros du Fonds fiduciaire à *l’Afrique du Nord*, avec un “accent prioritaire” mis sur les projets liés à la migration en Libye et débloque 3,2 millions d’euros pour assurer la formation des garde-côtes lybiens. Dans le prolongement de cet engagement, le 12 avril 2017, le fonds fiduciaire d’urgence pour l’Afrique adopte un programme de 90 millions d’€ visant à améliorer la gestion des migrations en *Libye*, mais aussi à renforcer la protection des migrants dans le pays. Aujourd’hui, plusieurs rapports internationaux continuent pourtant de dénoncer les trafics d’êtres humains ainsi que les violences et tortures infligées aux migrants en Libye, un Etat au bord de l’implosion, où la sécurité publique continue à se dégrader.

fondamentales²⁰. Ces derniers mois, le renforcement de la collaboration européenne avec la Turquie, la Libye ou l’Egypte est évidemment symptomatique à cet égard. On pourrait aussi mentionner le soutien de 50 millions d’euros que l’UE offre actuellement à la force “G5” qui combat les groupes jihadistes et le crime organisé au Sahel²¹, bien que les Etats africains du G 5 – le Tchad, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali et le Niger – ne se distinguent pas vraiment tous par leurs progrès démocratiques ou humanistes ces dernières années. Certes, l’ampleur du défi sécuritaire au Sahel aujourd’hui nécessite que ces Etats africains soient aidés à renforcer leurs capacités “régaliennes” (forces et moyens militaires, civils, policiers...) ²², la sécurité des populations – leur droit à la vie

20 Crawford, 2013

Voir aussi par exemple, parmi les pays d’Afrique subsaharienne qui ont été les plus aidés pour développer leur « gouvernance » via le FED entre 2008 et 2013, figurent la Mauritanie (42 % de ses allocations FED affectées à la gouvernance) et le Tchad (34 %), soit des pays qui sont extrêmement mal notés en ce qui concerne le respect des libertés civiles et qui figurent parmi les moins démocratiques du continent, ayant notamment organisé des élections présentant de graves dysfonctionnements.

21 apport Afrique n° 255 d’International Crisis Group, 17 octobre 2017 : “Nouveau départ pour les relations entre l’Union africaine et l’Union européenne”. Consulté sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/255-time-reset-african-union-european-union-relations>. Voir aussi à ce sujet : https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/lue-debloque-50-millions-deuros-en-soutien-la-force-conjointe-des-pays-du-g5-sahel_fr. “Le 19 septembre 2017, l’UE a confirmé son engagement et sa volonté de soutenir de façon réactive et efficace ses partenaires du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad pour lutter contre le trafic de drogue et d’êtres humains, contribuer au rétablissement de l’autorité de l’Etat et au retour des personnes déplacées et des réfugiés, faciliter les opérations humanitaires et la livraison de l’aide aux populations affectées et contribuer à la mise en œuvre d’actions de développement au Sahel. Grâce à cet appui, financé au titre de la « Facilité Africaine de Paix », l’Union européenne contribue au déploiement et au renforcement de la Force conjointe, à travers la fourniture d’infrastructures, de certains moyens de transport, et de communication ainsi que de capacités logistiques et de protection. L’Union européenne finance aussi via le « Fonds fiduciaire d’urgence pour l’Afrique » plusieurs programmes dans la région afin de renforcer les capacités opérationnelles des autorités nationales, pour leur permettre d’effectuer un contrôle effectif du territoire et consolider l’Etat de droit, tels que le PARSEC au Mali ou le GAR-SI dans les cinq pays du G5 Sahel (et le Sénégal), qui sont complémentaires au déploiement de la Force conjointe. Le Fonds fiduciaire intervient également pour améliorer l’accès aux services de base, la résilience des populations vulnérables et le dialogue inter et intra-communautaire, essentiels pour assurer la durabilité des efforts en matière de sécurité”.

22 Intervention de Serge Michailof, chercheur associé à l’IRIS lors de la Conférence de haut niveau organisée le 22 novembre 2017 au Parlement européen à Bruxelles et intitulée “Vers un partenariat renouvelé avec l’Afrique”.

– est le premier des droits fondamentaux en jeu. Mais comment garantir que les fonds alloués visent prioritairement à satisfaire cet objectif si les Etats bénéficiaires n’offrent pas toutes les garanties en matière de “bonne gouvernance” (gestion transparente des ressources, respect de l’Etat de droit) ? Par ailleurs, ces dernières années, la multiplication des accords et clauses de réadmission permettant à l’UE de renvoyer des migrants illégaux dans leurs pays d’origine ou de transit prouve que ses priorités sécuritaires sont continuellement en porte-à-faux avec ses engagements en matière de protection des droits humains²³. La problématique migratoire est un perpétuel enjeu de tension entre l’UE et l’UA, car cette dernière estime que plutôt que de vouloir à tout prix freiner les migrations irrégulières, l’UE devrait trouver les moyens d’augmenter les flux réguliers de travailleurs africains vers son territoire, car l’Europe en aura besoin à l’avenir, vu le vieillissement de sa population.

Nous le comprenons donc déjà bien à ce stade : pour pouvoir se targuer d’une collaboration interrégionale réellement équilibrée, éthique et crédible avec l’Afrique, l’Union européenne va devoir résorber les multiples incohérences affichées par sa ou plutôt ses politiques à son égard, en améliorant les synergies entre ses acteurs constitutifs (fonctionnaires et responsables politiques au niveau des institutions communautaires et des Etats membres) et en préservant ses valeurs, quels que soient les impératifs réalistes en jeu. Ceci s’avère d’autant plus urgent qu’en ce début de 21^e siècle, si l’Europe a toujours autant besoin de l’Afrique (de ses opportunités d’investissements, de sa jeunesse, et de ses richesses naturelles), les Africains ne la regardent plus comme incarnant l’unique modèle à suivre puisqu’ils disposent de multiples autres collaborateurs potentiels (Chine, pays émergents, Etats-Unis, etc.), et peuvent dès lors théoriquement mieux jouer sur cette concurrence pour résister aux pressions et imposer

23 Gabrielli, 2007

Voir également le Rapport de l’Association européenne pour la défense des droits de l’homme, 7 octobre 2013 : “Pourquoi l’AEDH s’oppose à la signature des accords de réadmission de l’UE”. Consulté sur http://www.aedh.eu/plugins/fckeditor/user-files/file/Communiqu%C3%A9s/R%C3%A9admission%20AEDH%20note%20d%27analyse%2010_2013%20FR.pdf ; Rapport de l’ARCI, juin 2016 : “Les étapes du processus d’externalisation du contrôle des frontières en Afrique, du Sommet de La Valette à aujourd’hui”. Consulté sur http://www.integrationarci.it/wp-content/uploads/2016/06/externalisation_docanalyse_ARCI_FR.pdf

leurs vues²⁴. Dans cette perspective, dans leur dialogue bilatéral, plutôt que de calfeutrer les déséquilibres inhérents à leur différences socio-économiques et politiques sous la rhétorique illusoire du “partenariat d’égal à égal”, il est peut-être temps que l’Europe et l’Afrique assument davantage les rapports de forces en présence car ce mythe de l’égalité, tronqué dans les faits, ne fait qu’aggraver les tensions et ravive les ressentiments hérités de l’époque coloniale: récemment encore, l’Union africaine s’irritait que les discussions politiques entre les deux entités se cantonnent toujours aux problèmes africains et que les leaders africains ne soient jamais consultés ou associés aux sommets traitant des grands enjeux strictement européens, comme le Brexit ou la répartition des migrants dans les Etats membres de l’UE²⁵. Donc soit on joue la carte du partenariat entre “égaux” et on l’assume jusqu’au bout, soit on évite d’utiliser ostensiblement un vocabulaire peu adapté aux réalités.

2. L’UE et l’intégration régionale en Afrique : entre promesses et réalités

Venons-en ainsi, pour terminer, au second grand canevas d’analyse de cette analyse : afin qu’au niveau interne à leur propre continent, les leaders africains s’approprient la logique de « l’intégration », il faut qu’ils aient pu en expérimenter concrètement les bienfaits, qu’ils récoltent les preuves qu’elle est la meilleure façon de garantir la sécurité régionale, le progrès social ou la croissance à long terme²⁶ : or, indépendamment de ce qui est mis en place aujourd’hui en Afrique, vu les difficultés essuyées par l’Union européenne elle-même dans tous ces domaines, suite à la crise de l’euro et à la résurgence des courants centrifuges (Brexit, crise catalane...), la première question qui surgit logiquement est la suivante : **“l’intégration” demeure-t-elle vraiment un modèle qui inspire la confiance ?** Par ailleurs, la deuxième question qui peut interpeller est

24 Smith, 2013, 316

25 Rapport Afrique n° 255 d’*International Crisis Group* (ICG), 17 octobre 2017 : “Nouveau départ pour les relations entre l’Union africaine et l’Union européenne”, p. 20.

26 Farrell, 2013

celle-ci : **comment l'UE peut-elle revendiquer favoriser l'intégration du continent africain, si les canaux avec lesquels elle interagit avec lui sont à ce point diversifiés et surtout *redondants*** ? La diversité en soi ne serait pas problématique si la répartition des tâches était bien pensée. Mais le souci à l'heure actuelle, c'est que les *mêmes* thématiques politiques relèvent d'acteurs/systèmes *différents* sans qu'aucune coordination entre eux ne soit assurée, ou pire, que dans un *même* domaine d'action, l'UE initie des programmes *contradictaires* qui *divisent* plus qu'ils ne *rassemblent*.

Illustrons cela par quelques exemples. Dans la palette d'accords disponibles, il y a tout d'abord le partenariat de Cotonou qui a pris le relais du "système Lomé" en 2000 et qui régit le dialogue politique, le commerce et la coopération au développement entre l'UE et les pays ACP, soit d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique, dotés de leurs institutions paritaires UE-ACP spécifiques ; l'Afrique du Nord n'entre pas dans ce partenariat puisque l'UE interagit avec elle depuis 2004 par le biais de la "Politique de voisinage" recouvrant d'autres accords bi- et multilatéraux²⁷. Parallèlement, une stratégie UE-Afrique a été initiée en 2007 avec l'ambition d'intégrer *tous les pays* du continent africain dans une collaboration politique renforcée : ici, l'interlocuteur principal de l'UE est l'Union africaine. Aujourd'hui, le dialogue politique de haut niveau s'opère davantage via la "stratégie commune" que dans le cadre du partenariat de Cotonou, ce qui amène de nombreux analystes à se demander pourquoi il faudrait aussi en maintenir un via le groupe

27 La politique européenne de voisinage s'applique à l'Algérie, à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan, à la Biélorussie, à l'Égypte, à la Géorgie, à Israël, à la Jordanie, au Liban, à la Libye, à la Moldavie, au Maroc, à la Palestine, à la Syrie, à la Tunisie et à l'Ukraine. Elle a pour but de renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité de tous. Cette politique s'appuie sur les valeurs qui sont celles de la démocratie, de l'état de droit et du respect des Droits de l'homme. C'est une politique bilatérale entre l'Union et chaque pays partenaire, qui s'accompagne d'initiatives de coopération régionale : le partenariat oriental et l'Union pour la Méditerranée. L'Union pour la Méditerranée (UpM) comprend les 28 États membres de l'Union, l'Union européenne et 15 pays méditerranéens [Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Mauritanie, Monténégro, Monaco, Maroc, Palestine, Syrie (dont l'adhésion est suspendue en raison de la guerre civile), Tunisie et Turquie]. La Ligue des États arabes a participé à toutes les réunions depuis 2008 et la Libye dispose d'un statut d'observateur. D'après la fiche technique de l'UE consultable sur http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=F-TU_6.5.4.html.

“ACP”, alors que les problèmes et les besoins de l’Afrique n’ont plus grand chose en commun avec les pays des Caraïbes et du Pacifique²⁸, comme en atteste d’ailleurs l’absentéisme des chefs d’Etats africains aux Sommets ACP²⁹. En plus, la dimension strictement « commerciale » des relations UE-Afrique se règle désormais en marge de Cotonou par le biais des « accords de partenariats économiques » (APE) regroupant non pas l’intégrité des pays ACP, mais des groupes de pays d’une même région, précisément en vue de favoriser l’intégration économique sous régionale entre partenaires de l’Europe. Au début des années 2000, l’intention suscita l’enthousiasme de part et d’autre mais le soufflé retomba bien vite : d’une part, les groupements qui se sont constitués dans le cadre de la négociation des APE ne correspondent pas aux organisations sous-régionales existantes. Certains défendent les nouveaux groupements qui se sont constitués en vue de négocier les APE comme ayant permis d’opérer des rationalisations utiles car les organes préexistants se chevauchaient les uns les autres³⁰ ou étaient trop fragiles (Frisch, 2015, 6). D’autre considèrent qu’en forçant certains pays à faire des choix pour rejoindre l’un ou l’autre groupe de négociation, les APE ont généré de nouvelles tensions et oppositions entre acteurs africains³¹. Aujourd’hui, il semble en tout cas difficile de considérer que les APE ont favorisé l’intégration sous-régionale puisque faute de parvenir à un accord au niveau régional,

28 Comprenant en majorité des anciennes colonies françaises, italiennes, portugaises, espagnoles ou britanniques, le modèle ACP est vu comme une construction coloniale : au-delà de ce passé colonial commun, peu de choses relient les membres de ce groupe, si ce n’est le changement climatique et certains aspects du développement. Les enjeux de paix et de sécurité des pays des Caraïbes et du Pacifique sont par exemple très distincts de ceux auxquels l’Afrique fait face. Rapport Afrique n° 255 d’ICG, *op. cit.*, p. 12.

29 Bossuyt, 2016, 23

30 Sur les 54 pays africains, 27 sont membres de 2 groupements régionaux, 18 appartiennent à 3 groupements, 1 pays est membre de 4 groupements tandis que 8 pays seulement ne sont membres que d’un seul groupement. (Léonard Matala-Tala, 2017, 30).

31 Cette situation risque d’aggraver les difficultés concernant les pays membres de plusieurs CERs. Ceci est manifeste par exemple dans le cas du COMESA, une CER qui aspire à établir un marché commun, alors que ses pays membres sont répartis entre trois différents blocs dans le cadre des négociations APE (en plus du partenariat euroméditerranéen). D’après S. Mevel, G. Valensisi, S. Karingi, “Les APE : quels impacts sur l’intégration régionale de l’Afrique?”, International Centre for Trade and Sustainable Development, 11 septembre 2014, consulté le 7 novembre 2017 sur <https://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/les-ape-quels-impacts-sur-l-integration-regionale-de-l-afrique>.

de nombreux Etats en sont revenus à conclure des APE intérimaires avec l'UE, à titre individuel, tandis que les pays les plus défavorisés préfèrent bénéficier du « Système de préférences généralisées », notamment via l'initiative « Tout sauf les Armes », régime leur assurant un accès encore plus aisé que les APE au marché européen (Sicurelli, 2010, 103). Si l'on ajoute par exemple le fait que dans ses relations commerciales et politiques avec l'Europe, l'Afrique du Sud bénéficie quant à elle d'un statut tout à fait distinct des autres pays africains – (puisqu'elle a conclu un accord commercial et de coopération au développement bilatéral avec l'UE en 1999, n'a rejoint la dynamique des APE que dans un second temps, avec les membres de la SADC, et a conclu un partenariat stratégique bilatéral avec l'UE en 2007) – on comprend pourquoi certains sont sceptiques quant aux résultats concrètement engrangés par l'UE en matière d'intégration économique régionale en Afrique. La multiplication d'accords particularisés ces dernières années tend à prouver que la diversité des situations locales ne permet pas encore d'établir des conditions valables pour des ensembles plus larges. C'est pourtant à cet objectif que tend la ZLEC (zone de libre-échange continentale africaine), notamment parce que le morcellement des ensembles APE ne rencontre pas les intérêts de transformation structurelle du continent. Alors que la création des APE entendait favoriser l'intégration en renforçant les convergences par sous-ensembles régionaux, selon certains aujourd'hui, il s'avère qu'ils pourraient plutôt freiner ou faire obstacle à cette intégration, en ce sens qu'ils défavoriseraient le commerce *intra*-africain au profit des échanges *euro*-africains³².

De manière générale, face à cette situation où l'UE multiplie les accords intérimaires et les aménagements temporaires, certains se demandent si elle ne devrait pas plutôt procéder parallèlement à certains « nettoyages », en supprimant des canaux d'interaction devenus désuets ?

32 Par exemple, selon certains analystes, à moins que les pays africains ne parviennent à réduire les tarifs dans l'ensemble de leurs CER – c'est-à-dire dans le cadre de la ZLEC – les produits européens – moins taxés dans le cadre des APE – pourraient finir par évincer les exportations intra-africaines, notamment dans les secteurs de la fabrication, du pétrole et de l'alimentation. La mise en place de la ZLEC pourrait compenser les effets négatifs des APE en terme de détournement du commerce intra-africain tout en contribuant de manière significative à l'accroissement nette des échanges, tant pour l'UE que pour les pays africains. S. Mevel, G. Valensisi, S. Karingi, *op. cit.*

Les débats sur le renouvellement de l'accord de Cotonou avec les ACP témoignent cependant des difficultés qu'éprouvent certains joueurs puissants (administrations ou Etats membres européens, ACP ou africains) à abandonner les acquis et les traditions³³).

Les difficultés affectent aussi le domaine de la prévention et gestion de conflits, car si la Commission a tendance à vouloir renforcer la capacité d'action de l'Union africaine en matière de paix et de sécurité, certains Etats membres pensent qu'il faut plutôt concentrer les efforts sur certaines organisations sous-régionales (comme l'IGAD par exemple dans le cas de la crise au Darfour³⁴), ou bien appuyer des coalitions d'Etats africains que les Européens connaissent bien, comme on a pu le voir à travers le soutien que la France et l'Allemagne ont voulu apporter aux forces militaires du « G5 Sahel »³⁵. L'option à privilégier dépend bien sûr du type de conflit en vigueur et de la résonance locale que telle ou telle structure, régionale ou continentale, peut revendiquer. Ainsi, comme nous l'avons dit, la multitude des canaux ou d'actions potentielles n'est pas nécessairement un défaut : au contraire, elle peut s'avérer bénéfique en vertu du principe de « subsidiarité », c'est-à-dire à condition que l'on identifie, dans la gamme disponible, l'organe ou le niveau le plus efficient pour l'opération à mener. Or pour l'instant, ce sont plutôt les priorités sécuritaires d'Etats européens individuels – comme la France, le Royaume-Uni ou l'Allemagne – et leurs affinités politiques particulières avec certains gouvernants africains qui se sont avérées déterminantes pour orienter les soutiens. Ceci risque d'accroître les rivalités entre les Etats, les CER et l'UA pour l'accès aux ressources. Par exemple, la panique de la France et de l'Allemagne face à la migration et au terrorisme explique l'appui européen offert au G5 Sahel, lequel s'effectua sans passer par le canal intermédiaire de l'UA, ce qui a beaucoup nui à la légitimité de l'organisation panafricaine, supposée être l'interlocutrice privilégiée de l'UE sur les questions de paix et la sécurité du continent³⁶. L'UE devrait donc clarifier le rôle qu'elle envisage pour chacun (Etats, organisations sous-régionales, UA), selon ses capacités objectives au regard de la dynamique de conflit à l'œuvre.

33 Bossuyt, 2016, 10-11

34 Sicurelli, 2010, 61

35 Rapport d'ICG, *op. cit.*, p. 26.

36 *Ibid.*, p. 28.

Evidemment, à ce stade de la réflexion, nous nous devons de considérer un paramètre essentiel de l'équation qui nous occupe : l'action et la responsabilité des dirigeants africains. Nous l'avons vu, trop souvent, les intérêts nationaux et régionaux concurrents contrecarrent les approches stratégiques plus unifiées, bénéfiques à l'ensemble du continent. Il faut bien reconnaître que depuis l'établissement de l'UA en 2002, la ferveur panafricaine s'est étiolée, notamment à cause des troubles mobilisant l'attention politique des dirigeants, y compris parmi les pays bâtisseurs de l'organisation (Nigéria, Ethiopie, Afrique du Sud et Libye). Il est clair que la *volonté politique* des leaders africains est un facteur décisif aux progrès de l'intégration. Et ces dernières années, bien que les chefs d'Etats africains aient pris des engagements concrets en matière de développement des infrastructures et des voies de communication, et aient lancé des initiatives favorisant le libre-échange (ZLEC) et la libre-circulation des personnes (le « Borderless Africa »), les moyens concrets de mise en œuvre n'ont pas toujours suivi (Matala-Tala, 2017, 31)³⁷. Mais au-delà de la « bonne volonté politique », d'autres facteurs « *systémiques* » sont aussi à prendre en considération pour comprendre les difficultés du passage à l'action, ce qui peut aussi relativiser la responsabilité des décideurs. Et dans cet ordre d'idées, on peut par exemple se demander si le modèle d'intégration européenne peut utilement inspirer les Africains. Les trajectoires historiques, les conditions géopolitiques, économiques et sociales qui ont favorisé le processus d'intégration régionale en Europe depuis le début des années 1950 sont à ce point *spécifiques* et *différentes* de celles qu'a connues l'Afrique qu'il est permis de douter que l'expérience européenne puisse orienter le rythme et la nature des transformations du

37 Comme l'écrit A. Mbembe : "Pour atteindre l'objectif d'un continent sans frontières, des outils d'identification biométrique et des bases de données communes sont indispensables. Nous devrions utiliser des procédures d'identification et des technologies en matière de sécurité pour générer une plus grande mobilité sur le continent, plutôt que de consolider le régime de "double confinement" auquel l'Afrique a été réduite". A. Mbembe, "Scrap the borders that divide Africans", consulté sur <http://mg.co.za/article/2017-03-17-00>. Mbembe revendique un changement de paradigme dans la gestion de la migration intra-africaine : ouvrir les frontières africaines implique que chaque Etat "mette sa propre maison en ordre" et cela commence par l'établissement de mécanismes efficaces d'enregistrement et d'identification des citoyens. A. Mbembe, "Africa needs free movement", consulté sur <http://mg.co.za/article/2017-03-24-00>.

continent africain. Par exemple, sans un degré élevé de cohésion économique, sociale et politique entre les Etats fondateurs de la CE, sans un niveau important de complémentarité entre leurs économies et sans le soutien financier et politique extraordinaire des Etats-Unis, cette intégration-là n'aurait pas pu voir le jour. Elle fut portée et approfondie par des institutions supranationales, qui furent confrontées au fil du temps à des difficultés accrues causées par les élargissements successifs de l'UE. Or aujourd'hui, les conditions qui présidèrent à la naissance de la CEE ne sont pas encore réunies dans de nombreuses régions d'Afrique : les niveaux de développement socio-économique entre « voisins » sont parfois encore très différents, certaines économies nationales voisines s'avèrent peu complémentaires, le rapprochement entre entrepreneurs locaux, et donc la coalition des forces au niveau micro-économique, sont compliqués par la toute-puissance des multinationales étrangères, sans compter que l'apport financier qui pourrait venir de l'étranger n'a aucune commune mesure avec l'aide que l'Europe a reçue des Etats-Unis *in illo tempore*³⁸. Ainsi, quand l'Union européenne incite l'Afrique à se fédérer sur le plan économique ou politique, elle en oublie parfois les étapes très progressives par lesquelles elle a dû elle-même passer, ainsi que les adjutants dont elle a bénéficiés³⁹. Par conséquent, l'UE ne peut évidemment pas exiger de l'Union africaine qu'elle ait la même capacité d'implémentation des politiques décidées communément, alors que ses moyens techniques, logistiques et financiers sont infiniment plus réduits et corsetés sévèrement par les aides extérieures (Farrell, 2013, 105)⁴⁰. On comprend donc pourquoi il est crucial que l'UA gagne en autonomie financière, c'est-à-dire que les chefs d'Etat africains honorent leurs promesses en contribuant davantage à son budget propre⁴¹. Et nous en

38 Defraigne, 2009, pp. 59-90

39 Farrell, 2010, pp. 84-87

40 Le rapport d'ICG du 17 octobre 2017 révélait à cet égard des chiffres éclairants : les 28 Etats membres de l'UE ont une population de 508 millions de personnes et un PIB collectif de 17,6 trillions de dollars, alors que les 55 membres de l'UA comptent 1,1 milliard de personnes et que leurs économies sont évaluées à 2,39 trillions de dollars. Le personnel de l'UE compte 32 546 employés et le budget annuel de l'UE est de 189 milliards de dollars. L'UA emploie quant à elle 1600 personnes et ses dépenses prévisionnelles pour 2018 s'élèvent à 769,4 millions de dollars. (Source : « L'Union européenne et l'Union africaine : un portrait statistique », Eurostat, 2016).

41 *Ibid.*, p. 4-5, p. 22-24, p. 31. En juillet 2015, les EM de l'UA se sont engagés à financer 25 % des activités de paix et de sécurité de l'UA d'ici à 2020. En juillet 2016, ils

revenons ainsi au critère de la « bonne volonté politique » du côté des gouvernants africains. A cet égard, le fait que les processus eurafricains marginalisent certains acteurs peut aussi limiter le potentiel intégrateur. Aujourd'hui, des financements européens encouragent les mécanismes favorisant la participation des populations africaines aux décisions qui les concernent ; les accords eurafricains prescrivent l'association de la société civile, du secteur privé, des milieux universitaires à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies de coopération ; des forums de discussion eurafricains s'adressant aux jeunes, aux femmes, aux hommes d'affaires sont organisés en amont des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement. L'approche "top-down" longtemps privilégiée par l'UE est donc de plus en plus compensée par des mécanismes "bottom-up" associant les citoyens lambda au débat et à l'élaboration de solutions. Mais là aussi, ces innovations ne prospéreront et s'intensifieront que si les leaders africains prennent leurs responsabilités et opèrent eux-mêmes la "décolonisation" réelle de certains systèmes et modes de pensée archaïques, qui empêchent également de traduire les concepts "d'appropriation"⁴², de "participation"⁴³ et "d'inclusion"⁴⁴, scellés dans les accords, en réalités.

ont accepté la proposition de D. Kaberuka, ancien président de la Banque africaine de développement, aujourd'hui haut-représentant pour le Fonds de la paix de l'UA, consistant à reverser 0,2 % du montant des importations de "tous les produits éligibles" du continent. A ce jour, seuls le Ghana et le Rwanda ont intégré cette taxe dans le droit national. Le Tchad, l'Ethiopie, le Kenya et la République du Congo sont les seuls autres Etats qui ont pris des mesures pour instituer cette taxe. D'autres Etats membres la critiquent ouvertement.

- 42 En vertu du principe de « l'appropriation », ce sont les pays en développement qui déterminent en toute souveraineté leurs priorités de développement tandis que leurs partenaires européens/étrangers « alignent » leurs programmes sur ces stratégies sans leur « imposer » de modèles (article 2 de l'Accord de Cotonou signé le 23 juin 2000 entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010) ;
- 43 Le principe de la « participation » justifiant l'ouverture des partenariats non plus aux seuls gouvernements, mais aussi aux parlements, aux autorités locales et à la société civile (secteur privé, ONG, milieux universitaires), qui peuvent être consultés sur les stratégies de développement, associés à leur mise en œuvre et à leur évaluation (article 4 de l'accord de Cotonou sur les acteurs du partenariat, article 8 sur le dialogue politique et article 58 sur l'éligibilité au financement).
- 44 Le nouveau *Consensus pour le Développement* de 2017 définit désormais le principe « de l'inclusion » sociale et de « la non-discrimination » selon ces termes (article 16) : « L'UE et ses Etats membres mettront en œuvre une approche de la coopération au

Conclusion

Nous l'avons vu, l'intégration est un phénomène qui peut concerner des domaines multiples, revêtir des formes ou des degrés très divers. Mais au sens strict, elle suppose que des acteurs *différents* soient capables de vaincre, par un accord *commun*, les barrières physiques, mentales, politiques, économiques, sociales ou culturelles qui les *divisent* pour *collaborer* c'est-à-dire pour gérer ensemble certaines choses dans leur intérêt mutuel et commun. Pour que ces vœux pieux deviennent réalité, sur le plan politico-institutionnel, cela n'implique donc pas de *renoncer* à ses différences en les masquant (par exemple sous la fable d'un "partenariat entre égaux") ; au contraire, les difficultés auxquelles les deux continents sont aujourd'hui confrontés *en interne* et *l'un vis-à-vis de l'autre* prouvent que c'est peut-être en *assumant* davantage la diversité et en intégrant sa valeur ajoutée qu'un modèle d'intégration peut progresser. C'est donc les yeux lucidement ouverts sur les inégalités patentes que les Européens et les Africains pourront pragmatiquement relever les défis auxquels la globalisation les confrontent. Cette vision lucide des difficultés va de pair avec une "décolonisation" des esprits, c'est-à-dire que chacun, où qu'il se situe sur la pyramide hiérarchique ou sur la carte géographique, puisse voir en l'autre un "égal de lui-même", ou en tout cas "un même ayant-droit" aux bienfaits de l'humanité. Et si les relations sociales s'envisagent aujourd'hui de plus en plus sur un mode dépersonnalisé voire virtuel, les complémentarités ne seront engendrées que par des interactions "incarnées", entre voisins, entre "semblables" faits de chair, de sang, et d'os, conscients de leurs richesses et besoins mais aussi, de leurs droits et devoirs mutuels.

développement fondée sur les droits, englobant *tous les droits de l'homme*. (...) Ils continueront à jouer un rôle essentiel pour veiller à ce que *personne ne soit laissé de côté, sans distinction* liée au lieu de résidence, à l'appartenance ethnique, au sexe, à l'âge, à un handicap, à la religion ou aux convictions, à l'orientation ou l'identité sexuelle, au statut de *migrant* ou à d'autres facteurs ».

Bibliographie

- BOSSUYT J., KEIJZER N., MEDINILLA A. et DE TOLLENAERE M., (2016), *The future of ACP-EU relations: a political economy analysis*, Policy Management Report 21, Maastricht, ECDPM.
- CRAWFORD G., (2013), "EU Human Rights and Democracy Promotion in Africa : normative power or realist interests ?", dans M. Carbone, éd., *The EU in Africa, Incoherent policies, asymmetrical partnership, declining relevance ?*, Manchester, Manchester University Press, p. 142-164.
- DEFRAIGNE J.-C. (2009), "The relevance of Europe's supranational experience for other regional integration processes: a geopolitical and economic comparative analysis from a long-term perspective", dans C. Franck, J.-C. Defraigne et V. De Moriamé, éd., *L'Union européenne et la montée du régionalisme : exemplarité et partenariats*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, p. 59-90.
- DUMOULIN A. et GROS-VERHEYDE N., (2017), *La politique européenne de sécurité et de défense commune*, Paris, Editions du Villard.
- ELGSTRÖM O., (2010), "Partnership in peril? Images and strategies in EU-ACP economic partnership agreement negotiations", dans S. Lucarelli et L. Fioramonti, éd., *External Perceptions of the EU as a Global Actor*, Londres, Routledge, p. 137-149.
- FARRELL M., (2004), *The EU and Inter-Regional Cooperation : In Search of Global Presence?*, dans *Comparative Regional Integration Studies e-Working Papers*, Bruges, United Nations University. En ligne sur : <http://cris.unu.edu/sites/cris.unu.edu/files/W-2004-9.pdf>
- FARRELL M., (2010), *From Lomé to EPA in Africa*, dans F. Söderbaum et P. Stalgren, éd., *The EU and the Global South*, Boulder/London, Lynne Rienner Publishers, p. 65-88.
- Farrell M., (2013), "African regionalism : external influences and continental shaping forces", dans M. Carbone, éd., *The EU in Africa, Incoherent policies, asymmetrical partnership, declining relevance ?*, Manchester, Manchester University Press, p. 98-118.
- FRISCH D., (2008), *La politique de développement de l'Union européenne. Un regard personnel sur 50 ans de coopération internationale*, Rapport 15, Maastricht, ECDPM.

- FRISCH D., (2015), *De la division à l'intégration de l'Afrique. Réflexions sur le rôle de l'Europe*, Document de réflexion n° 169, Maastricht, ECDPM.
- GABRIELLI L. (2007), "Les enjeux de la sécurisation de la question migratoire dans les relations de l'UE avec l'Afrique", dans *Politique européenne*, vol. 2, n°22, p. 149-173.
- GRIMM S., (2010), *EU Policies Toward the Global South*, dans F. Söderbaum et P. Stålgren, éd., *The EU and the Global South*, Boulder/ London, Lynne Rienner Publishers, p. 43-61.
- HELLY D., (2010), *L'UE et l'Afrique : les défis de la cohérence*. *Cahiers de Chaillot*, Institut d'études de Sécurité.
- HETTNE B., (2010), *EU Foreign Policy : The Interregional Model*, dans F. Söderbaum et P. Stålgren, éd., *The EU and the Global South*, Boulder/London, Lynne Rienner Publishers, p. 15-61.
- KROTOV-SAND N., (2017), "Le Fonds fiduciaire d'urgence et son volet Sahel: l'immigration comme nouvel enjeu de sécurité et de développement", dans *Note d'analyse du GRIP*, Bruxelles, GRIP.
- MATALA-TALA L., "Le rôle et la place des communautés économiques régionales dans le développement de l'Afrique", dans *L'Afrique est-elle partie ? Bilan et perspectives de l'intégration africaine. 30 experts se prononcent. Transformations, Revue Interventions économiques*, hors série, p. 30-32, 2017
- MBEMBE A., *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016
- MEVEL S., VALENSISI G., KARINGI S., "Les APE : quels impacts sur l'intégration régionale de l'Afrique ?", International Centre for Trade and Sustainable Development, 2014, consulté le 7 novembre 2017 sur <https://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/les-ape-quels-impacts-sur-l-integration-regionale-de-l-afrique>
- NKUNDABAGENZI F., *Le développement, une arme de paix*, Bruxelles, GRIP, 2003
- PETITEVILLE F., "La coopération économique de l'Union européenne : entre globalisation et politisation", dans *Revue française de science politique*, vol. 51, p. 431-458, 2001
- SICURELLI D., *The EU's Africa policies. Norms, interests and impact*, Burlington, Ashgate, 2010
- SMITH M., "European policies, African impact and international order : (re)evaluating the EU-Africa relationship", dans M. Carbone, éd.,

The EU in Africa, Incoherent policies, asymmetrical partnership, declining relevance ?, Manchester, Manchester University Press, p. 307-323, 2013

- SÖDERBAUM F. et STÄLGREN P., "The Limits to Interregional Development Cooperation in Africa", dans F. Söderbaum F. et P. Stålgren, éd., *The EU and the Global South*, Boulder/London, Lynne Rienner Publishers, p. 141-157, 2010

Rapports de groupes de réflexion disponibles en ligne

Rapport de l'Association européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH), 7 octobre 2013 : "Pourquoi l'AEDH s'oppose à la signature des accords de réadmission de l'UE".

Consulté sur

http://www.aedh.eu/plugins/fckeditor/userfiles/file/Communiqu%C3%A9s/R%C3%A9admission%20AEDH%20note%20d%27analyse%2010_2013%20FR.pdf

Rapport de l'ARCI Associazione, juin 2016 : "Les étapes du processus d'externalisation du contrôle des frontières en Afrique, du Sommet de La Valette à aujourd'hui".

Consulté sur

http://www.integrationarci.it/wp-content/uploads/2016/06/externalisation_docanalyse_ARCI_FR.pdf

Rapport Afrique n° 255 d'International Crisis Group (ICG), 17 octobre 2017 : "Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne". Consulté sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/255-time-reset-african-union-european-union-relations>

II. Intégration économique

Claude Aline ZOBO

Doctorante en économie, Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun

L'intégration monétaire de l'Afrique de l'Ouest est-elle soutenable ? Une analyse de la synchronisation des cycles économiques des pays membres

Résumé

Cette étude analyse la soutenabilité de l'union monétaire ouest africaine dans le contexte de spéculation vive sur le devenir de la zone CFA. En filigrane, elle s'intéresse à la synchronisation des cycles de croissance dans l'UMOA considérée comme gage de l'efficacité de la politique monétaire commune et de la soutenabilité de toute zone monétaire. Il est établi que la synchronisation des cycles dans l'UEMOA reste limitée et maintient significativement la probabilité d'occurrence et les effets des chocs asymétriques dans la sous-région. Etant donné qu'elle dépend principalement du niveau d'intégration des pays membres, les impératifs d'un renforcement de l'intégration commerciale et financière ainsi que d'une coordination des politiques économiques encore insuffisantes au sein de l'UEMOA sont mis en avant pour favoriser une plus grande synchronisation des cycles. Les changements structurels proposés sont

renvoyés à la mise en œuvre des mécanismes de partage des risques, au démantèlement des barrières non tarifaires, au désenclavement et au décloisonnement des marchés, à la promotion de la compétitivité des PME, et enfin à l'approfondissement et à l'extension du marché financier.

Introduction

La théorie traditionnelle des zones monétaires optimales a longtemps admis l'exogénéité des critères d'optimalité de l'union monétaire. Il est ainsi supposé que les économies ayant des similarités du point de vue de leurs dynamiques macroéconomiques¹ présentent les meilleures conditions pour évoluer au sein d'un même espace monétaire².

Pourtant, les asymétries dues à la disparité des institutions du marché du travail, à la disparité des structures industrielles et des organisations financières n'ont pas empêché depuis plusieurs décennies, la pérennité de l'Union Monétaire Ouest Africaine³ (UMOA) qui ne satisfaisait pas nécessairement à des conditions exogènes au moment de sa réalisation⁴. Ce qui crée une opportunité pour la *thèse de l'endogénéité* de critères très peu mis en avant dans la littérature.

A travers le nouveau paradigme introduit par l'expérience africaine, l'on peut admettre qu'en favorisant (par la stabilité qu'elle autorise) le commerce, les investissements directs étrangers et la symétrie des politiques économiques entre autres, l'UMOA créerait elle-même les conditions économiques de sa propre efficacité. Cette conception fut remise en cause lors de la crise des années 1980 pendant laquelle les

1 Chocs communs, préférences fiscales et financières identiques, mobilité de la main d'œuvre, ouverture sur l'extérieur, etc. Dans ce cadre, l'intégration se réalise par la suppression des barrières qui empêchent d'atteindre l'objectif de l'union. C'est le principe d'intégration négative évoquée par Tinbergen, 1954, p.79.

2 Si l'on s'en tient à l'expérience européenne, l'on peut noter qu'il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies avant que les pays ne se constituent en Union Monétaire.

3 Dont les accords fondateurs furent signés dans le cadre de la zone Franc en 1973.

4 L'expérience de la Zone CFA montre au contraire que les pays se sont d'abord regroupés au sein des unions monétaires avant de penser à leur intégration économique.

pays membres ont été confrontés à d'importantes difficultés notamment avec des déficits importants de leurs balances de paiements et avec la dévaluation de leur monnaie (le franc CFA).

Elle l'est d'avantage depuis la crise de la zone euro (qui a fragilisé la compétitivité des économies⁵), l'instabilité persistante des prix des produits primaires, les rumeurs sur une hypothétique dévaluation du franc CFA et les contraintes sur les budgets nationaux ou les réserves de change des pays membres qui alimentent les spéculations sur l'impératif d'une révision de l'accord monétaire avec la France alors jugé inapproprié par le *panafricanisme* grandissant.

La situation économique des pays membres de l'UMOA est pourtant différente de celle des années 1980. En effet, alors que tous les indicateurs économiques étaient défavorables au cours de cette période, la croissance économique dans la sous-région est actuellement solide⁶ et l'inflation relativement bien maîtrisée. Qui plus est, depuis 2015 la position extérieure de la sous-région reste stable, le déficit du compte régional des transactions courantes continue de se résorber, passant de 6,1% du PIB en 2014 à 5,6% en 2015, les réserves extérieures brutes sont en augmentation et les perspectives restent globalement positives. Par ailleurs, l'union monétaire a été associée à une union économique qui lui est complémentaire depuis 1999 et on parle davantage aujourd'hui de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Quoi qu'il en soit, avec les incertitudes inhérentes à la conjoncture économique et financière sous régionale et les risques asymétriques liés aux déséquilibres des finances publiques entre autres, l'hétérogénéité persistante des situations macroéconomiques des pays membres contraint toujours l'efficacité de l'union monétaire ouest-africaine. Il peut être intéressant d'apprécier l'ampleur de cette contrainte.

Les expériences contradictoires établissent une différence entre optimalité *ex ante* et optimalité *ex post*. Dans le cadre de l'intégration monétaire, elles permettent ainsi de déplacer le débat économique de *l'optimalité à la soutenabilité* et définissent une nouvelle ligne d'investigation pour rendre compte de la *pertinence économique des unions monétaires*.

5 Cf. Zobo, (2014) : « European crisis and CFA franc sustainability with regard to the euro ».

6 Estimée à 6.4% par le FMI en 2015.

En effet, la soutenabilité de l'union monétaire implique la *construction* de nouveaux éléments et la *création* de nouvelles institutions permettant aux économies de se rapprocher plus rapidement de l'objectif de développement économique des pays membres.

L'un des aspects le plus important de cette dynamique de *construction-création* est relatif à la *synchronisation des cycles*⁷ qui est en fait un instrument d'évaluation des bénéfices de l'intégration monétaire sur l'activité économique des pays membres d'une part et d'appréciation des exigences de l'intégration monétaire d'autre part.

La synchronisation des cycles revêt une importance particulière dans la mesure où elle réduit la probabilité de propagation des chocs asymétriques entre pays membres et les soumet de fait aux mêmes exigences politiques. Ainsi, plus les cycles économiques au sein de l'UEMOA seront synchronisés, plus il sera facile pour les autorités monétaires de mener les politiques de stabilisation. L'analyse de la synchronisation des cycles est donc importante pour la définition d'une gouvernance soutenable dans la sous-région.

L'objectif de cet article est d'analyser la soutenabilité de l'union monétaire ouest africaine à travers l'appréciation de la synchronisation des cycles entre pays membres. Lorsqu'il s'agit de dresser le bilan de l'intégration en Afrique, une telle analyse est nécessaire notamment pour éclairer sur l'opportunité de l'union monétaire ouest-africaine. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que le processus de mise en place de la monnaie unique au sein de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) reste d'actualité.

Dans sa suite il est organisé ainsi qu'il suit : la première section évalue l'état de la synchronisation des cycles dans l'UEMOA. La deuxième section identifie les déterminants de ladite synchronisation, mesure la contribution de chaque facteur induit par l'union monétaire ouest africaine sur la corrélation cyclique et présente les implications du niveau de synchronisation évalué. La dernière section enfin énonce les éléments indispensables pour une plus grande synchronisation des

7 La littérature définit le cycle d'une variable économique comme l'ensemble des mouvements appartenant aux intervalles temporels ou aux fréquences temporelles de reproduction de ses composantes (Mezui-Mbeng, 2012). On s'intéresse dans la suite de cette étude aux cycles de croissance introduits par Mintz (1969) et définit comme l'écart entre la série du PIB réel considérée et sa tendance.

cycles dans l'UEMOA. Il est intéressant de vérifier si les conjonctures de la France, dont la monnaie sert de référence au franc CFA, ont un effet sur l'UEMOA. Ainsi, l'on s'intéressera parallèlement à la synchronisation UMOA/France.

I. L'état de la synchronisation des cycles en UEMOA entre 1999 et 2009

L'analyse de la synchronisation des cycles dans l'UEMOA exige au préalable l'identification desdits cycles⁸.

La datation effectuée permet d'observer dans la zone six phases de récession en moyenne (d'amplitude, de sévérité et de durée moyennes de -3.6, -8.9 et 3.5 trimestres respectivement) et cinq phases d'expansion (d'amplitude, de sévérité et de durée moyennes de -5.71, -17.30 et 4 trimestres respectivement). La première phase de récession va de 1999T1⁹ à 1999T3, la deuxième de 2000T3 à 2001T3, la troisième de 2002T1 à 2003T2, la quatrième de 2004T4 à 2006T1, la cinquième de 2007T3 à 2008T3 et la sixième de 2009T1 à 2009T4. La première phase d'expansion va de 1999T3 à 2000T3, la deuxième de 2001T3 à 2002T1, la troisième de 2003T2 à 2004T4, la quatrième de 2006T1 à 2007T3 et la cinquième de 2008T3 à 2009T1.

Suivant Carmignani (2010), le degré de synchronisation au sein de la zone CFA est mesuré à travers trois dimensions statistiques qui renvoient explicitement à l'analyse de l'intensité des Co-mouvements, à l'analyse de la similitude des propriétés statistiques des cycles et à l'analyse de la correspondance desdits cycles. Elles permettent sommes toutes de relever :

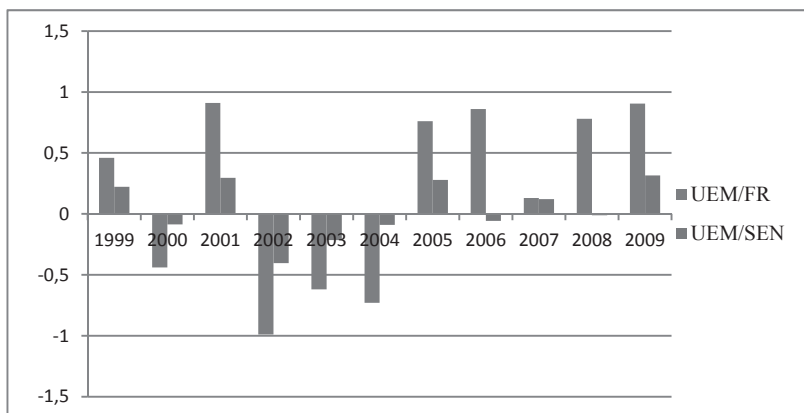
8 A cette fin, l'approche dite de *déviatio*n qui implique la décomposition de la série considérée au moyen des procédures de filtrage de Hodrick-Prescott (1997) pour des séries de PIB réels trimestrielles (obtenues à partir de l'algorithme de Goldstein et Kahn, 1976) extraire la tendance et le cycle supposés dissociables.

9 Ti = trimestre i de l'année t, chaque année ayant 4 trimestres.

A. La faible dépendance conjoncturelle des cycles de croissance en UEMOA

Le calcul des corrélations bilatérales¹⁰ permet d'emblée d'observer que la dépendance conjoncturelle est beaucoup moins importante entre les économies de la zone UEMOA. L'analyse des coefficients de corrélation bilatérale ne révèle aucun profil généralisé de synchronisation des cycles. Mieux, avec des corrélations négatives dominantes, il y a dans l'ensemble plus de désynchronisation entre les cycles des pays membres.

Graphique 1: Corrélations des cycles des PIB réels dans l'UEMOA



Source: Calculs de l'auteur. UEM=UEMOA, FR=France, SEN=Sénégal

En termes de moyenne, il s'avère que les pays de l'UEMOA sont plus interdépendants avec la France (0.18) qu'ils ne le sont entre eux (0.033).

Cette première perception est contredite lorsqu'on s'intéresse aux propriétés statistiques des cycles de croissance des PIB réels.

¹⁰ Il s'agit plus précisément des coefficients de corrélation bilatérale moyens des cycles intra UEMOA et entre l'UEMOA et la France pour chaque sous période considérée (constituée ici de quatre trimestres chacune).

B. La faible volatilité des cycles de croissance dans l'UEMOA

Les cycles de la sous-région UEMOA présentent une évolution légèrement similaire à l'exception de la Guinée Bissau qui est le pays dont les cycles ont l'écart type le plus élevé (0.027), tous les autres pays de la zone UEMOA sont relativement proches du point de vue de leurs volatilités cycliques (cf. Tableau 1). L'on note que l'écart¹¹ de volatilité entre les cycles du Sénégal et du reste de l'UEMOA est de 0.31% tandis que par rapport aux cycles de la France, l'écart de volatilité avec l'UEMOA est de 5%.

Tableau 1 : Propriétés statistiques des cycles dans l'UEMOA

| Cycles | Observations | Volatilités |
|----------------|--------------|---------------|
| France | 44 | 0.063 |
| UEMOA | 44 | 0.013 |
| Togo | 44 | 0.011 |
| Niger | 44 | 0.018 |
| Mali | 44 | 0.016 |
| Guinée B. | 44 | 0.027 |
| Cote d'Ivoire | 44 | 0.007 |
| Burkina Faso | 44 | 0.0103 |
| Bénin | 44 | 0.006 |
| Sénégal | 44 | 0.0105 |

Source: calculs de l'auteur.

Les écarts types calculés révèlent que les cycles les plus proches sont ceux de la Côte d'Ivoire et du Bénin d'une part (avec des volatilités respectives - 0.07 et 0.06) et d'autre part ceux du Togo, du Niger, du Mali, de la Guinée Bissau, du Burkina Faso et du Sénégal (dont les écarts types correspondants sont 0.011, 0.018, 0.016, 0.0103 et 0.0105).

11 Différence entre la volatilité des cycles du Sénégal et du reste de l'UEMOA.

C. La synchronisation modérée des cycles de croissance dans l'UEMOA

L'indice de correspondance¹² des cycles permet de vérifier si les cycles de PIB réels des différents pays de l'UEMOA sont en phase (pro-cyclique) ou pas (contra-cyclique). S'il est égal à 1, on dit que les séries considérées sont exactement pro-cycliques tandis qu'une valeur proche de zéro indique une situation contra-cyclique.

On remarque que les cycles Togo/Niger, Niger/Mali, Niger/Burkina Faso, Mali/Burkina Faso, Côte d'Ivoire/Sénégal, Sénégal/Burkina Faso, Bénin/Guinée Bissau sont ceux qui se démarquent avec les indices de correspondance supérieurs à la moyenne (0.636, 0.727, 0.704, 0.659, 0.613, 0.727 respectivement).

Le Bénin est le pays le moins synchronisé de la sous-région. A l'exception de sa correspondance avec la Guinée Bissau (0.727), sa synchronisation avec les autres cycles de la sous-région tourne autour de 0.4.

Tableau 3 : Les indices de correspondance des cycles dans l'UEMOA

| Pays | Togo | Niger | Mali | Côte d'Ivoire | Burkina F. | Bénin | Sénégal | Guinée B. | UEMOA | France |
|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------|
| Togo | 1 | | | | | | | | | |
| Niger | 0.636 | 1 | | | | | | | | |
| Mali | 0.454 | 0.727 | 1 | | | | | | | |
| Cote d'Ivoire | 0.477 | 0.568 | 0.522 | 1 | | | | | | |
| Burkina F. | 0.568 | 0.704 | 0.704 | 0.5 | 1 | | | | | |
| Bénin | 0.431 | 0.568 | 0.431 | 0.454 | 0.363 | 1 | | | | |
| Sénégal | 0.454 | 0.454 | 0.454 | 0.659 | 0.613 | 0.431 | 1 | | | |
| Guinée B. | 0.204 | 0.522 | 0.522 | 0.545 | 0.454 | 0.727 | 0.431 | 1 | | |
| UEMOA | 0.431 | 0.795 | 0.704 | 0.636 | 0.727 | 0.545 | 0.613 | 0.727 | 1 | |
| France | 0.477 | 0.386 | 0.340 | 0.681 | 0.5 | 0.5 | 0.75 | 0.590 | 0.590 | 1 |

Source: calculs de l'auteur.

12 Pour deux indicateurs X et Y de deux économies de même taille d'échantillon N , Harding et Pagan (2006) ont déterminé l'indice de concordance par la formule suivante : $I_t = \frac{1}{T} \sum [S_{xt} \times S_{yt} + (1 - S_{xt}) \times (1 - S_{yt})]$ Avec S , une variable binaire exprimant les phases d'une économie. Selon Harding et Pagan, $S = 1$ si le cycle de l'économie est en phase d'expansion et 0 s'il est en phase de récession.

Les pays les plus synchronisés au cycle moyen de l'UEMOA (Niger et Mali avec des indices respectifs de 0.795 et 0.704) sont également les moins synchronisés à la France (0.386 et 0.340). A contrario, le Sénégal et la Côte d'Ivoire avec les indices de correspondance au cycle moyen de l'UEMOA respectifs de 0.613 et 0.636 sont également les plus synchronisés à la France (0.75 et 0.681).

D. Les implications économiques de la synchronisation limitée des cycles dans l'UEMOA

Les résultats précédents permettent d'énoncer que les accords de la zone CFA ont favorisé la synchronisation des cycles économiques intra UEMOA mais d'avantage entre l'UEMOA et la France. Bien qu'elle soit encore limitée, elle a favorisé la forte convergence des termes de l'échange dans l'UEMOA et la forte corrélation des chocs de la demande. Ainsi, il est reconnu que l'UEMOA est de plus en plus homogène en dépit du fait que les exportations restent encore très spécialisées entre les pays sahéliens agricoles (Burkina Faso, Mali, Niger), les pays côtiers au tissu industriel relativement plus développé (Sénégal, Côte d'Ivoire), et ceux à l'activité import-export dominante (Togo, Bénin).

Toutefois, ce niveau de synchronisation reste problématique dans la mesure où il maintient significativement la probabilité d'occurrence des chocs asymétriques et les coûts de l'abandon de l'autonomie monétaire élevés. En effet, le principe de solidarité instauré dans l'UEMOA dans le cadre de la coopération monétaire avec la France n'apporte aucune réponse face aux fluctuations irrégulières du PIB. Dans un contexte d'assainissement permanent des finances publiques et de contraintes imposées par le pacte de convergence, l'efficacité des politiques budgétaires dans l'absorption de ces chocs est très limitée. L'étroitesse des marges de manœuvre fait de l'épargne nationale le seul moyen d'ajustement après un choc spécifique à chaque pays.

Compte tenu de cet état des choses, le principal défi reste celui de l'identification des politiques économiques à mener, afin de renforcer la synchronisation des cycles dans l'UEMOA et garantir la soutenabilité de

l'union monétaire. D'où l'importance de l'analyse des déterminants de la synchronisation des cycles dans l'UEMOA.

II. Les déterminants de la Synchronisation des cycles économiques dans l'UEMOA

Cette section vise à déterminer les causes de la synchronisation cyclique entre les pays de l'UEMOA d'une part, et entre ces mêmes pays et la France d'autre part. Dans un premier temps, l'on fera le point sur les intuitions théoriques y relatives et dans un deuxième temps, on présentera les résultats découlant des estimations effectuées.

A. Le point sur les intuitions théoriques : les conséquences économiques de l'union monétaire

La littérature économique identifie plusieurs facteurs susceptibles d'expliquer les Co-mouvements cycliques bien qu'aucun consensus ne soit dégagé. Il s'agit entre autres de l'intégration commerciale et financière¹³, des chocs communs¹⁴, de la similarité des politiques monétaire et financière qu'autorise l'union monétaire et de la similitude des politiques budgétaires.

A priori, l'union monétaire permet de réduire voire d'éliminer les coûts de transactions, d'améliorer la transparence des prix, d'éliminer l'incertitude sur le taux de change, d'améliorer la compétitivité économiques et d'encourager ainsi les investissements directs étrangers et le commerce. Dans cette logique, le fait d'appartenir à l'UEMOA et d'utiliser le franc CFA a obligatoirement un effet positif sur la création

13 Cf. Frankel et Rose, 1998, 2002; Baxter et Kouparitsas, 2005.

14 Cf. Kose, Otrok et Whiteman, 2003, Elghary, 2015.

du commerce dans la sous-région¹⁵. Il a été ainsi établi que la monnaie unique a doublé le commerce en Afrique de l'Ouest¹⁶.

A travers ces liens commerciaux plus accrus, l'intégration monétaire accentue les interdépendances entre économies et favorise la synchronisation des cycles économiques¹⁷.

Il reste tout de même probable qu'avec la spécialisation des économies, l'intensification des échanges dans l'UEMOA peut plutôt accroître la spécialisation des économies en fonction de leurs avantages comparatifs et faire diverger fortement les cycles d'activités. Ainsi, sous le régime de changes fixes en vigueur, la politique monétaire uniforme menée par la BCEAO ne saurait convenir à chaque économie remettant en cause la pérennité de l'UEMOA. S'il est difficile d'apporter une réponse tranchée à cette question sur le plan théorique, un traitement empirique peut fournir davantage d'enseignements.

Par ailleurs, la monnaie unique crée une contrainte de taille à la conduite des politiques économiques. En suscitant les politiques économiques communes, elle peut conduire à des mouvements cycliques plus ou moins synchronisés entre les pays. Elles agissent sur les cycles de deux manières principales : soit en influençant directement l'offre et la demande globales, soit en guidant les anticipations des agents¹⁸.

En cas de chocs asymétriques partiellement compensés par des ajustements budgétaires, les programmes synchronisés de consolidation budgétaire dans différents pays rendent les cycles économiques plus étroitement liés, en particulier dans le cas des ajustements budgétaires d'une durée de 2 ou 3 ans¹⁹. De même, les restrictions budgétaires réduisent la volatilité de la politique budgétaire et, par conséquent, les fluctuations de l'activité économique. Les cycles économiques des pays avec des positions budgétaires semblables sont plus synchronisés²⁰.

15 Bien qu'il reste de loin inférieur à celui qu'autorise l'arrimage du franc CFA à l'euro sur le commerce France - UEMOA.

16 Cf. Tapsoba (2011), Masson et Patillo (2005).

17 Forbe et Chinn, 2003

18 Il est possible de penser que, même en dehors d'une union monétaire, des politiques économiques communes peuvent renforcer la synchronisation des mouvements cycliques entre les pays.

19 Agnello et al., 2013

20 Darvas et al., 2005

De même, une politique monétaire commune et coordonnée pourrait conduire à des développements similaires dans la croissance du PIB²¹. Mais également, dans le cas des cycles économiques moins synchronisés, une politique monétaire commune pourrait augmenter les dispositions de dissemblance entre économies²².

La théorie économique suggère également l'existence d'un cycle financier expliqué, en partie, par une homogénéité des systèmes financiers. Il est relatif à l'évolution du crédit ainsi qu'à celle des prix des actifs financiers. Borio *et al.* (2001) considèrent que ce cycle est fortement pro cyclique et renforce l'amplitude du cycle d'activité. Ainsi, la progression du crédit lors des phases ascendantes du cycle et son retournement brutal, lors des phases de contraction, alimentent et amplifient les fluctuations réelles.

Après ces développements, la question qui demeure est celle de savoir quelle est l'impact de chacun de ces facteurs sur la synchronisation des cycles en UEMOA ? Pour ces pays, les études sur les Co-mouvements des cycles économiques sont presque inexistantes. Cette contribution apportera donc une plus-value dans ce champ d'analyse. Globalement, elle permet d'affirmer que :

B. La synchronisation des cycles dépend du niveau d'intégration des économies

La robustesse et la pertinence des facteurs mis en avant dans la littérature pour l'explication de la synchronisation des cycles sont évaluées à travers le modèle auto régressif à retard échelonné (ADL)²³ adopté par Pesaran et Shin (1999) et repris par Ramzi (2012). Il implique une relation dynamique entre des corrélations bilatérales des cycles de croissance des PIB réels et les proxys de l'intégration commerciale, financière, budgétaire et monétaire.

21 Artis et Zhang, 1997

22 Siedschlag et Tondl, 2011

23 L'auteur reste à la disposition du lecteur si le besoin d'une présentation exhaustive de la méthodologie adoptée se fait ressentir.

Tout comme dans la précédente section, en plus de la dimension verticale (UEMOA/France) on maintient aussi l'intérêt dans cette analyse pour la dimension horizontale intra régionale (entre le Sénégal¹¹ et le reste de l'UEMOA).

Le cas entre l'UEMOA et la France présente une modélisation adéquate. Environ 90% de la synchronisation des cycles entre l'UEMOA et la France est expliquée par l'intégration commerciale, financière et monétaire. La dynamique intra-UEMOA est aussi globalement significative. Pareillement, 66.2% de la synchronisation des cycles en UEMOA dépendent des échanges commerciaux, de l'intégration financière et politique mais la différence majeure reste au niveau de la valeur de leurs influences respectives.

La synchronisation des cycles dépend donc du niveau d'intégration des économies. De façon générale, les conclusions relatives au commerce bilatéral entre pays s'identifient facilement aux intuitions énoncées dans la littérature sur la relation commerce et synchronisation des cycles. Tandis que les résultats propres à l'intégration financière et politique mettent en évidence les fragilités persistantes de l'UEMOA. On peut donc énoncer que :

1. L'intégration commerciale favorise la synchronisation des cycles au sein de l'UEMOA

L'hypothèse de Rose (2000) selon laquelle l'union monétaire favorise positivement les échanges commerciaux et, de ce fait, est favorable à la synchronisation des cycles, est avérée au sein de l'UEMOA. Une augmentation de 1% des flux commerciaux permet dans l'UEMOA une synchronisation plus grande de 1.280%.

Par ailleurs, l'idée de spécialisation dans la production de Krugman selon laquelle les rapports commerciaux plus intenses rendent les cycles économiques plus idiosyncratiques est aussi vérifiée entre l'UEMOA-France. Une augmentation de 1% des échanges commerciaux UEMOA-France dégrade la synchronisation de leurs cycles de 0.007% (confère tableau 3 ci-dessous).

Tableau 3 : Estimation des coefficients de long terme

| Variables | UEMOA/France | UEMOA/Sén |
|---------------------------|-----------------|-----------------|
| | (1, 1, 1, 1, 1) | (0, 1, 0, 1, 1) |
| Echange bilatéraux | -0.007 | 1.280 |
| Intégration Financière | -0.190 | -0.048 |
| Similarité Monétaire | -1.635 | -7.84 |
| Similarité budgétaire | | -0.0000598 |

Source : calculs de l'auteur.

Cette disparité des résultats maintient l'ambiguïté si l'on veut faire un parallèle avec les statistiques du commerce bilatéral en zone CFA. Plus spécifiquement, on note que l'ouverture commerciale entre la France et la sous-région UEMOA (estimée en moyenne à 32.5% de leur ouverture commerciale totale entre 1999 et 2010), bien que diminuant au fil du temps, reste de loin plus élevée que le commerce intra-UEMOA (3.88% au cours de la même période).

En effet, les échanges intra zone demeurent structurellement faibles (contrairement à celles des autres zones de libre-échange tel que l'ASEAN, qui pourtant ne sont pas passés par l'union monétaire) à cause des structures de production non complémentaires. Plusieurs décennies après l'époque coloniale, les pays maintiennent une insertion primaire dans le commerce international. Niveau production, ils sont plus substituables que complémentaires.

On s'attendait par exemple à ce que l'impact du commerce bilatéral UEMOA-France sur la corrélation cyclique soit positif et plus important que celui des échanges intra-UEMOA. Vraisemblablement, tel n'est pas le cas.

On en déduit que les élasticités calculées ne dépendent pas uniquement de l'intensité des échanges mais également de la structure de ceux-ci. Dans cette logique, il est probable que se manifeste l'effet positif du commerce bilatéral sur la synchronisation des cycles si et seulement si le commerce intra- branche est dominant.

Tel est le cas des relations définies positives par les estimations précédentes. En l'occurrence, dans la zone UEMOA, malgré la proximité et quelques similitudes nationales de production (sur les huit pays de l'UEMOA, six produisent le coton), l'indice de similarité global des exportations est moindre. D'où un impact sur la synchronisation des cycles au sein de l'UEMOA pas très élevé (1.280).

A contrario, les effets négatifs des échanges UEMOA-France s'expliquent par la prédominance du commerce interbranche. En effet, la complémentarité dans les échanges entraîne la spécialisation des économies en fonction de leurs avantages comparatifs et, l'hétérogénéité des productions permet la persistance des chocs spécifiques qui accentuent la désynchronisation.

2. L'intégration financière a un impact limité sur la synchronisation des cycles dans l'UEMOA

En ce qui concerne l'intégration financière, une réduction de 1% des écarts des taux d'intérêt entre le Sénégal et le reste de l'UEMOA entraîne des corrélations plus importantes de 0.043%. Tandis qu'une réduction de 1% des écarts de taux d'intérêt entre l'UEMOA et la France accroît le niveau de synchronisation de 0.190%.

Etant donné que le marché financier de l'UEMOA est plus développé que celui de la CEMAC, on pouvait s'attendre à ce que l'intégration financière de l'UEMOA ait un impact important sur la synchronisation des cycles au sein de la zone. On en déduit que l'UEMOA reste en effet une sous-région hétérogène sur le plan financier.

3. Les niveaux apparentés de crédits à l'économie favorisent fortement la synchronisation des cycles dans l'UEMOA

Une réduction de 1% des écarts de financement des économies par la BCEAO entre le Sénégal et le reste de l'UEMOA entraînent une corrélation cyclique plus importante de 7.84%.

En présence de cycle symétrique favorisé par la synchronisation, accentuer la coordination des politiques économiques est essentielle

car, elle permettra d'internaliser les externalités positives, notamment celles des politiques budgétaires - effet de débordement.

En définitive, l'analyse des déterminants de la synchronisation des cycles en UEMOA révèle conformément à la théorie qu'elle est essentiellement le fait des interdépendances des marchés financiers de la similitude des taux d'intérêt, de la similitude des politiques monétaires et des échanges bilatéraux.

La nécessité d'une plus grande synchronisation des cycles intra UEMOA et l'importance des échanges et de la coordination des politiques économiques dans la transmission des fluctuations doit susciter de nouveaux enjeux pour la politique commerciale et, d'une manière générale, pour la politique macroéconomique au sein de l'union.

III. Vers une plus grande synchronisation des cycles en UEMOA

In fine, la soutenabilité de l'union monétaire ouest africaine nécessite les changements structurels qui par leur contribution à la synchronisation des cycles, permettront aux économies d'être plus symétriques, donc d'avoir une meilleure capacité de résilience aux chocs extérieurs et, à la politique monétaire commune d'être efficace.

1. Les mécanismes de partage des risques

Le premier changement structurel vise à promouvoir les mécanismes de partage des risques dans le but de lisser la consommation face aux fluctuations erratiques du PIB. Ceci peut se faire par le développement des marchés internationaux de crédit (bourse sous régionale, marché inter bancaire et marché des titres) qui permettent le transfert d'épargne vers les ménages, les entreprises et les gouvernements des pays en difficulté. A ce titre, ils peuvent être une réponse adaptée

aux chocs circonstanciels. Les autorités politiques doivent également envisager la création d'un fonds de compensation qui est un instrument d'ajustement contra cycliques des flux financiers des économies en expansion vers celles en récession. Le principe est simple. Si le Bénin est confronté à un choc négatif des termes de l'échange, la Côte d'Ivoire, grand exportateur de Cacao, sera en mesure de lui venir en aide via le fonds de compensation si les cours de Cacao sont en hausse pendant ce temps.

Le second est relatif aux politiques favorisant une plus grande intégration commerciale en UEMOA. On distingue :

2. Le démantèlement des barrières non tarifaires

Le démantèlement des barrières non tarifaires constituent encore un grand obstacle aux échanges entre pays. Il implique entre autres d'améliorer le fonctionnement des administrations économiques, d'encourager la connaissance des circuits et des contraintes propres aux marchés extérieurs, de mettre à la disposition des entreprises les moyens de prospection indispensable pour renouveler ou étendre les marchés, de développer la surveillance et l'application effective des tarifs extérieurs communs et d'harmoniser les exonérations douanières.

3. Le désenclavement et le décloisonnement des marchés

Les frontières constituent un autre frein important à l'intégration des marchés en UEMOA avec cinq pays sur huit qui n'ont pas accès à la mer. Le désenclavement et le décloisonnement des marchés est nécessaire. Il peut s'effectuer en développant les nouvelles infrastructures matérielles et immatérielles de transport et en réfectionnant celles déjà existantes. Dans le même ordre d'idée, on peut penser à la réduction du coût de

l'énergie ainsi qu'au développement des infrastructures de base dans le but de réduire les coûts des facteurs et promouvoir la compétitivité des PME.

4. La promotion de la compétitivité des PME

Les autorités peuvent l'améliorer d'avantage en veillant à l'exécution des actions du projet régional de promotion commerciale initiée en 2011. Parallèlement, elle vise la diversification des bases productives, la proximité des marchés et la complémentarité des économies. Il est aussi nécessaire de soutenir l'industrialisation et le désarmement intérieur dans le but de favoriser l'usage d'intrants régionaux et la consommation des biens locaux à la place des intrants et biens importés encore restreints par l'irrégularité de l'offre locale. Le dernier changement structurel concerne l'intégration financière et fait référence à :

5. L'approfondissement et l'extension du marché financier

En effet, l'environnement financier en UEMOA est toujours fragile avec entre autres la faible inclusion financière, les taux débiteurs élevés, les carences de justice, les faibles volumes des dépôts, la rareté des crédits interbancaires et la faible capitalisation des marchés financiers. Dans ce contexte, le renforcement de l'intégration financière en UEMOA passe par le renforcement de la sécurité des transactions, la réduction des risques liés à l'usage des services bancaires, l'approfondissement et l'extension des marchés d'actifs régionaux à long terme par la mobilisation de l'épargne sous régionale et extérieure. Au préalable, l'attractivité du marché financier de l'UEMOA doit être renforcée en améliorant la transparence de l'information pour les investisseurs.

Conclusion

L'ouverture et la stabilité qu'implique la stabilité monétaire organisée dans le cadre de la zone CFA, et qui promeut les échanges commerciaux et la convergence des politiques économiques entre autres, a eu quelques conséquences significatives sur la synchronisation des cycles en UEMOA même si elle ne saurait la parfaire.

Puisqu'elle soumet les pays aux mêmes exigences politiques, la synchronisation des cycles est favorable à l'activité économique et constitue pour les pays membres un facteur de meilleures performances. On peut ainsi admettre qu'une union monétaire efficace constitue le fondement d'un environnement économique stable et propice à la croissance.

En démontrant que cette synchronisation est le fait de l'intégration économique et de la coordination des politiques encore faibles dans la sous-région, l'on justifie l'impératif pour l'UEMOA de renforcer les intégrations commerciale, financière et politique dans le cadre de la gestion soutenable de l'union monétaire.

Bibliographie

- AGNELLO Luca et *al.*, « How to measure discretionary fiscal policy ? Assessing its impact on private spending », *Economic Modelling*, Vol. 34, 2013, pp. 15-24.
- ARTIS Michael et ZHANG Wenda, « On identifying the core of the EMU : an exploration of some empirical criteria », *CEPR Discussion Paper* n°1191, 1997.
- Banque de France, « L'évolution de la situation économique et financière dans la zone UEMOA », *Rapport annuel de la Zone franc*, 2014
- BORIO Claude et *al.*, « Procyclicality of the financial system and financial stability : issues and policy options », *BIS Working Papers*, n°1, pp.1-57, 2001

- CARMIGNANI Fabrizio, « Endogenous optimal currency Area : The Case of the Central African Economic and Monetary Community », *United Nation Economic Commission for Africa*, 2010
- COUHARDE Cécile et al., « Revisiting the theory of optimum currency areas : Is the CFA franc zone sustainable ? », *Document de travail*, CEPII, N° 13, 2012
- DARVAS Zsolt et al., « Fiscal divergence and business cycle synchronization : irresponsability is idiosyncratic », National Bureau of Economic Research, Working Papers n°11580, 2005
- DIAGNE Abdoulaye et NIANG Abdoul-Aziz, « Co-Mouvements Economiques dans les Pays de la Zone CFA : Une Analyse par le Modèle Factoriel Généralisé », CRES/ UMR-CNRS, 2008
- ELACHHAB Fati, « Les Déterminants de la Synchronisation Cyclique Tunisie-zone euro », *Revue de l'OFCE*, 110, 2010
- FRANKEL Jeffrey et ROSE Andrew, « An estimate effect of common currencies on trade and income », *KSG Faculty Research*, 2000
- HARDING Don et PAGAN Adrian, « Synchronization of cycles », *Journal of econometrics*, vol. 132, issue 1, pp. 59-79, 2006
- KRUGMAN Paul, « What do undergrads need to know about trade ? », American economic association, pp. 23-26, 1993
- MUNDELL Robert, « A theory of optimal currency area », *American Economic Review*, Volume 51, issue 4, 657-665, 1961
- PESARAN Hashem et SHIN Yongcheol, « An autoregressive distributed lag modelling approach to Co integration analysis », Chapter 11 in S. Strom (ed.), *Econometrics and Economic Theory in the 20th Century : The Ragnar Frisch Centennial Symposium*. Cambridge University Press, Cambridge, 1999
- ROSE Andrew, « Does a Currency Union Boost International Trade », *Economic Policy*, 1999
- ROSE Andrew, « Currencies union and Trade: the effect is large », *Economic Policy* 33, 449-61, 2002
- SIEDSCHLAG Lulia et TONDL Gabriele « Regional output growth synchronisation with the Euro Area », *Empirica*, vol.32, issue 2, pp. 203-221.

Annexe 1 : Le modèle économétrique

Dans ce travail, on s'intéresse à la relation dynamique entre les indicateurs de synchronisation et leurs facteurs explicatifs à travers le modèle auto régressif à retard échelonné (ADL) adopté par Pesaran et Shin (1996) et repris par Ramzi (2012). En incorporant les retards (dont le nombre est déterminé par les ordres d'intégration) aussi bien sur les variables explicatives que sur les variables expliquées, il permet de capter aisément les effets dynamiques de court et de long terme des différents facteurs.

Le modèle estimé est donc le suivant :

$$SYN_{ij,t} = \alpha + \sum_{x=1}^X \lambda_x SYN_{ij,t-x} + \sum_{p=1}^P \beta_p \Delta Ouv_{ij,t-p} + \sum_{q=1}^Q \delta_q \Delta TIR_{ij,t-q} + \sum_{k=1}^K \mu_k \Delta G_{ij,t-k} + \sum_{z=1}^Z \eta_z \Delta CR_{ij,t-z} + \varepsilon_t$$

(X, P, Q, K, Z) étant les ordres de retard auto régressif respectifs des séries SYN, ΔOuv , ΔTIR , ΔG , ΔCR .

$$SYN_{ij,t} = \frac{1}{2} * \log\left(\frac{1 + \rho_{ij,t}}{1 - \rho_{ij,t}}\right)$$

$\rho_{ij,t}$ est la mesure de la corrélation bilatérale entre i et j à la période t. Toutefois, étant donné que les coefficients de corrélation bilatérale sont limités entre -1 et 1, il est improbable que les termes d'erreur dans la régression qui les inclut comme variable dépendante soient normalement distribués. Pour remédier à cela, Inklaar et al. (2005) proposent d'appliquer la procédure de transformation de Fischer sur les coefficients de corrélation pour s'assurer que les valeurs transformées soient normalement distribuées. On définit ainsi ce nouvel indicateur de corrélation.

Par ailleurs :

- $Ouv_{ij,t}$ mesure l'intensité commerciale bilatérale entre i et j. Selon la méthode de Frankel et Rose (1996), ce facteur commercial est mesurée par :

$$Ouv_{ij,t} = \frac{x_{ij,t} + m_{ij,t}}{x_{irdm,t} + m_{irdm,t} + x_{jrdm,t} + m_{jrdm,t}}$$

Avec $x_{ij,t}$ et $x_{irdm,t}$ les exportations de i vers j et de i vers le reste du monde à la période t; $m_{ij,t}$ et $m_{irdm,t}$ les importations de i vers j et de i vers le reste du monde à la date t.

- $\Delta TIR_{ij,t} = (TIR_{i,t} - TIR_{j,t})$ selon Knani (2012) mesure le niveau de l'intégration financière entre i et j à la période t. $TIR_{i,t}$ est le taux d'intérêt réel du pays i à la date t.
- $\Delta CR_{ij,t} = (CR_{i,t}/PIB_{i,t} - CR_{j,t}/PIB_{j,t})$ mesure la similitude des politiques monétaires entre i et j à la période t. $CR_{i,t}$ est le niveau de crédit accordé à l'économie i à la période t. En zone CFA en effet, les banques constituent les principaux vecteurs de l'intermédiation financière et fournissent l'essentiel du crédit à l'économie
- $\Delta G_{ij,t} = \sigma (G_{i,t}/PIB_{i,t} - G_{j,t}/PIB_{j,t})$ mesure la similitude des politiques budgétaires entre i et j à la période t. $G_{i,t}$ est le niveau des dépenses publiques du pays (ou de la région) i à la date t et σ est l'écart type de cette différence.

Les données utilisées sont issues de la World Development Indicators (2015), de la Direction des Statistiques sur le Commerce international du FMI et des rapports sur les conditions des Banques de l'UEMOA. Elles concernent la période 1999-2012.

Les corrélations des cycles de croissance de la UEMOA-France et UEMOA-Sénégal suivent des modèles ADL d'ordre (1, 1, 1, 1, 1) et (0, 1, 0, 1, 1) respectivement. L'estimation des paramètres du modèle pour les différentes corrélations bilatérales est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau a: Estimation du modèle ADL (1999T1-2009T4)

| Variables | UEMOA/France (1, 1, 1, 1, 1) | UEMOA/Sén (0, 1, 0, 1, 1) |
|----------------------|---------------------------------|------------------------------|
| λ_1 | -0.773 (0.150)* | |
| β_0 | -0.00384 (0.00027)* | 0.251 (0.33)** |
| β_1 | -0.0091 (0.00043)* | 1.029 (0.67)* |
| δ_0 | -0.153 (0.060) | -0.048 (0.025)* |
| δ_1 | -0.1847 (0.045)* | |
| μ_0 | 16.05 (36.25) | -0.000039 (0.000065)** |
| μ_1 | -137.808 (91.18)* | -0.0000208 (0.000039) |
| η_0 | -10.30 (2.32)* | -14.62 (0.58)* |
| η_1 | 7.40 (2.96)* | 6.78 (5.61)* |
| α | -28.14 (27.41) | -1.132 (0.597)* |
| R² | 0.8972 | 0.6629 |

Source : calculs de l'auteur. (*) Significatif au seuil de 1%, (**) significatif au seuil de 10%.

L'estimation de ces paramètres permet en outre d'évaluer les effets de long terme en utilisant les formulations qui suivent :

$$\beta^* = \frac{\beta_0 + \beta_1}{(1 - \lambda_1)}, \quad \delta^* = \frac{\delta_0 + \delta_1}{(1 - \lambda_1)}, \quad \mu^* = \frac{\mu_0 + \mu_1}{(1 - \lambda_1)}, \quad \eta^* = \frac{\eta_0 + \eta_1}{(1 - \lambda_1)}$$

Mohieddine HADHRI

*Professeur de Diplomatie et de Relations internationales,
Université de Tunis*

Les expériences d'intégrations régionales africaines : approche transversale et comparative Sud-Sud

Le début du XXI^e siècle a vu se produire de profonds bouleversements géopolitiques planétaires marqués par le retour de la Russie, l'émergence de la Chine et de l'Inde, ainsi que d'autres pays en tant que nouveaux acteurs de poids sur la scène mondiale. D'où les enjeux géostratégiques considérables que représentent aujourd'hui les pays africains.

En effet, l'Afrique est un continent grand comme la Chine, l'Europe et les USA réunis. Un milliard d'habitants qui seront deux milliards en 2050, des taux de croissance inconnus jusqu'alors qui permettent d'amorcer, enfin, le développement. Voilà pourquoi le projet d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) décidé en janvier 2012, lors de la 18^e session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, et dont la mise en place est prévue dès octobre 2017, fait l'objet d'une grande attention de la part des analystes et experts internationaux.

S'inspirant des travaux de recherches engagés par l'auteur depuis une vingtaine d'années au sujet des conséquences de la mondialisation sur les rapports Sud-Sud et s'appuyant sur la littérature et les postulats théoriques de l'intégration régionale, cette contribution se propose

d'apporter des éclairages sur les expériences d'intégration africaines en fonction d'une approche transversale et comparative Sud-Sud. Trois volets seront ainsi abordés :

- I – De l'OUA à l'Union africaine : Un demi-siècle de dynamiques unitaires africaines
- II – Défis et Perspectives du Régionalisme africain
- III – L'Afrique au cœur des enjeux économiques internationaux du 21^e siècle.

I. De l'OUA à l'Union africaine : Un demi-siècle de dynamiques unitaires africaines

1. Concepts théoriques et définitions du concept de l'intégration régionale

Nous entendons par intégration régionale, « le regroupement, plus ou moins formalisé au plan institutionnel, de plusieurs États appartenant à une aire géographique délimitée, à des fins de coopération économique et/ou de politique à long terme ».¹

Les années récentes ont consacré le retour sur le devant de la scène du thème de l'intégration régionale. Ce regain d'intérêt pour l'intégration régionale s'est traduit par la mise en œuvre de nombreux projets de zone de libre-échange à travers le monde (CEE, NAFTA, UMA, ...).

Toutefois, les résultats de ces projets sont assez contrastés. Si l'expérience de la Communauté européenne est spectaculaire par son succès (malgré quelques incidents de parcours), les expériences dans les pays en voie de développement ont, dans une majorité de cas, été un échec (de Melo et Panagariya, 1992). En effet, le modèle traditionnel de l'intégration régionale, tel qu'il fut développé dans les théories

1 NTUMBA LUABA L., « *L'intégration africaine face à la mondialisation : Etat des lieux défis et perspective* », In Forum panafricain de haut niveau, N°2, Rabat, Avril 213, p.2.

anglo-saxonnes de J. Viner, B. Balassa, Marshall souffre d'une inadéquation pour répondre aux questions nouvelles soulevées par la formation d'un espace africain.

Le Nouveau régionalisme résume les nouvelles théories sur l'intégration développées à partir de l'expérience de la NAFTA (Learoner, Guerra, Kaufmen, Segura 1995) et (Nagara 1998).²

Si pour les pays du Sud, l'intégration régionale avait pour principal objectif d'accélérer un développement économique autocentré qui devait réduire la dépendance vis à vis des économies plus industrialisées du Nord, le nouveau régionalisme vise aujourd'hui, leur intégration plus étroite dans l'économie mondiale.

2. L'Organisation de l'Unité Africaine : le premier pas vers la réunification de l'Afrique

L'Afrique, berceau de l'humanité, est sans aucun doute l'un des continents qui a le plus souffert du colonialisme. De la conférence de Berlin (1884-1885), où les pays européens se sont entendus sur le partage des territoires et des richesses de l'Afrique, jusqu'aux années 60, marquées par l'accès de la plupart des pays africains à leur indépendance, ce vaste continent qu'est l'Afrique, malgré son importance géostratégique et sa richesse culturelle et historique, n'a pas connu que des jours heureux. La « longue nuit coloniale » pour reprendre l'expression de Kwame Nkrumah, le leader Ghanéen qui a marqué l'histoire du continent, finira par se lever à partir des années cinquante et notamment au lendemain du Congrès de Bandung en 1955³.

2 Voir pour de plus amples détails théoriques Jovanovic, Miroslav N (2011). (ed.), *International Handbook on the Economics of Integration*. 3 vols. Londres Edward Elgar Pub; New ed. edition

3 Jean-baptiste Andrédou KATTIE (2008), Le panafricanisme : Quelle contribution à la construction des Etats-Unis d'Afrique ? Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest d'Abidjan (UCAO/ UUA) - Maîtrise en Science Politique 2008 https://www.memoireonline.com/08/09/2511/m_Le-panafricanisme-Quelle-contribution-la-construction-des-Etats-Unis-dAfrique-2.html 10/11/2017

C'est pourquoi, les dirigeants africains ont, dès les indépendances, considéré l'intégration régionale comme stratégie économique car la balkanisation de l'Afrique constitue un facteur de vulnérabilité économique, de marginalisation au plan international et de réduction des perspectives de croissance.

En effet, après la décolonisation, deux générations d'organisations régionales africaines se sont succédées, caractérisées par un double mouvement :

- Le rêve panafricanisme, porté par les grandes figures des luttes de libération nationale comme Senghor et Nkrumah et incarné par la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).
- La régionalisation avec la prolifération d'accords régionaux sur le continent africain.

A cet égard, relevons que la première génération s'étale sur les trois premières décennies post-indépendances (1960-1990) alors que la seconde plus récente, est postérieure à la chute du mur de Berlin en 1989.

Dans ce contexte, c'est indubitablement l'un des premiers résultats de décolonisation et du mouvement panafricaniste mené par le Ghanéen Kwame Nkrumah. Le 25 mai 1963, 32 pays africains indépendants créent l'OUA, pour consolider l'union politique et économique du continent. Parmi les chefs d'État fondateurs, les avis divergeaient sur sa nature :

- Les partisans du fédéralisme, menés par le président du Ghana Kwame Nkrumah, s'opposaient aux tenants d'une « Afrique des États » avec à leur tête le président sénégalais Léopold Sédar Senghor.
- Ces derniers imposèrent leur vision et l'organisation de l'unité africaine qui devint un outil de coopération, et non d'intégration, entre les États.

3. La première génération d'expériences africaines d'intégration régionale

Dès 1960-70, en Afrique toute une flopée d'organisations sous-régionales expérimentent la stratégie de décrochage du système économique international :

- En Afrique occidentale, la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ou ECOWAS (Economic Community of West African States) est créé en 1975.
- En Afrique centrale, la CEEAC (communauté économique des Etats d'Afrique Centrale) créée en 1983 et le CEMAC (communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) créée en 1994 constituent les deux principales organisations.
- En Afrique de l'Est, le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) est créé en 1981.
- En Afrique du Sud, la SADC (communauté de développement de l'Afrique australe) SADC (Southern Africa Development Community) en 1980.
- En Afrique du Nord, l'UMA (Union du Maghreb Arabe) est créé en 1989⁴.

Par ailleurs, il faut noter que le bouleversement de la conjoncture économique mondiale au début de la décennie 1980 et la marginalisation de l'Afrique va justifier l'avènement d'une seconde génération d'organisations régionales :

- **Le nouveau régionalisme** est caractérisé principalement par l'adoption d'une stratégie commerciale d'intégration au marché international.
- **Le Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000 et le traité d'Abuja de 1991**, au cours duquel l'OUA a planifié une Communauté économique africaine à l'horizon de 2025 qui vise à terme un marché commun, une

4 Ochozias A. Gbaguidi, (2013) *Cinquante ans d'intégration régionale en Afrique : un bilan global*, Revue Techniques Financières et Développement, 2013/2 (N° 111) p. 104

monnaie unique et la création d'un parlement panafricain inaugure une ère de mutation des organisations régionales.

- **Voilà pourquoi le projet d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC)** décidé en janvier 2012 et dont la mise en place est prévue dès octobre 2017 est l'objet de toutes les attentions de la part des analystes et experts internationaux⁵.

4. La deuxième génération des expériences africaines d'intégration régionale

- **En 1992, la SADCC devient la communauté de développement de l'Afrique centrale (SADC)** et adoptant un programme d'intégration par le marché et de coordination des politiques sectorielles.
- **En 1993, la CEDEAO révisé son traité et le marché commun de la COMESA** est créé par les Etats membres de l'Afrique orientale et australe.
- **La Tripartite Free Trade Area (TFTA)** réunit le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), l'EAC et la SADC, soit 26 pays pesant au total plus de 1 000 milliards de dollars en PIB
- **le NEPAD (New Partnership for Africa's Development) (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique)** est créé en 2001, à l'initiative des cinq chefs d'Etats du Sénégal, d'Afrique du Sud, d'Algérie, d'Egypte et du Niger afin de renforcer les chances d'un développement intégré du continent africain.
- **Enfin, en 2002, l'Organisation de l'Unité Africaine** se transforme en une nouvelle structure appelée **l'Union Africaine (UA)** à Durban en Afrique du Sud.⁶

5 Alice LANDAU,(1998) « Multilatéralisme et régionalisme dans les relations internationales » in Daniel C BACH (sous la direction de:), Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne, Karthala, Paris, p. 29

6 Voir l'excellent dossier intitulé « L'Afrique est-elle partie ? Bilan et perspectives de l'intégration africaine - I Hors-série Mars 2017, 20 mars 2017 - EIM-UQAM www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/lafrigue_est_elle_partie_vfinale.pdf

**Ensembles régionaux africains
à vocation économique,
septembre 2010**



Atelier de cartographie de Sciences Po, 2012

95

II. Défis et perspectives du régionalisme africain

L'examen de cette vague d'intégration régionale en Afrique permet de conclure qu'elle relevait essentiellement d'une conception volontariste qui a commandé des processus d'introversion. Ces processus n'ont pas connu cependant les réussites escomptées. Les causes de ces échecs sont principalement la forte dépendance par rapport au marché international, la perte de compétitivité des industries nationales, le manque de volonté politique et la non implication des acteurs de la société civile.

1. Les défis de l'intégration régionale en Afrique

La faillite de la première génération d'intégration régionale pose la double question de l'utilité de la stratégie de l'intégration régionale ou, au contraire, de la nécessité de réviser les approches passées pour aboutir de véritables intégrations.

Aujourd'hui, l'Union africaine (UA) a pris en charge la supervision du processus d'intégration régionale au niveau continental, avec pour ambition de former une Communauté économique africaine à l'horizon de 2025. Au cours des dernières années, il existe parmi les dirigeants africains tout comme parmi les élites politiques un consensus sur l'opportunité et l'importance d'une intégration régionale en Afrique pour répondre à un double impératif :

- Faciliter l'intégration de l'Afrique dans la mondialisation économique, politique et culturelle.
- Permettre aux Etats africains des répondre conjointement aux besoins vitaux de leurs populations.

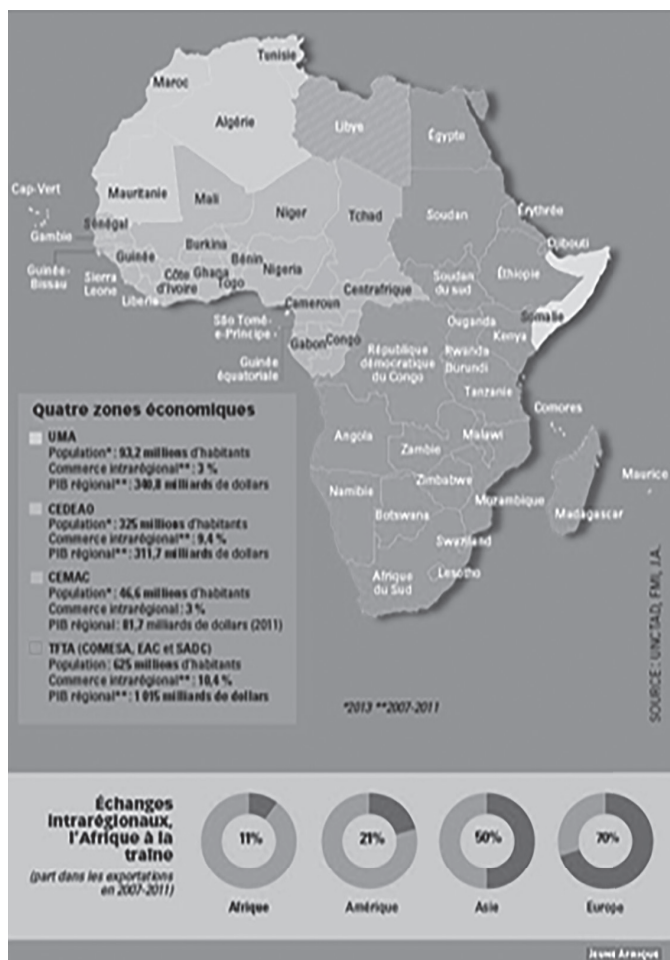
Cependant, les principaux défis sont les suivants :

- Les résistances des États à consentir des délégations de souveraineté permettant un véritable départ de l'intégration régionale et panafricaine.
- L'appartenance concomitante de certains Etats à plusieurs organisations régionales qui donne lieu à des conflits de compétences et d'intérêts.

- Les répercussions des fragilités des Etats (Crises politiques, guerres civiles etc.) sur le processus d'intégration régionale voir panafricain.
- Le manque de développement des infrastructures de transport et de communication pour favoriser les échanges et accélérer l'intégration.
- La faible diversification des économies et l'insuffisance d'industrie de transformation qui pourrait favoriser des échanges régionaux et la recherche de marchés de proximité.
- Enfin, le faible commerce intra-régional qui est de l'ordre de 28% entre les pays de la SADC ; 19% entre les pays de la CEDEAO ; de 15% entre les pays du COMESA ; de 9% entre les pays de l'UMA ; et de 1,2% pour les pays de la CEEAC.⁷

⁷ Edu Koku Raven, (2005) « Afrique, le défi de l'intégration régionale - Une réponse à la mondialisation : l'intégration des économies africaines », Contribution au symposium *"Quel avenir pour l'Afrique ?"*. La question de l'intégration régionale, Juillet 2005

Carte des zones économiques en Afrique



Source : <http://www.jeuneafrique.com/mag/312012/economie/integration-regionale-ca-ne-marche/>

2. Progrès et limites du régionalisme africain

- Globalement, le régionalisme africain a fait certains progrès en dépit des faiblesses structurelles.
- Ainsi, certaines organisations ont su tirer leur épingle du jeu, il s'agit notamment du COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) et de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) sont les deux seules à avoir réellement bénéficié de transfert de souveraineté.
- La CEDEAO a également avancé sur le thème de la libre circulation des personnes puisque tout comme la CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), elle a introduit un passeport communautaire qui facilite les mouvements transfrontaliers et la promotion d'une identité communautaire.
- Dans le domaine de la paix et de la sécurité, la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et la CEDEAO ont accompli de grands progrès⁸.

III. L'Afrique au cœur des enjeux internationaux du 21^e siècle

1. L'Afrique au cœur des enjeux internationaux

Nous sommes au début d'un vaste bouleversement géopolitique, géoéconomique et géostratégique enclenché depuis la chute du Mur de Berlin en novembre 1989. L'Afrique postcoloniale a longtemps été en panne. En 1962, l'agronome René Dumont pouvait publier son fameux livre « L'Afrique noire est mal partie »⁹ sans être démenti par les faits.

8 N'Diaye Babacar, (2010) « Les intégrations régionales en Afrique : des dynamiques en panne », Institut Afroacademy, L'Ecole d'une Africanité Positive, www.afroacademy.com

9 Dumont René, L'Afrique noire est mal partie, Seuil, 04/10/2012

Alors que, tour à tour, la Chine, l'Inde et les « dragons » d'Asie entraient dans la mondialisation, l'Afrique restait à l'écart. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les prévisions sur l'essor économique du continent noir s'appuient sur des réalités observables, mesurables et quantifiables¹⁰.

Désormais, de nombreux observateurs considèrent que l'Afrique connaît une nouvelle embellie économique avec des taux de croissance de plus de 5% dans de nombreux pays africains tels que l'Éthiopie, l'Angola, l'Afrique du Sud. D'aucuns parlent même des « Trente glorieuses », du continent africain comme la nouvelle frontière de la croissance etc.

C'est ainsi que les deux dernières décennies ont vu l'Afrique accomplir des progrès sans précédent. Le lancement, par l'Union africaine, du « Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique » et du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs a contribué pour beaucoup au succès des réformes économiques, sociales, politiques et institutionnelles.

Dans le contexte de l'accélération de la mondialisation, il s'est développé une dynamique de régionalisation dans le sillage des dynamiques d'intégration régionale actives sur tous les continents. Citons, outre l'Union Européenne ;

- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA ou NAFTA) en Amérique du Nord ;
- Le MERCOSUR Marché Commun du Sud en Amérique latine ;
- L'ASEAN l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est
- L'APEC Forum de coopération Économique de l'Asie-Pacifique en Asie et dans le Pacifique.
- Le BRICS (16 Juin 2009) qui est le dernier regroupement des pays émergents à savoir : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud.¹¹

10 PERROT, Sandrine (sous la dir. de) ; MALAQUAIS, Dominique (sous la dir. de) (2009) – Afrique, la globalisation par les Suds in *POLITIQUE AFRICAINE*, n°113, 2009/03, pp. 6-115.

11 Mohieddine Hadhri (2010), "Globalization Challenges and New Arab regionalism" in Miroslav Jovanovic, *The Handbook of International Economic integration*, London, Edward Elgar Publication.

Tableau des Grands Blocs Economiques dans le monde
Source : Hadhri Mohieddine,

| Blocs économiques | Traites fondateurs | Population (Millions habitants) | Commerce Inter-regional | PNB(Milliards dollars) | Part du commerce mondial |
|-------------------|--------------------------------|---------------------------------|-------------------------|------------------------|--------------------------|
| European Union | Rome Treaty 25-03-1957. | 480 | 65% | 16.8 00 | 21% |
| NAFTA | Washington Treaty 7-12-1992 | 445 | 45% | 15.8 00 | 18% |
| APEC | Declaration of Canberra (1989) | 2600 | 70% | 37000 | 47% |
| MERCOSUR | Ananias Treaty Mars 1991 | 240 | 43% | 1462 | 5,2% |
| ASEAN | Bangkok Treaty 1967 | 560 | 33% | 1100 | 4% |
| ZLEC | Traite d'Abuja 9-07-1990 | 1 Milliard | 11 % | 2 513 | 3 % |

2. L'Afrique et les perspectives de la coopération Sud-Sud

Les pays africains constituent jusqu'ici le seul espace au monde où des coopérations sous-régionales concrètes tardent à se développer. Or, ces formes de coopération sous-régionales constituent à la fois un vecteur de progrès économique, un vecteur d'apprentissage et de contact, et un facteur de confiance pour les investissements étrangers.

Nous avons souligné plus haut que les expériences d'intégration régionale africaines ne se sont pas concrétisées et ont rarement abouti aux résultats escomptés par les signataires. D'où la question fondamentale qu'il y a lieu de poser ici comme premier postulat de cette étude : la création d'une zone de libre-échange continentale généralisée sera-t-elle le moyen adéquat pour développer l'intégration des pays arabes africains dans un sens Nord-Sud et Sud-Sud ?

La coopération Sud-Sud présuppose un projet d'ensemble basé sur l'équilibre, la réciprocité d'intérêts, et la solidarité entre les différents partenaires, l'un des objectifs étant de jeter les bases d'un grand marché régional intégré. Certes, les différentes dispositions de la ZLEC constituent les premiers indices d'un changement d'approche politique et communautaire à l'échelle africaine. Toutefois, de telles dispositions demeurent en deçà des impératifs du nouveau contexte économique post-guerre froide et surtout de la mondialisation rampante¹².

Cette coopération économique Sud-Sud doit évoluer de façon concomitante avec l'intégration Nord-Sud dans le cadre d'un partenariat dynamique international qui devrait œuvrer à corriger les déséquilibres financiers et commerciaux entre le Nord et le Sud.

Conscient de cette dimension fondamentale de la coopération Sud-Sud, les Nations Unies ont dès les années 1980 consacré de nombreux travaux et conférences destinés à sensibiliser les pays du Sud quant aux stratégies alternatives à adopter dans le domaine du commerce intrarégional et intercontinental¹³.

3. L'Afrique et la Chine : Radioscopie des échanges commerciaux Sud-Sud

L'un des dossiers de la coopération Sud-Sud qui retient de plus en plus l'attention des analystes politiques et des experts africains est celui des relations commerciales entre la Chine et l'Afrique. L'offensive chinoise en Afrique est un sujet de première importance depuis quelques années.

12 Voir aussi les travaux de la Treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED XIII). 21-26 avril 2012. Doha (Qatar), Panel "The world turned upside down - The Rise of the South The Rise of South"

13 Sur la coopération Sud-Sud, il existe une vaste littérature et documentation. Voir surtout Documents de base Document final de la Conférence de Nairobi : Étude sur les pratiques de gestion dans le cadre de la coopération Sud-Sud Voir aussi Point 4. Coopération Sud-Sud. Approuvé le Cadre stratégique du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (2014-2017) :

<http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2017/05/OutcomeDocumentFRfinal.pdf>

Les relations entre la Chine, l'Afrique et les autres pays du Sud sont complexes, dynamiques et évolutives. En effet, la Chine est désormais le premier partenaire commercial de l'Afrique devant les Etats-Unis et l'Union européenne. Les échanges bilatéraux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 210 milliards de dollars en 2013 selon les données de la Chambre chinoise de commerce international¹⁴.

Les Chinois entretiennent des relations commerciales sur tout le continent africain : Algérie, Egypte, Libye, Soudan, Angola, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale, Nigeria, etc. Les pays riches en ressources minières comme le Niger ou agroalimentaires comme la Côte d'Ivoire les intéressent. De nombreuses industries manufacturières sont implantées en Ethiopie et le Mozambique attire les Chinois pour ses réserves d'hydrocarbures. Les entreprises chinoises s'installent depuis longtemps dans les pays riches en matières premières de l'Afrique centrale tels que la République démocratique du Congo (cuivre), le Gabon (pétrole, fer), le Tchad (pétrole).

La première caractéristique de ces échanges est la place occupée par les matières premières. La Chine vise à sécuriser son approvisionnement en matières premières pour les années à venir. L'Afrique lui en vend et en retour, achète des produits manufacturés.

Le commerce sino-africain ne se limite pas aux importations chinoises de minerais et d'hydrocarbures. Des produits africains sont aussi exportés comme l'huile d'arachide du Sénégal, le vin d'Afrique du Sud, l'huile d'olive de Tunisie, le sésame d'Ethiopie, les oranges et le coton d'Egypte, le tabac du Zimbabwe, etc.

La Chine a trouvé en Afrique un marché important pour ses produits manufacturés bon marché tels que les textiles, les chaussures, les biens de consommation et de haute technologie. Dans ce domaine (téléphonie mobile, télécommunications), les entreprises chinoises ont remporté des marchés au détriment des Européens.¹⁵

14 Sur ce dossier stratégique des rapports Chine-Afrique voir F. Lafargue (2009), *Géopolitique de la Chine en Afrique. Quelles réalités ?* <https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-une-realite-a.html>

Sophie Wintgens, (2016) « La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine » In book : *La nouvelle géographie du développement, Chapter: 10*, Publisher: Bord de l'Eau/La Murette, Editors : Arnaud Zacharie, pp.157-173

15 La Chine en Afrique : Pour le meilleur ou pour le pire ? Dossier de la revue ritimo <https://www.ritimo.org/La-Chine-en-Afrique-Pour-le-meilleur-ou-pour-le-pire> 10 /11/2017

L'Afrique, un vaste marché pour la Chine

L'Afrique est désormais pour la Chine un vaste marché et un accès aux ressources naturelles et aux énergies indispensables au maintien de sa croissance économique tout comme pour bien des partenaires de l'Afrique, notamment français.¹⁶

Bref, la stratégie chinoise va au-delà d'un simple échange commercial : elle tend à assurer un accès à long terme aux ressources. Lors du récent sommet Chine Afrique, la Chine a accordé au continent africain une enveloppe d'investissement de l'ordre de 60 milliards de dollars 60 milliards de dollars d'aide au continent, principalement sous la forme de prêts et d'investissements.¹⁷

Pendant ces échanges sont inégaux pour l'Afrique et restent très favorables à la Chine. Les 2/3 des exportations africaines vers la Chine sont des matières premières. Nombreux sont ceux qui soulignent le caractère néocolonial des rapports commerciaux sino-africains.¹⁸

4. L'Afrique et les perspectives de Partenariat mondial

Au cours de ces 20 dernières années, l'Afrique s'est engagée dans de nombreux partenariats intercontinentaux à l'instar :

1. Sommet Europe-Afrique, Le Partenariat Afrique-Union Européenne
2. Sommet Afrique-Monde arabe
3. Sommet du Forum de coopération Chine-Afrique
4. Sommet Inde-Afrique
5. Sommet de Coopération Amérique du Sud – Afrique (ASA)

16 GABAS, Jean-Jacques CHAPONNIERE, Jean-Raphaël (2012), *Le temps de la Chine en Afrique Paris* -KARTHALA, p. 207.

17 Afrique-Chine : le président Xi Jinping promet 60 milliards de dollars in Le Point Afrique http://afrique.lepoint.fr/economie/afrique-chine-le-president-xi-jinping-promet-60-milliards-de-dollars-04-12-2015-1987208_2258.php

18 La Chine en Afrique : Menace ou opportunité pour le développement ? in ALTERNATIVES SUD, VOL. 18, n° 2, 01/05/2011, p. 188.

Autant dire que le partenariat au développement apparaît comme une stratégie incontournable assurant :

- le nouvel environnement du dialogue entre l'Afrique et le concert des nations développées
- le cadre nouveau de son insertion dans la nouvelle donne de l'économie mondialisée.¹⁹

CONCLUSION :

Quel bilan pour l'intégration régionale en Afrique ?

Le bilan économique de l'intégration reste mitigé. Le volume du commerce intra-africain a constamment augmenté au cours des vingt dernières années, mais ne représente toujours que 12% du commerce total en Afrique (contre 60% pour l'Union européenne, 50% pour l'Asie, 22% pour l'Amérique).

L'Afrique est à la croisée des chemins. Elle est désormais au cœur des enjeux géopolitiques et géoéconomiques planétaires.

Il est nécessaire de réfléchir à une nouvelle génération de leaders, capables de relever plusieurs défis comme ceux de la fragmentation de l'espace, la promotion de la démocratie et la gouvernance, gages d'un développement durable.

L'Afrique devrait consolider ses acquis économiques actuels et s'engager dans la voie d'une intégration économique conséquente face à la montée des grands blocs économiques dans le monde.

19 Yves Alexandre Chouala, (2003) « L'Afrique dans le nouveau partenariat international : enjeux de civilisation et de puissance » *Études internationales*, vol. 34, n° 1, 2003, p. 53-78.

Diouf Abdou, « Afrique : l'intégration régionale face à la mondialisation », *Politique étrangère*, 2006/4, pp. 785-797.

Bibliographie

- AMEGANVI Annassan et Sényon, *l'Afrique face aux enjeux stratégiques d'aujourd'hui*, Ecole Supérieure Internationale d'Enseignements Technique, Master2 en Développement Local, 2007
- CHAPONNIERE Jean-Jacques & Jean-Raphaël, *Le temps de la Chine en Afrique* Paris -KARTHALA, 2012, p. 207
- CHOUALA Yves Alexandre, « L'Afrique dans le nouveau partenariat international : enjeux de civilisation et de puissance » *Études internationales*, vol. 34, n° 1, 2003, pp. 53-78.
- DIOUF Abdou, « Afrique : l'intégration régionale face à la mondialisation », *Politique étrangère*, 2006/4, p. 785-797.
- GBAGUIDI Ochozias A., Cinquante ans d'intégration régionale en Afrique : un bilan global, *Techniques Financières et Développement*, 2013/2 (N° 111) p. 104.
- HAHDRI Mohieddine Hadhri, Globalization Challenges and New Arab regionalism in Miroslav Jovanovic, *The Handbook of International economic integration*, London, Edward Elgar, 2011
- HUGON Phillipe, L'intégration régionale africaine : un processus contradictoire, in Jean COUSSY et Phillipe HUGON (dir), « Intégration régionale et ajustement structurel en Afrique sub- saharienne, » *Etudes et documents*, Paris, 1991, p. 21.
- JOVANOVIĆ Miroslav N. (ed.), *International Handbook on the Economics of Integration*. 3 vols. (Elgar Original Reference) 2011:1 (E. Elgar, UK)
- LANDAU Alice, « Multilatéralisme et régionalisme dans les relations internationales » in Daniel C BACH (sous la direction de:), *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Karthala, Paris, 1998, p. 29.
- N'DIAYE Babacar, « Les intégrations régionales en Afrique : des dynamiques en panne », Institut Afroacademy, L'Ecole d'une Africanité Positive, 2010, www.afroacademy.com
- PERROT, Sandrine (sous la dir. de), MALAQUAIS, Dominique (sous la dir. de) (2009) - Afrique, la globalisation par les Suds in POLITIQUE AFRICAINE, n°113, 2009/03, pp. 6-115.
- RAVEN Edu Koku, « Afrique, le défi de l'intégration régionale - Une réponse à la mondialisation : l'intégration des économies

africaines », Contribution au symposium «*Quel avenir pour l'Afrique ?*». La question de l'intégration régionale, Juillet 2005

WINTGENS Sophie, « La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine » In book : *La nouvelle géographie du développement*, Chapter: 10, Publisher: Bord de l'Eau/La Muette, Editors: Arnaud Zacharie, 2016, pp. 157-173

Afrique Avenir, « *L'intégration régionale, vecteur principal du développement économique de l'Afrique* », www.afriqueavenir.org, 26 mai 2010

Comment la Politique monétaire Ouest Africaine peut-elle être un véritable outil d'intégration et d'inclusion économique ?

Résumé

Cet article vise principalement à faire réconcilier d'un côté, l'intégration économique et la création d'une zone économique inclusive en Afrique de l'Ouest avec pour outil la politique monétaire. La question est de savoir comment passer de la théorie à la pratique, des structures aux participants, de l'intégration à l'inclusion ?

L'idée d'écrire cet article est partie de la théorie quantitative de la monnaie ($MV=PT$). De façon pratique, il s'agit d'une équation d'échange qui rapproche la politique monétaire (MV) et son impact sur l'économie réelle (PT). Cela illustre de manière subtile le passage entre les décisions monétaires et les effets souhaités en termes de prix (P) des biens et services et de la dynamique des transactions (T) au sein des économies intégrées voire inclusives. La méthodologie utilisée est une analyse comparative structurelle qui permet d'évaluer les performances des pays selon leurs choix de politiques monétaires traduisant aussi leur niveau d'intégration économique. La diversité des politiques monétaires appliquées au sein des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO) et l'analyse de la convergence des taux d'intérêt réels et d'autres indicateurs macroéconomiques, nous ont conduits à proposer une nouvelle formulation de la politique monétaire.

En somme, le choix des politiques monétaires doit viser l'inclusion économique caractérisée par une médiation structurelle des économies intégrées. Le principe moral de l'intégration économique étant donc la valorisation de la différence, l'acceptation de l'Autre. Ce sont en effet nos différences qui nourrissent et perpétuent l'Echange, l'Economie.

Avant-propos

Les crises financières successives¹ ont révélé au grand jour les limites de la théorie économique : celle-ci n'a su ni prévenir, ni même trouver une solution durable aux effets négatifs de la politique short-termiste qui s'est imposée. Cela est le signe d'un profond dysfonctionnement qui exige un renouvellement radical, peut-être avec des méthodes et outils économiques plus spécifiques et contextuels, au premier rang desquels la monnaie et la création de zones économiques de libre échange. A ce sujet, le 21 mars 2018, 44 pays Africains ont été signataires de la création de la plus large zone de libre échange au monde nommée la ZLEC : Zone de Libre Echange Continentale. Cette zone renferme plusieurs regroupements économiques régionaux dont des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur lesquels porte cet article. Notre cadre de réflexion part d'un postulat philosophique relatif à la théorie quantitative de la monnaie ($MV=PT$). Cette théorie est en effet celle de la neutralité monétaire qui signifie que la quantité de monnaies émise n'a pas d'incidence sur l'ensemble des échanges et l'économie réelle. De ce point de vue, la monnaie se trouve

1 1999 à 2009 : le Zimbabwe connaît une crise d'hyperinflation sans précédent menant à une forte dollarisation de son économie. 2007 à 2009 : Crise des suppresses marquée par un risque systémique des marchés financiers, des banques, de l'immobilier avec des taux d'intérêts très élevés. C'est une crise réelle de la confiance! 2009 - 2018 : Crise de la dette grecque, celle de l'Espagne en 2010, suivie par la politique d'austérité en Europe et l'assouplissement quantitatif ou *quantitative easing* au Japon, aux Etats unis, etc., visant une relance économique mondiale qui tarde.

être une sorte de médiateur sans influence spécifique sur la quantité des transactions, et pourtant la monnaie est au cœur des échanges, c'est le pont économique. Vue sous un angle philosophique, la théorie quantitative de la monnaie présente une équation d'échange qui tente de rapprocher la politique monétaire (MV) et son impact sur l'économie réelle (PT). Cette formule exprime de manière subtile le passage entre les décisions monétaires et les effets macroéconomiques souhaités en termes de prix (P) des biens et services, de la dynamique des transactions (T). Ainsi, le choix de la politique monétaire pourrait servir de lien entre la théorie et la pratique économique, entre les décisions structurelles et le niveau d'implication des acteurs économiques, entre l'intégration économique et la construction d'une économie inclusive durable. Mais comment y parvenir ?

1. Monnaie et zones économiques : approche théorique et définitionnelle

1.1 Monnaie et intégration

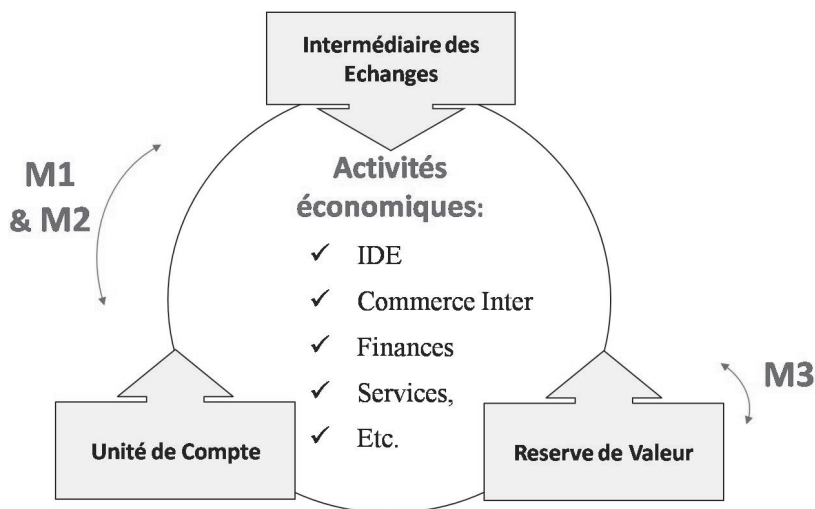
Le lien entre la monnaie et la création d'espaces de libres échanges plus larges est existentiel. En effet, l'élargissement de l'espace de circulation ou d'acceptation d'une monnaie au-delà des limites des souverainetés nationales renforce la valeur, le rôle et la pérennité de cette monnaie. C'est un moyen de transaction dont la valeur dépend de la demande qui est motivée par l'ensemble des échanges sur un espace défini. La monnaie, selon le Gouverneur actuel de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) M. KONE Tiémoko Meyliet² « *est un ensemble de mécanismes qui permet à un pays d'organiser ses paiements et transactions* ». Cette définition de la monnaie convient parfaitement mais il ne faudrait pas la confondre avec l'activité de fabrication de billets, pièces, ou autres moyens de paiement **électronique qui sont purement**

2 Monsieur Tiémoko Meyliet KONE est le Gouverneur de la Banque Centrale a été nommé en 2011 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA pour une durée de six ans, renouvelée.

à but commercial avec une visée de rentabilité liée à l'utilisation de technologies avancées. Pour lui, « les billets sont du papier fiduciaire avec des caractéristiques particulières ».

Les trois (3) fonctions classiques définissant³ la monnaie sont représentées ci-dessous:

Figure 1.1.1: Fonctions de la monnaie



Source: Représentation propre au rédacteur de cet article

Ces trois fonctions de la monnaie peuvent être interprétées comme suit :

– **Elle est l'intermédiaire des échanges** : la monnaie rend possible des échanges qui seraient beaucoup trop complexes, et donc impossibles, avec le simple troc. Cette fonction fondamentale consiste à séparer l'acte d'achat de celui de la vente, permettant ainsi les transactions sans nécessiter une double coïncidence des besoins. A ce titre, la monnaie doit être généralement acceptée (par la communauté) comme telle ; ce qui lui donne un rôle et une dimension d'intégration économique, sociale et culturelle intrinsèque.

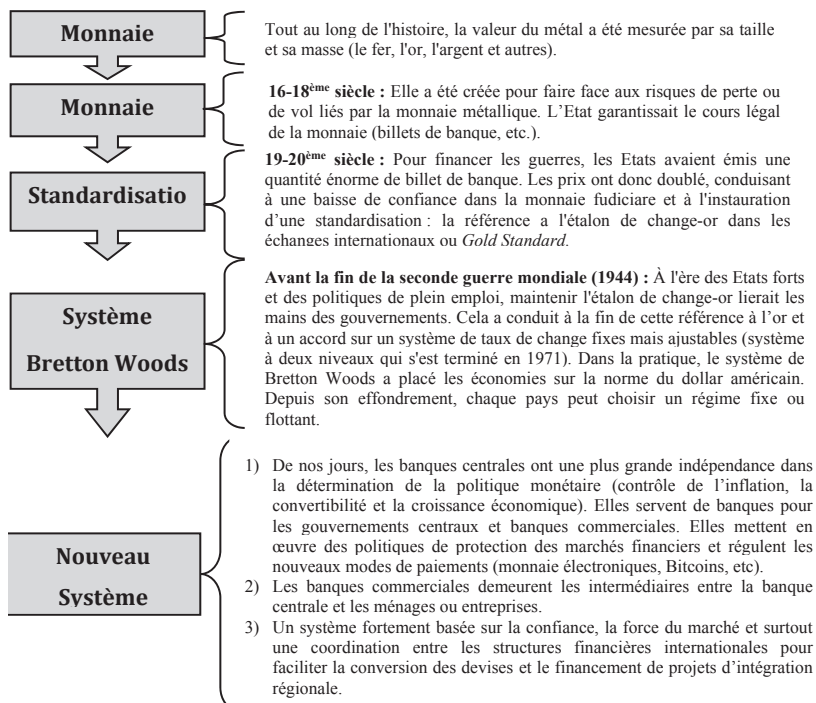
³ Heijdra and Van der Ploeg 2002; Mankiw 2003; Abel, Bernanke and Croushore 2008; Colander 2004.

- **Elle est une unité de compte** : c'est l'instrument dans lequel s'expriment les prix et valeurs, c'est la principale mesure de la richesse créée et des autres indicateurs économiques dont l'inflation, le salaire, etc.
- **Elle est enfin une réserve de valeur** favorisant l'épargne, l'investissement, la croissance à long terme et le développement. Cette dernière fonction va bien au delà des éléments macroéconomiques évoqués tantôt : il s'agit ici, par la politique monétaire adoptée, de garantir la stabilité des prix (taux d'intérêt, taux de changes, prix des biens et services, etc.).

De plus, dans un monde où les processus de production et d'échange sont de plus en plus imbriqués du fait de la mondialisation, le taux de change gagne une plus grande importance dans la politique monétaire adéquate aux économies nationales. Ce besoin croissant d'une monnaie et d'une politique monétaire stable et acceptée à une échelle plus grande, se justifie par ailleurs par l'interaction entre les économies nationales et les coûts liés à la conversion des monnaies domestiques lors des échanges internationaux. L'histoire de la monnaie a connu une évolution remarquable cependant, les monnaies fiduciaires et scripturales sont la norme dans la plupart des économies aujourd'hui.

Le schéma ci-après présente et définit de façon chronologique, les grands moments qui ont marqué l'histoire de la régulation monétaire des transactions internationales.

Figure 1.1.2: Évolution des systèmes et types de monnaies



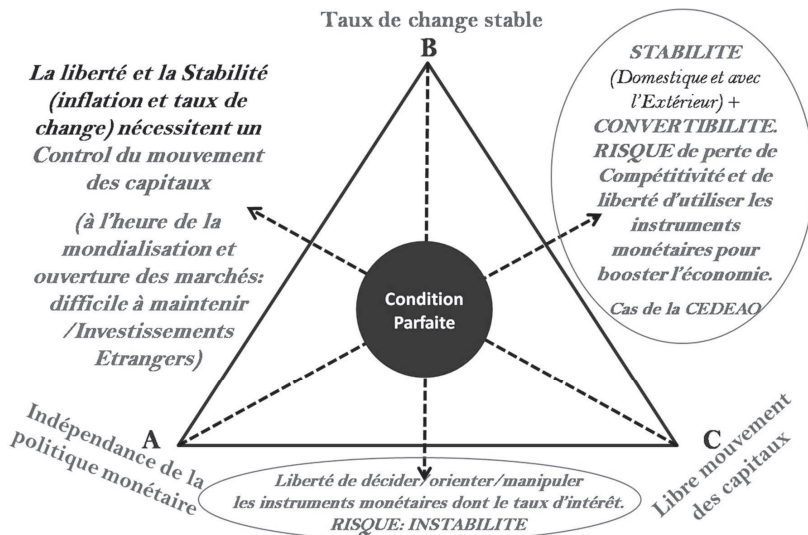
Au delà des définitions précédentes, les théories qui constituent le fondement de cet article sont : l'impossible trinité, le lien entre le taux de change et le Produit Intérieur Brut (PIB) et celui entre le taux de change et l'inflation.

1.2 L'impossible trinité

L'impossible trinité ou triangle d'incompatibilité présente le fait que tous les pays souhaitent réaliser trois objectifs majeurs : avoir à la fois une politique monétaire indépendante (A), une stabilité des taux de change (B) et une libre circulation internationale des capitaux (C). Cependant,

seuls deux de ces trois objectifs peuvent être atteints simultanément comme expliqué dans la *Figure 1.2.1* ci-dessous ;

Figure 1.2.1: L'impossible trinité



Source : Inspiré du triangle d'incompatibilité de Mundell (1963)

Le côté AB de ce triangle est pratiquement insoutenable à long terme, à moins que les autorités monétaires décident d'adopter un ciblage de l'inflation indexé sur les taux d'inflation pondérés de leurs partenaires commerciaux, et d'imposer des contrôles de capitaux.

Le côté BC implique un abandon complet de la politique monétaire (particulièrement le taux d'intérêt en tant qu'outil) qui ne peut plus être utilisé unilatéralement pour des objectifs ponctuels ou structurels de relance économique nationale liés aux questions de productions ou redynamisation de l'emploi.

La partie AC du triangle oblige les autorités à adopter un taux d'échange flottant, ce qui signifie des fluctuations importantes dont une forte volatilité des prix et une crise de confiance entre les institutions monétaires des Etats de la communauté.

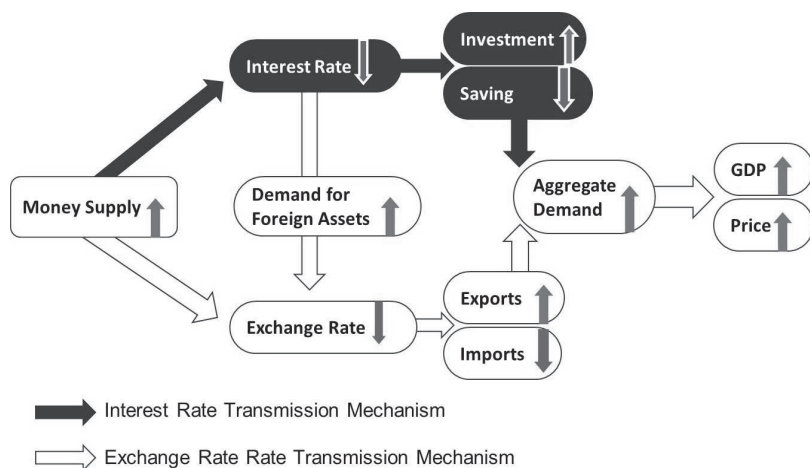
1.3 Lien théorique entre le taux de change et le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le choix de politique monétaire entraînant la volatilité ou stabilité des taux de change peut affecter la croissance économique à travers de multiples canaux. Ici, le produit intérieur brut (PIB) est défini comme une mesure de la production économique d'un pays, la somme des valeurs ajoutées.

Dans une certaine mesure, les dépréciations du taux de change augmenteraient la demande étrangère de biens et de services produits localement, entraînant une augmentation des exportations nettes et donc une croissance du PIB. En effet, les points de vue traditionnels tels que l'approche keynésienne affirment que les dévaluations ont un effet positif sur la croissance de la production et de la demande. L'approche de l'élasticité indique que la dévaluation améliorera la balance commerciale tant que la condition de *Marshall Lerner* sera satisfaite. L'approche monétaire, quant à elle soutient que les changements de taux de change influencent l'économie réelle à court terme, mais laissent toutes les variables inchangées à long terme. Une hypothèse fondamentale faite par les monétaristes est qu'il n'y a pas de compromis à long terme entre l'inflation et le niveau de croissance de la production. Cette hypothèse est également connue sous le nom de neutralité à long terme de la monnaie et indique que les politiques monétaires expansionnistes peuvent temporairement augmenter le PIB et réduire le chômage, mais l'économie finira par retrouver le taux naturel de chômage à un taux d'inflation plus élevé.

Ce schéma ci-après montre qu'il y a deux principales voies à considérer dans l'analyse de la relation entre la politique monétaire et le Produit Intérieur Brut-PIB : la première est la modification des taux d'intérêt, connue sous le nom de mécanisme de transmission par le taux d'intérêt. La seconde se produit par l'intermédiaire des variations du taux de change connue sous le nom de mécanisme de transmission par le taux de change.

Figure 1.3.1: Mécanisme de transmission monétaire par le taux de change (sur le PIB)



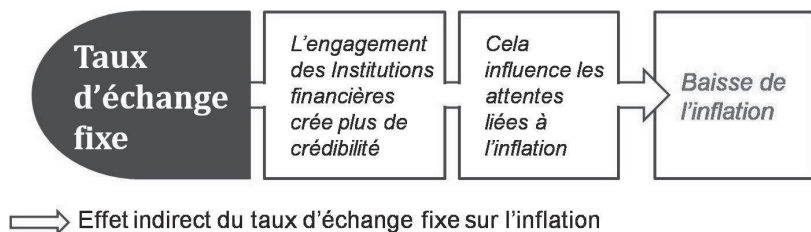
Source: Représentation propre au Rédacteur

Conformément au sujet traité dans cet article, nous nous concentrerons sur la deuxième voie de transmission qui montre comment sous un régime de change libre ou flottant, une politique monétaire expansionniste conduirait à une augmentation du PIB et des prix simultanément.

1.4 Lien théorique entre le taux de change et l'inflation

Le choix du régime de change importe car il affecte le prix des importations et des exportations. Par exemple, sous un régime de change fixe, le rôle du taux de change en tant que point d'ancrage, crée une plus grande crédibilité et stabilité des prix dans les pays à taux d'inflation élevé.

Figure 1.4.1: Exemple de l'effet du taux de change sur l'inflation



2. De l'intégration à l'inclusion économique, via la monnaie

En 2018, de manière générale, l'économie mondiale capitaliste dominante est celle dans laquelle les acteurs sont à la recherche du capital, du profit, de l'argent à tout prix. Cette préférence pour la liquidité qui occupe une place de plus en plus importante chez les acteurs économiques, justifie la vision *short-termiste* évoquée plus tôt dans l'avant propos. La monnaie, du fait qu'elle donne accès à tous les services ou produits marchands, est passée d'instrument monétaire à la finalité de l'action économique. La monnaie pourtant doit être pleinement utilisée comme un instrument d'intégration facilitant l'accès aux services et biens nécessaires à la vie en société. Pour André Orléan⁴, économiste français, la théorie de la monnaie vient avant la théorie de la valeur. Notre compréhension de la monnaie dans cet article est fondamentalement basée sur une approche instrumentaliste qui se veut constructive et effective. Rappelons que dans la pratique, le choix de la politique monétaire ou du régime de change, définit le niveau d'intégration des pays. Dans ce cadre précis, l'Economie, qui peut être définie comme étant l'Echange de valeurs ajoutées créées

4 Orléan André est un économiste, spécialiste des questions financière et monétaire. Il a notamment publié *L'empire de la valeur. Refonder l'économie* aux Éditions du Seuil en 2011 qui a reçu le prix Paul Ricœur et le prix de l'AFSE, entre autre. André Orléan est Président d'honneur de l'Association française d'économie politique (AFEP), association qui milite pour le pluralisme des approches en économie.

par la valorisation du travail et la gestion efficiente des ressources rares, devra favoriser la circulation la plus large possible des biens et services. Ce processus, appelé intégration économique, vise à atteindre une plus grande mobilité des acteurs et à rendre plus accessibles les biens et services d'une zone économique. L'intégration économique est composée de 5 grandes étapes bien connues :

- 1. La réduction des barrières** (douanières, tarifaires, politiques, linguistiques, comportementales, corruptions, etc.)
- 2. L'instauration de tarifs extérieurs communs ou d'une union douanière.** A ce sujet, rappelons que pour l'Afrique de l'Ouest, c'était en décembre 2014 à Abuja, au Nigeria, lors de la 46^{ème} session ordinaire des Chefs d'Etats de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest- CEDEAO, que cela a été lancé. Cette étape est basée sur un système d'harmonisation des droits et taxes applicables aux marchandises, services et produits importés au sein de la communauté régionale.
- 3. La formation d'un marché commun** qui vise une plus grande liberté de mouvement des capitaux, des populations, des biens, services et technologies.
- 4. L'union monétaire** qui est un choix de politique monétaire tributaire d'un niveau d'intégration économique avancé dont la monnaie unique en est le pilier.
- 5. L'union politique** qui est un choix économique et idéologique de différents peuples ou pays à adopter un gouvernement central, fédérateur. Cette étape, non indispensable, est la forme la plus achevée du processus d'intégration.

Cette intégration économique et peut-être politique, très procédurale et théorique sous sa forme actuelle, peine cependant à produire les impacts souhaités en terme de développement socio-économique pour les populations de la CEDEAO.

Le passage d'une intégration économique à une économie inclusive nécessite une définition de ces deux notions :

- **L'intégration économique** renvoie à la situation d'un pays désireux d'être membre d'une communauté, d'un processus qui vise à lui **définir en aval**, une place dans ce regroupement économique. Ce processus peut être qualifié de progressif, correctif et bien souvent

réactionnaire. **Dans la pratique, cela exige une sorte d'adaptation, de redéfinition ou d'abandon d'une partie de soi afin de mieux s'intégrer à ladite communauté.**

- **L'inclusion économique** quant à elle commence par la **définition en amont** des avantages comparatifs et compétitifs des pays membres d'une communauté. Cela renvoie à la situation d'un pays dont on définit clairement le rôle, la contribution possible au sein du regroupement économique. Ce processus peut être qualifié de préventif, étant construit de manière structurelle, sur le long terme. Dans la pratique, une économie inclusive se base sur le rapprochement des différences socio-économiques et culturelles qui nourriront les échanges en son sein. **Elle n'exige donc pas un abandon de soi mais plutôt une acception de l'Autre avec un *focus* sur ses forces et son apport spécifique au sein de la communauté.** La nouveauté de cet article consiste à définir les étapes nécessaires à la réalisation d'une inclusion économique et à les illustrer.

L'inclusion économique peut renfermer cinq (5) phases principales :

- 1. L'identification et la valorisation des différences.** C'est une phase analytique qui consiste à définir les avantages comparatifs et compétitifs de chaque pays membre. Cela se fera sur le long terme en considérant différents indicateurs de performances socio-économiques, sociologiques, culturels, géopolitiques, sectoriels, etc.
- 2. Le financement de projets communs et programmes d'utilité commune.** La collecte de taxes à l'échelle régionale ou communautaire (tarifs extérieurs communs) devra servir au financement d'activités du même ordre, accessibles à tous. Ces investissements devront nécessairement être soutenus par une politique de communication qui viserait à nourrir le sentiment d'appartenance des populations de la zone économique. Dans la pratique, cette approche pourrait se faire verticalement (avec pour cible la population de la Nation où le projet a été réalisé) ou horizontalement/inter-Etats, en ayant pour objectif d'attirer vers un pays particulier, les populations de l'ensemble de la zone regroupant d'autres pays.
- 3. La mise en œuvre d'une médiation structurelle des économies.** Il s'agira ici, sur la base des avantages comparatifs identifiés précédemment, de mettre en exergue et en relation des secteurs d'activités

porteurs dans chaque pays. L'analyse se fera sur le long terme afin de créer durablement une sorte de médiation structurelle des économies en exploitant ces avantages comparatifs. Sans devoir le dire, cette approche inclusive devrait créer, lors de sa mise en œuvre, une plus grande mobilité des personnes, des biens et services.

- 4. La réalisation de performances macroéconomiques partagées** qui passe par la **mise en place d'outils** d'ajustement économique, monétaire et d'évaluations continues. Ces outils incluent le choix des régimes de change, la monnaie unique, banque centrale, le panier de changes, le taux d'intérêt, le taux d'emprunt sectoriel, le taux de change directeur, le degré d'ouverture des secteurs d'activité, le flux des capitaux étrangers, une fiscalité harmonisée, etc.
- 5. L'atteinte de convergences sociopolitiques durables** par la définition de nouveaux mécanismes politiques adaptés (politique commune, gouvernement commun). Cela conduirait à la mise en place d'un organisme politique dédié à renforcer les valeurs, des idéologies partagées au sein de la communauté en vue d'un enracinement culturel et politique nécessaire à la médiation structurelle des économies.

Récapitulatif des étapes des processus d'intégration et d'inclusion économiques

| | Intégration économique | Inclusion économique |
|------------------------|---|---|
| 1^{er} | Réduction des barrières → | Identification et valorisation des différences. |
| 2^{ème} | Instauration de tarifs extérieurs communs → | Financement de projets communs et programmes d'utilités communes, suivi d'une stratégie de communication/accessibilité. |
| 3^{ème} | Formation d'un marché commun → | Mise en œuvre d'une médiation structurelle des économies. |
| 4^{ème} | Union monétaire → | Réalisation de performances macroéconomiques partagées grâce aux outils d'ajustement et d'évaluation économique définis préalablement. |
| 5^{ème} | Union politique → | Mise en place d'un organisme dédié à renforcer l'enracinement culturelle, politique et idéologique nécessaire à la médiation structurelle des économies en vue de la création d'un Etat Fédérateur. |

3. Illustration du passage de l'intégration à l'inclusion économique au sein de la CEDEAO

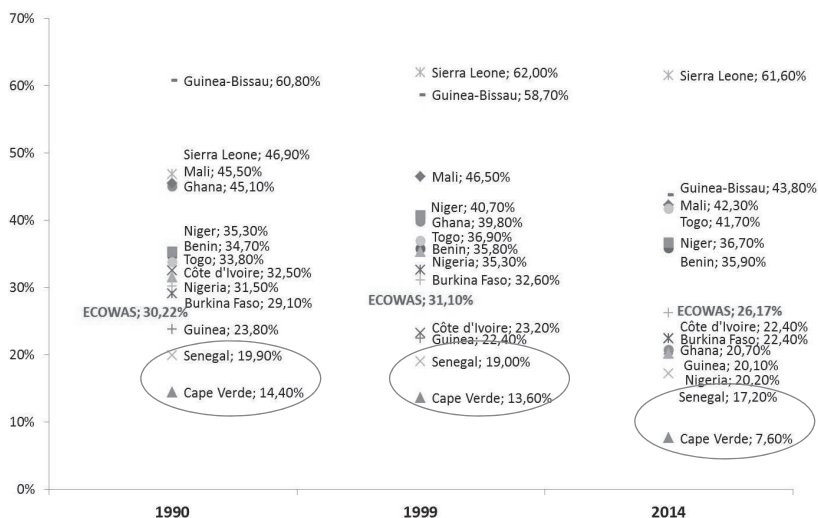
3.1 L'identification et la valorisation des différences.

Au sein de la CEDEAO, il y a huit (8) pays sur quinze (15) qui ont formé une union monétaire appelée l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), avec une banque centrale unique. Les pays membres de l'union monétaire sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau (rejoint en 1997), le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

D'autre part, les sept autres membres (le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigeria et la Sierra Leone) ont leurs propres banques centrales et leurs monnaies nationales respectives. Excepté le Cap vert dont le taux de change est assez stable, la plupart de ces économies sont sous un régime de change flottant.

L'étape de l'identification et valorisation des différences est essentielle pour la construction d'une économie inclusive. Elle permettra de faire une analyse structurelle des économies en tenant compte de leur homogénéité ou hétérogénéité. Cela devra être basé sur des données historiques de long terme, comme présenté ci-dessous pour les pays de la CEDEAO:

**Figure 3.1.1: Secteur agricole de la CEDEAO, 1990, 1999 et 2014 –
Valeur ajoutée (% du PIB)**

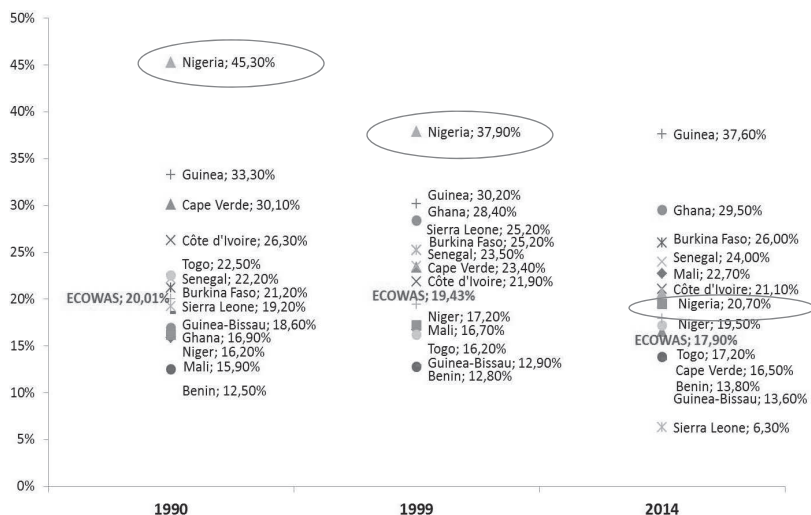


Source: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale

La Figure 3.1.1 montre que la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée totale au sein de la CEDEAO a légèrement augmenté de 30,22% à 31,10% entre 1990 et 1999 ; ce taux n'a ensuite diminué que de 5% entre 1999 et 2014 pour atteindre 26,17%. Sur l'ensemble de la période 1990-2014, l'agriculture représente moins de 20% de la valeur ajoutée totale au PIB seulement dans deux pays (Sénégal et Cap-Vert). Les autres pays de la CEDEAO sont restés des « économies fortement basées sur le secteur agricole au sens large du terme ». Cette forte concentration et le rôle du secteur agricole au sein de la CEDEAO n'a quasiment pas évolué durant 25 années.

D'autre part, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale a également continué à baisser au cours des dernières décennies, avec au taux de 20,01% à 17,90% pour la zone CEDEAO, ce, durant la même période.

Figure 3.1.2: Secteur industriel de la CEDEAO, 1990, 1999 et 2014 – Valeur ajoutée (% du PIB)

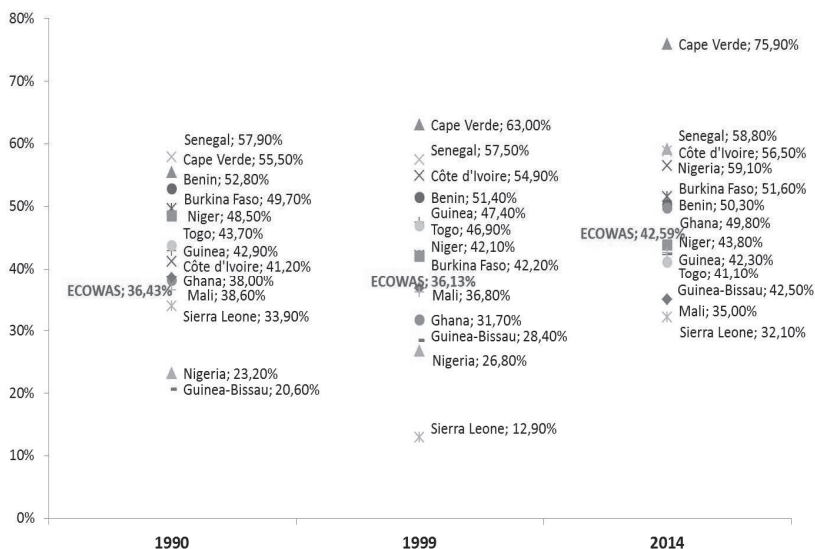


Source: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale

A l'instar de la CEDEAO, la part de l'industrie a également baissé dans les pays de l'union monétaire (UEMOA) mais reste proche du niveau moyen régional de 20%. Le Nigeria ne fait pas l'exception dans cette tendance à la baisse de la contribution du secteur industriel dans la production nationale.

A l'inverse, la part des activités des services (*Figure 3.1.3.*) incluant l'intermédiation financière, la location, l'immobilier, les transports et les activités commerciales, a fortement augmenté, passant de 36,43% en 1990 à 42,59% en 2014. En 2014 ; les pays dont le Sénégal, le Cap-Vert et la Côte d'Ivoire portent leurs contributions au delà de la moyenne de la CEDEAO. Ce secteur est assez hétérogène, la plus faible contribution est de 32,10% en Sierra Leone, et plus de 75% au Cap-Vert ces dernières années.

Figure 3.1.3: Secteur des services de la CEDEAO, 1990, 1999 et 2014 – Valeur ajoutée (% du PIB)

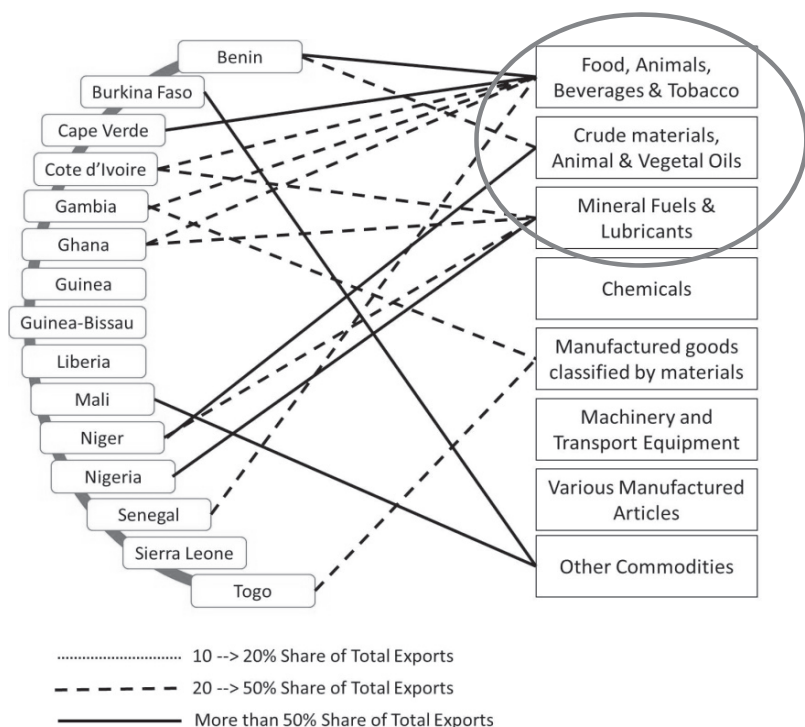


Source: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale

En résumé, depuis trop longtemps (1990-2014), la plupart des pays de la CEDEAO ont maintenu leur structure économique inchangée. Durant vingt cinq (25) ans, il n'y a pas eu une orientation économique clairement appliquée.

À l'exception du Nigeria, qui est un pays producteur de pétrole dont il est dépendant, le secteur agricole des économies des États membres de la CEDEAO occupe une place de choix particulièrement dans leurs exportations.

Figure 3.1.4: Fortes exportations des ressources agricoles et minières



Source: Design propre au Chercheur sur la base de UN ComTrade database 2014)

Au Sénégal par contre, le secteur agricole a une contribution moins importante par rapport au PIB : moins de 20%. Le secteur du tourisme et le service bancaire jouent un rôle plus important dans le PIB du Sénégal. Cette identité structurelle des pays doit être définie de façon plus approfondie et détaillée car, elle constitue le fondement des étapes suivantes vers l'inclusion économique avec des activités sectorielles interconnectées. Ainsi, après avoir donné cette image générale des différences structurelles des économies de la CEDEAO, la suite de cette illustration du processus d'inclusion économique sera relative à la nécessité de financer davantage de projets qui nourriront effectivement cette volonté d'intégration.

3.2 Le financement de projets communs et programmes d'utilité commune.

Les caractéristiques structurelles des économies présentées dans la session précédente sont le résultat d'autres facteurs, dont les questions de financement. Dans le cadre du processus d'intégration, l'accent est mis sur la collecte de fonds par l'instauration de tarifs extérieurs communs. Cependant, l'inclusion économique va bien au delà de la collecte. Nous considérons que la définition des postes d'allocation des fonds collectés à l'échelle communautaire, doit exclusivement correspondre à l'atteinte des objectifs d'intégration des populations et des économies. En effet, une caractéristique majeure de la région CEDEAO est la faible inter-connectivité des Etats membres, due en grande partie au sous-développement **des infrastructures qui rapprochent** à l'échelle régionale. Cela a bien entendu des répercussions négatives sur l'objectif de l'intégration et inclusion du marché. Les raisons de ces insuffisances varient. Par exemple, le Nigéria finance à lui seul, plus de 60% du budget de fonctionnement de la CEDEAO, ce qui lui donne un pouvoir de décision plus important. En outre, le Nigeria représente 77% du produit intérieur brut de l'Afrique de l'Ouest. À première vue, l'économie nigériane pourrait être le garant de la future monnaie unique de la zone, mais sa forte dépendance au pétrole et son instabilité politico-sécuritaire sont à prendre en compte.

La précision et la transparence quant à la gestion des projets communs et programmes d'utilités communes, accompagnées d'une stratégie de communication sur les bénéfices et avantages comparatifs nationaux (*verticalement*) et inter-Etats ou sous régionaux (*horizontalement*), renforceront ce cadre de confiance indispensable à la collecte de moyens de financements auprès des différents acteurs (la Banque centrale, Banques de développement et d'investissement, les pays partenaires à l'import-export, les entrepreneurs, populations, etc.).

Par exemple, la mise en circulation du passeport unique ou des frais de visa-intra Africain devrait permettre une collecte de fonds important auprès des classes économiques moyennes et supérieures, et assurer aux ressortissants des 54 pays africains de voyager à travers toute l'Afrique, de se redécouvrir. Ce type d'initiatives ne devrait pas concerner que les

Chefs d'État et leurs ministres. Cela doit être plus inclusif en y associant les populations africaines qui conserveraient leur passeports nationaux et se verraient délivrer un visa ou passeport africain par l'Union Africaine. Par ailleurs, ces dernières années, la Banque Ouest Africaine de Développement, BOAD qui est une institution sous-régionale dont la mission est de *promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest*, a investi énormément. Cela s'est fait de manière innovante par des prises de participation au capital de fonds d'investissement axés sur les PME et la construction de projet de plus grandes tailles dont les Aéroports. Les investissements de la Banque ouest-africaine de développement ont atteint en Afrique de l'Ouest 5 109,8 milliards FCFA a indiqué un récent communiqué de l'institution financière sous régionale.

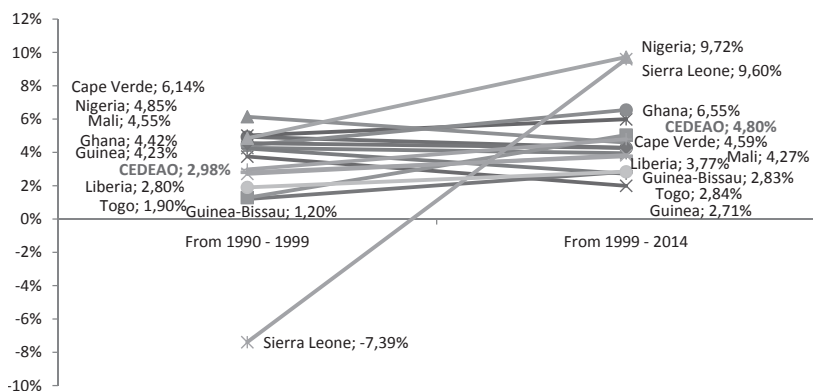
La construction des centres aérés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est un autre bon exemple qui malheureusement bénéficient exclusivement aux agents et familles de la dite banque. Une plus grandes accessibilité de ces infrastructures et une communication voire promotion sont des impératifs à l'atteinte d'une économie inclusive !

Les sessions suivantes (3.3 et 3.4) viseront à montrer de manière pratique et comparative, sur la base des données historiques (1990-2014), comment atteindre de meilleures performances macroéconomiques des 15 économies intégrées au sein de la CEDEAO. Nous nous concentrerons sur l'analyse et l'interprétation de certains pays pour explorer en quoi une médiation structurelle peut être construite. Cela se fera en tenant compte de la relation factuelle et théorique entre la politique monétaire et la performance économique couvrant les périodes 1990-99 et 1999-2014. L'année de rupture choisie est 1999, ce qui représente l'année de l'introduction de la monnaie européenne qui a conduit à une dépréciation importante des monnaies d'Afrique de l'Ouest en raison de liens économiques solides avec les pays européens. Ainsi, en cohérence avec les fondamentaux théoriques exposés précédemment, le choix des indicateurs de performance est justifié par les objectifs macroéconomiques principaux des décideurs de la politique monétaire Ouest Africaine : croissance du PIB (3.3) et contrôle de l'inflation (3.4).

3.3 La mise en œuvre d'une médiation structurelle des économies.

La construction à long terme d'une médiation des économies commence par l'analyse des performances macroéconomiques des pays membres de la communauté régionale. Dans la figure ci-dessous, les performances liées à la croissance du PIB varient considérablement : certains pays sont bien plus performants que d'autres. Par exemple, des pays comme la Sierra Leone (9,60%), le Nigéria (9,72%) et le Ghana (6,55%) présentent une croissance du PIB supérieure à la moyenne régionale de la CEDEAO qui était de 4,80% durant la deuxième période (1999-2014) comme indiqué dans la *Figure 3.3.1*. Dans le même temps, la plupart des pays membre de l'union monétaire (UEMOA) ont enregistré une croissance lente du PIB, inférieure à la moyenne de la CEDEAO.

Figure 3.3.1: Croissance moyenne du PIB réel de la CEDEAO-15, pendant la période 1990-99 et 99-2014



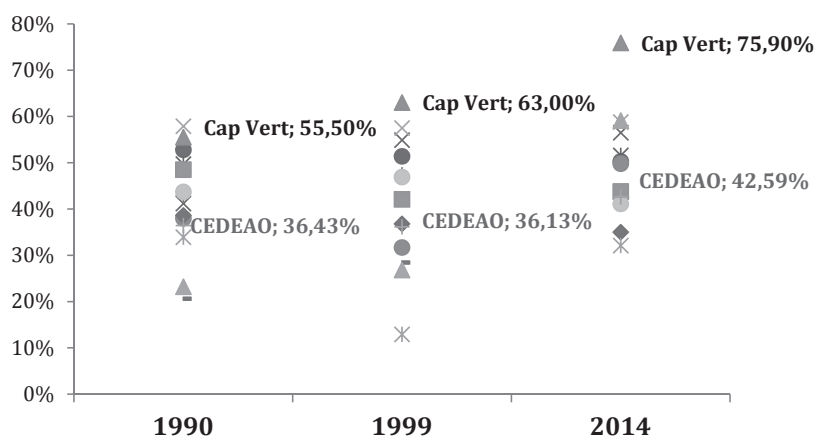
Pour des pays en voie de développement, un taux de croissance du PIB aussi lent et presque constant pourrait s'expliquer par l'économie mondiale qui faisait face à des défis économiques et d'instabilités notamment aux Etats-Unis et dans la Zone Euro. Il est clair que la mondialisation a toujours eu un impact sur les économies des pays d'Afrique de l'Ouest, qui sont en grande partie des économies ouvertes et sont donc

vulnérables aux chocs économiques exogènes. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les économies avancées affectent les marchés émergents des économies en développement par le biais des circuits commerciaux et financiers. La faiblesse du pouvoir d'achat et de la confiance des ménages, les conditions financières relativement tendues et la poursuite de l'assainissement budgétaire ont entravé la croissance économique dans les économies basées sur les matières premières telles que les pays de la CEDEAO.

Prenons pour exemple quelques cas : le Cap Vert, le Ghana et le Nigeria :

Le Cap-Vert a un marché intérieur petit et faible; l'agriculture et l'industrie manufacturière sont moins développées. Néanmoins, l'économie du Cap-Vert est axée sur les services, le commerce, le transport, le tourisme et les services publics représentant environ les trois quarts du PIB, comme le montre la *Figure 3.3.2*.

Figure 3.3.2: Secteur des services du Cap-Vert, 1990, 1999 et 2014
Valeur ajoutée (% du PIB)



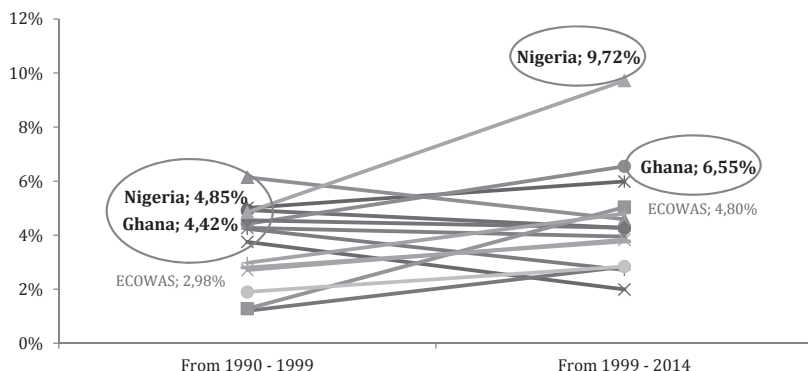
Source: World Bank National Account Data, 2015

La contribution des services au PIB ne cesse d'augmenter au fil des années : 55,5% en 1990 puis 63% en 1999 à 75,90% en 2014. Cette orientation économique claire du Cap-Vert est très prometteuse et

rappelle le cas d'un pays d'Asie du Sud-Est : Singapour (une petite économie ouverte, sans ressources naturelles et minérales majeures, mais une économie orientée vers le service basé sur le développement du capital humain. Singapour a réussi à faire de son économie l'une des premières des 10 Etats regroupés au sein l'Association des Nations d'Asie du Sud Est-ANASE). Ce modèle de croissance économique pourrait servir au Cap Vert. Malgré l'insuffisance de ressources naturelles, une gestion économique saine produit une amélioration constante du produit intérieur brut. La monnaie Cap-Verdienne liée de facto à l'euro et la stabilité politique est la principale force de cette petite économie.

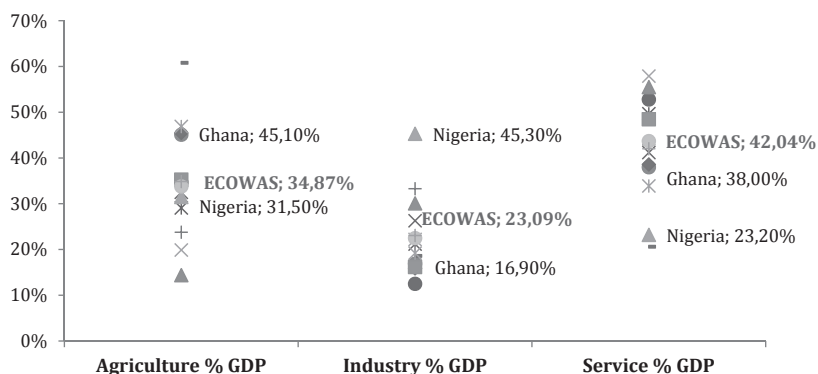
Selon la Banque mondiale, le Ghana est la deuxième économie la plus riche de la région de la CEDEAO et, grâce à la découverte et à l'exploitation du pétrole sur les côtes Ghanéenne, le pays est devenu un pays à revenu intermédiaire depuis quelques années. Le Ghana et le Nigeria ont tous deux maintenu leur croissance du PIB réel au-dessus du taux moyen de la CEDEAO au cours des 25 dernières années.

Figure 3.3.3: Croissance moyenne du PIB réel du Ghana et du Nigéria entre 1990-99 et 99-2014



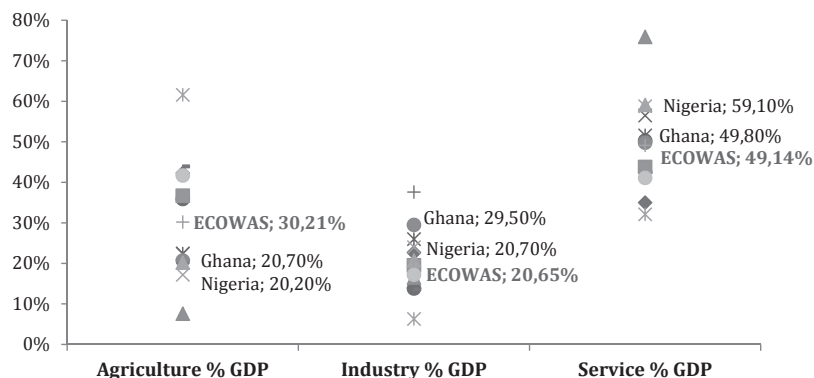
Cette performance macroéconomique exceptionnelle peut s'expliquer par les réformes structurelles de leurs économies. Ces figures comparent les changements économiques structurels survenus entre 1990 et 2014 au Ghana et au Nigéria.

Figure 3.3.4: 1990 Valeur ajoutée du Ghana et du Nigéria (% du PIB) des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services



Source: World Bank National Account Data, 2015

Figure 3.3.5: 2014 Valeur ajoutée du Ghana et du Nigéria (% du PIB) dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services



Source: World Bank National Account Data, 2015

Au Ghana, le secteur des services a augmenté sa part du PIB de 38% en 1990 à 49,8% en 2014. En revanche, le secteur de l'agriculture a continué de connaître une part décroissante par rapport au PIB, passant de 45,10% en 1990 à 20,70% en 2014. L'augmentation constante de la part du secteur industriel dans le PIB s'est poursuivie ; elle est passée de

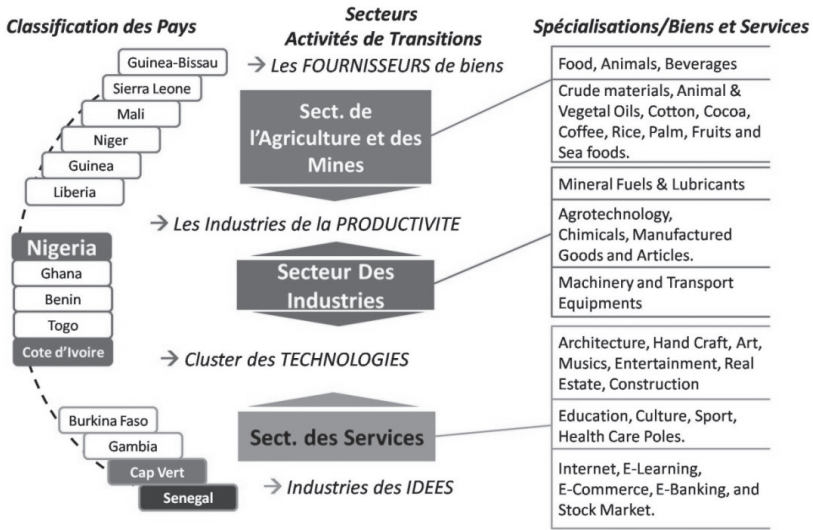
16,90% en 1990 à 29,5% en 2014, comme le montrent les *Figures 3.3.4 et 3.3.5*.

Le Nigeria montre une transformation économique explicite vers des « activités basées sur les services ». On peut remarquer la part décroissante des secteurs agricoles de 31.50% en 1990 à 20.20% en 2014 et le secteur industriel de 45.30% en 1990 à 20.70% en 2014. Cependant, le taux de change qui reste très volatile et la baisse des prix du pétrole constituant la rente principale de l'Etat, demeurent les défis majeurs du Nigeria. Dans ce cas, le concept de taux de change, basé sur une commodité ou un panier de commodités, pourrait être reformulé et adapté aux caractéristiques économiques du Nigeria. En effet, le choix d'une politique de taux de change susceptible de favoriser la croissance économique et d'assurer la stabilité macroéconomique, n'est pas une décision facile à prendre car elle nécessite la prise en considération de la structure de l'économie domestique et ses liens avec ses partenaires communautaires et internationaux.

Sur la base des cartographies qui ont montré l'évolution et les changements des structures économiques et la contribution apportée par les trois principaux secteurs des activités des pays de la CEDEAO sur 25 années, le manque de spécialisation pour un rapprochement des économies reste réel. Considérant le faible lien entre les secteurs de l'industrie et de l'agriculture qui mobilise plus de 50% des emplois et de la main d'œuvre total dans ces pays d'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO a encore du chemin à faire pour construire une économie régionale inclusive. Le développement durable des secteurs de l'agriculture et de l'industrie ont besoin d'un secteur des services fortement en croissance et innovant grâce aux investissements dans les transports, les nouvelles technologies, l'internet, le commerce électronique, la banque, l'Education etc. qui attireront plus d'investisseurs, créeront des activités dynamiques pour les jeunes. Ces investissements doivent nécessairement se faire sur les acquis culturels (mode de vie des populations) existant dans chaque pays, chaque secteur. Cependant, il existe une homogénéité ou ressemblance structurelle dans les pays de la CEDEAO, vue de manière générale. À l'exception du Nigeria, la majorité des ces pays sont des économies de petites tailles et ont des « dotations en facteurs de production » presque similaires. Heureusement, au cours des dernières années, certains pays comme le Sénégal, le Cap-Vert et la Cote d'Ivoire

ont commencé à définir la spécificité et la force de leurs pays respectifs. Pour maximiser ce potentiel, il est nécessaire de renforcer l'intégration régionale par diverses mesures convergentes. En guise de solution, nous avons construit un « cluster sectoriel intégré pour l'emploi à l'échelle régionale » pour la CEDEAO en fonction de la structure des économies qui la composent. L'objectif est d'accroître les échanges au sein de la région, sur la base de la **stratégie sectorielle de spécialisation et de médiation économique**.

Figure 3.3.6: Médiation structurelle des Economies de la CEDEAO / Clusters Intégrés



Source: World Bank National Account Data, 2015

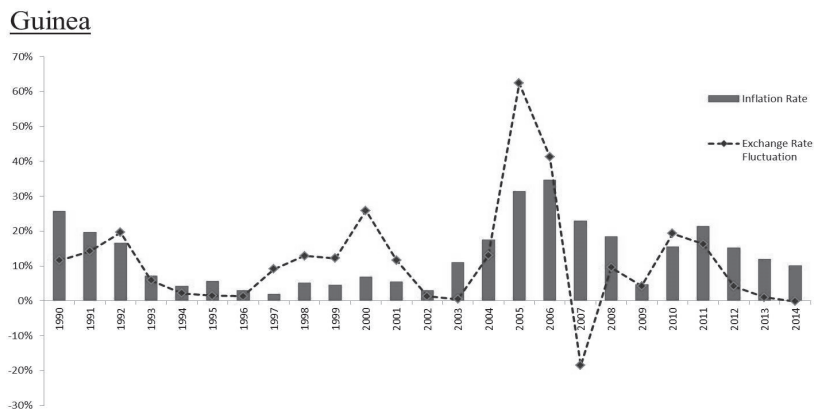
3.4 La réalisation de performances macro-économiques partagées et mise en place d'outils adaptés

Il a été théoriquement montré dans les sessions précédentes que la politique du taux de change, en tant qu'instrument monétaire, peut être un utilisé pour stimuler les économies et atteindre des performances macroéconomiques. A côté du PIB, le contrôle de l'inflation est l'autre objectif principal des décideurs de la politique monétaire.

La Guinée

La priorité de l'autorité monétaire de la Guinée est de réduire le taux d'inflation sous un choix régime de change flottant. La figure ci-dessous montre un co-mouvement et une corrélation positive entre la dépréciation du taux de change et l'accroissement de l'inflation. Cette incapacité de la Guinée à contrôler le taux d'inflation est principalement due à la mise en œuvre d'une politique monétaire inadéquate.

Figure 3.4.1: Evolution du taux de change et de l'inflation en Guinée, 1990-2014



Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

En 2004, le taux d'inflation en Guinée a atteint le taux moyen de 17,50% et 34,70% en 2006. En outre, de 1999 à 2014, la Guinée a enregistré l'un des taux d'inflation moyen les plus élevés (15,33%) comparés à ses voisins de la CEDEAO, comme le montre le tableau 3.4.1 ci-dessous.

Table 3.4.1: Inflation en Guinée, le taux le plus élevé de la CEDEAO 1999-2014

| | Benin | Côte d'Ivoire | Gambia | Ghana | Guinea | Guinea-Bissau | Liberia | Nigeria | Sierra Leone | ECOWAS |
|----------------|-------|---------------|--------|--------|---------------|---------------|---------|---------|--------------|--------|
| From 1990-1999 | 7,74% | 6,24% | 5,43% | 27,54% | 9,35% | 37,45% | 5,30% | 30,64% | 45,93% | 13,83% |
| From 1999-2014 | 3,07% | 2,55% | 6,12% | 15,21% | 15,33% | 2,51% | 9,32% | 11,79% | 9,71% | 5,96% |
| 1990-2014 | 5,41% | 4,39% | 5,78% | 21,37% | 12,34% | 19,98% | 7,31% | 21,21% | 27,82% | 9,90% |

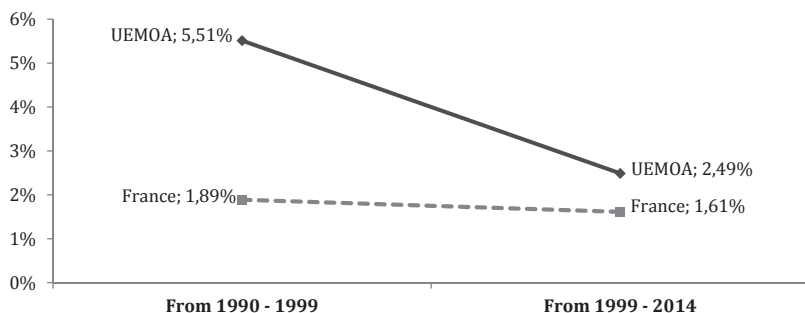
Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

Les données du *Tableau 3.4.1* montrent par ailleurs que les taux d'inflation dans les pays de la zone monétaire commune (UEMOA) étaient des taux à un chiffre sur les 25 ans (1990-2014). Le taux d'inflation moyen de 1990 à 1999, n'a été que de 5,51% et a été ramené à 2,49% au cours de la période 1999-2014. Pendant ce temps, dans les autres pays ayant une banque centrale nationale avec plus d'indépendance, tous les taux d'inflation étaient presque tous à deux chiffres.

Ces pays membre de l'union monétaire sont contraints d'utiliser une politique restrictive pour maintenir la confiance, la stabilité et la convertibilité de leur monnaie commune. En outre, le franc CFA (nom de la monnaie unique qui circule dans les huit pays membres) est arrimé à l'Euro, et cela contribue également à maintenir le taux d'inflation bas. En effet, le taux d'inflation et les taux d'intérêt de la plupart des pays développés sont maintenus bas durant la même période.

Considérons par exemple, les taux d'inflation en France, l'un des partenaires européens majeurs et historiques des économies de l'UEMOA. Comme le montre la figure 3.4.2, les taux d'inflation de l'UEMOA ont suivi la même tendance à la baisse.

Figure 3.4.3: Evolution des taux d'inflation en France et des pays de l'UEMOA, entre 1990-99 et 99-2014

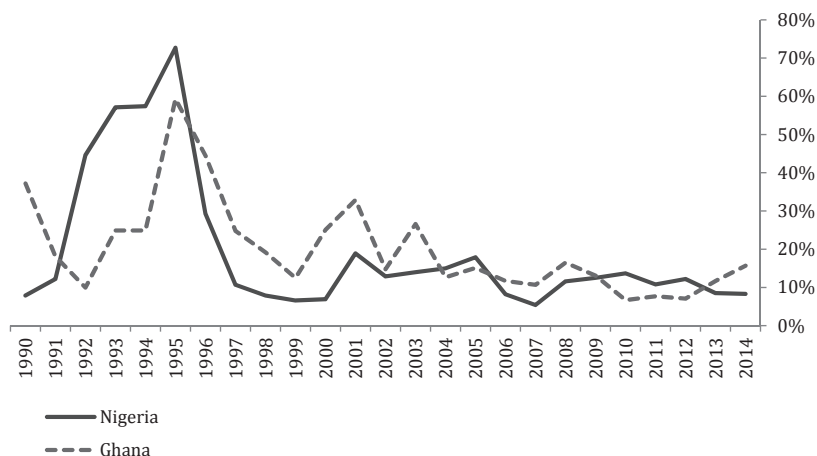


Sources: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale, 2015 et World Data Atlas / knoema.com

Le Nigeria et le Ghana

En plus de la Guinée, d'autres pays comme le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone ne présentent pas de bons résultats relatifs au contrôle de l'inflation. En analysant les cas nigériens et ghanéens réunis, on pourrait établir une corrélation positive entre les variations de leurs taux d'inflation.

Figure 3.4.1: L'inflation au Ghana et au Nigeria, l'un des taux les plus élevés de la CEDEAO 1999-2014



Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

Ce co-mouvement est en partie dû au fait que l'instrument monétaire utilisé par le Nigeria et le Ghana, était le même. Leur instrument n'est ni le taux de change ni le taux d'intérêt. En fait, la politique monétaire de ces banques centrales du Nigéria et du Ghana était basée sur un ciblage des agrégats monétaires via un contrôle quantitatif de l'offre de leurs monnaies.

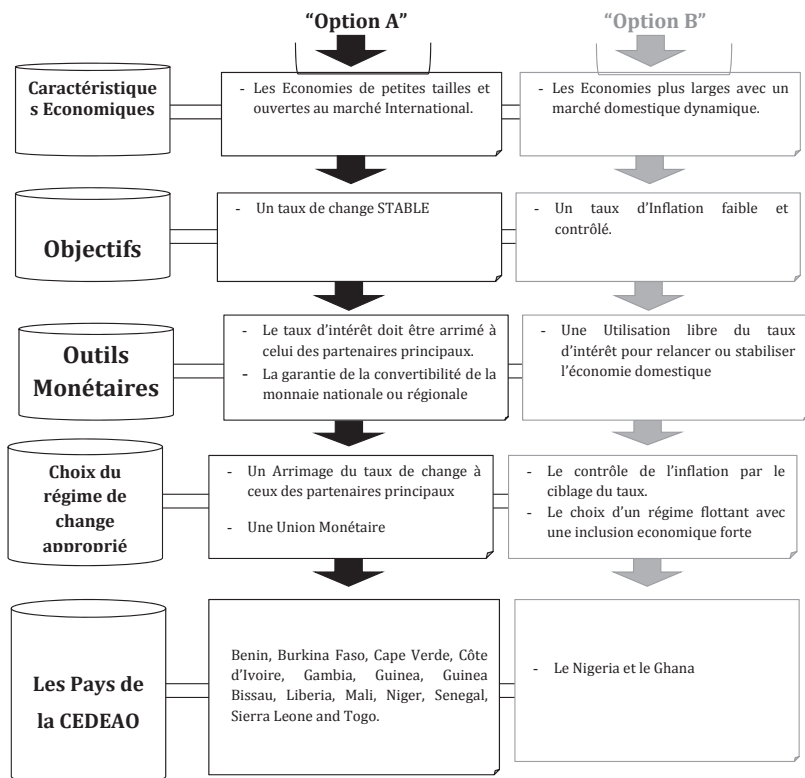
Cette approche est difficilement efficace car dans la pratique car il y a un choix à faire entre cibler le taux de change ou l'inflation/taux d'intérêt. Le ciblage des agrégats monétaires est généralement inefficace et trompeur, en raison des instabilités enregistrées par rapport aux demandes de monnaie, du crédit et les imprécisions de la vélocité monétaire. Ainsi, le Nigeria et le Ghana se retrouvent avec un double échec: des taux d'inflation élevés et une dépréciation des monnaies nationales.

3.5 L'atteinte de convergences sociopolitiques durables

C'est la dernière étape de la construction d'une économie inclusive. Elle renferme un aspect idéologique et politique très important. La mise en place d'une institution politique commune permettra de définir une vision claire et un engagement à long terme pour la communauté régionale. Une vision claire des politiques est essentielle pour la réussite de toute stratégie macroéconomique. Cette vision doit être fondée sur un large consensus parmi les parties prenantes telles que les banques centrales, les gouvernements, les banques de développement, les banques commerciales, les entreprises et les ménages. Il devrait créer un trait d'union ou une médiation entre le maintien des identités nationales indispensables aux échanges et les ambitions communautaires. La mise en œuvre et l'atteinte d'un tel niveau d'intégration nécessite un bon Leadership et une maîtrise des outils monétaires disponibles.

Pour conclure, nous présentons deux options qui résument la prise de décision monétaire selon les caractéristiques des économies de la CEDEAO

Figure 3.5.1: Schéma de choix de la prise de décision monétaire



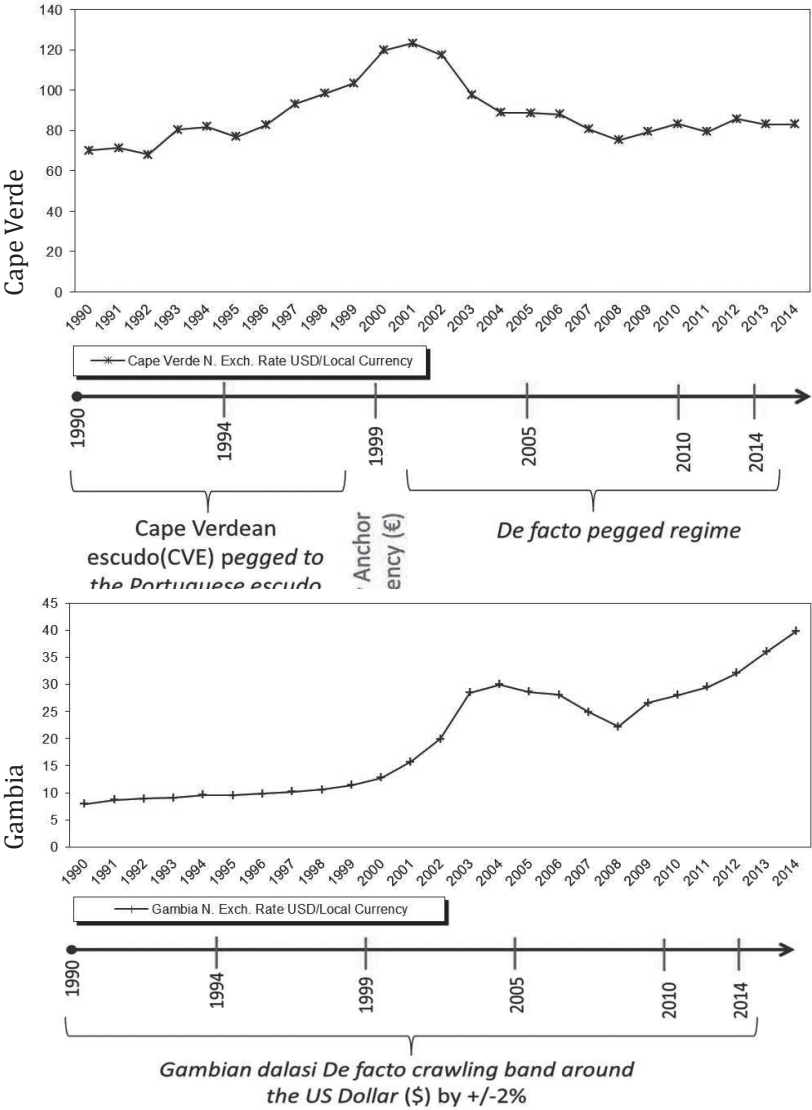
Source: The Researcher's own design

Bibliographie

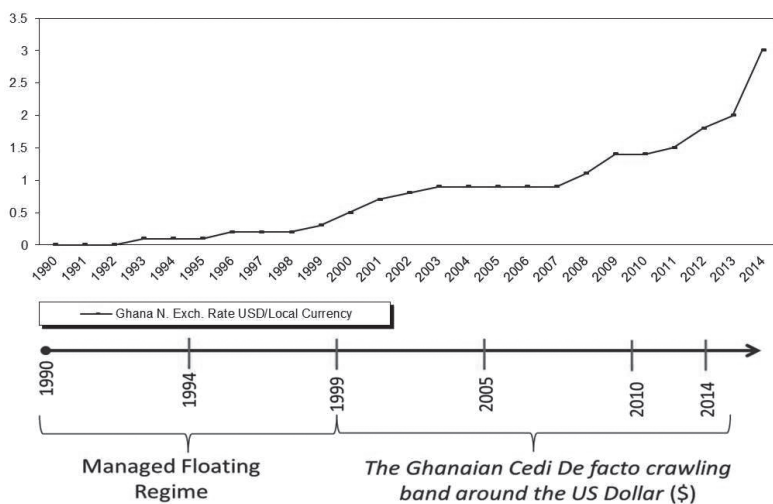
- AIZENMAN J., MENZIE D. Chinn and ITO Hiro, "The Impossible Trinity Hypothesis in an Era of Global Imbalances: Measurement and Testing". University of Wisconsin & the NBER and the Portland State University, 2009
- ENGEL, C., "Real Exchange Rates and Relative Prices: An Empirical Investigation", *Journal of Monetary Economics*, Vol 32, No. 1, 1993, pp. 35-50
- FARRELL, Mary et al. (eds.). "Global Politics of Regionalism: Theory and Practice", London : Pluto Press, 2005.
- FAWCETT, Louise, "Regionalism in Historical Perspective." Fawcett, L. and Hurrell, A. (eds.) *Regionalism in World Politics : Regional Organization and International Order*. Oxford : Oxford University Press, 1995, pp. 9-36.
- KAMAL UDDIN A., *Exchange Rate, Price Level and Output : A Structural Cointegrating VAR Approach for Malaysia*. The University of Sydney, 2004
- LARS E.O. S., *Inflation Targeting*. CEPS Working Paper No. 144. Princeton University, Mai 2017
- SLOMAN J., WRIDE A., *Economics*, 7th Ed., 2007
- L'UA crée une commission présidentielle pour promouvoir le commerce inter-africain, Panapress 16 juillet 2012.
- État de l'intégration régionale en Afrique V, Commission Economique pour l'Afrique, juin 2012.
- Independent Strategy "Creditless bubbles and logical fallacies", 2006, <http://www.instrategy.com/> (accessed 9 September 2009)
- <http://scholarpublishing.org/index.php/ASSRJ/article/view/2002>

Annexes

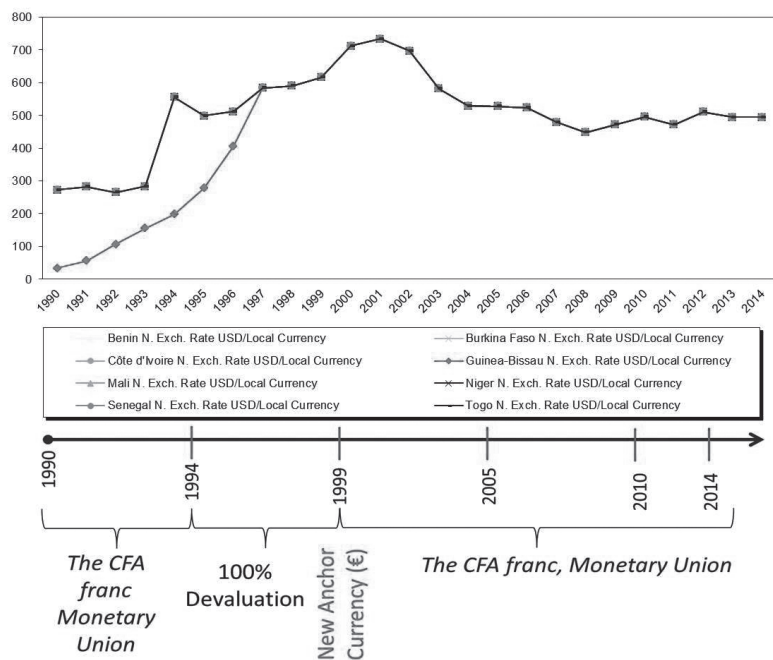
Figures A1: Evolution des taux de change des pays de la CEDEAO (1990-2014)

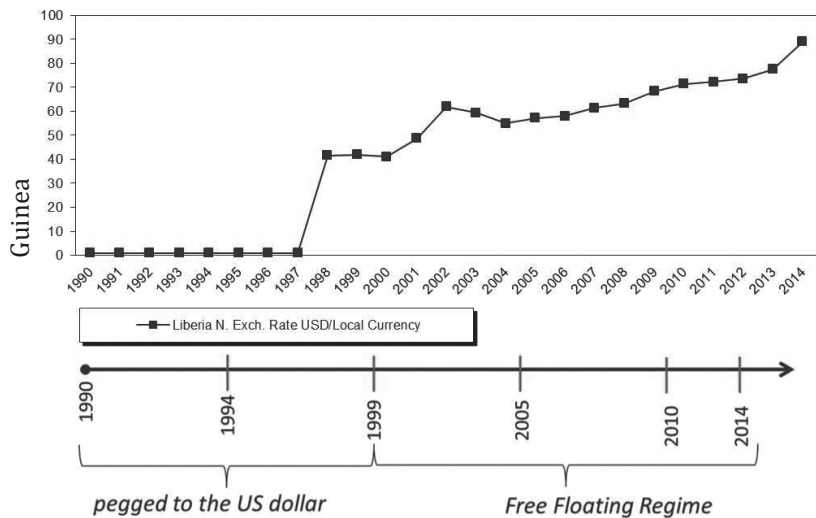
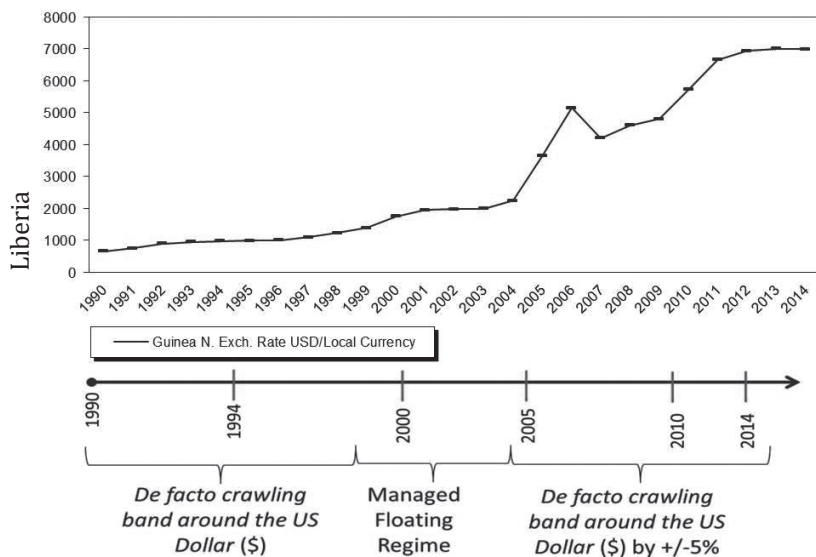


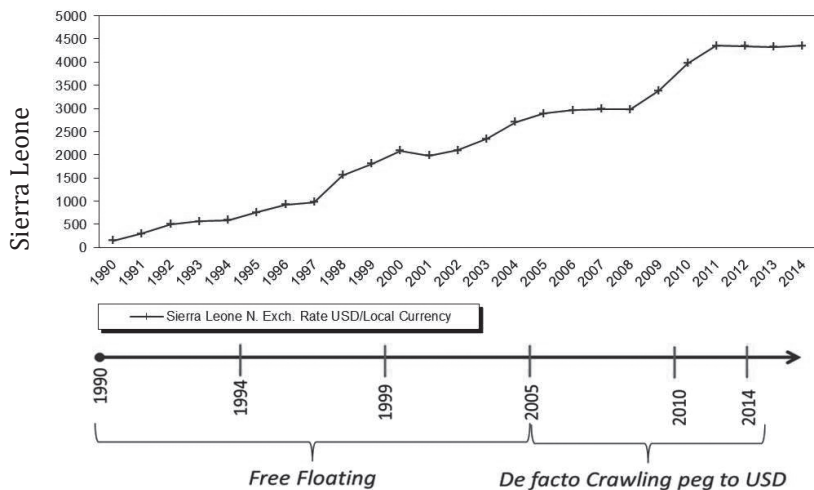
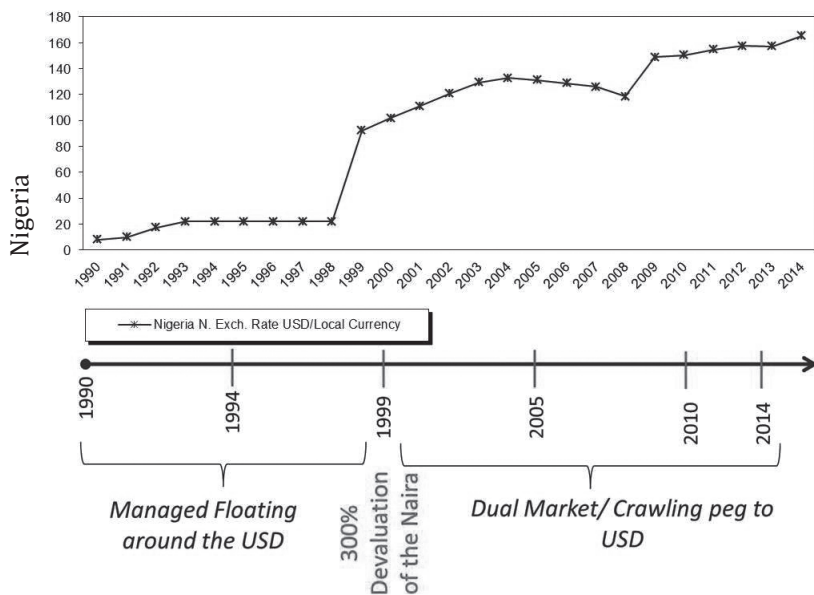
Ghana



Union Economique et Monetaire Ouest Africaine (8 Pays)







Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

III. Approches concrètes

Mohammed SAID HAMMOUCHI
Doctorant-chercheur
Université Ibn Tofail, FSJES – Kenitra
Maroc

La motivation entrepreneuriale entre le Maroc et le Sénégal : une relecture à travers l'Islam confrérique

I. Résumé

Le but du présent article est de comprendre le point de départ de la motivation des entrepreneurs que nous nommons « Religieux », leurs motivations entrepreneuriales n'englobant pas seulement un aspect économique mais également certains soubassements spirituelles qui forment le contexte dans lequel opèrent ces entrepreneurs : la Confrérie Tijanie. Ces entrepreneurs religieux créent des agences de voyages spécialisés dans le phénomène de la « Zyara »¹. La première partie de notre article permet de resituer l'Islam confrérique en Afrique en contexte, puis de mettre l'accent sur l'émergence de la confrérie Tijaniyya. La deuxième partie est consacrée à la dimension économique de la Tijaniyya qui regroupe aussi bien le phénomène de la « Zyara », le commerce

1 Visite individuelle ou collective sur la tombe d'un saint ou auprès de ses représentants vivants, par des personnes en quête de baraka, pour leur demander des faveurs ou les remercier de vœux exaucés, Z. MERIBOUTE, *Islamisme, soufisme, évangélisme: la guerre ou la paix*, Labor et f, Genève, 2010 p. 262.

qui peut en découler, que l'émergence d'entrepreneurs atypiques dans leurs motivations entrepreneuriales à travers la création d'agences de voyages de type « Zyara ». Notre positionnement épistémologique se veut donc interprétatif : partir du terrain pour interpréter les motivations de ces entrepreneurs, seule façon de faire au vu de l'inexistence de la littérature qui traite l'entrepreneuriat dans un contexte religieux. La méthode des entretiens menés auprès de ce type d'entrepreneurs au Sénégal est semi-directive. Il en ressort que ces entrepreneurs sont unique et revêtent d'un caractère « atypique » du fait de leur souci spirituel différent de celui d'un entrepreneur traditionnel.

Mots clés : Entrepreneur – Religion – Tijaniyya – Spiritualité – Zyara

II. Introduction

Durant les dernières décennies, plusieurs chercheurs se sont intéressés au phénomène de la migration africaine et sa motivation. Ainsi, Bava et Picard notent que la religion est souvent la cause des migrations africaines² ; néanmoins, ces migrants sont loin d'oublier ou même d'abandonner leurs pratiques et cultures : au contraire, ils essaient de les réactiver pour les exploiter au mieux. Ainsi, ces chercheurs postulent que la religion donne naissance à de nouvelles figures religieuses.

Parallèlement au développement de ce phénomène en Afrique, et plus précisément au Sénégal, l'existence de la confrérie Tijaniyya sénégalaise engendre des répercussions économiques, sociales et politiques vis-à-vis du Maroc³. Nous nous attarderons au sein de cet article sur

2 S. BAVA et J. PICARD, « Les nouvelles figures religieuses de la migration africaine au Caire », *Autrepart*, vol. 56, 2010, p. 153-170)

3 B. SAMBE, « Tidjaniya : usages diplomatiques d'une confrérie soufie », *Politique étrangère*, Hiver, n° 4, 2010, p. 843 ; J.-L. TRIAUD, « La Tidjaniya, une confrérie musulmane transnationale », *Politique étrangère*, vol. 4, Hiver, 2010, p. 831-842 ; N. LANZA, « Les ponts de spiritualité entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne se multiplient », sur *Centre Jaques-Berque*, <http://www.cjb.ma/component/k2/item/2488-les-ponts-de-spiritualite-entre-le-maroc-et-les-pays-d-afrique-subsaharienne.html>, 2014 ; A. SECK et N. LANZA, « Maroc-Sénégal : une histoire contemporaine entre dynamiques mémorielles et logiques de patrimonialisation », *Centre Jaques-Berque*, vol. 22, 2014 ; N. LANZA, « Liens et Echanges entre le Maroc et l'Afrique Subsaharienne », dans *D'une Afrique à l'autre.*, Karthala, s. l., 2011, p. 21-35

l'émergence des répercussions économiques dans le contexte transnational du pôle Maroc-Sénégal⁴.

En effet, Lanza, lors de ses travaux d'ethnographie sur la Tijaniyya au Maroc et au Sénégal, montre qu'il existe plusieurs Tijanes Sénégalais qui s'organisent pour visiter le temple de leur guide religieux Sidi Ahmed Tijani⁵. Ce phénomène est nommé la « Zyara ». Ainsi, les fidèles Tijanies se réunissent partout dans le monde et s'organisent pour visiter le tombeau du saint Sidi Ahmed Tijani ; le but étant de purifier leur âme ; « *Atazkia* », et d'arriver ainsi à un état d'extase et de rapprochement de Dieu⁶.

Dans ce contexte de confrérie Tijane au Sénégal, on assiste à une montée d'une économie parallèle ; une économie basée sur la « Zyara » des pèlerins au Maroc. Ainsi, selon tout phénomène de « Zyara » est une occasion non seulement de visiter les lieux saints de la confrérie partout au Maroc mais aussi de profiter de la situation afin de faire du commerce⁷.

Généralement les Tijanes Sénégalais se déplacent au Maroc lors du « Mouloud », littéralement, la naissance du prophète, et profitent de la situation pour faire du commerce de tous genre lors du circuit⁸ préparé ainsi pour ce voyage. Dans le même contexte, Bennafla note que le passage de ces pèlerins sur des lieux saint entraîne la création de nouveaux marchés et d'une « offre religieuse réactivé par de nouveaux acteurs : les commerçants pèlerins »⁹.

Lanza a mené des recherches approfondies sur la confrérie Tijaniyya dans son contexte transnational, et a noté que les différents acteurs de

4 N. LANZA, « Les ponts de spiritualité entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne se multiplient », *op. cit.*

5 N. LANZA, « Pèleriner faire du commerce et visiter les lieux saints: le tourisme religieux sénégalais au Maroc », *L'Année du Maghreb*, 2014, p. 157-171

6 M. A. BALAMBO et A. HOUSSAINI, « Les comportements de simplicité volontaire : une lecture à travers la littérature du soufisme en Islam », dans *La 3 ème édition du Forum International sur la Recherche en Marketing (FIRM-2014)*, s. l., 2014

7 N. LANZA, « Pèleriner faire du commerce et visiter les lieux saints: le tourisme religieux sénégalais au Maroc », *op. cit.*

8 Le circuit proposé tiré de l'entretien réalisé avec un propriétaire d'agence de voyage est : Casablanca, Rabat, Fès et Marrakech

9 K. BENNAFLA, « L'instrumentalisation du pèlerinage à La Mecque à des fins commerciales : l'exemple du Tchad », dans *Les pèlerinages au Maghreb et au Moyen-Orient*, Presses de, Damas, 2005, p. 194-202

cette « filière économico-religieuse » a donné naissance à de nouvelles figures entrepreneuriales, sous forme d'agences de voyage communément appelé agence de voyage de type « Zyara » ; qui organisent le pèlerinage à Fès¹⁰. Néanmoins, la figure de ces entrepreneurs apparaît atypique.

Fès, ville spirituelle du Royaume Chérifien du Maroc, abrite le mausolée du Cheikh Sidi Ahmed Tijani, lieu où de nombreux adeptes de la confrérie effectuent le pèlerinage en étant aussi dévoué qu'en l'effectuant à la Mecque.

1. Islam Confrérique

Le soufisme peut être considéré comme une sublimation de la vie religieuse dans l'Islam. Il est l'espace où le croyant va pouvoir développer sa foi après avoir accompli tous les devoirs imposés par sa religion. C'est un outil permettant la découverte du côté caché de l'Islam ; « Ilm Albatin », ou « l'ésotérisme ». Il est à noter ici que l'un des noms d'Allah est « Al-Batin », qui signifie le caché, l'intime. En accédant à cet état, le soufi entre en connexion intime avec Dieu, ce qui lui permet une élévation spirituelle et d'atteindre un état considéré avec Dieu « **qui est plus proche du croyant que sa veine jugulaire** »¹¹, comme le rapporte le Coran.

Dans le même contexte, les soufis ont comme point commun le dévouement à Dieu et au prophète Sidna Mohammed, et se comptent en millions de fidèles répartis entre de nombreuses confréries. Leurs maîtres et leurs disciples qui détiennent la baraka (le flux bénéfique transmis à la lignée) ont laissé un ensemble littéraire et poétique aux adeptes qui les considèrent comme un trésor d'enseignement de la Tarîqa (la voie soufie).

L'appartenance à une tarîqa se fait soit par voie familiale, soit par choix. Cependant, peu de fidèles arrivent au stade suprême de l'amour

10 N. LANZA, *Routes et enjeux de la Tijaniyya sénégalaise au Maroc : une zaouïa rbatti sur la voie de Fès*, 2012

11 M. A. BALAMBO et A. HOUSSAINI, « Les comportements de simplicité volontaire : une lecture à travers la littérature du soufisme en Islam », *op. cit.*

de Dieu et on constate ainsi de nombreux termes qui désignent les fonctions intermédiaires au sein de la confrérie.

Certaines confréries ont des influences assez locales, tandis que d'autres se sont élargies au point d'être présentes aux quatre coins du monde musulman, comme la Tijaniya (née au Maghreb).

On date le fondement historique du soufisme au troisième siècle de l'Hégire et au neuvième siècle du calendrier grégorien. Son apparition serait d'une part reliée au détachement des musulmans aux valeurs islamiques traditionnelles et à l'attachement à une vie de luxe ainsi qu'aux divers plaisirs de la vie ; et d'autre part aux préconisations des théologiens (Faqaha) entraînant une dichotomie entre la finalité et les valeurs préconisées de la religion et les règles prônées par ces théologiens.

Le soufisme fut ainsi un moyen de revenir à la religion originelle par le biais de la contemplation, de la méditation et de l'ascèse (Zohd) dans le but d'arriver à l'accomplissement spirituelle¹².

On note aujourd'hui un retour à ce phénomène de soufisme dans plusieurs pays musulmans comme le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, et le Yémen, ainsi que dans des pays s'étant convertis à l'islam par le biais de certaines confréries soufies (la Tijaniya et la Qadiriya notamment), comme le Sénégal, le Niger et le Mali. Le nombre de ces soufies ne cesse de croître et Schwartz explique que près de la moitié des musulmans en 2008 (soit 600 millions) se considèrent soufi ou influencés par le soufisme¹³.

A partir des années 80, les liens diplomatiques avec l'Afrique subsaharienne ont poussé le Maroc à réhabiliter le soufisme. Au début des années 2000, le soufisme au Maroc est devenu le stabilisateur d'un islam modéré face à une montée d'un islamisme radical étranger¹⁴.

12 *Id.*

13 S. SCHWARTZ, *The Other Islam: Sufism and the Road to Global Harmony*, 1ST edition, New York, Harmony, 2008

14 N. LANZA, « Les ponts de spiritualité entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne se multiplient », *op. cit.*

2. Emergence de la Confrérie Tijanie

Plusieurs études historiques¹⁵, socioreligieuses et économiques¹⁶ ainsi que politiques et diplomatiques¹⁷ ont traité les relations entre le Royaume chérifien et l'Afrique subsaharienne dans la dimension confrérique et plus particulièrement la confrérie Tijanie.

Force est de constater que la voie de la Tijaniyya n'est pas très pratiquée au Maroc. Elle demeure néanmoins un atout incontournable dans les relations avec le Sénégal où plus de la moitié de la population suit cette voie. Fès, ville spirituelle du royaume, abrite le mausolée du fondateur de la Tarîqa Tijaniyya, où plusieurs adeptes de cette confrérie effectuent le pèlerinage de façon aussi dévoué qu'en l'effectuant à la Mecque¹⁸.

Plusieurs grands Hommes religieux ont marqué le Sénégal au 19^{ème} siècle tel que Cheikh Omar Fouty Tall, El Hadj Malick Sy et Ahmadou Mbacké. Ainsi deux grands courants du soufisme ascétique ont vu le jour au Sénégal : le Tidjanisme et le Mouridisme.

En effet, au Sénégal la quasi-totalité des musulmans suivent un guide religieux (marabout), et ces derniers se rattachent à une confrérie religieuse¹⁹.

Du nom de son fondateur Sidi Ahmed Al Tijani, né en Algérie en 1737 et décédé à Fez (Maroc) en 1815, la Tijaniya est la confrérie la plus

15 N. O. D. KAN, *Les Déterminants de l'Entrepreneuriat des Jeunes en Afrique de l'Ouest : Le Cas de la Mauritanie et du Sénégal*, 2014 ; J.-L. TRIAUD, « La Tidjaniya, une confrérie musulmane transnationale », *op. cit.*

16 N. LANZA, « Les ponts de spiritualité entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne se multiplient », *op. cit.* ; N. LANZA, *Routes et enjeux de la Tijaniyya sénégalaise au Maroc : une zaouïa rbatti sur la voie de Fès*, *op. cit.* ; N. O. D. KAN, *Les Déterminants de l'Entrepreneuriat des Jeunes en Afrique de l'Ouest : Le Cas de la Mauritanie et du Sénégal*, *op. cit.*

17 B. SAMBE, « Tidjaniya : usages diplomatiques d'une confrérie soufie », *op. cit.*

18 N. LANZA, « Les ponts de spiritualité entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne se multiplient », sur *Centre Jaques-Berque*, <http://www.cjb.ma/component/k2/item/2488-les-ponts-de-spiritualite-entre-le-maroc-et-les-pays-d-afrique-sub-saharienne.html>, 2014

19 B. DIOUF, « Tidjanes ou mourides », sur *Afrik*, <http://www.afrik.com/article7923.html>, 2004

répandue au Sénégal. Ses principes prennent leur source dans le Coran et la sunna ainsi que dans certaines récitations (Wird et Dhikr).

Pour adhérer à la Tijaniya, il faut contacter un guide religieux ou un Moqadem (dignitaire de la confrérie) pour tirer son Wird Tijanie. Plusieurs enseignements se font au sein de cette confrérie ; la Wazifa (prière), et la hadra (séance de Dhikr en groupe effectué le vendredi). Pour adhérer à cette confrérie il ne faut appartenir à aucune autre et faire le serment de pratiquer le Wird quotidiennement, seule façon d'atteindre une purification morale et une ascension spirituelle.

La Tijaniya apparaît comme une tariqa nouvelle, sûre et rapide, ce qui justifie son expansion fulgurante dans le monde entier. Un tel développement a créé un morcellement des disciples qui a entraîné la création de voies concurrentes sans pour autant se détacher de la lignée spirituelle d'origine.

Au Maroc, la Tijaniya est une confrérie où les adeptes sont les élites du pays, sa légitimité étant protégée par le pouvoir chérifien. C'est à Fès que se trouve le tombeau du fondateur S.A.Tijani, un lieu où les différents adeptes de cette confrérie font des Zyara périodiques (pèlerinage) à ce tombeau devenu une Zaouïa Tijaniya.

Comme chaque confrérie, la Tijaniya dispose de signes d'appartenance sous formes de rituels qui se font quotidiennement par le fidèle. Au départ ils furent instruits directement par S.A.Tijani argumentés par les enseignements du prophète. Ce rituel se compose de plusieurs récitations décompté par un chapelet, et diffèrent légèrement d'une branche à une autre. Par exemple à Tivaouane, ce rituel se compose de trois éléments : le wird, la Wazifa et le Dhikr. Certains auteurs reprochent ainsi à la confrérie de sacraliser ces récits en les rendant équivalentes à ceux du Coran.

3. La Confrérie Tijanie et le commerce parallèle

L'exemple qui s'impose en force est le développement de la « Zyara » à la zaouïa de Fès, lieu de pèlerinage des Tijanes depuis de la fin du 19^{ème} siècle²⁰. Ce concept de « Zyara » a été repris par des agences de voyages de plus en plus organisées pour mieux effectuer des « packs Zyara » tout compris. En plus de Fès, étape incontournable de la Zyara, les agences organisent des visites à Casablanca, ville de shopping, Rabat, Marrakech, Meknès, Moulay Yacoub. De jour en jour les agences innovent et créent de nouvelles étapes pour rendre la Zyara moins fatigante et plus divertissante. Cependant, chaque ville représente une étape, et chaque étape fait référence à un intérêt **religieux lié à la Tijaniyya** (la mosquée Hassan II et la zaouïa Tijaniyya à Casablanca, les zaouïas Tijaniyya de Rabat et de Marrakech avec les mausolées des grands Moqadems de la confrérie, la maison d'un de ces grands Moqadems à Meknès...). Les guides travaillant pour le compte des agences sont souvent des notables de la confrérie et jouent un double rôle, d'encadrement religieux, et de guide touristique²¹. Ce type de tourisme constitue donc un espace de renforcement des relations « Maroc-Sénégal ».

Pour cerner de plus près ces notions, Lanza adopte une méthode ethnographique, qui consiste à s'immerger au milieu des Tijanes, pèlerins, des cheikhs, et des Moqadem et de rapporter le plus objectivement possible les informations, gestes, répliques, images ou tout autre aspect constaté lors de l'immersion. L'objectif est ainsi de trouver des définitions de la Baraka chez la personne censée la détenir, afin de compléter les définitions trouvées dans les livres.

On constate alors une différence entre les chérifs (Descendants du prophète), les cheikhs (maîtres religieux), et les Moqadem (notables de la confrérie). Tous trois n'ont pas besoin de documents attestant l'authenticité de leur affiliation ou de leur savoir religieux, leur ascendance suffit largement pour légitimer leurs pouvoirs surnaturels, leurs poids et leur statut au sein de la confrérie. En effet, dans ce contexte de confrérie

20 A. SECK et N. LANZA, « Maroc-Sénégal : une histoire contemporaine entre dynamiques mémorielles et logiques de patrimonialisation », *op. cit.*

21 N. LANZA, *Du Chikh Voyageur au Chikh voyageur : enjeux et implications d'une transition*, 2016

Tijane au Sénégal, on assiste à une montée d'une économie parallèle, une économie basée sur la « Zyara » des pèlerins au Maroc. Ainsi, selon Lanza tout phénomène de « Zyara » est une occasion non seulement de visiter les lieux saints de la confrérie partout au Maroc mais aussi de profiter de la situation afin de faire du commerce²².

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre recherche qui vise à étudier l'acte entrepreneuriale de l'entrepreneur religieux qui crée ces agences de voyage qui organisent les « Zyara ».

4. L'étude exploratoire : approche méthodologique

A notre connaissance, peu de travaux ont ciblé la dimension religieuse des entrepreneurs Sénégalais dans un contexte confrérique. Par conséquent, c'est la logique exploratoire, permettant de construire une théorie ou de nouveaux concepts²³ qui semble la plus adaptée à notre thématique.

En outre, il nous a semblé opportun d'utiliser des méthodes souples de recueil de données. A cet égard, c'est la méthode qualitative qui a été utilisée étant donné son efficacité dans le cadre de recherches exploratoires²⁴.

Par conséquent, à l'image de recommandations de plusieurs chercheurs²⁵, la méthode de recueil pertinente utilisée dans notre approche est l'entretien. Ainsi, nous avons mené 10 entretiens semi-directifs en utilisant un guide d'entretien construit à partir des concepts mobilisés

22 N. LANZA, « Péleriner faire du commerce et visiter les lieux saints: le tourisme religieux sénégalais au Maroc », *op. cit.*

23 M. H. RISPAL, *La méthode des Cas : Application à la recherche en Gestion*, De Boeck S, s. l., 2002

24 S. CHARREIRE et I. HUAULT, « Le constructivisme dans la pratique de recherche : une évaluation à partir de seize thèses de doctorat », *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 4, n° 3, 2001, p. 31-55 ; R.-A. THIÉTART, *Méthodes de Recherches en Management*, 3e éd., Paris, DUNOD, 2007

25 R.-A. THIÉTART, *Méthodes de Recherches en Management*, *op. cit.* ; C. GRENIER et B. PAUGET, « Qu'est-ce que la recherche en management ? », *Recherche en soins infirmiers*, vol. 91, n° 4, 2007, p. 12 ; M. H. RISPAL, *La méthode des Cas : Application à la recherche en Gestion*, *op. cit.* ; M. B. MILES et A. M. HUBERMAN, *Analyse des données qualitatives: Recueil de nouvelles méthodes*, s. l., 2003

dans cette recherche. Nous avons interviewés des entrepreneurs créateurs d'agences de voyages de type « Zyara » au Sénégal et plus précisément à Dakar, capitale économique et politique du pays. Le tableau suivant rassemble l'ensemble des informations liées aux entrepreneurs du panel.

Tableau n° 1 : Caractéristiques des entrepreneurs interviewés

| | Sexe | Age | Situation matrimoniale | Appartenance confrérique | Nom de l'interviewé (Code) |
|------------------------|----------|--------|-------------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| Entrepreneur 1 | Masculin | 58 ans | Marié, Polygamie, Plusieurs Enfants | Islam, Tijaniyya | MG |
| Entrepreneur 2 | Masculin | 31 ans | Marié, 2 enfants | Islam, Tijaniyya | AAD |
| Entrepreneur 3 | Masculin | 46 ans | Marié, 3 enfants | Islam, Tijaniyya | AF |
| Entrepreneur 4 | Féminin | 41 ans | Marié, 3 enfants | Islam, Tijaniyya | MCD |
| Entrepreneur 5 | Féminin | 40 ans | Marié, 2 enfants | Islam, Tijaniyya | FBA |
| Entrepreneur 6 | Féminin | 56 ans | Divorcé, 2 enfants | Islam, Tijaniyya | MSG |
| Entrepreneur 7 | Féminin | 45 ans | Divorcé, 2 enfants | Islam, Tijaniyya | NM |
| « Entrepreneur 8 » | Féminin | 48 ans | Marié, 3 enfants | Islam | NKG« Miroir » |
| Entrepreneur 9 | Masculin | 67 ans | Marié, 3 enfants | Islam, Tijaniyya | HM |
| Entrepreneur 10 | Masculin | 65 ans | Marié, 5 enfants | Islam, Tijaniyya | AS |

L'analyse des données recueillies s'est ensuite effectuée en utilisant la technique d'analyse de contenu exposée par Miles et Huberman²⁶. Après chaque entretien, nous avons pu générer des codes²⁷ à partir des retranscriptions des conversations avec les interviewés.

26 M. B. MILES et A. M. HUBERMAN, *Analyse des données qualitatives: Recueil de nouvelles méthodes*, op. cit.

27 L. NEGURA, « L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales », *SociologieS*, 2006, p. 0-16il n'y a pas encore une méthode d'analyse du matériel qualitatif

5. Résultats de l'étude

Dans cette partie, nous essayons de comprendre les mobiles spirituels de l'acte entrepreneurial des créateurs d'agence de voyage de type « Zyara », desquelles nous allons essayer de proposer un schéma conceptuel de la motivation de l'acte entrepreneuriale, en proposant de nouveaux concepts issus de l'étude qualitative.

Ainsi, nous pouvons résumer l'ensemble des thèmes dégagés à partir des propos des interviewés dans le tableau suivant :

en mesure de rendre compte de la dynamique représentationnelle tout en respectant la richesse conceptuelle des dernières évolutions de la théorie des représentations sociales. Dans le présent article, nous illustrons, sur l'exemple de l'étude de la représentation sociale de la toxicomanie, une méthode intégrée d'analyse des données qualitatives qui permet la lecture des réalités discursives correspondant aux concepts élaborés dans le cadre de la théorie des représentations sociales. Analyzing Content in the Study of Social RepresentationsIn the study of social representations, procedures of data collection called 'qualitative' are being used more and more frequently. However, no method of analyzing qualitative material yet exists which is capable of ascertaining the representational dynamic while, at the same time, respecting the conceptual richness of recent developments in the theory of social representations. In this article, which takes the social representation of drug addiction as an example, we illustrate an integrated method for analyzing qualitative data which enables a reading of the discursive realities which corresponds to concepts elaborated in the theory of social representations.El análisis de contenido en el estudio de las representaciones socialesDentro del ámbito de las representaciones sociales se utilizan cada vez con mas frecuencia técnicas de recolección de datos cualitativos. Sin embargo no existe aún un método de análisis de datos cualitativos que sea capaz de poner en evidencia la dinámica de las representaciones y que respete al mismo tiempo la riqueza conceptual de las últimas evoluciones de la teoría de las representaciones sociales. En este artículo se expone, a partir del ejemplo constituido por la representación social de la toxicomanía, un método integrado de análisis de datos cualitativos que permite una "lectura" de las realidades discursivas que está en relación con los conceptos elaborados en el marco de la teoría de las representaciones sociales.»»author»: [{«dropping-particle»:»»,«family»:»Negura»,«given»:»L»,«non-dropping-particle»:»»,«parse-names»:false,«suffix»:»»}],«container-title»:»SociologieS»,«id»:»ITEM-1»,«issued»: {«date-parts»: [[«2006»]] },«page»:»0-16»,«title»:»L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales»,«type»:»article-journal»}],«schema»:»https://github.com/citation-style-language/schema/raw/master/csl-citation.json»}

Tableau 2. Principaux thèmes issus des interviews réalisés

| N°thèmes D'origine | Sous-Thèmes soulevés | Entretien 1 | Entretien 2 | Entretien 3 | Entretien 4 | Entretien 5 | Entretien 6 | Entretien 7 | Entretien 8 (amir) | Entretien 9 | Entretien 10 | Entretien 11 (de vérification) | Sous-Total | Nombre de fois cité |
|---|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|-------------|--------------|--------------------------------|------------|---------------------|
| 1 Amour et propagande de la confrérie | 1 Source une voie Divine (Grâce de Dieu) | ↗ 4 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 3 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 4 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗19 | 9* |
| | 2 Source la voie de Sidi Ahmed Tijani | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 5 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗11 | 7* |
| | 3 Amour au Maroc et à l'étr | ↗ 6 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 4 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗12 | 4* |
| | 4 Amour et sensibilité à la confrérie | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 2 | ↗ 6 | ↗ 0 | ↗ 5 | ↗ 2 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗21 | 8* |
| | 5 Recevoir la Baraka du Cheikh Sidi Ahmed Tijani | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 4 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗10 | 5* |
| | 6 Promouvoir la religion et la confrérie au niveau national et international | ↗ 6 | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗16 | 7* |
| | 7 Joindre les acquis académiques avec la religion | ↗ 4 | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗14 | 8* |
| | 8 Joindre l'expérience professionnelle avec une occupation religieuse post-entrée | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 6 | ↗ 0 | ↗11 | 6* |
| 2 L'agréable | 9 Développer un business "Halal" | ↗ 7 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗15 | 6* |
| 3 Respect et Amour des membres de la confrérie | 10 Respect du rôle de "cheïf" | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 4 | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗15 | 7* |
| | 11 Satisfaction des pèlerins (finies) /Qualité | ↗ 3 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 4 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 5 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 2 | ↗21 | 10* |
| | 12 Méprisage culturel | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗1 | 1* |
| | 13 Acceptation de l'autre | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗3 | 1* |
| | 14 Aider "Tassabbih" aux frères pèlerins finies | ↗ 3 | ↗ 4 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗11 | 5* |
| | 15 Développer sa propre foi | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗8 | 7* |
| | 16 Promotion d'esprit | ↗ 5 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗6 | 2* |
| | 17 Développer la foi à l'intérieur de la lignée avec les collaborateurs | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗3 | 1* |
| 4 Accomplissement de Soi | 18 Faire le "Ziyar" annuellement | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 1 | ↗ 2 | ↗ 4 | ↗ 0 | ↗ 2 | ↗ 3 | ↗ 1 | ↗17 | 10* |
| | 19 Se donner un poids et une éganité au sein de la confrérie | ↗ 2 | ↗ 2 | ↗ 2 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗7 | 4* |
| | 20 Appliquer les acquis de la Ifriqza | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗7 | 4* |
| | 21 Concrétiser un rêve familial | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗3 | 1* |
| 5 Appartenance tribale ou familiale | 22 Prendre le Divan et la baraka du Cheïf | ↗ 0 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗27 | 1* |
| | 23 Tradition familiale (Honorer la famille) | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 4 | ↗ 0 | ↗ 4 | ↗ 2 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗13 | 4* |
| | 24 Institution de la famille | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 4 | ↗ 2 | ↗ 1 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 0 | ↗ 3 | ↗10 | 4* |

* Nombre d'entretien où le thème a été cité spontanément par la personne interviewée

Commençons par faire une synthèse de réponses des interviewées par thématique :

Tout d'abord, et d'après les entretiens effectués, nous constatons que tous les entrepreneurs sont Tijanes et considèrent la confrérie comme un but ultime de vie ; comme le mentionne l'interviewé « AS » :

« La confrérie Tijane pour moi, c'est la voie, ma foi, mon but dans la vie et ma détermination et ma motivation dans tout ce que je fais ».

• Amour et propagande à la confrérie

*Suivre une voie divine

L'acte entrepreneurial des entrepreneurs religieux semble être motivé par des mobiles spirituels de recherche de la grâce de Dieu en suivant sa voie par la création de ce type d'agence de voyage ; comme l'explique d'ailleurs un entrepreneur « MG » :

« Ce qui m'a motivé c'est que c'est un nouveau produit du tourisme culturel et religieux, promouvoir, de faire connaître aux gens, aussi promouvoir ma foi qui est une foi abrahamique, islamique, mais aussi ma confrérie Tijaniyya, comment la promouvoir et la développer comme vous avez vu aujourd'hui dans ce Forum social Soufi, c'est une manière de promouvoir la confrérie sur le plan économique, spirituel, social et religieux »..... « D'après l'école de « Elhadj Malick Sy » il y a cinq principes que nous suivons, il y a notre religion, notre confrérie (aller à Fès), notre métier, notre dahira, et notre voie (aller à Tivaouane). Donc comme vous voyez visiter la Zaouïa de Sidi Ahmed Tijani est très importante pour nous. ».

« Donc tout ça m'a poussé à penser sérieusement ce qu'il faut faire ; comment le développer ; c'est effectivement à travers une agence de voyage. Et c'est avec mes maigres moyens que j'ai créé cette agence. ».

Cependant cela n'exclut pas le fait que cet acte entrepreneurial soit motivé par un souci économique ; en effet selon « MG » :

« Pour moi les mobiles religieux et culturels sont en parfaite harmonie et complémentarité entre eux. Parce que quand ça marche pas sur le

plan économique, sur le plan religieux ça marche ; « kada lfakrou an yakouna koufrane ». Si je venais à quantifier 70% sont plus économiques et les 30% qui restent c'est ce qui devrait être culturel. Donc l'économie c'est la base. « Arrassoul kana yataawadou mina lfakri 70 marratan fi lyawm ».

Dans le même sens un autre entrepreneur « NM » nous souligne que ce qui l'a motivé principalement à initier un acte entrepreneurial de création d'agence de voyage de type « Zyara » est le fait de suivre sa foi religieuse islamique :

« J'ai créé cette agence parce que tout simplement, c'est ma foi, c'est mon objectif de vie, et c'est ma religion ».

***Suivre la voie de Sidi Ahmed Tijani**

Certains entrepreneurs comme « MCD » nous ont confirmé que leur acte entrepreneurial est surtout motivée par le fait de suivre une voie confrérique de Sidi Ahmed Tijani, le fondateur de cette confrérie :

« Comme je vous ai dit, entreprendre dans le tourisme religieux, est guidé par Allah, C'est la voie de Sidi Ahmed Tijani qui a fait que j'entreprene dans ce secteur..... et j'adore la tariqa, et la seule façon de servir sidi Ahmed Tijani, avec ce que j'ai étudié, c'est la création d'agence de voyage de type « Zyara » ».

***Recevoir la baraka du cheikh Sidi Ahmed TIJANI**

Les interviewés considèrent que leur acte entrepreneurial a pour motivation la baraka de leur cheikh et guide spirituel ; qui pour eux est indispensable à la réussite de leur affaire :

«Moi je cherche la satisfaction totale du Client. Motivé par l'amour spirituel au fil de tout le voyage, car grâce à la Baraka du cheikh, nous sommes ce que nous sommes aujourd'hui. L'économique c'est juste pour la forme ; on paie les charges et il nous reste un petit rien du tout qui se développe au fur et à mesure qu'on a plus de pèlerins ».

***Promouvoir la religion et la confrérie au niveau national et international**

En effet, une des motivations de l'acte entrepreneurial est le fait de promouvoir la confrérie Tijanie au niveau national et international, d'ailleurs l'entrepreneur « MG » le souligne dans l'entretien que nous avons mené avec lui :

« Ce qui m'a motivé c'est que c'est un nouveau produit du tourisme culturel et religieux, promouvoir, de faire connaître aux gens, aussi promouvoir ma foi qui est une foi abrahamique, islamique, mais aussi ma confrérie Tijaniyya, comment la promouvoir et la développer comme vous avez vu aujourd'hui dans ce Forum social Soufi, c'est une manière de promouvoir la confrérie sur le plan économique, spirituel, social et religieux ».

· Joindre l'utile à l'agréable

***Joindre les acquis académiques avec la religion**

En effet, il ressort des entretiens effectués que l'acte entrepreneurial chez ces entrepreneurs a été motivé par le fait de joindre la formation académique au souci religieux ; comme le montre d'ailleurs l'entrepreneur « MG » :

« J'ai suivi une formation dans l'institut hôtelier et de tourisme d'Agadir ; voilà en tourisme en Général ; avant j'avais fait des études islamiques à Karaouiine à Fès. Donc j'ai pu joindre (Attaâlim Alassil wa Attaâlim alaâssri) »..... « Donc c'était plus facile pour moi de m'orienter vers la religion ; donc après les études à Agadir ; je me suis dit qu'est ce qui peut aller avec la formation que j'ai faite en hôtellerie qui peut aller avec le bagage en religion que j'ai appris à Karaouiine ».

Un entrepreneur souligne d'ailleurs cette causalité, il s'agit de « AAD », qui note dans l'entretien que :

« Mes études qui étaient purement managériales et mon appartenance familiale et religieuse, et donc pourquoi ne pas joindre les deux. D'ailleurs le prophète était commerçant aussi. Il n'y a rien de mal à gagner de l'argent, l'essentiel c'est que ça soit licite ».

***Développer un Business « Halal »**

Une autre thématique soulevée lors de nos entretiens effectués avec ces entrepreneurs, celle de développer un Business dit « Halal »; d'ailleurs « MG » le mentionne dans son discours :

« ..., on se base sur les principes de la Tarîqa, ils sont clair et net ; comme ce qui se passe en finance islamique. La semaine dernière j'ai participé à un colloque sur le Buisines « Halal » ; j'ai fait une communication sur le tourisme « Halal », et j'ai dit aux organisateurs comment existe-t-il des finances islamiques sans économie islamique, et c'est le but de mon agence ».

« FBA » est un entrepreneur, il a créé cette agence entre autre afin de promouvoir un Business « Halal » (il le mentionne au moins trois fois dans son discours) :

« ..., parce que c'est le spirituel qui régularise l'économie et qui nous permet d'avoir une économie « Halal », donc c'est une complémentarité totale ».

• Respect et amour des membres de la confrérie

***Respect du rôle du 'Chérif'**

Il apparait à partir des entretiens effectués avec les onze entrepreneurs que sept d'entre eux ont créé leur agence de voyage après y avoir été incités par un des 'chérifs' de la zaouïa Tijani de Fès. Ainsi, « MG » :

« J'ai été un jour avec le Khalife Général de la Tijaniyya à l'époque « Rajab Aziz Sy DABAAX », d'où le nom de mon agence « Dabaax Asfar », c'est la seule agence au Sénégal qui dispose d'un mot en Arabe. Donc j'étais avec le Khalife, dans une délégation officielle invité par le Roi Hassan 2 ; et à chaque fois on était dans un hôtel, voir les services, voir la satisfaction des personnes est tellement important pour moi, ce qui m'a poussé à me donner à fond dans ce domaine ».

Lors d'un autre entretien effectué l'interviewé « NM » confirme que :

« Une fois chérif « Zoubeir » m'a demandé ce que je faisais maintenant, il m'a demandé d'ouvrir une agence, et il a insisté, après et en 2009, je me suis dit pourquoi ne pas le faire. Et j'ai créé ma propre agence. Après quand je suis retourné au Maroc, je lui en ai parlé, il m'a dit écoutez Madame, cette agence, est celle de notre leader que dieu ait son âme ».

***Satisfaction des pèlerins Tijane**

« MCD » est un entrepreneur qui a soulevé une autre motivation qui l'a poussé à entreprendre dans ce secteur ; celle de la satisfaction des pèlerins Tijanes. Ainsi il cite :

« Moi je cherche la satisfaction totale du Client. Motivé par l'amour spirituel au fil de tout le voyage, car grâce à la Baraka du cheikh, nous sommes ce que nous sommes aujourd'hui. L'économique c'est juste pour la forme ; on paie les charges et il nous reste un petit rien du tout qui se développe au fur et à mesure qu'on a plus de pèlerins ».

Cela a été aussi confirmé par d'autres interviewés ; comme par exemple « NM » qui souligne l'importance de la recherche inconditionnelle de la satisfaction de ses clients pèlerins :

« Donc pour moi ce n'est pas pour gagner de l'argent, je l'ai fait parce que je suis un talibé Tijani, je l'ai fait par amour. D'ailleurs dans les « Zyara » que j'organise je cherche toujours le grand luxe pour mes pèlerins alors que le prix est aligné aux autres concurrents. Je veux tout le temps les mettre à l'aise ».

• Accomplissement de soi

***Développer sa propre foi**

En effet, selon les entretiens effectués, le thème de développement de la foi de l'entrepreneur constitue un mobile de l'acte entrepreneurial

dans ce domaine. Il a été cité Sept Fois durant les onze entretiens. Ainsi l'entrepreneur « HM » nous explique que :

« J'ai créé en effet cette agence de voyage pour m'épanouir spirituellement et développer ma foi à chaque fois qu'il est possible faire la « Zyara » »

***Faire la « Zyara » Annuellement**

On constate qu'il existe Dix entrepreneurs sur Onze qui ont soulevé ce mobile qui, pour eux, les pousse à s'engager dans un acte entrepreneurial de ce genre. Ainsi « NM » nous explique :

« J'ai créé cette agence pour promouvoir les « Zyara » chez Sidna Cheikh, mais aussi pour que je parte à chaque fois me ressourcer la bas. Avec ou sans le groupe, moi je pars ».

• Appartenance Tribale ou familiale

***Tradition familiale (Honoré la famille)**

L'interviewé « AAD » soulève une autre thématique qui constitue un autre mobile de l'acte entrepreneurial ; celle de la tradition familiale, ou le fait de créer l'agence de voyage pour le simple objectif d'honorer la mémoire d'un des membres de la famille :

« Sinon pour moi, j'ai entrepris dans ce secteur pour concrétiser le rêve de mon frère (que dieu ait son âme) qui voulait aider les Tijanes de notre tribu à Thiès à aller faire la « Zyara » au Maroc. Donc c'est principalement pour ça, puis le domaine touristique est un peu proche de ce que j'avais étudié. Donc pourquoi ne pas joindre les deux ».

***Inspiration de la famille**

Il ressort de notre étude aussi que le fait de s'inspirer d'un des membres de la famille de l'entrepreneur constitue une autre motivation de l'acte entrepreneurial. L'interviewé « FBA » confirme cela avec ses propos :

« Quand j'ai fait mes études au Maroc, je suis rentré au Sénégal, et j'ai travaillé dans une agence de voyage presque 7 ou 8 ans. Après je me suis dit maintenant que je connais le métier pourquoi travailler avec un autre. J'ai eu l'idée de créer une agence de voyage normale, et c'est mon frère qui m'a poussé vers le tourisme religieux ; il m'a dit nous sommes Tijani, il y a des gens qui partent au Maroc, pourquoi ne pas organiser le pack Tout compris et ne se spécialiser que dans cela. Et en 2006, j'ai commencé dans ma propre agence ».

Après avoir dégagé les mobiles spirituels de l'acte entrepreneurial les plus cités par les interviewés, il en ressort des thématiques qui ne sont pas significatives mais citées moins de cinq fois sur les onze entretiens effectués.

6. Analyse des données : schéma conceptuel de l'acte entrepreneurial chez l'entrepreneur Religieux

Après avoir dégagé les mobiles spirituels de l'acte entrepreneurial les plus cités par les interviewés, il en ressort des thématiques qui ne sont pas significatives mais citées moins de cinq fois sur les onze entretiens effectués.

En effet, on constate que la thématique la plus citée par tous les interviewés demeure « L'amour et la propagande à la confrérie », avec 89 citations durant les onze entretiens, suivie par « le respect et l'amour des membres de la confrérie » avec 51 citations, puis « L'accomplissement de soi » avec 48 citations. Ensuite on trouve le fait de « joindre l'utile à l'agréable » avec 40 citations et enfin « l'appartenance tribale ou familiale » avec 27 citations.

Concernant les sous-thèmes soulevés, on constate que sur les onze entretiens effectués, cinq sont des mobiles spirituels de l'acte entrepreneurial :

- Suivre une voie Divine (Grâce de Dieu) : 9 fois sur 11
- L'amour et la servitude à la confrérie : 8 fois sur 11
- Joindre les acquis académiques avec la religion : 8 fois sur 11

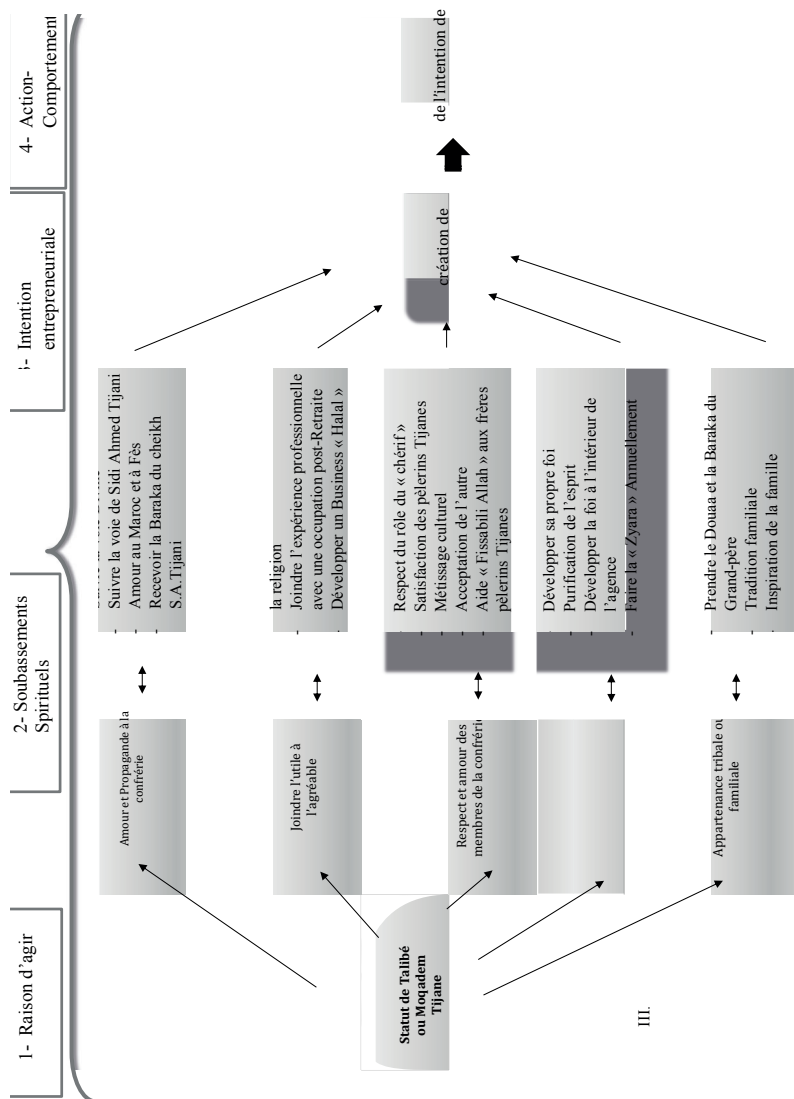
- Satisfaction des pèlerins Tijanes / Recherche de la qualité : 10 fois sur 11
- Effectuer la « Zyara » Annuellement : 10 fois sur 11

Tous ces mobiles façonnent l'acte entrepreneurial de ces entrepreneurs ce qui leur confère le statut d'« *atypique* », contrairement à un entrepreneur traditionnel qui a un souci économique qui le pousse dans la plupart des cas à entreprendre.

Par conséquent, nous pouvons concevoir les mobiles spirituels de l'acte entrepreneurial dans lequel cohabitent cinq grandes thématiques.

La figure suivante récapitule l'ensemble de ces idées comme suit :

Figure n°1 : Schéma conceptuel des motivations spirituelles de l'entrepreneur Religieux



Conclusion

Ce papier a eu pour objectif de dégager et de comprendre la nature des motivations de l'acte entrepreneurial chez les entrepreneurs religieux au Sénégal, et ainsi de les différencier des entrepreneurs traditionnels par le souci spirituel qui leur confère le statut d'entrepreneur « atypique ».

Les résultats de cette première recherche exploratoire démontrent l'existence de plusieurs mobiles religieux et spirituels qui ont trait à la fois à la religion musulmane des entrepreneurs et à leur adhésion à la confrérie Tijane. Cette motivation duale qui a façonné l'acte de ces entrepreneurs est due à l'attachement de ces derniers à leur confrérie et à tenter d'en faire une activité rentable.

Cette situation s'explique par le fait que la demande de ce type de voyage « Zyara » existe en forte propension au Sénégal, 90% de la population sénégalaise étant musulmane et 70% des musulmans étant Tijanes.

Lanza explique en ce sens que les entrepreneurs qui ont monté ce genre d'affaire religieuse étaient à la base des pèlerins Tijanes qui ont compris grâce à leurs études en tourisme ou en économie ou à leur sens d'affairiste, que ces agences de voyage sont une niche religieuse à exploiter et à organiser avec des soubassements motivationnelles spirituelles pour à terme en drainer un large profit²⁸.

Dans ce sens nous pouvons dire que ces entrepreneurs sont de type « atypique » puisque leur souci principal demeure purement spirituel mais néanmoins mélangé à un appétit économique qui est drainé par la force des choses, ce qui a été bien énoncé et argumenté par différents interviewés. Nous pouvons ainsi ajouter aux différents entrepreneurs qui existent (entrepreneurs traditionnels, sociaux, ...) un entrepreneur religieux du fait du contexte dans lequel il opère et « atypique » du fait des soubassements spirituels qui ont modelé leur acte entrepreneurial.

28 N. LANZA, *Du Chikh Voyageur au Chikh voyageur : enjeux et implications d'une transition*, op. cit.

Bibliographie

- BALAMBO Mohammed Amine et Abdellah HOUSSAINI, « Les comportements de simplicité volontaire : une lecture à travers la littérature du soufisme en Islam », dans *La 3ème édition du Forum International sur la Recherche en Marketing (FIRM-2014)*, sans lieu, 2014.
- BAVA Sophie et Julie PICARD, « Les nouvelles figures religieuses de la migration africaine au Caire », *Autrepart*, vol. 56, 2010, p. 153-170.
- BENNAFLA Karine, « L'instrumentalisation du pèlerinage à La Mecque à des fins commerciales : l'exemple du Tchad », dans *Les pèlerinages au Maghreb et au Moyen-Orient*, Presses de, Damas, 2005, p. 194-202.
- CHARREIRE S. et I. HUAULT, « Le constructivisme dans la pratique de recherche : une évaluation à partir de seize thèses de doctorat », *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 4, n° 3, 2001, p. 31-55.
- DIOUF Badara, « Tidjanes ou mourides », sur *Afrik*, <http://www.afrik.com/article7923.html>, 2004.
- GRENIER Corinne et Bertrand PAUGET, « Qu'est-ce que la recherche en management ? », *Recherche en soins infirmiers*, vol. 91, n° 4, 2007, p. 12.
- KAN Nene Oumou Deffan, *Les Déterminants de l'Entrepreneuriat des Jeunes en Afrique de l'Ouest : Le Cas de la Mauritanie et du Sénégal*, 2014.
- LANZA Nazarena, *Du Chikh Voyageur au Chikh voyageur : enjeux et implications d'une transition*, 2016.
- LANZA Nazarena, « Les ponts de spiritualité entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne se multiplient », sur *Centre Jaques-Berque*, <http://www.cjb.ma/component/k2/item/2488-les-ponts-de-spiritualite-entre-le-maroc-et-les-pays-d-afrique-sub-saharienne.html>, 2014.
- LANZA Nazarena, « Pèleriner faire du commerce et visiter les lieux saints : le tourisme religieux sénégalais au Maroc », *L'Année du Maghreb*, 2014, p. 157-171.

- LANZA Nazarena, *Routes et enjeux de la Tijaniyya sénégalaise au Maroc : une zaouïa rbatti sur la voie de Fès*, 2012.
- LANZA Nazarena, « Liens et Echanges entre le Maroc et l'Afrique Sub-saharienne », dans *D'une Afrique à l'autre*. Karthala, sans lieu, 2011, p. 21-35.
- MERIBOUTE Zidane, *Islamisme, soufisme, évangélisme : la guerre ou la paix*, Labor et f, Genève, 2010.
- MILES M.B. et A.M. HUBERMAN, *Analyse des données qualitatives: Recueil de nouvelles méthodes*, sans lieu, 2003.
- NEGURA L, « L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales », *SociologieS*, 2006, p. 0-16.
- RISPAL Martine Hlady, *La méthode des Cas : Application à la recherche en Gestion*, De Boeck S, sans lieu, 2002.
- SAMBE Bakary, « Tidjaniya : usages diplomatiques d'une confrérie soufie », *Politique étrangère*, Hiver, n° 4, 2010, p. 843.
- SCHWARTZ Stephen, *The Other Islam : Sufism and the Road to Global Harmony*, 1ST edition, New York, Harmony, 2008.
- SECK Abdourahmane et Nazarena LANZA, « Maroc-Sénégal : une histoire contemporaine entre dynamiques mémorielles et logiques de patrimonialisation », *Centre Jaques-Berque*, vol. 22, 2014.
- THIÉTART Raymond-Alain, *Méthodes de Recherches en Management*, 3e éd., Paris, DUNOD, 2007.
- TRIAUD Jean-Louis, « La Tidjaniya, une confrérie musulmane transnationale », *Politique étrangère*, vol. 4, Hiver, 2010, p. 831-842.

Laura KOKKO

Coordinatrice de projet « Futures africaines » de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne

L'Afrique de l'avenir : les tendances clés d'ici à 2025

Introduction

Il y a de fortes indications, que l'importance mondiale de l'Afrique va augmenter à l'avenir. En 2045, environ un quart de la population mondiale sera africaine et la croissance économique du continent pourrait également dépasser la moyenne mondiale. Ces développements s'accompagnent d'une affirmation croissante de la part des pays africains, des institutions et des citoyens, qui prennent de plus en plus l'initiative de définir l'avenir de l'Afrique, quoi qu'il soit un leadership accru des organisations régionales dans les politiques économiques ou sécuritaires ou l'activisme des mouvements de jeunesse et la croissance des pôles d'innovation. Mais les pays africains connaîtront également de grands défis, et c'est surtout la capacité et la volonté des gouvernements africains de gérer ces obstacles, qui déterminera le cours de l'avenir de l'Afrique.

L'objectif de cet article est de réfléchir sur les grandes tendances, qui vont orienter l'avenir dans la prochaine décennie. Il est basé sur le projet « *Futures africaines* » de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), qui s'est déroulé de l'octobre 2016 au septembre 2017 et visait à explorer des scénarios futurs de l'Afrique à court et à moyen

terme. En adoptant un processus explicitement consultatif et coopératif, le projet a bénéficié de nombreuses formes de soutien par les autres organisations de recherche, tels que l'Institut royal des relations internationales (EGMONT), Scuola Superiore Sant'Anna (SSSA), OCP Policy Centre (OCPPC), Open Society European Policy Institute (OSEPI), Institute for Security Studies (ISS), Chatham House et Compagnia di San Paolo.

L'EUISS a publié en octobre 2017 le rapport final du projet « *Futures africaines* » en anglais et cet article est un résumé des analyses publiés auparavant dans ce rapport¹. Le rapport final est une collection des tendances, que les experts du projet considèrent les plus significatifs pour l'avenir économique, politique et sécuritaire de l'Afrique². En d'autres termes, le rapport ne cherche pas à dresser un tableau exhaustif de toutes les tendance possibles et fait une distinction entre les *facteurs de changement* — tels que le changement climatique, le développement technologique ou les politiques économiques internationales — et les *tendances*, qui sont façonnées et alimentés par les facteurs de changement. Il sera ainsi plus facile à analyser les tendances futures ainsi que les mesures politiques, que les Etats et les organisations internationales et régionales puissent prendre pour gérer les développements de l'avenir.

La disparition des chefs d'Etat aux mandats à rallonge

Le paysage de la gouvernance politique en Afrique subsaharienne s'est renforcé sur plusieurs fronts depuis la « troisième vague de transitions » des années 1990, mais la consolidation de la démocratie reste fragile et le développement démocratique a été irrégulier dans la région. Les

1 L'article original est accessible sur le site internet de l'EUISS à l'adresse https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Report_37_African%20futures.pdf

2 Le rapport final du projet « *Futures africaines* » est rédigé par les rapporteurs Valérie Arnould et Francesco Strazzari et inclut des contributions de Laura Kokko, Gerald Stang, Alexandra Tor, Alice Vervaeke et Alex Vines.

coups d'Etat sont devenus plus rares et les élections sont devenues le moyen principal de transition de pouvoir, mais la qualité des élections varie beaucoup et la violence électorale est répandue. Les transitions au multipartisme ont créé des régimes hybrides, systèmes politiques, qui combinent des traits démocratiques et autoritaires.

Malgré l'expansion du multipartisme dans le continent, les chefs d'Etat africains ont tendance à rester au pouvoir longtemps. Actuellement, 30% des Etats africains sont gouvernés par les chefs d'Etat aux mandats à rallonge (c'est-à-dire un chef d'Etat qui a resté au pouvoir plus que 10 ans, sauf si la constitution permet des termes plus longs que 5 ans). De plus, une des sept monarchies absolues toujours existantes dans le monde se trouve en Afrique (Swaziland). Avec Asie centrale, l'Afrique est la région, qui compte le plus grand nombre des dirigeants de longue date et ils restent au pouvoir plus longtemps que dans les autres continents.

Ce phénomène va à l'encontre de la reconnaissance croissante du principe des limites du mandat présidentiel, comme inscrite dans la *Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance* (2007) de l'Union africaine. Malgré la vague de la démocratisation des années 1990, aujourd'hui seulement 11 Etats subsahariens ont une constitution, qui inclut une limite des mandats présidentiels³. En outre, les dirigeants africains ont eu recours à des moyens douteux de « l'ingénierie juridique » pour rester au pouvoir, comme l'organisation des referendums, l'usage des tribunaux pour légaliser une troisième terme ou la réinitialisation du compteur à zéro une fois que la constitution a été changé.

Cependant les chefs d'Etat aux mandats à rallonge vieillissent. Dix des quatorze dirigeants de longue date toujours en pouvoir en Afrique sont âgés de 65 à 92 ans et la plupart d'entre eux se retireront ou disparaîtront au cours de la prochaine décennie. Cette situation donne plus de chances à l'opposition de gagner aux élections, mais les expériences passées en Afrique et ailleurs ne nous laissent pas espérer plus de démocratisation. En effet, la trajectoire la plus probable est la persistance de *statu quo*, la transition étant gérée intérieurement par l'élite dirigeante — même dans les cas, où ce dernier est divisé entre factions rivales.

3 Cap Vert a une limite de trois mandats et non pas deux.

Même dans les cas, où la disparition d'un dirigeant aux mandats à rallonge est suivie par l'organisation des élections, cette trajectoire s'avère souvent éphémère et a une tendance de ne pas apporter de changements substantiels au régime en question.

Néanmoins, il existe des exceptions. L'alternance politique est plus probable dans les régimes des partis politiques dominants (comme l'Angola et le Soudan) que dans les régimes personnalisés (comme l'Erythrée ou le Guinée équatoriale). Le changement durable est aussi plus probable, quand il suit des protestations populaires (comme ce fut le cas au Burkina Faso) et pas un décès du président au pouvoir ou une succession de pouvoir orchestrée en interne. Vu que les régimes du parti politique dominant sont plus répandus que les régimes personalistes en Afrique, la prochaine décennie offrira de plus grandes possibilités de changement démocratique à la disparition des chefs d'Etat aux mandats à rallonge.

L'effondrement du régime autoritaire suscite souvent des inquiétudes de l'instabilité politique. Les expériences passées nous permettent pourtant à rester optimiste : depuis les années 1990 les successions suite à la disparition des chefs d'Etat aux mandats à rallonge se produit de plus en plus conformément aux dispositions constitutionnelles et sont suivis par élections, tandis que les coups d'Etat ou les nominations par l'armée sont devenus moins fréquents. Toutefois, les Etas avec un régime personnalisé ou qui ont connu un conflit armé récemment ont un risque plus élevé d'instabilité et violence. Sur cette base, les pays comme le Cameroun, le RDC, la République du Congo ou le Tchad sont en fait au très haut risque de rupture violente, si leur chef d'Etat disparaît.

En plus, l'influence décroissante des « leaders de la libérations » permettra les organisations régionales et sous-régionales du continent de promouvoir la bonne gouvernance et l'état de droit. Les interventions récentes de la CEDEAO en réponse aux crises politiques du Burkina Faso, de la Gambie et du Niger illustrent, comment les organisations régionales peuvent jouer un rôle central dans la promotion de la démocratie et la bonne gouvernance.

Il est néanmoins peu probable que les dirigeants de longue date disparaîtront complètement en Afrique. Les tentatives des chefs d'Etat de contourner les limites de mandats restent fréquents, comme récemment illustré par les actualités du Burundi, du Cameroun, du Djibouti, du

Gabon, de l'Ouganda, de la République du Congo, du Tchad et du Togo. A l'heure actuelle, nous assistons donc à un rétablissement du pouvoir des chefs d'Etat, un processus de retour en arrière, qui pourrait ouvrir la voie à l'émergence de nouveaux dirigeants aux mandats à rallonge. Deux éléments peuvent toutefois constituer des facteurs contraignants pour cette tendance : la contestation populaire croissante et le besoin perçu par les dirigeants d'organiser des élections afin de légitimer leur pouvoir.

L'environnement sécuritaire de mille-feuille

L'Afrique d'aujourd'hui est plus pacifique qu'il ne l'a jamais été dans l'époque postcoloniale. Cependant, depuis 2010, la violence augmente dans le continent, bien que les niveaux actuels restent inférieurs à ce qu'ils étaient à leur sommet dans les années 1980 et 1990. En 2016, quatre de dix conflits les plus meurtriers du monde se trouvaient en Afrique (le Nigéria, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud) et les sous-régions les plus exposées actuellement sont l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et deux zones de l'Afrique de l'Ouest (le Sahel et le bassin du lac Tchad). En d'autres termes, malgré la tendance à long terme du déclin du conflit armé, l'Afrique continuera d'être le théâtre des conflits armés et des violences.

Ces violences se déroulent dans un contexte, que nous appelons un « paysage de sécurité de mille-feuille », une tendance assez constante au cours des dernières décennies, qui persistera dans l'avenir. Ce paysage comporte trois composants principaux :

1) Les conflits intra-étatiques régionalisés

Les interventions des pays voisins dans les conflits intérieurs d'autres pays ont été fréquentes en Afrique. Depuis les années 1990, les groupes rebelles ont également un caractère de plus en plus transnational : elles ont établis des refuges transfrontaliers et ont eu le recours au commerce illicite ou banditisme transfrontalier ainsi qu'aux réseaux de soutien transfrontaliers. Une dimension

internationale s'est également superposée à la dynamique des conflits nationaux et régionaux par l'intervention directe ou indirecte des Etats étrangers, comme les interventions répétées des Etats-Unis en Somalie dans les années 1990 ou les récentes opérations militaires de la France au Sahel.

Jusqu'à présent, les interventions des pays voisins ont été principalement motivées par les préoccupations concernant le débordement des conflits internes plutôt que par les conflits frontaliers en tant que tels. Toutefois, à plus long terme, une concurrence accrue sur les ressources causée par le changement climatique, les pressions de l'eau et la croissance démographique pourrait imposer des contraintes supplémentaires aux contestations frontalières entre Etats.

2) La coexistence de la violence étatique et non-étatique

Il n'est pas rare que dans un même conflit, les affrontements entre les forces de l'Etat et forces non-étatiques se déroulent simultanément avec des combats entre diverses forces non-étatiques. Les combats entre diverses forces non-étatiques ont traditionnellement pris la forme d'affrontements entre groupes rebelles concurrents, mais il s'agit de plus en plus de conflits intercommunautaires. Cette forme de violence augmentera plus probablement en raison des pressions croissantes exercées sur les moyens de subsistance. Plus récemment, la montée de la violence sociopolitique sous la forme de protestations électorales et sociales s'est inscrite dans ces dynamiques — une tendance qui risque de perdurer dans le futur. La violence quotidienne est également due à la violence criminelle, qui n'a cessé d'augmenter sur le continent.

3) La diversification et la fragmentation des acteurs du conflit

Les conflits en Afrique sont généralement caractérisés par l'implication d'une pléthore de groupes armés, qui sont sujets à des fréquentes reconfigurations et à des alliances changeantes. Beaucoup de ces groupes armés fragmentés sont souvent militairement faibles et manquent de cohésion, tout en étant extrêmement mobiles et adaptables. Cela signifie que moins d'Etats font face à des menaces existentielles de la part de groupes armés, c'est-à-dire que le risque que

le régime soit renversé par les rebelles est faible. Pourtant il existe un risque plus élevé de formes de violences prolongées qui sont difficiles à éradiquer, déjà compliquées par le déplacement des frontières géographiques des zones où les insurgés sont actifs. Des recherches récentes suggèrent que les activités des milices pourraient représenter jusqu'à un tiers des conflits récents sur le continent. Ce développement résulte de l'absence continue de l'Etat dans de nombreuses régions, un vide qui est exercé par les groupes locaux d'autodéfense.

Dans la perspective de 2025, l'évolution des conflits armés en Afrique dépendra des plusieurs facteurs. Il y a cependant trois tendances, qui seront particulièrement importantes pour façonner l'environnement de sécurité sur le continent africain et la capacité des Etats à gérer des défis de sécurité :

1) La professionnalisation des armées africaines

Les armées africaines sont souvent mal équipées et mal entraînées et ainsi incapables de répondre efficacement aux défis de sécurité. Pourtant au cours des dix dernières années, les dépenses de défense ont systématiquement augmenté en Afrique⁴. Vu que parmi les Etats avec de grands budgets de défense figurent aussi des pays, qui ne sont pas actuellement en conflit ou qui ne sont pas autoritaires⁵, l'augmentation des dépenses de défense n'a pas seulement été motivé par des menaces sécuritaires, mais aussi par la volonté de moderniser et de professionnaliser leurs armées. Cependant, quand il s'agit d'un régime autoritaire confronté à l'instabilité politique, les armées plus professionnels signifient aussi une capacité accrue de répression et constituent un moteur de la violence future.

2) Le renforcement de la coopération régionale

Malgré cette tendance à la modernisation et à la professionnalisation, les gouvernements africains continueront à dépendre des opérations

⁴ Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses de défense en Afrique ont augmenté de 48% depuis 2007.

⁵ L'Angola, le Botswana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, la Namibie et le Zimbabwe figurent parmi le top 10 des pays les plus dépensiers de défense.

de paix multinationales et de l'aide militaire extérieure. On estime que 120 000 soldats de maintien de la paix ont été déployés sur le continent en 2015. Alors que les pays africains ont fourni plus de 60% des troupes pour ces missions de maintien de la paix, ils ont contribué moins de 0,5% aux budgets de ces opérations. L'engagement des pays africains à fournir des contingents aux missions de maintien de la paix devrait se poursuivre à l'avenir. Les Etats africains continueront également à assumer une direction plus directe de la gestion des conflits sur le continent par l'intermédiaire de l'Union africaine et des organisations sous-régionales, même si le succès de leurs efforts dépendra fortement de leur capacité de financer les opérations ainsi que le degré de la mise en œuvre réussie du programme de réforme de l'Union africaine en janvier 2017. Dans la perspective de 2025, la dépendance vis-à-vis de l'ONU pour la livraison des opérations de paix va probablement persister.

3) La diversification des acteurs de la sécurité externe

Bien que l'UE, les pays européens et les Etats-Unis resteront des partenaires importants dans le domaine de la sécurité, de nouveaux acteurs sont susceptibles de rechercher une plus grande influence en Afrique. Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a vu une diversification de ses partenaires externes, principalement au niveau économique. En regardant vers l'avenir, nous sommes susceptibles de voir cette diversification se développer aussi dans l'arène de la sécurité avec l'augmentation de l'aide militaire des partenaires non traditionnels et l'expansion des bases militaires étrangères sur le continent. Les principaux partenaires de sécurité émergents sur le continent seront la Chine, l'Inde, la Turquie, la Russie, le Japon et les États du Golfe. Les sous-régions susceptibles d'être les plus touchées par ce développement sont l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest.

Le rôle de la Chine sera particulièrement important, ce qui motivera les rivaux asiatiques à accroître leur propre engagement, mais leur capacité à contester l'influence de la Chine sera limitée. Tout aussi remarquable est l'expansion de la coopération militaire de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et de la Turquie avec les pays d'Afrique de l'Est. Si le conflit yéménite reste non résolu et que les

tensions régionales dans le Golfe s'intensifient, l'Afrique de l'Est pourrait devenir une arène de concurrence entre ces pays.

L'extrémisme religieux comme un vecteur de la mobilisation violente

La radicalisation et l'extrémisme violent sont généralement considérés comme une menace croissante pour la sécurité en Afrique. Les attentats terroristes, les morts et les déplacements liés aux actions violentes menées par les groupes djihadistes ont été de plus en plus fréquents, en particulier dans le vaste arc de crise, qui s'étend entre la mer Rouge et le golfe de Guinée. Il est ainsi fort probable que la religion, notamment les variantes salafistes-djihadistes de l'islam politique, continuera à jouer un rôle important dans la mobilisation politique violente dans les années à venir.

Cependant, la radicalisation et l'extrémisme violent sont des catégories générales, qui peuvent masquer plusieurs clivages politiques différents. En effet, les conflits religieux actuels en Afrique ne sont pas caractérisés seulement par l'affrontement entre la loi laïque et la charia, mais aussi par des tensions sectaires devenues violentes au Moyen-Orient (le conflit entre les sunnites et les chiïtes), des rivalités géostratégiques (l'Arabie saoudite contre le Qatar, la Turquie contre l'Égypte, le Maroc contre l'Algérie) ou des fractures entre les formes salafistes de l'islam sunnite et des Frères musulmans ou des ordres soufis.

En outre, un examen plus approfondi de ces divers phénomènes violents montre que l'islam n'est pas vraiment l'origine du processus, mais plutôt un champ de discorde, où l'enjeu principal est la légitimité politique. Par exemple, la rébellion sécessionniste touareg au Mali en 2012 a été essentiellement « détournée » par les djihadistes en utilisant la radicalisation comme un moyen de légitimation du combat. En effet, les groupes djihadistes sont capables de relier les conflits locaux et le rhétorique mondiale pour mobiliser les foules à leur cause. Les recherches sur le terrain montrent, que les recrues des groupes islamistes semblent être motivées par des inquiétudes purement locaux. Lorsqu'elles sont

interrogées sur leurs motivations, la majorité des recrues volontaires citent des raisons religieuses mais admettent, qu'elles n'ont pas lu ou ont peu ou pas de compréhension des textes religieux islamiques.

Les facteurs qui poussent les gens à rejoindre les rangs des djihadistes sont multiples, y compris les affinités ethniques et tribales, la transmission des droits et des privilèges et la distribution des ressources. Les dirigeants et les chefs, qui exercent un contrôle sur l'attribution des terres et d'autres ressources sont généralement accusés de toutes sortes de fraudes et de corruption. Leur impunité ostentatoire et leur enrichissement personnel nourrissent un sentiment d'injustice souvent considéré comme l'une des principales motivations des jeunes radicalisés.

Les organisations djihadistes exploitent facilement ces détresses et cooptent les demandes locales de protection, de redistribution et d'intégrité morale en encadrant la révolte contre les régimes néo-patrimoniaux corrompus soutenus par l'Occident dans le cadre de la lutte pour le djihad mondial. Les djihadistes insistent sur la rébellion contre les normes tribales, l'abandon des liens claniques et la lutte contre un ennemi déshonorant. Le salafisme se présente comme une doctrine, qui est fidèle aux aspirations indigènes, comme un retour à la rectitude morale et un rejet des valeurs et des pratiques étrangères imposées par la domination coloniale. Les islamistes proposent également des mécanismes de résolution des conflits simplifiés et «efficaces» par le biais de leurs tribunaux islamiques mobiles, qui font écho aux demandes locales d'une action rapide et à la fin de l'impunité. Ces messages anti-systémiques sont plus susceptibles de gagner du terrain dans les régions périphériques, où l'action de l'État en tant que fournisseur de biens publics est moins bien établie.

Le développement futur de la radicalisation et l'extrémisme violent dépendra de la réponse des États africains ainsi que des interventions et de l'assistance internationale. Les États africains touchés par ce phénomène coopèrent de plus en plus entre eux, en coordonnant leurs systèmes de justice pénale, en renforçant leurs capacités militaires et en lançant des mesures préventives contre la radicalisation. Cette approche reflète leur conviction croissante, que les réponses militaires ne suffisent pas pour gagner la lutte contre l'extrémisme violent.

La (ré)-institutionnalisation de l'islam est une tendance évidente, qui risque fort de se développer. En d'autres termes, les Etats cherchent à prendre le contrôle de la pratique religieuse, souvent sous influence étrangère explicite (par exemple le Maroc ou l'Arabie saoudite). Il reste important de contenir et empêcher le djihadisme de se croiser avec d'autres clivages dans la société, qu'ils soient ethniques, tribaux, linguistiques ou sectaires.

La manière dans laquelle les Etats vont gérer les secteurs stratégiques, tels que l'éducation et la justice, sera d'une importance cruciale. Les injustices locales doivent être résolues par les initiatives inclusives de développement économique et des politiques anticorruption, qui limitent au moins les formes les plus flagrantes de recherche de rentes par les élites. Bien que les initiatives de lutte contre la radicalisation soient plus susceptibles d'être adoptées au niveau national, nous assisterons à des efforts bilatéraux et régionaux d'aide extérieure dans le domaine de la lutte antiterroriste. Cela pourrait ouvrir la voie à une «africanisation de la gestion des conflits», comme déjà illustré par la force du G5 Sahel.

L'explosion démographique de la jeunesse

La population africaine de 1,2 milliard est la plus jeune du monde et grandit au rythme le plus rapide. Plus de 40% des Africains ont moins de 15 ans et 20% d'eux ont entre 15 et 24 ans. D'ici 2050, un tiers de la jeunesse mondiale vivra en Afrique. Cette croissance sera pourtant inégale à travers le continent : tandis que les pays d'Afrique australe et du Nord se caractérisent par un ralentissement de la croissance de la population jeune, les pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est connaîtront une forte augmentation de la jeunesse.

Le progrès dans les soins de santé a augmenté l'espérance de vie et baissé des taux de mortalité infantile et juvénile. Les taux de fécondité devraient également diminuer à mesure que le bien-être socio-économique augmente, mais avec un décalage temporel. Le résultat est une période intérimaire de croissance rapide de la population, appelée « une explosion démographique de la jeunesse ».

De nombreux pays africains connaissent également une forte période d'urbanisation, mais les modèles d'urbanisation standard basés sur l'industrialisation des villes ne correspondent pas aux tendances africaines. Les pays africains s'urbanisent à des niveaux de revenu beaucoup plus bas par rapport à l'Asie de l'Est et à l'Amérique latine, tout en connaissant une baisse des niveaux de la production industrielle et de faibles niveaux d'investissement dans les infrastructures. La jeunesse croissante peine à trouver l'emploi et les taux de chômage dans les zones urbaines africaines restent élevés.

Le chômage généralisé des jeunes en Afrique menace de compromettre la stabilité sociale et politique et rend les jeunes particulièrement vulnérables à la radicalisation. Il n'est cependant certain que cette « explosion démographique de la jeunesse » conduise à une vague de rébellion. Elle est seulement susceptible de déclencher la révolution lorsqu'il est couplé avec d'autres facteurs d'inégalité accrue et d'exclusion politique.

L'éducation est un défi étroitement lié à l'explosion de la jeunesse. Selon la Banque africaine de développement, il y a eu une surproduction de diplômés de l'enseignement supérieur par rapport à ce que le marché du travail peut absorber en Afrique du Nord et en Afrique australe. En fait, il y a un double problème dans le marché d'emploi : tandis que les personnes hautement qualifiées n'ont pas de travail, il existe une pénurie de compétences intermédiaires. Il est bien probable que de nombreuses économies africaines ne créeront pas suffisamment d'emplois formels pour absorber la plupart des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Cela signifie que ce sont les secteurs informels qui absorberont plus de jeunes. Pour cette raison, le secteur informel devrait devenir la « nouvelle normalité » au cours de la prochaine décennie.

De plus, la migration de main d'œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique deviendra beaucoup plus régulière. Actuellement, environ 80% des migrations africaines ont lieu sur le continent et la migration intercontinentale en provenance d'Afrique est faible selon les normes internationales. Mais la migration externe s'est accélérée ces dernières années et devrait encore augmenter. Les gouvernements devront réfléchir à des modèles de migration circulaire, qui ne permettent pas seulement la fuite des cerveaux, mais qui sont conçus pour fournir des arrangements bénéfiques aux deux continents concernés.

« L'explosion démographique de la jeunesse » n'est donc pas une fatalité : elle peut conduire à l'instabilité politique mais aussi à la croissance économique, si les gouvernements africains sont capables de créer un bon environnement politique pour profiter de la jeunesse de population. L'intégration de la jeunesse africaine sur le marché du travail reste néanmoins un défi énorme, qui nécessite un partenariat régional et international. Cet objectif pourra être atteint à travers des investissements dans la santé, l'éducation et l'accès à la technologie, au capital et aux opportunités. Également importants sont des voies d'intégration socioculturelle, qui permettent aux jeunes d'atteindre l'âge adulte dans la société. Dans un monde où les jeunes s'efforcent d'être reconnus comme des adultes contribuant à la société, le rôle de la compréhension culturelle de la jeunesse ne doit pas être négligé.

Les modèles divergents de la croissance de l'inégalité

Les pronostics de la croissance économique de l'Afrique oscillent entre le discours « *Africa Rising* » et celui de « *Africa Declining* »⁶. Pour un continent hétérogène de 54 pays, dont 48 pays d'Afrique subsaharienne, tels slogans ne parviennent pas à capter la complexité du paysage économique de l'Afrique. Un examen plus attentif des projections de croissance économique montre une Afrique, qui n'est ni en hausse ni en baisse, mais une Afrique qui diverge au cours des 20 prochaines années - avec des groupes d'États africains, qui se présentent à des rythmes différents et avec des inégalités différentes.

L'Afrique subsaharienne reste en marge de l'économie mondiale, représentant environ 3% du commerce mondial, accueillant 34 des 48 pays les moins avancés du monde et handicapée par un manque de

6 La phrase en anglais « *Africa Rising* » était lancée par le journal *the Economist* le 3 décembre 2011. Traditionnellement sceptique sur l'Afrique — il avait qualifié auparavant l'Afrique comme un « continent sans espoir » — le journal a changé son discours et publié une couverture avec le titre « *Africa Rising* ». Ce changement a suscité un vif débat sur l'avenir de l'Afrique.

compétitivité ou de diversification économique. La performance économique de l'Afrique, exprimée en termes de croissance du PIB par habitant, est inférieure de moitié à celle des économies sud-asiatiques, tandis que l'Afrique a plus du double du nombre de chômeurs. De nombreux pays africains restent très dépendants de l'agriculture pluviale et des exportations de matières premières et sont vulnérables aux chocs extérieurs.

Il y a cependant de bonnes nouvelles aussi ! La croissance économique devrait toujours rester rapide dans les années à venir. Actuellement l'Afrique est la deuxième région du monde quant à la rapidité de croissance et la population africaine grandit à un rythme accéléré : elle atteindra 1,7 milliard en 2030 et 2,5 milliard en 2050. La pauvreté continuera à diminuer dans de nombreuses régions d'Afrique au cours des prochaines décennies, mais le Rapport sur la richesse en Afrique de 2017 montre la variabilité croissante de la répartition des richesses en Afrique. Jusqu'ici, l'Afrique subsaharienne a enregistré les plus hauts niveaux d'inégalité dans le monde. Une telle inégalité entrave la stabilité macroéconomique et la croissance. Malheureusement, au cours des 15 dernières années de forte croissance en Afrique subsaharienne, l'inégalité des revenus est restée globalement inchangée.

Le nombre de personnes fortunées augmente en Afrique. Un nombre croissant de ménages à revenu élevé — représentant 6% de la population de l'Afrique et 24% de ses dépenses de consommation — sera actif d'ici 2025, mais il reste à voir s'ils contribuent de manière significative à la croissance de leur économie. Les données montrent, que même si les Africains ordinaires investissent en Afrique, ce n'est pas le cas parmi les Africains les plus riches. Avec l'urbanisation croissante, il y aura une augmentation spectaculaire de la demande de logements et de meilleures infrastructures urbaines. La consommation et les dépenses des ménages augmentent et pourraient atteindre 5,6 billions de dollars d'ici 2025 selon le McKinsey Global Institute. D'ici à 2025, 15% de la croissance des dépenses de consommation en Afrique sera au Nigeria, avec une consommation concentrée dans un pool de 75 villes à travers l'Afrique. Un schéma économique de piliers de croissance, entouré par des bassins de pauvreté, semble probable.

L'Afrique a besoin d'investissements, mais alors que l'Afrique compte 15% de la population mondiale, elle ne reçoit que 4,4%

de l'investissement direct étranger. Il existe un certain nombre de contraintes communes aux entreprises, notamment un accès limité au financement de taille moyenne pour les petites et moyennes entreprises (PME), des infrastructures médiocres (notamment l'électricité et les routes), une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la corruption.

La mauvaise gouvernance et la capture des ressources économiques par les élites ont brisé la croissance inclusive et contrecarré la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Quelques pays africains comme l'Éthiopie et le Rwanda ont tenté de reproduire le succès du modèle asiatique de l'État dur. Il est peu probable que d'autres pays d'Afrique subsaharienne suivent cette voie au cours de la prochaine décennie, et les économies éthiopienne et rwandaise seront de plus en plus confrontées à des défis alors que d'autres sociétés plus ouvertes deviendront plus compétitives.

La bonne gouvernance est fortement liée au commerce via la fiscalité, qui est au cœur du contrat social entre le gouvernement et le peuple — un moteur de responsabilité — mais dans une grande partie de l'Afrique les gouvernements n'élèvent que de faibles volumes d'impôts. Dans de nombreux cas les revenus fiscaux sont dominés par les rentes de ressources, qui sont susceptibles aux fortes fluctuations des prix des matières premières. Et l'exportation des ressources naturelles continuera à jouer un rôle important dans les économies africaines au cours des prochaines décennies.

En effet, un des principaux obstacles à l'expansion des économies africaines est la sous-performance persistante du secteur manufacturier. Un débat est en cours pour savoir si les États africains peuvent sortir durablement de la pauvreté sans industrialisation. Des pays comme le Ghana et le Kenya ont montré comment, en adoptant des changements technologiques accélérés, ils essaient de sauter des étapes dans le développement économique. Des Africains mieux éduqués et techniquement compétents devraient être en mesure de contribuer à création d'entreprises émergentes de nouvelle technologie.

L'épuisement des ressources et la pression foncière

L'Afrique est riche en ressources naturelles de tous types, avec suffisamment d'eau, de terre, de minéraux et de sources d'énergie pour répondre à tous les besoins du continent dans les décennies à venir. Cependant, la question reste ouverte de savoir si ces ressources seront développées de manière durable ou si les avantages économiques, qu'elles peuvent procurer, seront équitablement répartis. En plus, il existe des différences sous-régionales dans la durabilité des ressources. En ce qui concerne l'eau douce par exemple, la Banque mondiale estime que les pays africains utilisent environ 2% de leurs ressources renouvelables, ce qui est bien en dessous de la moyenne mondiale de 5%. Cependant, la moyenne continentale masque le fait qu'un certain nombre de pays d'Afrique du Nord et de l'Est surexploient leurs ressources en eau douce. De plus, une croissance démographique rapide, un climat aride et une mauvaise gestion de l'eau augmentent la pénurie d'eau dans ces pays.

En ce qui concerne la terre, près de 26% des terres de l'Afrique subsaharienne étaient couvertes de forêts en 2014 (contre 38% de l'UE et 34% des États-Unis), et contrairement aux régions développées, où le couvert forestier a augmenté dans les derniers temps, le couvert forestier africain continuera à baisser en raison de l'expansion de l'agriculture, l'exploitation forestière illégale, la collecte de bois secs de chauffage et les feux de brousse.

En effet, l'agriculture reste le secteur dominant pour l'emploi et la sécurité alimentaire en Afrique⁷. En 2014, environ 42% des terres de l'Afrique subsaharienne étaient consacrées à l'agriculture, contre 38% dans le monde. La terre africaine intéresse aussi les investisseurs étrangers, car près de la moitié des terres cultivables pas encore en utilisation du monde se trouve en Afrique subsaharienne. La location ou l'achat de

⁷ Les tendances dans l'agriculture sont particulièrement importantes étant donné que plus de 60% de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans les zones rurales. Ainsi, bien que l'urbanisation progresse rapidement en Afrique, une grande partie de sa population sera encore rurale pour les décennies à venir.

terres par des propriétaires étrangers peut pourtant constituer un avantage discutable, car cela peut accroître la concurrence pour la terre et à des conflits avec la population locale. Ces achats sont souvent étiquetés de façon dérisoire comme des «accaparements de terres». En plus, la production agricole africaine souffre d'une faible productivité. L'amélioration de la sécurité alimentaire figure parmi les priorités des gouvernements africains, mais la Banque africaine de développement (BAD) estime toujours, que les importations alimentaires nettes des pays africains devraient passer de 35 milliards de dollars en 2015 à plus de 110 milliards de dollars en 2025.

Pendant la période de 2000 à 2014, de nombreux pays africains ont bénéficié des prix élevés des ressources naturelles. Maintenant, la fin du boom se reflète dans la baisse des investissements directs étrangers. Cette baisse s'accompagne des changements dans les tendances d'investissement de capitaux. Pendant que les investissements dans le secteur des ressources ont diminué, les investissements en Afrique sont de plus en plus axés sur les secteurs de l'industrie et des services.

Cette tendance reflète la croissance économique en Afrique, et dans les dernières années, la demande de ressources naturelles provient de plus en plus de l'Afrique elle-même. À mesure qu'un nombre croissant de ménages gravissent les échelons du développement, leur empreinte écologique augmente en raison de régimes alimentaires améliorés, d'un niveau plus élevé de consommation et d'une utilisation accrue de l'électricité et d'autres sources d'énergie. La croissance économique créera des pressions écologiques, mais il est probable, que ces contraintes seront jugées relativement acceptables par les gouvernements et par une grande partie de la population tant que le développement économique progresse rapidement. Il reste à voir si les gouvernements nationaux intégreront les questions environnementales dans leurs plans de croissance économique.

Déduisant de ce qui s'est passé dans d'autres parties du monde pendant une période de forte croissance économique (notamment la Chine), il ne semble pas probable, que l'Afrique choisisse une voie de développement durable. Vu que les problèmes économiques, comme la réduction de la pauvreté, restent prioritaires, les Etats africains sont tentés de poursuivre le développement économique le plus rapide possible sans y

intégrer des efforts pour l'utilisation durable des ressources. Cependant, ce scénario pourrait changer en fonction de trois facteurs, dont chacun variera considérablement à travers le continent :

- 1) Le rythme du changement technologique mondial :** Les technologies vertes d'énergie, de transport et d'industrie, deviennent-elles vite disponibles à des prix abordables pour que les pays africains pourraient éviter certaines d'erreurs et de pollution des pays développés ?
- 2) Les tendances démographiques :** La consommation africaine, accroîtra-t-elle trop vite par rapport au changement technologique annulant les effets positifs du progrès technologique ?
- 3) L'évolution de la gouvernance des ressources :** Avec quelle rapidité les questions environnementales et les préoccupations en matière de durabilité deviennent de véritables priorités pour les citoyens et les gouvernements africains ?

Conclusion

Dans la perspective de la décennie à venir, les pays africains devront faire face à diverses transformations sociopolitiques, économiques et sécuritaires, qui présentent aussi bien des opportunités que des risques. Par exemple, l'explosion de la jeunesse ne conduit pas inévitablement à une augmentation des troubles et de la violence et la mobilisation religieuse ne conduit pas nécessairement à l'extrémisme violent. En outre, un bon nombre des tendances discutées ici sont étroitement liées de l'un à l'autre ; agir dans un domaine est susceptible d'avoir des répercussions sur d'autres tendances !

Nous pourrions pourtant identifier trois facteurs, qui seront déterminants pour la réussite des pays africains dans leurs efforts à gérer ces défis :

- 1) La coopération régionale :** Plusieurs tendances présentées dans ce rapport ont des dimensions transnationales. Le développement des réponses efficaces nécessitera une coopération plus étroite entre les

pays africains, que ce soit à travers les institutions formelles existantes ou des arrangements plus ponctuels.

2) L'inclusion sociale : Relever le défi de la redistribution pour s'attaquer à la polarisation économique et à la marginalisation de larges couches de la population est particulièrement importante car les inégalités recoupent souvent les marqueurs ethno-nationaux, religieux et de genre, alimentant l'instabilité sociale et politique, la faible résilience et la grande fragilité institutionnelle.

3) La capacité de gouvernance : Le rapport a montré que la gouvernance médiocre ou inadéquate est en partie à l'origine des tensions liées à l'épuisement des ressources, à la montée de l'extrémisme violent et aux autres problèmes de sécurité. En même temps, la capacité de gouvernance influera fortement sur la capacité des pays à gérer les défis posés par les six tendances identifiées dans ce rapport.

Bibliographie

- AfrAsia Bank, *Africa Wealth Report 20* avril 2017, <http://www.afrasiabank.com/media/180012/africa-wealth-report-2017.pdf>
- African Union and Symantec, *Cyber Crime and Cyber Security Trends in Africa*, 2016.
- Afrobarometer, *Do Africans Still Want Democracy?*, Policy Paper no. 36, November 2016.
- AUCOIN Ciara et SCHÜNEMANN Julia, *African Urban Futures*, African Futures Paper no. 20, Institute of Security Studies, Pretoria, November 2016.
- BEKOE Dorina, *Voting in Fear: Electoral Violence in Sub-Saharan Africa*, Washington, DC: United States Institute for Peace, 2012.
- CACHALIA Raeesah Cassim, SALIFU Uyo et NDUNG'U Irene, *The dynamics of youth radicalisation in Africa – reviewing the current evidence*, Institute for Security Studies Papers no. 296, 2016.
- CEBALLOSA Gerardo, EHRLICH Paul R. et DIRZOB Rodolfo, « Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signalled

- by vertebrate population losses and declines », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 114, no. 30, 2017.
- CHEESEMANN Nic, *Democracy in Africa. Successes, Failures, and the Struggle for Political Reform*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015
- CHUTER David et GAUB Florence, *Understanding African Armies*, EUISS Report no. 27, April 2016.
- CILLIERS Jakkie, HUGHES Barry et MOYER Jonathan, *African Futures 2050*, ISS Monograph 175, Institute of Security Studies, Pretoria, January 2011.
- DELLA PORTA Donatella et LAFEE Gary, « Guest editorial: Processes of radicalization and de-radicalization », *International Journal of Conflict and Violence*, vol. 6, no.1, 2012
- DEVARAJAN Shanta Devarajan, *Africa's Statistical Tragedy*, le blog de World Bank, « Africa Can », <http://blogs.worldbank.org/africa-can/africa-s-statistical-tragedy> 10 juin 2011.
- DOUMBAYA Alkaly et al., « Assessing the Effectiveness of Monitoring Control and Surveillance of Illegal Fishing: The Case of West Africa », *Frontiers in Marine Science*, March 2017.
- GEDDES Barbara, WRIGHT Joseph et FRATZ Erica, *Autocratic Regime Data*, <http://sites.psu.edu/dictators/>, 2014.
- GOEMANS Hein, GLEDITSCH Kristien Skrede et CHIOZZA Giacomo, *Archigos: A Database of Political Leaders*, <http://privatwww.essex.ac.uk/~ksg/archigos.html> 2016
- HONWANA Alcinda, *The Time of Youth: Work Social Change and Politics in Africa*, Sterling, VA: Kumarian Press, 2012
- (2013), *Youth and Revolution in Tunisia*, London: Zed Books.
- International Monetary Fund, « Sub-Saharan Africa: Dealing with the Gathering Clouds », *IMF Regional Economic Outlook 2015*.
- International Union for the Conservation of Nature, *Overfishing threatens food security off Africa's western and central coast*, January 2017.
- ISMAIL Olawale, « Radicalisation and violent extremism in West Africa: implications for African and international security », *Conflict, Security & Development*, vol. 13, no.2, 2013
- KENDALL-TAYLOR Andrea et FRANTZ Erica, « When Dictators Die », *Journal of Democracy*, vol. 27, no. 4, 2016.

- MCGREGOR Andrew, « The Fulani Crisis: Communal Violence and Radicalization in the Sahel », *CTC Sentinel*, February 2017.
- McKinsey Global Institute, *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*, 2010.
- (2016) *Lions on the Move II: Realizing the Potential of Africa's Economies*.
- Mo Ibrahim Foundation, *A Decade of African Governance, 2006-2015*. Index Report 2017.
- NOLTE Kerstin, CHAMBERLAIN Wytske et GIGER Markus, *International Land Deals for Agriculture. Fresh insights from the Land Matrix: Analytical Report II*, Centre for Development and Environment, University of Bern; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Montpellier; German Institute of Global and Area Studies, Hamburg; University of Pretoria; Bern Open Publishing, 2016.
- OGHARANDUKU Victor Ikechukwu, « Violent Extremism and Grievance in Sub-Saharan Africa », *Peace Review*, vol. 29, no. 2, 2017
- RALEIGH Clionadh « Pragmatic and Promiscuous: Explaining the Rise of Competitive Political Militias Across Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 60, no. 2, 2016
- RESNICK Danielle et THURLOW James, *African Youth and the Persistence of Marginalization: Employment, politics, and prospects for change*, Abingdon: Routledge, 2015.
- ROCLSTRÖM Johan et al., « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, no. 2, 2009
- STEFFEN Will et al., « Planetary Boundaries: Guiding human development on a changing planet », *Science*, vol. 347, no. 6223, 2015
- STRAUSS Scott (2012), « Wars do End! Changing Patterns of Political Violence in sub-Saharan Africa », *African Affairs*, vol. 111, no. 443.
- THOMPSON Henry et al., *Growing Businesses of Scale in Sub-Saharan Africa: Job Creation, Innovation and Industrialization*, Research Paper, The Royal Institute of International Affairs, 2017.
- TULL Denis M. et SIMONS Claudia, « The Institutionalisation of Power Revisited: Presidential Term Limits in Africa », *Africa Spectrum*, vol. 52, no. 2, 2017

- UK Ministry of Defence, *Strategic Trends Programme: Regional Survey – Africa Out to 2045*, Developments, Concepts, and Doctrine Centre, 2016
- United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report 2017. Investment and the Digital Economy*, Geneva
- United Nations Department of Economic and Social Affairs, *World Population Prospects: the 2017 Revision*, 2017
- United Nations Development Programme in Africa, *The Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, 2017.
- WILLIAMS Paul D., « Continuity and Change in War and Conflict in Africa », *Prism*, vol. 6, no. 4, 2017
- WILLIAMS Stephen (2017), « Africa's Youth: The African Development Bank and the demographic dividend », *New African*.
- Stockholm International Peace Research Institute, *Military Expenditure Database*, <https://www.sipri.org/databases/milex>, 2017.
- Wood Mackenzie, « Sub Saharan Africa Upstream Overview », *Upstream Oil and Gas Insight*, September 2016.
- World Bank, *Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness*, 2013
- World Bank, DataBank – Agriculture and water data, <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>, 2017.

IV. Intégration régionale et stratégie de sécurité et de défense

Ladislav NZE BEKALE

Ancien Elève de l'ENA (France)

Docteur en Histoire militaire et Etudes de défense (Univ. Montpellier 3)

Chercheur Associé au GRESHS (Ecole Normale Supérieure-Gabon)

Chef d'unité Gestion des installations, Commission de l'Union Africaine

Le régionalisme : facteur structurant de la stratégie de défense et de sécurité de l'Union Africaine

Introduction

Les processus de démocratisation du début des années 90, les crises de gouvernance politique et économique de la fin des années 80, la chute du mur de Berlin et la fin du régime d'apartheid en Afrique du sud sont autant d'éléments qui ont rendu caduque l'OUA dont les missions n'étaient plus adaptées aux besoins et défis de l'Afrique au début des années 90.

En outre, la persistance des conflits, les génocides, les coups d'Etat, et les élections truquées, en plus de la question des personnes déplacées représentaient la réalité du continent, et les leaders africains se devaient de revoir le rôle de l'Afrique face à tous ces défis. Prenant la mesure de la situation du continent et de la nécessité de le sortir de l'assistanat et de tous ses atavismes, les dirigeants africains décidaient de la création de l'Union Africaine à Lomé en 2000. L'organisation s'est

fixée comme objectif d'accélérer l'intégration du continent afin de bâtir une Afrique prospère et en paix. L'intégration africaine, aux termes du Traité d'Abuja, devra se faire à partir des Communautés économiques régionales (CER) qui constituent "la brique" du système d'intégration africain. La quintessence de cette intégration voudrait que les politiques africaines soient initiées et coordonnées au niveau de l'Union Africaine mais réalisées et mises en œuvre au niveau des CER. Si l'organisation continentale s'est engagée à se doter d'une politique de défense et de sécurité, il est tout de même nécessaire de se demander quels sont les éléments constitutifs de cette politique ? Autant que l'on pourrait s'interroger sur les idées fondamentales soutenant la politique de défense et de sécurité de l'UA ? Et quels sont les instruments et les moyens permettant la mise en œuvre de cette politique ?

Aujourd'hui, les politiques africaines sont essentiellement dérivées des sept aspirations de l'UA dont l'une est consacrée aux questions de paix et de sécurité. Subséquemment, la politique de défense et de sécurité de l'UA (I) est orientée par des principes. L'échec du système de sécurité international en Afrique est une explication de la gestation d'une politique africaine de défense et de sécurité. Le cas du génocide rwandais a par exemple renforcé le vœu d'une Afrique qui s'occupe de ses problèmes, notamment sa sécurité. Ayant vocation à construire une intégration à partir des CER, la politique de défense et de sécurité de l'UA est, de ce fait, orientée par ce régionalisme. La CER comme région de défense et de sécurité (II) est l'espace de transposition de la stratégie de l'organisation continentale. La région de défense et de sécurité de l'UA est établie par des instruments juridiques qui sont à la fois des textes continentaux et régionaux formalisant les idées et les éléments essentiels de la politique régionale de défense et de sécurité.

Les instruments juridiques continentaux encouragent les CER à mettre en place à leur niveau un cadre juridique, politique et institutionnel similaire à celui de l'UA (III). Ainsi, la création d'un organe équivalent au Conseil de paix et de sécurité de l'Union au niveau régional, en est le résultat. Comme toute politique, celle de l'UA mobilise certains instruments politiques qui sont, en partie, les moyens sur lesquels l'organisation s'appuie pour agir. De façon tacite, ces moyens ont été transposés au niveau des CER, ils sont principalement de deux types, les instruments relatifs à la prévention et au règlement pacifique des conflits et ceux qui

sont assimilés à la coercition et aux sanctions. Au-delà des instruments juridiques et politiques, l'organisation continentale et ses démembrements (CER) ont prévu des moyens opérationnels (IV) qui s'apparentent aux questions militaires et d'intelligence.

L'UA et les CER ont ainsi créé un système de veille continentale et régionale pour détecter de façon précoce les risques pouvant conduire à une crise ou un conflit. Dans cette hypothèse, les CER sont appelées à créer des organes responsables de concevoir la stratégie militaire régionale pour assurer toute éventuelle intervention militaire dans la région. C'est dans cette perspective qu'une force africaine en attente est prévue par les textes constitutifs de la politique de défense et de sécurité de l'UA.

Mais les difficultés liées à l'opérationnalisation de cette force ont fait que l'UA ait opté, dans un premier temps, pour une solution transitoire en créant la Capacité africaine de réaction rapide (CARIC) qui permettrait de remédier à la lenteur de la création de la force africaine en attente. Malgré l'existence d'instruments juridiques, politiques et militaires, il n'en demeure pas moins que la politique de défense et de sécurité de l'UA présente des limites (V). Les difficultés les plus importantes sont financières, bien que l'organisation ait adopté un nouveau système de financement.

I. Les fondements de la politique de défense et de sécurité de l'Union Africaine

Pour comprendre les fondamentaux soutenant la politique de défense et de sécurité de l'UA, il est nécessaire de faire un rappel du contexte dans lequel l'organisation a été créée. Pendant plusieurs décennies, l'Afrique a connu de nombreux conflits aux causes multiples et dont certains étaient liés aux problèmes de gouvernance, d'élections et même de contrôle des ressources naturelles. En plus de ces maux, l'Afrique doit relever d'autres défis, comme la lutte contre les pandémies, la faim, la désertification, les coups d'Etat. Autant de problèmes qui ne peuvent être résolus durablement sans un véritable engagement de tous les pays.

La fin du régime d'apartheid en Afrique du sud, les crises politiques et économiques, les processus de démocratisation et l'échec du système de sécurité internationale en Afrique constituent des faits réels vécus par l'Afrique et nécessitant de réviser la doctrine de l'OUA (A).

L'avènement de l'Union Africaine est la continuation de la Communauté économique africaine créée en 1991, laquelle institue la régionalisation comme système d'intégration africain. Cette intégration est bâtie à partir des Communautés économiques régionales (CER) définies par le Traité d'Abuja (B). Dans ce mode d'intégration, les CER sont en charge de la réalisation des politiques africaines à leur niveau. Etant une politique commune, la défense et la sécurité nécessitent un déploiement au niveau des régions. S'appuyant sur les CER, la politique de défense et de sécurité est soutenue par des principes (C). L'objectif de garantir la sécurité du continent, et de ses populations, est un des éléments essentiels de la politique africaine de défense et de sécurité, comme la complémentarité entre l'UA et les CER dans ce domaine.

A. Les crises des années 80 et la révision de la doctrine de l'OUA pour une organisation continentale rénovée

A la fin des années 80 alors que le continent traverse des crises politiques, en plus des problèmes sécuritaires, il est aussi confronté aux problèmes de gouvernance. Les systèmes de gestion de l'Etat post-colonial n'ont pas abouti à la prospérité tant recherchée par les peuples africains. Au contraire, la pauvreté, les inégalités sociales, politiques et économiques ont provoqué des crises multisectorielles remettant en cause les fondements de l'Etat africain. Face à la multiplication des problèmes de développement, aux autres défis liés à la transformation politique et économique de l'Afrique, ceux relatifs à la sécurité et à la bonne gouvernance, tous ces défis représentaient plutôt une opportunité de relance du Traité d'Abuja et de l'intégration africaine.

A la fin des années 90, l'Afrique connaissait des changements, des processus de démocratisation à la fin de l'apartheid, et l'organisation

continentale de l'époque (OUA) devait s'arrimer aux mutations en cours à travers le continent, sachant que celui-ci traversait aussi une période critique et, qu'il avait plus que besoin de tous ses fils et filles pour repenser les conditions d'une reprise et de contrôle du destin de ses peuples. L'Union Africaine est créée en 2000 et ses objectifs sont définis dans les domaines politiques et économiques. Il s'agit respectivement de la promotion de la paix, la sécurité, la démocratie, les droits de l'homme et l'intégration pour le domaine politique et du développement de l'Afrique par l'augmentation des investissements extérieurs avec l'appui du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique).

Cette vision rénovée est complètement différente de ce qu'était l'OUA : l'UA envisage une intégration accélérée du continent, fondée sur un développement inclusif tiré par les africains. L'organisation se positionne comme acteur majeur de l'action publique à l'échelle continentale. Mais il n'est pas aisé de déployer une action publique dans cinquante cinq Etats aujourd'hui. Pour cela il faut reconnaître la perspicacité des pères fondateurs de l'OUA qui avaient fait preuve de vision et de lucidité en proposant dans le Traité d'Abuja une intégration à partir des CER (Communautés Economiques Régionales), lesquelles font aujourd'hui l'exception africaine en matière d'intégration. Comment se traduit cette spécificité de l'intégration africaine ?

B. La régionalisation : fondement de l'intégration et de la politique de sécurité de l'Union africaine

Les rapports entre les Etats membres de la communauté internationale sont gouvernés par des principes, des instruments, des moyens et des méthodes. Par conséquent, la coopération entre les Etats membres du système international peut, dans certaines circonstances, dépasser la simple coordination interétatique des politiques interétatiques et conduire à un transfert progressif de souveraineté des Etats à de nouvelles structures communautaires. Ce transfert de souveraineté, qui contribue à atténuer la fragmentation du système international, est au cœur de tout processus d'intégration. Processus par lequel des acteurs

politiques des différents secteurs nationaux tournent leur loyauté, leurs espoirs et leurs activités vers des institutions régionales disposant d'une juridiction sur les Etats nationaux préexistants. Pour Ernst B. Haas : Définir l'intégration régionale, c'est expliquer comment et pourquoi des Etats cessent d'être pleinement souverains, comment et pourquoi ils fusionnent volontairement avec leurs voisins et perdent leurs attributs de souveraineté, tout en acquérant de nouveaux moyens propres à résoudre des conflits qui pourraient surgir entre eux.

Après sa création, l'Union Africaine annonce qu'elle est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité politique et économique, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les Etats africains, de même que l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. La vision de l'Union Africaine est de bâtir une Afrique intégrée, prospère et en paix, tirée par ses citoyens et constituant une force dynamique sur la scène internationale. Pour atteindre ces objectifs l'organisation continentale doit, entre autres, promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent ; de coordonner et harmoniser les politiques des Communautés économiques régionales [CER] existantes et futures en vue de la réalisation graduelle des objectifs de l'Union.

La synchronisation et l'alignement des politiques de l'UA dans les CER constituent l'essence même du système d'intégration de l'UA, avec des régions comme réalisatrices et l'Union Africaine initiatrice et coordinatrice de l'intégration africaine.

Le régionalisme, à l'origine de l'intégration africaine, repose sur des processus de coordination institutionnelle qui induisent des mécanismes plus ou moins substantiels et complexes d'intégration juridique et de transferts de politique publique.

Cette transmission de l'action publique est établie par l'Acte de constitutif de l'UA. Dans son préambule, l'organisation indique sa conviction de l'impérieuse nécessité d'accélération « de la mise en œuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine afin de promouvoir le développement socio économique de l'Afrique... ».

L'organisation est décidée à relever les défis multiformes auxquels est confronté l'Afrique et ses populations face aux mutations engendrées par la mondialisation. A travers son système d'intégration, l'UA s'engage

à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, en mettant en place une politique africaine de sécurité et de défense dont les CER sont les principaux acteurs. Ce régionalisme, dans sa dimension sécuritaire, trouve ses origines à la fois dans le Traité d'Abuja instituant la Communauté Economique Africaine, la Charte des Nations unies et l'Acte constitutif de l'UA.

La Communauté est la « structure organique d'intégration économique créée aux termes de l'article 2 ». Alors que la région est représentative de « la Région de l'OUA [...] relative à la répartition de l'Afrique en cinq (5) régions, à savoir l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe. La Sous-région est un ensemble d'au moins trois (3) Etats d'une même ou plusieurs régions ». Dans sa volonté de régionalisation des politiques publiques communautaires, l'UA envisage ainsi faire des CER des organes d'exécution de sa politique de sécurité et de défense, alors que le suivi, l'évaluation et la coordination seront faites au niveau continental, voir mondial, lorsqu'il s'agit des questions conjointes avec les Nations unies. L'organisation continentale qui est détentrice de prérogatives dans le domaine de la sécurité collective, s'est saisie de cette question pour concevoir une démarche qui mobilise les aspects d'une action publique continentale.

C. Les principes essentiels de la régionalisation de la sécurité et de la défense africaines

La stratégie africaine de défense et de sécurité est portée par une doctrine, comme étant les principales idées orientant l'action de l'UA. Le concept de sécurité collective (1), comme ambition de l'organisation continentale, vise à assurer la protection de ses citoyens. Aussi, la subsidiarité (2) fait que l'UA s'autosaisisse des questions de défense et de sécurité à l'échelle continentale en vertu de la Charte des Nations.

1. Sécurité collective et puissance

La sécurité collective est une conception des relations internationales visant le maintien de la paix par l'interdiction de tout recours à la force et à la mise en place d'un système de négociation collective fondé sur le respect du droit international.

Dans le cas de l'Union Africaine, il s'agit de définir les principes fondamentaux, les outils et les différents modes opératoires du système de défense et de sécurité de l'organisation continentale. Dans les domaines de la sécurité et de la défense, selon l'Acte constitutif, les objectifs de l'UA sont : de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses Etats membres. Dans le même ordre d'idée, l'Acte constitutif garantit que l'UA a aussi pour but de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent. Elle se propose de mettre en place une politique africaine de défense et de sécurité. La politique de défense représente un ensemble des principes, des organisations et des instruments de politiques publiques mobilisés pour assurer la sécurité et l'intégrité du territoire d'une communauté politique particulière.

La politique de défense est souvent assimilée à l'institution militaire, qui en constitue effectivement l'aspect central et souvent le plus important quantitativement, tant du point de vue humain que budgétaire [...] La politique de défense couvre cependant des aspects plus larges, comme la mobilisation des moyens civils (renseignement), l'élaboration de stratégie en matière de relations internationales ou encore différents dispositifs de coopération.

La mise en place d'une politique de défense de l'UA est un aspect de l'organisation de la sécurité du continent. L'Acte constitutif de l'UA a retenu comme autre principe le règlement pacifique des conflits entre les Etats membres de l'Union par des moyens appropriés, sous entendu l'utilisation d'un ensemble de moyens politiques et juridiques permettant de résoudre un conflit entre Etats sans recourir à la force, soit par l'établissement d'une négociation directe, soit par l'intervention d'un tiers.

L'UA a développé plusieurs instruments relatifs au règlement pacifique des conflits internes et entre Etats, même si l'efficacité de ces instruments a quelques fois été remise en cause.

Si la sécurité collective et l'adoption d'une politique africaine de défense et de sécurité constituent des éléments théorique et organisationnel de la sécurisation du continent, deux autres paraissent s'inscrire dans la politique de défense de l'organisation continentale. Il s'agit respectivement des concepts de puissance et de subsidiarité. La puissance se définit comme « capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres », c'est l'institutionnalisation et la légitimation de la force – en tant qu'expression de la puissance – dans la résolution des conflits et l'édification de la paix.

Dans le nouveau contexte de l'Union Africaine, il apparaît clairement dans la nouvelle vision de l'Union Africaine qu'il ne saurait y avoir de paix durable ni de sécurité collective sans une expression du jeu de la puissance qui instituent et garantissent les structures de sécurité, de production et de distribution, bref de réalisation du bien commun. L'Union Africaine est dotée d'un modèle d'organisation collective de la puissance, avec la création d'un Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), lequel envisage la puissance de la force militaire comme cadre de gestion des conflits, ce qui suppose, pour que ce cadre soit un tant soit peu efficient, que de nouvelles pratiques en matière de paix et de sécurité soient développées. Même s'il ne faudrait pas minimiser la capacité unilatérale de faire [...] de grands Etats ou des pesanteurs qui pèsent sur cette capacité, du fait des contraintes institutionnelles et régionales ou globales, il n'en demeure pas moins que la puissance africaine légitime est collective.

2. Le principe de subsidiarité

Aux termes de l'article 52 de la Charte des Nations unies, la subsidiarité ne s'oppose pas à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien et à la sécurité internationales, se prêtent à une action à caractère régional [...].

L'ONU définit, partiellement ainsi, le principe de subsidiarité qui constitue un élément de complémentarité entre le système de sécurité internationale et les actions de cette nature ayant une dimension continentale, régionale ou sous régionale. La subsidiarité exclut la

subordination des organisations régionales à l'organisation mondiale mais privilégie plutôt une complémentarité.

Dans son rapport sur la revue des opérations de maintien de la paix, l'Union Africaine a réitéré sa volonté d'une interprétation novatrice du chapitre VIII de la Charte des Nations unies, en vue de promouvoir plus efficacement la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique, en ayant notamment à l'esprit, la fluidité de l'environnement sécuritaire en Afrique et la complexité des défis à relever, l'élaboration par l'UA et ses CER des cadres normatifs et institutionnels complets pour traiter des questions de paix et de sécurité, ainsi que la proximité des réalités du terrain et la familiarité avec les défis auxquels font face leurs Etats membres.

Entre l'UA et les CER, la pratique du maintien de la paix est réservée non seulement à l'échelon mais aussi à la CER la plus compétente. Ainsi sous certains aspects, le partage des tâches entre l'UA et les CER est fonction des avantages comparatifs d'un acteur par rapport à un autre, c'est-à-dire de leurs compétences respectives. Les instruments et décisions de l'UA relatifs à la paix, à la sécurité et à la gouvernance constituent un cadre solide pour relever les défis actuels de la paix et de la sécurité. Toutefois, il y a un sérieux manque de capacité de mise en œuvre de ces instruments et de ces décisions. A cet égard, il faudrait absolument mettre en œuvre de façon scrupuleuse et systématique, les instruments et les décisions adoptés par les organes de décision de l'Union Africaine et des CER.

II. La CER comme région de défense et de sécurité de l'Union Africaine

La CER est le lieu de cristallisation et de réalisation des politiques africaines. La politique de défense et de sécurité de l'UA, qui est déployée au niveau des CER, s'appuie sur des instruments. Avant tout, les différents instruments juridiques (continentaux et régionaux) établissent les conditions de coopération et de collaboration entre l'UA et les CER (A) dans les domaines de la défense et de la sécurité. Ces textes (B) déclinent à la fois les normes relatives à l'action des régions en matière de défense

et de sécurité, de même que les institutions responsables de la mise en œuvre de la politique de défense et de sécurité (C). Le droit de la défense et de la sécurité, en création dans le cadre de l'UA et des CER, prévoit aussi bien au niveau continental que régional, des institutions similaires dont les missions sont d'étendre la politique continentale en matière de défense et de sécurité.

A. Le cadre juridique de la coopération entre l'UA et les CER dans les domaines de la défense et de la sécurité

Dans la coopération avec les CER dans le domaine de la défense et de la sécurité, le CPS assure une harmonisation, une coordination et une coopération étroite entre les Mécanismes régionaux et l'Union dans la promotion et le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité de l'Afrique.

Le protocole relatif à la création du CPS prévoit les instruments, les moyens et les techniques à mobiliser par l'Union Africaine pour la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent. Bien qu'étant un texte juridique essentiel de la politique de défense commune et, alors que l'Acte constitutif énonce les principales idées dans ce domaine, le pacte de non agression et de défense commune de l'Union Africaine est aussi un instrument important de la nomenclature juridique en matière de défense et de sécurité de l'organisation. La mise en œuvre des actions relatives à la défense et à la sécurité, la politique et les instruments juridiques de l'UA est de la responsabilité des CER et les autres mécanismes régionaux assimilés. Ceux-ci font partie intégrante de l'architecture de sécurité de l'Union, qui assume la responsabilité principale pour la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité de l'Afrique. A cet égard, le CPS et le Président de la Commission harmonisent et coordonnent les activités des mécanismes régionaux dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la stabilité, afin que ces activités soient conformes aux objectifs et aux principes de l'Union.

Enfin le Protocole, entre l'UA et les CER sur la force africaine en attente en Afrique de l'Est et du Nord, établit le cadre de coopération entre ces différentes entités pour la promotion de la paix et la sécurité en accord avec les objectifs de l'UA. Le Protocole développe d'abord les objectifs, les principes et les domaines de coopération entre l'UA et les CER. Aussi, ce texte détermine les conditions nécessaires à l'opérationnalisation de l'architecture africaine de paix et sécurité, les modalités de prévention et de gestion de l'action humanitaire, nécessaire en cas de catastrophe. D'autres domaines comme la reconstruction post-conflit, le contrôle des armes, la lutte contre le terrorisme et la gestion des frontières, sont aussi prévus par le texte. Par ailleurs, la nature et les conditions de collaboration entre l'UA et les CER sont également définies.

En tant que piliers de l'UA, les CER ont un rôle à part entière à jouer [...] la Commission invite les CER à être présents dans le cadre des bureaux de liaison mis à leur disposition [...] la priorité est donnée à l'échange régulier d'informations sur toutes activités relatives au maintien de la paix et de la sécurité. Il est donc prévu que le Président de la Commission puisse participer aux réunions, prévues une fois par an, et aux délibérations des CER. Alors que l'Union Africaine garde sa position en tant qu'acteur en charge de la coordination et de la décision pour toutes les questions sécuritaires ayant trait à l'avenir du continent, les CER disposent d'une marge de manœuvre assez importante qui leur permet d'avoir leur mot à dire dans le cadre de la gestion des conflits.

B. Les instruments juridiques de défense et de sécurité régionaux

L'organisation du système de défense et de sécurité de l'Union Africaine à partir des CER, reposant sur le principe de subsidiarité, a enrichi le droit communautaire aussi bien au niveau continental qu'au niveau des CER. De nombreux instruments juridiques ont été adoptés pour traduire en droit la coopération entre l'Union Africaine et les CER, notamment par la CEDEAO, la CEEAC et la SADC mais pas exclusivement. Le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement

des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité constitue l'instrument juridique définissant et organisant la politique de la CEDEAO. Aux termes de ce texte, le Mécanisme est composé de plusieurs institutions aux missions variées, c'est par exemple le cas du Conseil de médiation qui prend les décisions relatives à la paix et la sécurité dans la région.

Le Mécanisme est assisté par des organes d'appui notamment le Conseil des sages et la Commission de défense et de sécurité. Les conditions de mise en œuvre du Mécanisme sont déterminées par le Protocole, comme celles relatives à la gestion des conflits, au financement du mécanisme d'assistance humanitaire, de consolidation de la paix et de la sécurité régionale. En complément, la CEDEAO a fait le choix d'un Protocole additionnel relatif à la démocratie et la bonne gouvernance.

Ce texte met en évidence le lien entre la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et la démocratie. Il identifie les principes de convergence constitutionnelle dans la région, tout en établissant les conditions de gestion des élections dans la région. Les conflits post-électorales sont encore importants en Afrique et des initiatives comme celles de cette CER sont à encourager et à généraliser, pour réduire les conflits de cette nature.

Le Protocole encadre le rôle des forces armées dans les démocraties de la région ainsi que ceux de la démocratie et de l'Etat de droit. Il encadre aussi le rôle des acteurs sociaux dans la construction de la paix et de la sécurité dans la région. Pour terminer avec la CEDEAO, elle a adopté un cadre de prévention des conflits constituant en fait l'opérationnalisation à la fois des instruments juridiques et politiques de la stratégie régionale de prévention et de gestion des conflits.

La CEEAC a pris trois textes principaux organisant le système de défense et de sécurité de la région, il s'agit du Protocole relatif au conseil de paix et de sécurité (COPAX), le pacte de non agression et le pacte d'assistance mutuelle. Le Protocole relatif au COPAX reconnaît dans son préambule, que la paix constitue un facteur décisif dans la réalisation des objectifs de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

A propos des questions de paix et de sécurité, les objectifs de la région y sont définis, ainsi que l'organisation et les attributions de cet organe. La Commission de défense et de sécurité est l'organe en charge d'analyser et d'évaluer les situations conflictuelles et la planification des opérations de maintien de la paix. Deux autres organes sont prévus,

respectivement le Mécanisme d'alerte rapide qui est en charge de la surveillance et de la veille sur les questions de paix et de sécurité. Et la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC) sera la brigade d'Afrique centrale de la force africaine en attente. Le Pacte d'assistance mutuelle indique les conditions d'assistance entre Etats de la CER en cas de conflits, de même que les modalités de mobilisation de la FOMAC dans des cas d'agression internes ou externes à la CER.

La SADC a, quant à elle, deux instruments juridiques essentiels, le Protocole de coopération en matière de défense et de sécurité et, le Pacte de défense mutuelle. Le Protocole crée les principaux organes en charge de la gestion et de la prévention des conflits. Deux organes prévalent dans la gestion des conflits, notamment le Comité interétatique de politique et de diplomatie et le Comité interétatique de défense et de sécurité.

Ce texte définit aussi les conditions de coopération entre les Etats membres de la CER, les Etats non parties et les organisations internationales. Cet instrument juridique élude aussi l'approche régionale de prévention, de gestion et de résolution des conflits. Le Pacte précise les conditions de règlement des conflits au sein de la CER ainsi que les conditions d'utilisation de la force armée pour intervenir dans les conflits régionaux.

Les différents instruments juridiques relatifs à l'organisation des systèmes de défense et de sécurité régionaux présentent une certaine similarité pouvant être interprétées comme dérivées du droit de l'UA mais aussi comme la formation d'un droit régional de la défense et de la sécurité. Celui-ci met en place le système de sécurité collective non seulement à l'échelle continentale mais aussi aux niveaux des régions, tout en créant des institutions chargées de mettre en œuvre la stratégie continentale de défense et de sécurité aux niveaux des CER.

C. L'ancrage régional des organes de défense et de sécurité de l'Union Africaine

Au nom du principe de subsidiarité sur lequel se construit l'intégration africaine et dans la cadre de la coopération CPS, CER/MR, ces dernières sont le lieu de transposition des divers instruments relatifs à la prévention, à la gestion des crises et à la reconstruction post conflit. A cet effet, le CPS, en consultation avec les Mécanismes régionaux, assure la promotion des initiatives visant à prévenir les conflits et, lorsque des conflits éclatent, à entreprendre des activités de rétablissement et de consolidation de la paix.

Les CER/MR fournissent [ainsi] la capacité de maintien de la paix par l'intermédiaire d'une combinaison de forces [...] dans le cadre de négociations directes de la Commission avec les Etats membres [des CER/MR]. Ils sont aussi ceux qui apportent la réponse initiale en cas de d'évolution d'une crise. De ce fait, une relation étroite est nécessaire entre l'UA et les responsables des CER/MR ; de même, une coopération active est essentielle entre leurs éléments d'alerte précoce et de planification. Dans le cadre de ces efforts, les Mécanismes régionaux concernés doivent [...] tenir le CPS pleinement et régulièrement informé [...]. Les mécanismes régionaux sont invités à participer à l'examen de toute question soumise au CPS, chaque fois que cette question est traitée par un Mécanisme ou présente un intérêt pour un Mécanisme. Les objectifs de paix à travers un système de défense et de sécurité, aux niveaux des CER, sont certes soutenus par des instruments juridiques. Ceux-ci prévoient la création des institutions qui doivent réaliser toutes les politiques s'y rapportant. L'UA et les CER institutionnalisent et renforcent leur coopération, et coordonnent étroitement leurs activités pour réaliser leur objectif commun d'éliminer le fléau des conflits sur le continent et de poser les jalons d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables [...] pour contribuer à la mise en œuvre opérationnelle intégrale et au fonctionnement de l'architecture continentale de paix et sécurité.

Les Parties mettent en place, le cas échéant et dans le cadre de leurs stratégies de prévention des conflits, des structures similaires [...]

Protocole relatif au CPS. Ainsi, les CER ont créé des organes équivalents à ceux relatifs aux questions de paix et de sécurité à l'échelle continentale.

Au niveau de la CEDEAO, une institution similaire au CPS est créée, il s'agit du Conseil de médiation et de sécurité. Aux termes de l'article 10 du Protocole relatif au Mécanisme de prévention et de gestion des conflits, le Conseil de médiation et de sécurité prend, au nom de la Conférence, des décisions liées à la paix et à la sécurité de la région. Il assure également la mise en œuvre de toutes les dispositions [...] ; décide de toutes questions relatives à la paix et à la sécurité ; décide et met en œuvre les politiques de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.

Sans extrapolation, les prérogatives du CMS sont quasiment identiques de celles du CPS. Le CMS agit donc pour le CPS au sein de la CEDEAO conformément au MOU UA-CER qui définit la coopération entre ces différentes entités au nom du principe de subsidiarité. A la CEEAC, le Conseil COPAX est l'institution de concertation politique et militaire des Etats membres de la région, en matière de promotion, de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité. Les objectifs du COPAX sont de, prévenir, gérer et régler les conflits; entreprendre des actions de promotion, de maintien et de consolidation de la paix dans la région. Comme le CPS et le CMS, le COPAX est l'organe régional en charge de mettre en œuvre la stratégie et les politiques régionales de paix et de sécurité au sein de la CEEAC.

Au niveau de la SADC, le Protocole sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité à l'article 2 prévoit la création d'un organe ayant pour objectif général de promouvoir la paix et la sécurité de la région. Ses objectifs spécifiques sont notamment de protéger les peuples et de prémunir la région contre l'instabilité découlant de l'effondrement de l'Etat de droit, des conflits intra- ou interétatiques. Le mécanisme régional de gestion des conflits est composé d'un organe, le Comité interétatique de politique et de défense, qui correspond au CPS, au CMS et au COPAX.

En revanche, le Protocole n'est pas aussi explicite que les instruments juridiques relatifs aux principaux organes en charge des questions de paix et sécurité dans la CEEAC et la CEDEAO. C'est dans la perspective de création de l'équivalent des organes continentaux au niveau des CER

qu'a été créé le Conseil des sages de la région au sein de la CEDEAO, organe consultatif au sein du Mécanisme régional de gestion des conflits. Il est composé d'éminentes personnalités de la région pour user de leurs connaissances et compétences comme médiateur, conciliateur et arbitre.

Aussi, est instituée une Commission de défense et de sécurité au sein de cette CER, comme organe en charge des questions militaires de la région. En revanche la CEEAC semble ne pas avoir prévu un organe similaire, bien qu'il soit fortement recommandé par le Protocole relatif aux CER. Cependant, les activités de médiation sont du ressort de la Conférence des Chefs d'Etats de la CEEAC. Par conséquent, son Pacte d'assistance mutuelle dispose à l'article 10 que, lorsqu'il y a conflit entre deux Etats parties au Pacte, la Conférence se réunit d'urgence et entame les procédures de médiation.

Dans le même ordre d'idée est institué au sein des CER l'équivalent du Comité d'Etat major créé par le Protocole relatif au CPS. A la CEDEAO, la Commission de défense et sécurité (CDS) étudie les aspects techniques administratifs et détermine les besoins en logistique dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Elle assiste le CMS dans le cadre de la formulation du mandat de la force de maintien de la paix [...] de la détermination de la composition des contingents.

A la CEEAC, aux termes des dispositions de l'article 14 du Protocole relatif au COPAX, la CDS comme son équivalent de la CEDEAO, examine toutes les questions administratives, techniques et logistiques et évalue les besoins des opérations de maintien de la paix. Elle assiste le Conseil des ministres dans l'examen des aspects stratégiques et opérationnels des opérations de maintien ou de consolidation de la paix.

Les CER semblent avoir respecté les orientations du Protocole relatif au CPS qui prévoit la création de certains organes aux niveaux des régions. Cela a été vérifié aussi bien à la CEDEAO, qu'à la CEEAC et même à la SADC. Cependant le Conseil des sages qui existe au niveau continental et de la CEDEAO paraît ne pas avoir été prévu par la CEEAC.

III. La régionalisation des instruments politiques de défense et de sécurité de l'Union Africaine

Une politique doit nécessairement avoir des instruments qui permettent son déploiement et sa réalisation. L'UA a imaginé des instruments qui ont été codifiés au niveau continental, puis transposés au niveau des CER qui ont la responsabilité de la mise en œuvre des politiques continentales. Les instruments politiques relatifs à la stratégie de défense et de sécurité de l'UA et des CER sont nombreux, mais certains sont plus explicitement définis par les textes aussi bien au niveau continental que régional.

Ainsi, les moyens de prévention et de règlement pacifiques des différends sont parmi les plus importants de l'UA et des CER (A). Ces derniers, à travers l'histoire et les expériences de gestion des conflits ont appris que les moyens de prévention et de gestion pacifique des conflits peuvent avoir des limites voire des insuffisances. Ils peuvent à tout moment, lorsqu'ils ne sont pas efficaces, déboucher sur un conflit nécessitant la mobilisation des moyens contraignants. En conséquence, des instruments coercitifs et des sanctions (B) sont d'autres moyens utilisables dans certaines circonstances, particulièrement en cas de rupture de la paix.

A. Les instruments de prévention et de règlement pacifiques des conflits

La SADC fait de la coexistence pacifique un instrument indispensable à la préservation régionale de la paix, le Protocole sur la coopération en matière de défense et de sécurité réaffirme dans son préambule les principes stricts de la souveraineté [...] de la non-agression et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats. La CEEAC aussi a des instruments juridiques consacrant la coexistence pacifique entre les Etats de la région. Le Pacte de non-agression de la région réaffirme l'engagement des Etats membres à promouvoir et à poursuivre

les objectifs de paix, de sécurité, de désarmement et de développement dans la région.

Ainsi, chaque Etat membre s'engage à ne pas commettre, à encourager ou à soutenir des actes d'hostilité, ou d'agression contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance des autres Etats membres (art.2). Le Pacte de non agression, entre les Etats membres de la CEDEAO, impose à chaque Etat partie de ne recourir à la menace, à l'utilisation de la force, à l'agression ou à tout autre moyen contraire à la Charte des Nations unies et au Pacte de non agression de l'UA contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des autres Etats membres. Les Etats membres ont recours à des moyens pacifiques pour régler les différends qui pourraient surgir entre eux... (art.5). L'ensemble des Etats membres et des CER, à travers des instruments juridiques spécifiques, ont scellé leur volonté de coopérer pour l'effectivité de la politique de défense et de sécurité continentale.

Les principes et les outils relatifs à la prévention des conflits de l'UA sont transposés au niveau des CER. Il convient de ce fait de clarifier les procédés et méthodes de prévention des conflits au niveau régional. A propos de la CEEAC, dans son Protocole relatif au COPAX, les Etats membres sont attachés aux principes consacrés par la Chartes des Nations unies et par l'OUA/UA [...] notamment la volonté d'ériger [...] comme référence politique essentielle, à la laquelle chaque Etat membre s'engage, à prévenir ou à faire cesser les crises et les conflits dans la [...] région (art.3). Le COPAX a pour objectifs de prévenir, de gérer et de régler les conflits [...] Il peut également engager toute action civile et militaire de prévention, de gestion et de règlements des conflits.

Quant à la SADC, elle envisage d'établir les mécanismes appropriés afin de prévenir toutes formes de menace contre les Etats membres par les moyens d'initiatives diplomatiques ; de réhausser les capacités en matière de prévention, de gestion et de règlement des conflits.

Alors qu'à la CEDEAO, le système porte sur la prévention opérationnelle et structurelle. Il s'agit pour la prévention opérationnelle, de « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement préventif... ».

Dans le cadre de la diplomatie préventive, le Groupe des sages joue un rôle spécifique dans le règlement des différends [...], le Groupe des sages peut assumer un rôle important dans la prévention, la gestion et le

règlement des conflits. En plus des responsabilités du Groupe des sages, le Protocole sur le CPS dispose dans son article 7 que, « les parties intensifient leurs efforts en vue de la prévention structurelle des conflits à travers notamment des politiques visant à promouvoir des principes et pratiques démocratiques, la bonne gouvernance, l'Etat de droit, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que le respect du caractère sacré de la vie humaine et du droit international humanitaire ».

Reposant sur un système de défense et de sécurité à partir des régions, l'UA encourage les CER à transposer les mêmes instruments et les principes à leur niveau respectif. L'UA encourage les CER à mettre progressivement en place des organes de diplomatie préventive, la SADC a développé une structure de médiation, de prévention des conflits et de diplomatie préventive incluant un panel des anciens ainsi qu'un groupe de médiation. La CEDEAO a, quant à elle, établi le Conseil des sages, et une unité de médiation est en cours de création. La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (CAE) a décidé d'établir un panel d'éminentes personnalités et est en train de créer une unité de médiation [...] L'IGAD a établi une unité de médiation et utilise son comité des ambassadeurs, pour les actions de médiations et de diplomatie préventive. La CEEAC est aussi entrain de développer son système institutionnel de médiation avec l'assistance de l'Union.

En 2013, l'UA et les CER ont établi le réseau panafricain des sages dont le but est de mettre ensemble les acteurs de la médiation de l'UA, des CER et de la société civile afin de renforcer la collaboration entre les structures et de les approches de l'UA et les CER à travers les ateliers, les missions conjointes et la recherche. Aux termes du Protocole de défense et de sécurité de la SADC, les objectifs spécifiques de l'organe, en charge des questions défense et sécurité, sont de prévenir, contenir et résoudre par des moyens pacifiques les conflits inter étatiques. La CEEAC aussi prévoit l'utilisation de ces moyens pour la gestion des conflits. L'article 4 du Protocole sur le COPAX dispose à cet effet que, le COPAX a pour objectifs de promouvoir des politiques de règlement des différends [...] et de faciliter les efforts de médiation lors des crises et des conflits au sein et entre les Etats membres ou avec un Etat tiers.

B. Les instruments coercitifs et les sanctions

Etant donné que les CER mettent en œuvre à leur niveau les politiques de l'UA, particulièrement celles relatives aux questions de paix et de sécurité, la CEDEAO a un Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance. Il exhorte les Etats membres de la CER à adhérer strictement aux instruments électoraux des Etats membres, au respect des dispositions constitutionnelles et de l'Etat de droit.

Il rejette avec fermeté l'arrivée ou le maintien au pouvoir par des moyens contraires à la Constitution. En plus du caractère coercitif, ce Protocole a aussi prévu des aspects préventifs pouvant éviter d'arriver à des changements anticonstitutionnels.

Il définit les critères de convergence constitutionnelle devant être remplis par les membres de la communauté et qui sont basés sur les principes de bonne gouvernance - respect de la règle de droit, séparation des pouvoirs, indépendance du système judiciaire, promotion d'une presse non partisane et responsable et contrôle démocratique des forces armées.

Le plan stratégique de l'organe de coopération en matière de défense et de sécurité de la SADC reconnaît le renversement de l'ordre constitutionnel comme une menace régionale et interne aux Etats membres. La région s'engage à renforcer la capacité régionale « à prévenir le renversement de l'ordre constitutionnel ». Même si la situation régionale se caractérise par l'acceptation du pluralisme politique, des mesures préventives restent toujours nécessaires.

Les pays de la SADC tiennent régulièrement des élections démocratiques et engagent des consultations visant à accentuer et à renforcer la culture démocratique. A cause de la stabilité politique et du climat de paix de la région, elle semble avoir fait le choix de la prévention comme élément clé des changements anti-constitutionnels. La stratégie de la région est de prévenir les changements anti-constitutionnels et de définir les normes électorales communes dans la région ; promouvoir les principes de démocratie, de bonne gouvernance et de l'état de droit ; encourager les partis politiques à accepter les résultats des élections tenues conformément aux normes électorales de l'Union Africaine et de la SADC.

La stabilité de la région devrait s'améliorer avec le départ de Mugabe, une situation qui peut laisser présager un avenir politique et économique meilleur pour le Zimbabwe.

De l'analyse des instruments de la CEEAC, il ne ressort pas clairement l'approche régionale sur les changements anti-constitutionnels. Cependant, l'article 3.h du Protocole sur le COPAX garantit l'attachement des Etats membres aux principes de la CEEAC, notamment la promotion et la consolidation des institutions démocratiques et de la légalité constitutionnelle dans chaque Etat membre. L'évocation de la légalité constitutionnelle peut être interprétée comme une volonté des Etats de la communauté à rejeter les changements anticonstitutionnels. D'ailleurs, la déclaration de Malabo insiste sur le respect scrupuleux de l'Etat de droit, tout en condamnant sans équivoque l'usage de la force armée comme moyen de conquête et de conservation du pouvoir. La position de la CEEAC est sans équivoque sur les coups d'Etat, comme l'Union Africaine, cette région a préféré circonscrire le changement anti-constitutionnel à toute tentative de prise du pouvoir par les hommes en uniforme.

Selon le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, en cas de rupture de la démocratie par quelque procédé que ce soit et en cas de violation massive des droits de la personne dans un Etat membre, la CEDEAO peut prononcer à l'encontre de l'Etat concerné des sanctions (art45.1). Pour la SADC, la question des sanctions n'est pas non plus clairement établie par les instruments de défense et de sécurité. Cependant, la Commission de l'UA, à travers le CPS, doit s'assurer de la collaboration des CER dans l'application des sanctions lors des changements anticonstitutionnels. Par conséquent, si une CER peut ne pas disposer d'instruments relatifs à ces situations, le droit de l'UA est de ce fait applicable. Les CER ont également transposé le principe de l'intervention à leur niveau, lorsque cela est nécessaire. Pour la SADC, l'intervention est explicitement reconnue, « les objectifs de l'organe [en charge des questions de sécurité et de défense...] sont d'envisager les mesures coercitives [...] lorsque les moyens pacifiques ont échoué ».

Le Président [de l'organe] agissant sur les conseils du comité ministériel, peut recommander au sommet la prise de mesures coercitives à l'encontre d'une ou plusieurs parties du conflit (art.11.3 (c)). La SADC peut ainsi recourir à l'intervention et, comme on peut le constater par un organe de niveau ministériel équivalent du CPS au niveau régional,

déclenche la procédure pouvant aboutir à l'intervention. On peut supposer que, lorsque le droit communautaire régional est moins explicite sur certaines questions, notamment sur les interventions comme dans le cas de la SADC, le droit communautaire de l'UA prime.

Pour la CEDEAO, « les interventions militaires ne doivent constituer qu'un segment, et théoriquement une mesure prise en dernier ressort, dans le contexte élargi de la paix et la sécurité ».

Le Mécanisme de règlement des conflits est déclenché dans les conditions prévues par l'article 25 du Protocole, lequel énumère plusieurs cas, notamment les conflits, les renversements ou tentative de renversement de gouvernements etc. Plusieurs possibilités de mise en œuvre du mécanisme sont définies par l'article 26, il peut s'agir d'une décision de la Conférence ou du Conseil de médiation, d'une demande d'un Etat membre, de l'initiative du Secrétaire exécutif ou de la demande de l'UA ou des Nations unies. La CEEAC comme les autres CER a intégré le principe d'intervention dans son ordre juridique de défense et de sécurité. Le Protocole relatif au COPAX dispose à cet effet que, cet organe peut constituer et déployer des missions civiles et militaires [...] pour maintenir la paix [...] et peut également engager toute action civile et militaire de prévention, de gestion et de règlement des conflits (art.5). L'intervention peut être consécutive aux cas énumérés par l'article 25, notamment des conflits internes ou externes, des renversements ou tentative de renversement des institutions constitutionnelles d'un Etat membre. Dans ces conditions, l'intervention est déclenchée, sur décision de la Conférence, à la demande d'un Etat membre ou de l'UA et des Nations unies (art.26).

IV. La régionalisation des moyens opérationnels de la politique de défense et de sécurité de l'UA

Comme toute politique de défense et de sécurité, celle de l'UA est dirigée par des éléments doctrinaux, des instruments et des moyens opérationnels. Ces moyens sont essentiellement, le renseignement à travers le système continental et les mécanismes régionaux d'alerte rapide (A)

qui permettent de faire de la prévention. Aussi, les aspects militaires (B) s'organisent autour d'un organe responsable de la stratégie militaire pour la Force africaine en attente et la CARIC. C'est dans cette perspective que l'organisation s'est engagée depuis quelques années dans la conduite des opérations de maintien de la paix (C) totalement conduite par l'Union Africaine.

A. Les systèmes régionaux de veille et d'intelligence

Pour l'opérationnalisation du système sécuritaire de l'UA, plusieurs moyens opérationnels sont prévus par l'organisation ; elle a notamment créé le système d'alerte continental pour veiller à la prévention et à l'anticipation des conflits. Ce mode opératoire devait être repris par les CER ; pour cela, la CEDEAO à l'image de l'UA, s'est dotée d'un système d'alerte précoce qui fait du renseignement ouvert en collectant des données sur des indicateurs de tension [...] Aussi des agents font du renseignement public [...] Chaque semaine ils font un rapport de situation (c'est ce qui dessine les tendances) et les analystes à Abuja, analysent les tendances.

La CEEAC a créé le MARAC, il s'agit d'un système de collecte, à l'échelle de chaque pays membre, de l'information tactique et stratégique, des causes et des dynamiques conflictuelles au sein de la CEEAC. L'information traitée par le Centre d'observation et de surveillance alimente en principe une banque de données [...] et permet de structurer et de mettre en action les capacités intégrées.

Le système d'alerte de la SADC repose sur le renseignement , il s'agit probablement d'un échange d'information à partir des points focaux nationaux qui transmet de façon hebdomadaire des informations à la salle de veille de la Communauté, laquelle échange avec l'UA.

Le système continental d'alerte rapide et les systèmes régionaux d'alerte rapide ont continué à fonctionner pour garantir des synergies et une inter-connectivité, ouvrant ainsi la voie à l'élaboration des compétences et de méthodologies communes sur l'analyse des conflits. Les

décideurs politiques au sein de l'UA et des CER devraient donc bénéficier d'une meilleure communication.

Cependant, garantir de la cohérence et de la complémentarité entre les activités continentales et régionales de paix et de sécurité représente toujours un défi. Les systèmes d'alerte continentale et des CER ont fait des progrès en termes d'infrastructures et de méthodologie. Les systèmes d'alerte régionaux continuent de collecter et d'évaluer les informations à partir de leur salle situation, produisant plusieurs rapports, y compris le rapport d'alerte précoce [...] Les systèmes régionaux d'alerte précoce font des efforts pour renforcer la coordination avec le département paix et sécurité de la Commission de l'UA. Le système d'alerte continental à partir des CER est effectif mais bien qu'il soit capable de prévoir des crises, l'UA et les CER peinent encore à les prévenir et à les éviter, pour preuve les crises post électorales gabonaises et congolaises avaient effectivement été prévues par ce système mais n'ont pu être évitées.

B. Les aspects militaires

Les moyens militaires de la politique africaine de défense et de sécurité portent essentiellement sur les organes responsables de concevoir la stratégie militaire des CER (1). En plus des aspects stratégiques, la Force africaine en attente est représentative de « l'armée africaine », donc la force militaire dont le rôle est de prendre les armes lorsque la paix et la sécurité sont menacées, notamment au niveau des CER (2). Des difficultés relatives à l'opérationnalisation de la FAA, est née l'idée de la création d'une capacité africaine de réaction rapide (CARIC) qui permettrait de combler le retard pris dans l'opérationnalisation de la FAA.

1. Les organes responsables de la stratégie militaire

Etant donné que le système de défense et de sécurité s'organise autour des CER et au regard du Protocole sur le CPS, des organes responsables de concevoir et de mettre en œuvre la doctrine et la stratégie militaire sont à prévoir au niveau régional. La CEEAC a créé une Commission de

défense et de sécurité (CDS), en tant qu'organe consultatif composé des Chefs d'Etat major des forces armées, des Chefs de police et des experts des ministères chargés des questions de diplomatie, de défense et de sécurité.

La CDS examine plusieurs questions [...], évalue les opérations de maintien de la paix et organise des manœuvres militaires périodiques conjointes (art.5.2). A la CEDEAO, la CDS assiste le CMS dans le cadre de la formulation du mandat de la force de maintien de la paix; à l'élaboration des termes de référence de la force [...] à examiner les rapports produits par le centre d'observation et de suivi, et fait des recommandations au CMS. A la SADC, le Comité interétatique de défense et de sécurité le CIDS accomplit toutes fonctions qui seraient nécessaires à la réalisation des objectifs de défense et de sécurité.

2. Les brigades régionales de la Force africaine en attente et la CARIC

La Force africaine en attente (FAA) a été conçue avec une structure pyramidale se déclinant du niveau continental vers les Etats membres et passant par le niveau des organisations sous-régionales, celui des CER, avec une répartition de responsabilités à chaque échelon concerné. Lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, elle sera composée des contingents multidisciplinaires en attente, stationnés dans les cinq régions d'origine et prête à se déployer rapidement pour mener un large éventail d'actions.

La force en attente de la CEDEAO est une structure composée de plusieurs modules polyvalents civils et militaires en attente dans leurs pays d'origine et prête à être déployés dans les meilleurs délais. Cette force est chargée de plusieurs missions [...] comme le maintien de la paix et de la sécurité. La Force multinationale d'Afrique Centrale (FOMAC) est le bras armé du COPAX [et de la CEEAC]. Elle est une force, non permanente, constituée de contingents nationaux interarmées, de police et de modules civils, en vue d'accomplir, à titre préventif ou opérationnel, des missions de paix et de sécurité et d'assistance humanitaire.

Il faut noter comme souligné par la troisième feuille de route du développement de la FAA, qu'elle a connu des avancées majeures.

Ces réalisations sont respectivement des politiques communes, un exercice continental annuel, une réunion de coordination, des exercices standards d'harmonisation et des directives d'activités annuelles adressées aux Etats membres et aux CER [...] pour le règlement des conflits à travers le continent. Le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la FAA, reconnaît que les capacités africaines des opérations de maintien de la paix se sont améliorées en qualité et en nombre.

Le plan de mise en œuvre de la FAA 2014-2015 recommandé par un groupe d'experts indépendants a été une bonne base pour assurer la pleine opérationnalisation de la FAA à la fin 2015. Le principal écueil à l'opérationnalisation de la FAA est aussi d'ordre financier. En effet, l'UA n'a pas encore des ressources nécessaires au financement de la FAA, estimées en 2011 [...] à 83 millions de dollars. L'UA reste fortement dépendante des financements extérieurs, et particulièrement de l'Union européenne, principale contributrice devant l'ONU et les Etats-Unis. Sur le plan opérationnel, les ambitions de la FAA ne correspondent pas toujours aux moyens réellement disponibles. En effet, des écarts subsistent entre les capacités militaires des différents pays membres, les dépôts logistiques régionaux devant permettre le déploiement des brigades, se constituent très lentement et les moyens de transport aérien demeurent embryonnaires.

La frustration née des difficultés de l'UA à répondre, sans interventions extérieures, à la crise malienne semble avoir amorcé un nouvel élan volontariste en faveur d'une plus grande autonomie de l'UA vis-à-vis de ses soutiens externes. Des nouvelles perspectives sont esquissées par l'organisation panafricaine en vue de mettre en place « un mécanisme de mutualisation des moyens logistiques (terre, mer, air) pour réduire les délais en situation de crise, un mécanisme de transfert des missions entamées par la FAA [...] ». La CARIC [...], il s'agit d'un outil destiné à faire face aux défis sécuritaires immédiats. L'objectif est de pallier les retards dans la mise en œuvre de la FAA, en tant que force africaine de stabilisation sur le continent.

3. Les opérations africaines de maintien de la paix

L'UA et les organisations régionales s'engagent de plus en plus dans les opérations de maintien de la paix dans une logique d'appropriation des processus, démarche soutenue par les Nations unies. Ainsi, la mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM), lancée en 2007, n'est pas une opération des Nations unies mais une mission de l'UA à soutien international. Elle combine la contribution en troupes par des pays africains (Ouganda, Burundi, Djibouti, Kenya) avec le financement de la communauté internationale (Nations unies, Union européenne et un fonds fiduciaire alimenté par d'autres pays). Au-delà d'une simple évolution doctrinale de l'UA inspirée des normes libérales onusiennes, des missions africaines de maintien de la paix, fruits d'une admirable coopération entre l'UA et les CER ou entre l'UA et l'ONU, démontrent la volonté et la capacité de certains Etats à assurer un rôle renforcé. Il s'agit à titre illustratif, des 17000 hommes (21000 aujourd'hui) déployés en Somalie [...], des 4400 hommes déployés au Mali dans le cadre de la MISMA en 2012, des 6032 soldats déployés en Centrafrique dans le cadre de la MISCA en 2013.

Au total, un partenariat plus étroit entre l'UA et les CER [...] est susceptible d'accroître l'efficacité des OMP [...]. Les préalables politiques, dans le cadre du déploiement de la force multinationale mixte (FMM), paraissent réunis. Toutefois, intervient le sempiternel problème de financement et de la logistique. De façon générale, la politique de défense et de sécurité de l'Union Africaine est orientée par des idées, des instruments mais aussi par des moyens opérationnels comme le renseignement, la FAA et la CARIC mais surtout sur la capacité du continent à monter une opération africaine de maintien de la paix. En revanche, comme toute action politique, la stratégie de défense et de sécurité de l'UA connaît des limites et des insuffisances que l'organisation doit parfaire.

V. Les limites de la régionalisation de la politique de défense et de sécurité de l'Union Africaine

La politique de défense et de sécurité de l'UA n'est pas sans limites, au contraire, ses insuffisances compromettent lourdement ses actions et, particulièrement, sa capacité à protéger les africains. Parmi les difficultés relevées, il y a d'abord celles relatives au système d'intégration et aux interférences de la France (A) dans les problèmes sécuritaires africains. L'inefficacité des instruments politiques relatifs à la stratégie de défense et de sécurité de l'UA (B) n'est pas en reste. L'application différenciée de ces instruments politiques maintient certaine région du continent dans une fragilité sécuritaire. En plus de cela, la problématique des ressources financières (C) qui fait de l'UA une organisation dépendante des partenaires, limitent ses capacités d'action.

A. Les insuffisances relatives à l'intégration régionale africaine et aux interférences de la France

L'intégration africaine, telle que prévue par le Traité d'Abuja, présente des limites, car elle prévoit la division du continent en cinq CER (Nord, Sud, Centre, Est et Ouest) mais il s'avère que cette organisation est remise en cause par deux autres phénomènes. D'abord, les systèmes d'intégration sous-régionaux issus de la colonisation : il s'agit de la CEMAC qui est dérivée de l'ancienne Afrique Equatoriale Française. L'UEMOA produit de l'ancienne Afrique Occidentale française, ce sont deux sous régions en cours d'intégration, laquelle est profondément influencée par l'ancienne puissance coloniale.

Cette influence n'épargne pas les aspects sécuritaires. En effet, dans la CEMAC on a vu des opérations de maintien de la paix, par exemple en République centrafricaine totalement financée et soutenue par la France durant les années 90 et 2000, mais avec des troupes des Etats de la sous-région. De telles interférences ne vont dans le sens de la

consolidation de l'intégration africaine, au contraire, elles sont aux antipodes des aspirations et des objectifs de l'Union Africaine. Elles fragilisent le processus d'intégration dans la mesure où les pays francophones pourraient négliger les aspirations africaines de construction d'une Force africaine en attente, qu'ils jugeraient inutiles face à l'assistance française et à la présence de leurs bases militaires dans les deux sous-régions d'Afrique francophone.

L'UEMOA a également connu des interventions similaires comme les opérations LICORNE et SERVAL respectivement en Côte d'Ivoire et au Mali. Toutes ces interventions militaires, comme cela a été mentionné précédemment, sapent l'intégration africaine et la consolidation d'une politique de défense et de sécurité africaine.

Le second phénomène posant problème à l'intégration africaine est celui de la multiplication des CER notamment en Afrique de l'Est ; Nous avons l'IGAD dont les sept membres proviennent de la Corne de l'Afrique et la partie nord de la sous région. Il y a également la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) constituée du Kenya et de l'Ouganda, membres du COMESA, et de la Tanzanie, membre de la SADC.

L'intégration africaine est ainsi confrontée au problème de la rationalisation des CER, alors que le Traité d'Abuja prévoit cinq CER, le continent est divisé aujourd'hui en huit CER. Cela pose la question de la coopération dans les domaines de la paix et de la sécurité, il serait plus aisé et rationnelle pour l'UA de coopérer avec les cinq régions qu'avec huit sous-régions qui présentent parfois des doublons qui sont sources d'inefficacité et qui ralentissent le déploiement de l'action de l'UA dans les CER.

A contrario, dans l'hypothèse d'une région unifiée, on peut tout aussi avoir des dissensions internes qui bloquent totalement la CER.

Dans le cas de l'Afrique du Nord, la constitution d'une brigade intégrée est notamment contrariée par les particularismes sous-régionaux et les susceptibilités nationales. Le différend entre l'Algérie et le Maroc sur la question Sahraouie constitue depuis longtemps un frein à l'intégration régionale au sein du Maghreb arabe (UMA), la CER étant censée regrouper les Etats d'Afrique du Nord.

Par ailleurs, l'entrée du Maroc à la CEDEAO représente une rupture épistémologique de la conception actuelle de l'intégration africaine qui est fondée sur des régions homogènes. En effet, cette nouvelle situation

du Maroc nécessite une révision de la doctrine et du Traité d'Abuja, car le concept de CER comme bloc régional n'est plus totalement adaptée étant donné que le Maroc qui est géographiquement situé au Nord de l'Afrique devrait intégrer une CER différente de sa région géographique.

B. Les insuffisances relatives aux instruments politiques

En 2016, le nombre total de conflits en Afrique était de 86, dont 67 conflits étaient considérés comme violents. Les années précédentes, la majorité des conflits étaient classifiés comme des crises violentes. Les acteurs de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité sont intervenus dans 28 conflits sur 67 éligibles pour une intervention. L'UA et les CER sont intervenues dans 28 conflits par la diplomatie, la médiation, les opérations de maintien de la paix ou une combinaison des trois activités. Les interventions sur la forme des activités diplomatiques concernaient 27 cas et des opérations de maintien de la paix ont été déployées dans 8 cas. Parmi ces conflits et crises, certains sont liés aux élections contestées.

Fin 2016, si le Chef d'Etat sortant en Gambie, Yahya Jammeh, n'a pas réussi à s'imposer par la force, cela n'a pas été le cas, lors de quatre inversions de résultats à la compilation et à la publication des résultats au Congo Brazzaville, à Djibouti, au Tchad et au Gabon. A Djibouti, un massacre a eu lieu en amont du scrutin. Au Congo Brazzaville et au Gabon, des massacres ont été commis par les forces armées après la publication de faux résultats.

Les questions autour de la démocratisation des pays remontent à l'UA [...] malgré le peu de résultat attendu [...] L'UA s'est retrouvée dans le débat sur le Burundi, à propos de l'éventualité d'une mission de paix de l'UA, et le projet a été abandonné.

ONU, UE et UA tentent de respecter les principes de subsidiarité et de complémentarité: en Afrique, l'ONU et l'UE donnent la priorité à l'UA. Ces principes sont appliqués plus ou moins correctement dans le cas des crises sécuritaires et militaires. Ils ne fonctionnent pas sur les conflits

électoraux, parce que l'UA n'est pas composée d'une majorité d'Etats dont les Chefs seraient élus selon les règles de la démocratie. Ces principes nécessiteraient que l'UA soit le moteur concernant l'Etat de droit, la légalité et la démocratie. Elle est, au contraire, reconnue actuellement pour sa passivité ou les services rendus dans les processus électoraux détournés. Pendant les conflits électoraux, les populations africaines n'attendent rien de l'UA.

A ce stade, l'utilisation des règles de subsidiarité et de complémentarité au profit de l'UA facilite une solidarité des Chefs d'Etat non élus démocratiquement. Si, comme au Gabon, cela empêche la démocratisation d'un pays, ces principes utilisés contre-emploi empêchent également le processus continental de redémarrer. Ce malentendu pourrait conduire à une augmentation rapide des tensions entre les populations et les Chefs d'Etat non élus, en particulier en Afrique centrale.

Ce qui précède démontre la problématique du non alignement des instruments de l'Architecture de paix et de sécurité sur l'Architecture de la gouvernance comme cela a été fait à la CEDEAO, ce qui explique certainement les mutations politiques et économiques que connaît cette CER depuis le début des années 90. Dans la perspective de l'analyse des politiques publiques, on dira qu'il y a un problème de pertinence des instruments et des politiques de l'UA, particulièrement entre l'APS et la Charte africaine de la démocratie et des élections. En conséquence, l'Afrique continue de faire l'objet de conflits et de crises violents, nécessitant l'intervention de l'UA et des CER, notamment à travers des actions de médiation. Lorsqu'elles sont initiées, il s'avère, qu'elles ne sont pas souvent effectives, en raison de l'immobilisme des certains instruments [...], notamment le Panel des sages, est à mettre au crédit du mauvais cadrage politique en matière de médiation. Plutôt, a-t-on assisté à la vogue de missions ad hoc et à la superposition des médiateurs.

C. La problématique du financement de l'action de défense et de sécurité de l'UA

L'Union Africaine fait face à un double défi relatif à la mobilisation des ressources financières. Le système de contribution actuel, calculé à partir du PIB des Etats membres, ne permet pas de financer la totalité des besoins de l'organisation. Ce qui constitue un énorme handicap compromettant sérieusement sa capacité de financement et d'action. En plus de l'insuffisance de ses ressources, l'UA a parfois des difficultés à recouvrer les contributions, en raison des problèmes financiers auxquels ses Etats membres sont confrontés depuis des décennies. La capacité de l'UA à réagir face aux situations de crise et de maintien de la paix est sérieusement limitée à cause de ce problème de ressources.

L'Union Africaine peine encore à autofinancer ses actions, et donc les opérations de maintien de la paix à sa charge, en l'absence de mécanismes autonomes de financement. Cela peut s'expliquer par des inégalités au niveau du développement. Celles-ci, expression des niveaux de développement encore non harmonisés, paraissent durablement affecter la capacité africaine à mettre en œuvre une véritable politique de financement des actions en faveur de la paix.

Malgré l'adoption des instruments politiques et juridiques relatifs à la défense et à la sécurité du continent, la problématique de l'autofinancement de l'organisation, et par ricochet, celle des actions de défense et de sécurité demeure une préoccupation. En effet, les activités de défense et de sécurité sont principalement financées par les partenaires financiers de l'organisation, notamment l'UE. La situation est d'autant plus préoccupante, que malgré ces financements, de manière générale les ressources disponibles restent insuffisantes. Aussi, le caractère ponctuel de certains financements empêche la prévisibilité et entraîne des difficultés au niveau de la planification.

Face à la dépendance financière de l'Union Africaine, l'organisation envisage changer son système de financement actuel, par une taxe de 0,2% sur les importations. Les ressources issues de cette taxe devraient permettre à l'organisation de s'autofinancer mais elle ne pourra pas totalement couvrir les dépenses relatives au maintien de la paix. Selon

le Président de la Commission de l'UA « le maintien de la paix restera tout de même financé à 75% par l'aide extérieure ».

Pour contribuer à l'amélioration du financement du maintien de la paix, un rapport du Secrétaire Général des Nations unies proposait pour l'avenir des approches plus prévisibles. Le Protocole créant le CPS prévoyait un Fonds africain pour la paix comme organe financier de la politique de défense et de sécurité de l'UA. Pour le Haut Représentant de l'UA pour le Fonds, Donald Kaberuka « une Architecture africaine de paix et de sécurité bien financée est non seulement une priorité pour l'Afrique mais aussi un bien commun mondial ».

La capacité, pour l'organisation continentale, à prendre en charge à hauteur de ses engagements et de ses responsabilités en matière de défense et de sécurité, est une priorité. Ainsi, la Commission de l'UA a décidé de rendre pleinement opérationnel le FAPS en nommant en 2016 un Haut Représentant en charge de cette structure.

Le Fonds africain de la paix s'articule autour de trois axes : la médiation et la diplomatie préventive, les capacités institutionnelles et les opérations de soutien à la paix. Ce Fonds a déjà reçu [en 2017] des contributions de 14 Etats membres de l'UA à hauteur de 65 millions de dollars, soit 12% de l'objectif.

Les difficultés de l'UA à financer sa défense et sa sécurité ont mené l'organisation à trouver des solutions durables. Une des solutions étant l'opérationnalisation du FAPS qui constitue un instrument stratégique pour le financement des opérations de maintien de la paix et pour réduire la dépendance financière de la sécurité de l'UA.

Conclusion

Depuis sa création, l'Union Africaine s'efforce de déployer une action publique multisectorielle au niveau continental. Ainsi, dans le domaine de la défense et de la sécurité, l'UA s'est imposée comme acteur incontournable de ces questions. Son activité dans ces domaines mobilise les aspects d'une politique africaine de défense et de sécurité. Elle est orientée par un concept fondamental, celui de régionalisation. Il s'agit de transférer aux régions la gestion des politiques africaines par les

régions et, la défense et la sécurité sont essentiellement de la responsabilité des CER.

Ainsi, la politique de défense et de sécurité est encadrée par un droit en cours de consolidation mais qui définit tout de même le cadre juridique, les instruments et les institutions responsables de la mise en œuvre de cette politique. Reposant sur la CER, elle est le lieu de mise en œuvre de cette politique. De ce fait, les CER ont développé un droit dérivé des instruments juridiques continentaux. C'est dans cette perspective que des institutions similaires à celles existantes de l'UA ont été créées dans les CER. Ces institutions sont, pour la plupart, celles prévues par le Protocole relatif au CPS.

Dans les régions, les questions de défense et de sécurité sont gérées par des organes équivalents au CPS. A la CEDEAO et à la SADC, un mécanisme de gestion des questions de défense et de sécurité a été ainsi créé. Cet organe est responsable non seulement, de mettre en œuvre les principales idées et orientations de l'UA dans ce domaine, mais aussi d'adopter la stratégie de défense et de sécurité de la région à ses propres enjeux et défis. La CEDEAO a par exemple adopté un Protocole sur la bonne gouvernance qui constitue un instrument complémentaire à la politique régionale de défense et de sécurité.

La politique africaine de défense et de sécurité mobilise des instruments politiques qui s'articulent autour de deux principes, à savoir, le règlement pacifique et la prévention des conflits d'une part, et les instruments coercitifs, les sanctions et l'intervention d'autre part. Au-delà des outils politiques, l'UA a développé des moyens opérationnels, notamment un système d'alerte continental qui s'articule autour des CER. Le système sert à la fois l'UA et les CER dans la prévention et l'identification des menaces pouvant mener aux conflits. Pour faire face aux conflits et aux crises, l'UA a prévu une force africaine en attente composée des brigades des CER.

Mais les difficultés, pour rendre cette force opérationnelle, ont convaincu l'UA à créer parallèlement la CARIC. Toutes les forces sont désormais opérationnelles et mobilisables. En plus de ces forces, l'UA et les CER sont engagées dans plusieurs opérations de maintien à travers le continent. Ces OMP sont aussi les problèmes les plus importants de l'UA, car elles sont principalement financées par les partenaires financiers internationaux, notamment l'UE. Cette situation présuppose que

la politique de défense et de sécurité de l'UA a des limites. Organisées autour des CER, l'intégration africaine est confrontée à certaines difficultés qui compromettent l'efficacité de la politique africaine de défense et de sécurité. Parmi ces problèmes, on note des systèmes d'intégration concurrents comme ceux issus de la colonisation (CEMAC et UEMOA).

A travers ceux-ci, des interférences de l'ancienne puissance coloniale sont récurrentes dans les domaines de la défense et de la sécurité. Par ailleurs, certains instruments politiques sont inefficaces voire incomplets pour les effets recherchés. Cependant, le problème le plus important reste celui de la durabilité du financement de la politique de défense et de sécurité de l'UA. Aussi, l'organisation s'est dotée d'un nouveau mécanisme de financement qui devrait lui permettre de financer totalement son fonctionnement. Même si le financement total des OMP n'est pas encore d'actualité l'organisation devrait prendre en charge 25% des dépenses relatives aux OMP, conformément à ses engagements auprès de l'ONU.

Bibliographie

Sources juridiques

Acte constitutif de l'Union Africaine

Protocole sur le Conseil de Paix et sécurité

Protocole sur le Conseil de paix et sécurité de la CEEAC

Protocole d'accord de coopération dans le domaine de la paix et la sécurité dans le domaine de la paix et de la sécurité entre l'Union Africaine, les Communautés économiques régionales et les Mécanismes de coordination des brigades régionales en attente de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique du Nord.

Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité à la CEDEAO

Protocole de coopération en matière de défense et sécurité de la SADC

Protocole sur la bonne gouvernance et la démocratie de la CEDEAO

Pacte de défense mutuelle de la SADC

Pacte de non agression de l'Union Africaine

Pacte d'assistance mutuelle de la CEEAC
Pacte de non agression de la CEDEAO
Règlement MSC/REG.1/01/08 Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO.
Traité instituant la Communauté Economique Africaine

Ouvrages

APSA impact report 2016, Institute for peace and security studies, University of Addis Abeba, 2016
African Peace and Security Architecture. APSA roadmap 2016-2020, AUC, Addis Abeba, 2015
BRAILLARD Philippe, MOHAMMA-REZA Djalili (1994), Les relations internationales, Paris, PUF, Que sais-je ?
Commission de l'Union Africaine, Agenda 2063 (2013)
Commission de l'Union Africaine, Plan stratégique 2014-2017, Addis Abéba (2014)
Le processus de planification et décisionnel de l'Union Africaine, Addis Abeba (2010)
Facilité de soutien à la paix à la paix pour l'Afrique, rapport 2015, UE (2015)
Les conflits et la violence politique. Consolider le rôle de L'Union Africaine dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Rapport du groupe de sages de l'UA, IPI (décembre 2012)
NAY Olivier, (dir.) (2008), Lexique de science politique : Vie et institutions politiques, Paris, Dalloz.
Plan stratégique indicatif de l'Organe de coopération en matière de défense et de sécurité, Maputo (2015)

Articles

CHOUALA Yves Alexandre, « Puissance, résolution des conflits et sécurité collective à l'ère de l'Union Africaine : Théorie et pratique », Annuaire français des relations internationales, Paris, 2005.
« Dynamique des réponses sécuritaires dans la CEEAC à la crise centrafricaine », GRIP, note n°6, 25 mars 2014

- GNANGUENON Amandine, Le rôle des Communautés Economiques Régionales dans la mise en œuvre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, Délégation aux affaires stratégiques, Paris, 2010.
- ISSAKA K. Souaré, « Regard critique sur l'intégration Africaine », ISS paper 140, juin 2007.
- LUNTUMBUE Michel, « APSA : contours et défis d'une Afrique de la défense », Note d'Analyse du GRIP, 20 janvier 2014.
- MARZIN Régis, « Sommet Union Africaine – Union Européenne du 27 au 30 novembre 2017 à Abidjan et qualité des processus électoraux en Afrique », 28 novembre 2017.
- NDIAYE Papa Samba, « Le nouveau triangle du maintien de la paix en Afrique (UA, CEDEAO, UEMOA) : Entre complémentarité inconsistante et concurrence déloyale », Afrilex, Décembre 2016.
- Partenaires sécurité et défense, « Le soutien aux opérations de maintien de la paix », Revue de la coopération de sécurité et de défense, n° 270, automne 2012
- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/defense-et-securite/cooperation-de-securite-et-de-defense/revue-partenaires-securite-defense/psd-no270-dossier-le-soutien-aux/>
- OUMBA Parfait, « L'effectivité du rôle du Conseil de Paix et Sécurité de l'Union Africaine dans la résolution des conflits », Revue africaine d'Etudes politiques et Stratégique. p. 139-176, 2014.
- ZOZIME TAMEKAMTA Alphonse, « L'architecture de paix et de sécurité de l'Union Africaine : Articulations et enjeux de la gouvernance sécuritaire au XXIe siècle », Note d'Analyse politique n°24, ThinkinAfrica. p. 1-7, janvier 2015.
- ZOZIME TAMEKAMTA Alphonse, « L'engagement des Etats africains en matière de sécurité en Afrique central : contraintes et enjeux de coopération UA-CEEAC », Afsol Journal Volume 1, Issue1, p. 45-61, 2015.

CONCLUSION

Gninakan SORO,

Étudiant en Master en Etudes internationales, spécialité Développement Europe-Afrique, Université de Szeged

Le processus de l'intégration en Afrique remonte au lendemain des indépendances. Ainsi, conscients de la nécessité de s'unir pour faire face aux challenges (développement, sécurité, indépendance entre autres), trente chefs d'Etats se sont réunis en Éthiopie à Addis-Abeba, le 23 Mai 1963, pour créer l'Organisation de l'Unité Africaine. Ce processus d'intégration, a connu des évolutions considérables même si leur rythme laisse à désirer. C'était comme pour faire le point de ce processus d'intégration que le Centre Universitaire de la Francophonie a donné la parole à des spécialistes, à travers ce colloque. Durant ces journées intellectuelles, les acquis du processus d'intégration ont été étalés, avant une projection sur l'avenir.

Au commencement du processus de l'intégration africaine était le Panafricanisme, un mouvement intellectuel et politique qui date XIXème siècle. Son objectif ultime de parvenir à unir tous les africains autour de la construction d'une seule Afrique. Il fallait donc mettre fin à l'esclavage, combattre la discrimination raciale, la conquête coloniale et toute forme de domination et rendre l'Afrique aux africains. Marcus Garvey, Edward W. Blyden, Kwame Nkrumah, pour ne citer que ceux-ci, étaient convaincus de ce que, seule l'union de l'Afrique et des africains pouvait permettre au continent de revenir sur la scène internationale. M. Touré METAN est donc revenu sur le Panafricanisme en tant qu'idéologie et

Mouvement depuis ses origines avant de s'appesantir sur ses apports au processus d'intégration du continent. S'il est à retenir que le leitmotiv de cette philosophie était et reste l'unité de l'Afrique, elle a permis aux panafricanistes de réaliser des résultats concrets par la mise en place des bases de cette intégration, depuis la création de l'Organisation de l'Unité Africaine jusqu'à l'Union Africaine. Mais force est de reconnaître que l'idéologie a perdu de sa superbe, tant les efforts dans la réalisation de l'intégration restent invisibles depuis un certain temps. Malgré ce constat peu encourageant, il est à noter qu'elle est en marche et que, plus que jamais, ce combat est repris par la jeunesse, toute chose qui présage sa réalisation aujourd'hui ou demain.

La seconde communication prononcée par Anne-Sophie GIJS, a porté sur l'analyse des relations qu'entretiennent l'Europe et l'Afrique ou comment l'Union Européenne accompagne le continent africain dans son développement. Mais l'analyse de cette coopération révèle une domination de l'Union Européenne. Ces relations sont de nature déséquilibrée entre les deux partenaires, car elles sont de nature égocentrique, axés sur la réalisation des intérêts de l'Europe. D'abord la coopération a pris une tournure politique, avec l'érection de conditionnalités politiques et économiques à l'aide, symbolisées par les douloureux plans d'ajustement structurel et autres exigences démocratiques et de bonne gouvernance. En plus, l'Union Européenne, s'est peu à peu éloignée de l'Afrique par son extension au centre et à l'Est de l'Europe en plus de privilégier les pays de son pourtour immédiat. Les échanges économiques, quant à eux, sont déséquilibrés et sont en faveur de l'Europe qui conserve son accès au marché africain, mais en retour, ferme son espace aux exportations venant de l'Afrique, un protectionnisme symbolisé par des barrières aux produits du continent. L'Europe est devenue d'ailleurs une forteresse inaccessible rendant l'immigration clandestine et meurtrière. Par ailleurs, elle choisit les partenaires sur le continent en fonction de ses intérêts stratégiques qui vont des Etats à l'Union Africaine affaiblissant cette dernière. En définitive, l'auteur a qualifié cette coopération de conflictuelle et paradoxale due aux difficultés que l'Union Africaine connaît dans son intégration. Il n'en reste pas moins que des efforts de chaque part sont à faire pour la réalisation de cette intégration, véritable outil de coopération politique pour le continent africain.

La troisième communication présentée par le Professeur Mohieddine HADHRI a consisté en une analyse comparative des processus d'intégration sur le continent africain à ceux des autres régions du sud, telles qu'en Asie ou en Amérique. Cette analyse révèle que les processus d'intégration africains restent à la traine dans leur ensemble. Les raisons évoquées sont de divers ordres, ce sont pour les plus déterminants : la multiplication des processus entraînant une dispersion des efforts ainsi qu'un chevauchement entre organisation, la faiblesse des échanges entre les pays membres d'une même organisation, des choix de modèle d'intégration souvent inefficaces sur le continent, une faiblesse d'infrastructure favorisant une réelle intégration. Au total, il est à retenir que même si les avancées économiques de l'intégration sont largement en deçà des espérances, il ne faut pas non plus nier les progrès réalisés. Pour l'auteur, il est nécessaire, pour donner un nouvel élan au processus, il faut l'émergence de nouveaux leaders capables de consolider les acquis économiques actuels, de résoudre les problèmes économiques du continent en adoptant les pratiques de bonne gouvernance, et surtout capables de mettre fin au morcellement du continent auquel on assiste aujourd'hui.

Les communications de ce premier jour ont pris fin avec la problématique de la politique monétaire Ouest Africaine comme véritable outil d'intégration et d'inclusion économique. Monsieur Bitty MORO a dissipé d'entrée de jeu le débat sur la question du franc CFA. Il a en effet, démontré que le choix de la politique monétaire actuelle, par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) demeure un acte volontaire et judicieux. Ainsi, le choix de la stabilité et de la libre convertibilité, permet une libre circulation de cette monnaie sur le marché des capitaux et garantit les échanges en toute confiance entre les pays de ces zones avec les partenaires sur le marché mondiale. Dès lors, les questions de la fabrication de billets est purement commerciales. Partant, l'intervenant a démontré que l'adoption d'une politique monétaire commune Ouest Africaine serait l'aboutissement ou la réalisation du processus d'intégration et d'inclusion économique déjà très avancée, pour ce qui est de la Communauté Economique de Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Mais, les États membres devront faire des efforts pour rendre leur économie compétitive en intensifiant leurs échanges de sorte à réduire leur dépendance vis-à-vis des Etats tiers.

Le deuxième jour du colloque, axé sur les approches concrètes, s'ouvre sur un modèle de coopération Sud-Sud entre le Maroc et le Sénégal, sous le prisme de la religion du Tidjanisme. En effet, profitant du partage de la même religion et surtout du même courant, les fidèles mettent en avant cette affinité pour rapprocher les deux pays par le développement des relations commerciales. Cette relation en réalité, représente un échantillon très avancée de la relation qu'entretient le Maroc avec les pays au sud du Sahara. D'ailleurs, le Royaume chérifien a très vite compris qu'il gagnerait à faire de la religion un axe de sa diplomatie en vue de se rapprocher de ces pays qui partage avec lui le même courant religieux. Ainsi, ce modèle sénégal-marocain se présente comme pouvant contribuer au processus de l'intégration.

La communication suivante, de cet axe, était un rapport sur ce qui pourrait constituer les problématiques dans le futur sur le continent. Ainsi, le rapport révèle que la situation générale en Afrique s'améliore avec une avancé démocratique notable au niveau justifié par la rareté des coups d'état, l'adoption des élections comme mode de changement de régime même si les régimes qui en découle sont souvent autoritaires. Au niveau sécuritaire, on a assisté à une multiplication des entrepreneurs de violence avec la diversification des groupes armés, dont l'objectif n'est pas le renversement du pouvoir. On assiste également à la montée de l'extrémisme religieux qui se présente comme l'une des menaces sérieuses que devra combattre l'Afrique. Enfin, comme menaces futures, il faudra compter avec les inégalités sur le continent qui pourraient croître dues aux disparités de croissance. Le continent devra se pencher sur ces futurs challenges qui pourraient constituer un facteur destabilisant.

L'intervention de Claude Aline ZOBO portait sur une analyse des conséquences économiques de l'intégration monétaire sous l'angle de l'endogénéité. Il ressort de son discours que cette intégration, l'une des plus avancée du continent, présente des insuffisances qui s'expliquent par l'état des économies des Etats membres, faibles et surtout tournées vers l'extérieur, par conséquent, des économies qui ne participent pas à la production des richesses de la région. Pour que cette intégration économique produise réellement ses effets, il faut avant tout, adapter les économies aux nécessités de la région en créant des économies inclusives, de sorte à ce que cela puisse créer de la richesse interne en

détournant les flux financiers de l'extérieur vers la zone de l'UEMOA et par l'intensification des échanges entre les Etats membres. En somme, il faudra pour que l'UEMOA devienne une zone économiquement attractive, qu'elle finance le développement de cette zone dans une perspective d'interdépendance entre l'économie de la région et l'intégration économique déjà réalisée par la zone du franc CFA.

Enfin, le colloque s'est terminé avec « La régionalisation en tant que facteur structurant de la stratégie de sécurité et de défense de l'Union Africaine » présenté par Ladislas NZE BEKALE. La situation sécuritaire sur le continent s'est beaucoup améliorée ces dernières années. Cette situation n'est point étrangère au processus d'intégration en cours sur le continent. En effet, l'Organisation de l'Unité africaine et ensuite de l'Union Africaine a accordé une place de choix à la gestion des conflits. Ainsi, l'Union Africaine, dans une perspective d'efficacité, a bâti sa stratégie de sécurité et de défense sur les communautés régionales, nommées Communautés Economiques régionales (CER). Cette stratégie permet à chaque région de disposer d'une architecture de sécurité et de défense composée d'instruments et de mécanismes permettant aux CER de prévenir et de gérer tout conflit, tout en agissant pour le compte de l'Union Africaine.

